PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

JAN 12 1937

REVUE DE PARIS

1er DÉCEMBRE 1936

ANDRÉ MAUROIS.	*Les Tudors et les Stuarts.* — I. . .	481
COMTE DE FELS.	*L'Office du Blé.*	512
PIERRE MILLE.	*Les Aventuriers.* — II.	528
ROLAND DE MARÈS.	*Où va la Belgique?*	557
H. ALLAIN-TARGÉ.	*Au temps de Sadowa*	575
BARON K. REILLE.	*La Chasse à courre*	600
E. GASPARDONE.	*Fouilles d'Indochine*	615
MARCEL THIÉBAUT.	*Léon Tolstoï* (fin).	638
YVONNE PAGNIEZ.	*Goémoniers*	675
ALEXANDRE ARNOUX.	*Le Cinéma.*	688
A. ALBERT-PETIT.	*L'Histoire*	697
GÉRARD BOUTELLEAU.	*Peg's Club*	711

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 fr. 50.

43e ANNÉE NUMÉRO 23

La REVUE DE PARIS il y a cent an

(Première REVUE DE PARIS)

La Revue de Paris *de décembre 1836 comprend des études de Charles No Philarète Chasles, Castil-Blaze, Edgar Quinet, X. Marmier, et du biblio Jacob. Du bulletin de la Revue nous extrayons les passages qu'on va lire.*

« Depuis bientôt quinze jours, de sourdes rumeurs avaient semé l'inq tude dans tous les esprits, des bruits sinistres s'étaient répandus sur le de l'expédition dirigée contre Constantine; de douloureux pressentiments as geaient tous les cœurs; chaque matin la presse s'adressait au gouvernement p lui demander jusqu'à quel point les craintes générales étaient fondées. Cep dant combien l'on était encore loin de soupçonner l'étendue de ce désast

C'est le 13 novembre que l'expédition, au nombre de 7000 hommes toutes armes, quittait Bône; le 30, 2000 au plus, quelques-uns disent 15 rentraient dans cette ville après avoir inutilement passé trois jours dev Constantine, tenté deux assauts et jeté plus de 1 400 projectiles dans la vi les quinze autres jours ont été employés à franchir la distance qui sépare B de Constantine et à opérer la retraite. Avant d'être parvenus devant les m de la ville, 3 000 soldats étaient déjà hors de combat. Achmed-Bey avait pro 50 francs par tête de Français à ses Kabyles. Les canons ont été ramenés est vrai, mais après avoir été encloués. Les vivres et les bagages ont été perd ou pillés par nos propres soldats.

Jamais expédition ne s'annonça sous d'aussi fâcheux auspices; ce so d'abord des délais successifs, puis le manque d'hommes, puis la dysenterie, q à Bône même, avaient déjà retenu dans les hôpitaux 2 000 hommes...

... Le 21 les bagages sur lesquels on doublait et triplait les attelages aya rejoint l'armée, on traversa un torrent formé par un des affluents de l'Oue Rammel, et le soir l'on prit position sous les murs de Constantine. Il ne rest plus 3 000 hommes sous les armes.

Les hostilités commencèrent par deux coups de canons de vingt-quat pointés par les Arabes contre nos pièces; le drapeau rouge flotta aussitôt s la principale batterie de la place. Le temps continuait à être affreux, la nei tombait à flots pendant qu'une brigade d'avant-garde, après avoir trave l'Oued-Rammel, se portait sur la rive droite et chassait les Kabyles, sor en grand nombre de la place. Le maréchal Clauzel fit battre à coups de can la porte d'El-Cantara pendant toute la journée du 22. Pendant ce tem les prolonges de l'administration, qui étaient restées dans les boues, étaie pillées par une partie du 62e, chargé de les défendre. Le 23, le canon bat inutilement une seconde porte sans pouvoir frayer le passage à l'infante Pendant la nuit, deux attaques furent dirigées en même temps, l'une cont la porte d'El-Cantara par le colonel Lemercier, l'autre par l'avant-garde d côté de Koudiat-Ati.

C'est dans ces deux attaques, également infructueuses, que succom bèrent le commandant Richepanse, le capitaine de génie Grand; que fure blessés le général Trézel, le colonel Duvivier, le capitaine du génie Ruy, lieutenant d'artillerie Bertrand : les hommes qui portaient les échelles fure tués ou blessés.

Alors commença la retraite; la garnison entière et un grand nombre d cavaliers arabes se jetèrent, avec un acharnement dont rien ne peut donne l'idée, sur nos soldats, épuisés de fatigue et manquant de munitions. A chaqu moment il fallait former le carré et soutenir de perpétuelles attaques. C'est l 63e, le 2e léger du commandant Changarnier, et les chasseurs à cheval d'Afriqu qui ont protégé la retraite. »

LES TUDORS ET LES STUARTS

Nous aurions voulu publier intégralement l'*Histoire d'Angleterre* dont M. André Maurois, après des années de travail, vient de terminer la composition. Malheureusement cette œuvre, où la signification profonde et la philosophie de plusieurs siècles de luttes et d'efforts ont été dégagés avec une pénétration incomparable, est d'une étendue telle que l'édition complète en revue s'est révélée impossible.

Tout en regrettant de ne pouvoir présenter à nos lecteurs les beaux chapitres que M. Maurois a consacrés aux origines de l'histoire d'Angleterre, notre choix s'est donc porté sur les règnes des Tudors et des Stuarts. Contraint même de laisser de côté le règne de Henry VII nous commençons donc notre publication par le règne de Henry VIII auquel plusieurs ouvrages ont donné récemment une nouvelle « actualité » (N. D. L. R.)

HENRY VIII

I. — La mode façonne les souverains comme elle impose les costumes et régit les mœurs. Un grand roi du Moyen Age devait être courtois, chevaleresque, sévère et pieux; un grand prince de la Renaissance est libertin, cultivé, magnifique et souvent cruel. Henry VIII fut tout cela, mais à l'anglaise, c'est-à-dire que son libertinage demeura conjugal, sa culture théologique et sportive, sa magnificence de bon goût, sa cruauté légalement impeccable. Aussi resta-t-il parmi ses sujets, malgré ses crimes, un souverain populaire. Aujourd'hui encore les historiens anglais le défendent. Le

Copyright 1936 *Revue de Paris*.

grand évêque Stubbs dit que les portraits de ses femmes ne justifient peut-être pas, mais expliquent, sa hâte à les éliminer. Le professeur Pollard demande pourquoi ce serait une faute particulièrement grave que d'avoir eu six femmes : « Six est-il un nombre prohibé? La dernière épouse de Henry VIII, Catherine Parr, a eu quatre maris et son beau-frère, le duc de Suffolk, quatre femmes sans que nul leur en ait fait grief. Et d'ailleurs que reproche-t-on à Henry VIII, sinon d'avoir épousé les femmes qu'il aimait? Il aurait pu, sans choquer personne, avoir beaucoup plus de six maîtresses. Henri de Navarre en a eu quarante sans que sa réputation en souffrît, bien au contraire. » Cela est vrai, mais Henri IV n'a jamais fait décapiter la Belle Corisande, ni Gabrielle d'Estrées.

II. — Quand, en 1509, Henry VIII succéda à son père, il avait dix-huit ans. C'était un bel athlète, fort satisfait de sa personne, très fier quand l'ambassadeur vénitien lui disait que ses mollets étaient mieux faits que ceux de François Ier, excellent archer, champion de tennis, cavalier qui fatiguait dix chevaux en un jour de chasse. Il avait le goût des lettres, ayant été nourri à la fois de théologie et de littérature romanesque; il composait des poèmes, mettait en musique ses propres hymnes et jouait « divinement » du luth. Érasme, qui l'avait connu enfant, avait été frappé par sa précoce intelligence. Les nouveaux humanistes trouvaient en lui un ami. Il appela Colet à Londres et le nomma prédicateur de la Cour, fit de Thomas More un courtisan malgré lui, puis un chancelier, et pria Érasme d'accepter une chaire à Cambridge. Il est nécessaire d'ajouter qu'il était fort dévot et que ses amis d'Oxford, tout réformateurs qu'ils fussent, l'avaient confirmé dans le respect de la religion catholique. Si étonnant que cela puisse paraître, il chercha pendant toute sa vie à satisfaire les scrupules et les craintes « d'une conscience toute médiévale ».

III. — Peu de temps après son avènement, le Roi épousa Catherine d'Aragon, veuve de son frère Arthur et fille du roi d'Espagne, Ferdinand. Pour l'Angleterre de ce temps, État de second ordre, une alliance espagnole était un honneur et une garantie. Aussi, quand la mort prématurée d'Arthur

rompit cette alliance, le Conseil, désireux de conserver Catherine pour reine, supplia-t-il Henry de l'accepter pour femme. Mais un texte du Lévitique interdisait les unions entre beau-frère et belle-sœur; il fallut obtenir une bulle du Pape (1503) et prouver que le premier mariage de Catherine n'avait pas été consommé. On trouva des témoins pour le jurer et, le jour de son mariage avec Henry, Catherine porta, comme les jeunes filles, des tresses déroulées. Ces faits prirent leur importance plus tard quand le Roi voulut la répudier. Au début du règne, Henry ne gouverna guère par lui-même et laissa toute l'autorité au ministre qu'il s'était donné : Wolsey, fils d'un riche boucher d'Ipswich que le Pape, à la requête d'Henry, fit cardinal. Les traits dominants de « ce garçon d'Ipswich » étaient l'ambition et la vanité. « *Ego et rex meus* », écrivait-il aux souverains étrangers. « Bonne grammaire, mauvais protocole. » Sa maison fut celle d'un roi; il avait plus de quatre cents serviteurs, seize chapelains, ses propres enfants de chœur. Pour créer à Oxford le collège Cardinal (depuis Christchurch) et faire admirer sa générosité, cet archevêque n'hésita pas à dépouiller des monastères. Quand Léon X l'eut fait, non seulement cardinal, mais légat du Pape en Angleterre, Wolsey réunit en ses mains toute l'autorité civile et toute l'autorité ecclésiastique. Moines et frères eux-mêmes, indépendants du clergé séculier, devaient obéir à ce légat de Rome. Il habitua ainsi les Anglais à l'idée nouvelle de l'union en un même homme du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel. Enivré de sa puissance, Wolsey traita Rome avec dédain; il prétendit acheter le Sacré Collège et se faire nommer Pape, menaçant l'Église d'un schisme si on ne le choisissait pas. Par de tels gestes violents, il préparait les catholiques anglais à la rupture avec Rome, mais ni Wolsey, si son maître, n'eussent alors imaginé que cette rupture fût proche. Quand parurent les propositions de Luther, le Roi lui-même en écrivit une réfutation qui lui valut du Pape le titre de Défenseur de la Foi (1521).

IV. — La politique extérieure fut le jeu favori de Wolsey. Sur le continent comme en Angleterre, des monarchies fortes émergeaient alors des luttes féodales. Le roi de France et le

roi d'Espagne étaient désormais souverains de grands États; si l'un d'eux l'emportait et dominait l'Europe, quelle serait la situation de l'Angleterre? Le rôle naturel de celle-ci devait être de maintenir sur le continent l'équilibre des forces, « la balance du pouvoir ». Politique mobile, qui pouvait paraître perfide, mais qui, au début du règne, sembla réussir : François Ier et Charles-Quint se disputèrent l'alliance de Henry VIII. Au Camp du Drap d'Or, les rois de France et d'Angleterre firent un assaut de magnificence qui ne fut plus jamais égalé. Dès le lendemain de cette entrevue, Wolsey en avait préparé une autre entre son maître et l'Empereur. Le cardinal poussait la duplicité jusqu'à faire saisir ses propres dépêches, pour se donner à lui-même contre-ordre au nom du Roi. Il envoyait dans une conférence internationale un ambassadeur pourvu d'instructions contradictoires qu'il devait montrer secrètement les unes aux Espagnols, les autres aux Français. Après avoir longtemps paru favoriser l'alliance française, Wolsey choisit enfin l'Empereur, parce que les marchands anglais l'exigeaient. L'interruption du commerce avec l'Espagne et les Pays-Bas eût ruiné lainiers et drapiers. Mais le commerce est mauvais conseiller diplomatique. En sacrifiant François Ier, l'Angleterre détruisit la balance du pouvoir au profit de Charles-Quint. Après la bataille de Pavie (1525), l'Empereur, souverain de l'Espagne, de l'Italie, de l'Allemagne et des Pays-Bas, fut le maître de l'Europe. En particulier il tint le Pape à sa merci, ce qui allait, par des voies indirectes, causer la perte de Wolsey.

V. — C'est une injustice envers Henry VIII que d'expliquer son divorce et la rupture avec Rome par son amour pour les yeux bleu noir d'Anne Boleyn. Le Roi pouvait aisément avoir Anne Boleyn sans lui promettre le mariage, mais le problème à résoudre était plus complexe. Pour éviter au pays une nouvelle guerre des Deux Roses (et les terribles souvenirs de l'anarchie étaient encore frais), il semblait nécessaire que le couple royal eût un fils. Or Catherine, après de nombreuses fausses couches, n'avait qu'une fille, Mary (née en 1516) et son état de santé ne permettait plus d'espérer qu'elle pût avoir d'autres enfants. Était-il possible de considérer Mary

Tudor comme l'héritière? Le trône, en Angleterre, avait plusieurs fois été *transmis* par les femmes; Henry VII lui-même ne l'avait tenu que de sa mère. Mais la seule femme qui, depuis la Conquête, eût *régné* avait été Mathilde et dix-neuf années de désordre constituaient un exemple peu encourageant. L'intérêt de la dynastie et celui du pays exigeaient un fils. Le Roi, qui désirait ardemment ce fils, commençait à se demander si son mariage n'était pas « maudit ». La dispense du Pape avait-elle été valable? Très superstitieux, Henry VIII était enclin, après tant de déceptions, à en douter. Pourtant il hésitait encore à divorcer. Catherine était la tante de l'empereur Charles-Quint, qui prendrait certainement fait et cause pour elle, et surtout Henry VIII espérait que Charles-Quint épouserait sa fille Mary, alliance glorieuse. Quand le roi d'Espagne, contrairement à ses promesses, choisit pour femme une infante de Portugal, le roi d'Angleterre jugea qu'il n'avait plus à le ménager.

VI. — Donc Henry VIII, amoureux d'Anne Boleyn, fille toute jeune, coquette, charmante, souhaitait épouser celle-ci pour avoir d'elle un héritier légitime et cherchait le moyen de se débarrasser de Catherine d'Aragon, sa première femme. Le divorce civil n'existait pas et d'ailleurs n'eût servi de rien au Roi; il lui fallait demander à Rome l'annulation de son mariage. Elle semblait facile à obtenir, car le Pape avait jusqu'alors montré, en telles matières, quand il s'agissait de souverains, une complaisance sans limites. D'ailleurs il existait à la rigueur un cas plausible d'annulation, celui même qu'on avait écarté pour pouvoir célébrer le mariage. Catherine avait été la femme du frère de son époux. Il était vrai qu'une bulle pontificale avait déclaré le second mariage valable; mais une bulle ne pouvait-elle rendre leur liberté à ceux qu'une bulle avait unis et ne pouvait-on plaider, après nouvelle enquête, que le mariage de Catherine et d'Arthur n'avait *pas* été un mariage blanc? Le bruit se répandit que le Roi avait des doutes sur la légalité de son mariage et de graves scrupules de conscience à rester marié illégalement. Wolsey fut chargé de négocier avec la cour pontificale, et tout de suite rencontra une résistance qui n'avait rien de religieux : la

volonté de Charles-Quint qui, maître de Rome, ne permettait pas que fussent sacrifiées sa tante Catherine et sa cousine Mary. Le Pape aurait pourtant voulu satisfaire Henry et il envoya en Angleterre, comme légat, le cardinal Campagna qui devait avec Wolsey juger le cas. Le Roi crut l'affaire faite, mais Catherine, faisant appel à Rome, obtint que le Pape évoquât la cause devant sa propre cour. Cette fois l'irritation du Roi fut grande et la situation de Wolsey devint périlleuse. Comme tout ambitieux, le cardinal avait des ennemis. Une accusation de trahison fut portée contre lui parce qu'il avait accepté d'être, bien qu'Anglais, légat pontifical et de traiter en des tribunaux étrangers des affaires relevant de la cour du Roi. Grief absurde, puisque le Roi avait autorisé et favorisé cette nomination. Mais le cardinal ne trouva pas de défenseurs; il dut abandonner tous ses biens et ne dut qu'à la maladie d'échapper au supplice. Les hommes surprennent toujours. On découvrit, après la mort de ce ministre vaniteux, que sous ses robes il avait porté un cilice.

VII. — Sir Thomas More, non sans inquiétude, remplaça Wolsey à la Chancellerie, mais les deux hommes qui prirent alors le plus d'empire sur l'esprit du Roi furent choisis parce qu'ils lui apportaient en cette affaire du divorce, un peu d'espoir. Le premier, Thomas Cranmer, était un ecclésiastique avec lequel le secrétaire du Roi, Gardiner, avait eu un jour une conversation au cours de laquelle Cranmer avait dit « que le Roi n'avait nul besoin de suivre l'affaire à Rome, qu'il lui suffisait d'obtenir de quelques théologiens éminents la certitude de la nullité de son premier mariage et qu'il pourrait alors, sans scrupules ni danger, prendre la responsabilité morale de se remarier ». Le Roi, enchanté, fit inviter cet homme ingénieux chez le père d'Anne Boleyn et commença, suivant le conseil de Cranmer, à consulter les Universités. Les théologiens, comme les légistes, savent plier les textes aux circonstances. Dans le cas d'Oxford et de Cambridge, un peu « d'intimidation et de cajolerie » produisit la consultation souhaitée; l'Université de Paris fut favorable parce qu'elle détestait Charles-Quint; celles du nord de l'Italie suivirent la Sorbonne. Bientôt le Roi put soumettre au Parlement les

opinions de huit savantes compagnies, lesquelles affirmaient toutes que le mariage avec la veuve d'un frère décédé était nul et que le Pape lui-même n'était pas compétent pour accorder une dispense. Les membres du Parlement étaient priés de rapporter ces faits dans leurs circonscriptions et de décrire à tous les scrupules du Roi. Celui-ci, en effet, sentait le pays hostile au divorce. Quand il passait dans les rues, le peuple lui criait de garder Catherine et les femmes lui parlaient insolemment d'Anne Boleyn. Mais le temps passait. Anne attendait un enfant; il fallait que ce fût l'héritier souhaité et par conséquent qu'il naquît dans le mariage. Cranmer, homme doux et malléable, fut nommé archevêque de Canterbury et maria secrètement le Roi en janvier 1533. A Pâques le mariage fut annoncé, Anne couronnée, Henry excommunié; c'était la rupture avec Rome.

SCHISME ET PERSÉCUTIONS

I. — Cette rupture aurait été moins brutale si Henry VIII n'avait eu d'autres conseillers que Thomas More et Cranmer. More, homme de haute conscience, n'eût accepté qu'une réforme sage et modérée; Cranmer, trop faible pour être méchant, eût négocié et temporisé. Thomas Cromwell fut le Narcisse de ce Néron, le Iago de cet Othello. C'était un petit homme carré, laid, dur, au visage porcin, aux yeux à demi fermés, à la bouche méchante. Il avait commencé la vie à Putney, comme marchand de laine et foulonnier; puis des voyages en Flandre et en Italie lui avaient enseigné le grand commerce et fait de lui un lecteur fervent des politiques italiens. A son retour il était devenu l'un des serviteurs favoris du cardinal Wolsey. Très intelligent, vulgaire mais spirituel, Cromwell n'avait ni scrupules, ni religion. Les théologies rivales lui étaient également indifférentes, mais la doctrine de la raison d'État l'avait conquis. Dès qu'il rencontra le Roi il lui conseilla de suivre l'exemple des princes allemands, qui avaient brisé avec Rome. L'Angleterre ne devait plus avoir deux maîtres, deux justices, deux systèmes d'impôts. Puisque le Pape refusait de confirmer la répudiation de Catherine, il fallait non

fléchir, mais asservir l'Église. Henry VIII méprisait Cromwell; il ne l'appelait jamais que « le cardeur de laine » et le maltraitait; pourtant il se servait de son adresse, de sa servilité et de sa force. Le cardeur de laine devint en quelques années *Master of the Rolls, Lord Privy Seal*, vicaire général de l'Église, lord Grand Chambellan, chevalier, baron et comte d'Essex.

II. — La spoliation de l'Église fut légale et Henry VIII respecta les formes parlementaires. Le Parlement de la Réforme, qui siégea sept ans (1529-1536) vota toutes les mesures extraordinaires que lui proposa la Couronne. D'abord le clergé fut informé qu'il avait, comme Wolsey, violé la loi en acceptant de reconnaître l'autorité du cardinal comme légat. En réparation de ce crime, le clergé dut payer une amende de deux millions de livres, accorder au Roi le titre de Protecteur et de chef suprême de l'Église, et abolir les annates ou « premiers fruits » des bénéfices et offices ecclésiastiques qui jusqu'alors avaient été payés au Pape. Puis le Parlement vota successivement le Statut des Appels, qui interdisait les appels à Rome, l'Acte de Suprématie qui faisait du Roi « l'unique et suprême chef de l'Église d'Angleterre », lui attribuait la juridiction spirituelle aussi bien que la juridiction civile, lui donnait le droit de réformer et de réprimer les erreurs et hérésies; et enfin l'acte de Succession qui annulait le premier mariage, privait les enfants qui en étaient nés de leurs droits à la couronne au profit des descendants d'Anne Boleyn et obligeait tous les sujets du Roi à jurer qu'ils croyaient à la validité religieuse du divorce. On peut se demander comment un Parlement catholique vota ces textes qui consommaient le schisme et où le Pape n'était plus appelé que « l'évêque de Rome ». Il faut penser que la personne et la volonté du Roi étaient prodigieusement respectées; que depuis longtemps le nationalisme naissant des Anglais supportait mal une juridiction étrangère; que la papauté apparaissait comme l'alliée de l'Espagne et de la France; qu'en dehors même du sentiment national, un fort préjugé anticlérical demandait, non la ruine de l'Église, mais l'abolition des tribunaux ecclésiastiques et la saisie des richesses monacales; enfin que de nouvelles classes, qui devenaient les forces les plus actives de la nation et qui ne

savaient pas le latin, avaient, depuis la découverte de l'imprimerie, appris à lire, que les clercs laïques étaient devenus aussi nombreux que les clercs ecclésiastiques et que beaucoup souhaitaient un Livre de Prières anglais, une Bible anglaise, comme ils avaient remplacé le *Roman de la Rose* par les *Contes de Canterbury*. La Réforme anglaise ne fut pas le caprice d'un souverain mais la forme religieuse d'un nationalisme insulaire et linguistique qui couvait depuis longtemps.

III. — Une Église vieille de dix à douze siècles a de fortes racines et le Roi le plus puissant ne les arrache pas sans résistance. Évêques et prêtres se montrèrent, hors quelques exceptions, étrangement malléables. Depuis longtemps ils étaient eux-mêmes atteints par le nationalisme ambiant. Les prélats anglais étaient plus hommes d'État qu'hommes d'Église. La Chambre des Lords, où ils siégeaient, vota sans difficultés toutes les réformes. « Une sorte de pré-anglicanisme pénétrait tout ce haut clergé. » Quant au petit clergé, très pauvre, il trouvait quelque sécurité à devenir un corps de fonctionnaires; d'ailleurs il n'avait jamais accepté sans regrets le célibat des prêtres. Quand le serment fut déféré à tous et que ce devint trahison que de ne pas reconnaître « le chaste et saint mariage entre Anne et Henry » et que de ne pas renier « l'évêque de Rome, lequel usurpe le nom de Pape », presque tous les prêtres jurèrent. Mais le chancelier, sir Thomas More, et le grand évêque Fisher refusèrent de renoncer aux articles de la foi catholique. Tous deux furent décapités, l'évêque lisant avant de mourir l'Évangile de saint Jean : « Ceci est la vie éternelle », More déclarant au pied de l'échafaud qu'il mourait « fidèle serviteur du Roi, mais d'abord de Dieu ». Les têtes de ces deux grands hommes pourrirent sur des crocs, à l'entrée du Pont de Londres. La comédie du divorce devenait une monstrueuse tragédie. Une véritable terreur commença. Des moines, en grand nombre, furent pendus, étripés, coupés en morceaux. Dans quelques comtés les catholiques, saisis d'une juste horreur au récit de ces boucheries humaines, se révoltèrent mais furent vaincus. Rome avait excommunié Henry VIII, mais qu'importait cette sentence à un roi qui s'était placé lui-même hors de l'Église? Il eût fallu des sanctions; le Pape

essaya d'obtenir que les souverains catholiques, François Ier ou Charles-Quint, se chargeassent de les appliquer, mais tous deux refusèrent, par crainte de se brouiller avec l'Angleterre, pays dont ils avaient besoin pour leurs combinaisons diplomatiques. Ainsi abrité du Pape par les dissensions des rois catholiques, vénéré de son Parlement, adulé par son Église nationale, Henry VIII put continuer impunément d'offenser l'humanité.

IV. — Le refus de serment des moines combla de joie Cromwell qui, depuis longtemps, méditait leur perte. Il y avait en Angleterre douze cents monastères, possesseurs de domaines immenses. En confisquant leurs biens, les liquidateurs et le souverain pouvaient s'enrichir. Le courant populaire contre les moines, les légendes répandues sur leurs vices étaient tels que nul ne les défendrait. Ces légendes étaient exagérées et, pour une large part, tout à fait fausses; on le vit bien quand, après la dissolution des monastères, leurs anciens fermiers, après les avoir si souvent maudits, les regrettèrent. Mais Cromwell, promu Vicaire général et investi du droit de visite, constitua, sur les méfaits des moines, un vaste dossier. En révélant ces « atrocités » au Parlement, il obtint de dissoudre d'abord les petits monastères, puis toutes les maisons religieuses. Des magistrats religieux et fiscaux commencèrent une visitation des monastères. La loi, toujours respectée en ce pays, exigeait que l'on obtînt des moines une « renonciation volontaire ». Le docteur London devint célèbre pour son adresse à incliner rapidement les « volontés ». Dès que l'acte était signé, le Roi prenait possession de l'abbaye, vendait ce qu'elle pouvait contenir et donnait le domaine à un grand seigneur dont il assurait ainsi la fidélité à la nouvelle Église. « Ainsi l'Église devint une proie pour les vautours, ces oiseaux de carnage se parant de ses belles plumes. » En cinq ans la liquidation des biens monastiques fut terminée; elle rapporta moins au trésor royal qu'elle n'enrichit ceux auxquels le Roi donna des abbayes et ceux qui en acquirent à vil prix. L'effet politique de ces mesures fut analogue à celui des ventes de biens nationaux en France, après la Révolution de 1789. Les acquéreurs devinrent des complices. La

crainte de voir revenir les anciens propriétaires assura au nouveau régime religieux l'appui d'une classe riche et puissante. Désormais, contre un retour offensif du catholicisme romain, conspirèrent l'intérêt et la doctrine.

V. — Le *Credo* de la nouvelle Église fut longtemps assez confus. Si Cromwell, Cranmer et Latiner avaient eu les mains libres, ils l'eussent rattachée au luthéranisme. Après sa guerre aux couvents, Cromwell avait commencé une guerre aux images. Latimer brûlait les statues de la Vierge, tandis que Cranmer faisait examiner les reliques, et en particulier le sang de saint Thomas Becket qu'il soupçonnait d'être fait d'ocre rouge. Saint Thomas, dénoncé comme traître à son roi, fut rayé du nombre des saints après un procès en bonne forme et les « visiteurs » de Cromwell détruisirent sa châsse à Canterbury. Mais Henry VIII savait que si les Anglais avaient toujours été hostiles aux moines et aux tribunaux ecclésiastiques, la plupart d'entre eux n'étaient pas moins défavorables aux nouveautés des protestants. Lui-même, Henry, prétendait rester le Défenseur de la foi et le chef d'une Église « catholique », mais il la voulait catholique nationale (ce qui semblait contradictoire). Aussi après avoir persécuté les fidèles de l'ancienne foi, persécuta-t-il aussi vigoureusement les protestants. L'imprimeur de la première Bible anglaise, Tindale, fut brûlé; d'autres subirent le même sort pour avoir nié la transsubstantiation. Après plusieurs essais pour définir une confession anglicane, Henry VIII fit voter par la Chambre des Lords un statut de six articles, que l'on appela aussi « Bill sanglant » ou « fouet à six queues », acte qui affirmait la transsubstantiation, l'inutilité de la communion sous les deux espèces, la validité des vœux de chasteté, l'excellence du célibat clérical et qui approuvait la confession et les messes privées. Toute violation flagrante de cette loi devait être punie par le bûcher. Les évêques protestants, comme Latimer, durent donner leur démission. Cranmer qui, dès avant la Réforme, avait été secrètement marié et avait toujours transporté avec lui sa femme, dans une malle perforée, dut l'envoyer en Allemagne. Il peut paraître surprenant que le peuple anglais ait accepté l'idée

d'accorder à un Parlement élu l'infaillibilité religieuse. Mais le besoin de stabilité, l'indifférence et la terreur, expliquent d'étranges complaisances.

VI. — Il avait fallu un schisme pour rompre le premier mariage d'Henry VIII; la hache suffit pour trancher le second. La pauvre Anne Boleyn commit deux fautes : au lieu de l'héritier attendu, elle eut une fille, Élizabeth, puis un fils mort-né, et elle trompa le Roi, peut-être parce que, trouvant son mari incapable d'avoir un héritier sain, elle souhaita pourtant le lui donner. Pour ces crimes, son joli cou fut coupé par l'épée du bourreau. Le lendemain Henry, en habit blanc, épousa Jane Seymour. Le servile Cranmer, sur la foi de certaines confidences de la morte, ayant annulé le second mariage, Elizabeth, comme avant elle Mary, devint une bâtarde. Jane Seymour eut un fils, qui devait régner sous le nom d'Édouard VI, mais elle mourut en couches. Cromwell, toujours désireux de rapprocher le Roi des luthériens, suggéra un nouveau mariage avec une princesse allemande : Anne de Clèves. L'agent d'affaires avait voulu jouer le rôle de conseiller matrimonial; la femme ayant déplu, Cromwell paya de sa vie cette expérience. La cinquième femme du Roi, Catherine Howard, accusée d'adultère, eut le même sort qu'Anne Boleyn. La sixième, Catherine Parr, survécut à Henry VIII, non sans avoir passé par de grandes frayeurs quand le Roi, la trouvant un peu hérétique, lui avait « administré les Six Articles ». Le règne s'acheva dans le sang. Le pouvoir absolu déchaîne en l'homme ses pires instincts. Henry VIII fit assassiner par ses juges des protestants, des catholiques, la vieille comtesse de Salisbury; Cranmer lui-même put se croire en danger. Mais pour cet homme qui avait en son terrible Roi une confiance presque naïve, Henry VIII semble avoir éprouvé une affection réelle. Ce fut Cranmer qui s'agenouilla au lit de mort de Henry et qui, au dernier moment, lui dit de mettre sa confiance en Dieu et en Jésus-Christ. Sur quoi le Roi serra la main de l'archevêque et rendit l'âme.

VII. — Il est difficile, quand on étudie le règne de Henry VIII de se défendre d'un sentiment d'horreur. En vain nous dit-on

qu'il réorganisa la flotte, construisit des arsenaux, fonda une école de pilotes, annexa le Pays de Galles, apaisa l'Irlande. Aucun succès temporel ne peut justifier les échafauds de la Tour, ni les bûchers de Smithfield. Ce qui semble vrai, c'est que la séparation d'un État insulaire et d'une Église universelle était devenue à peu près inévitable. Si la papauté, pendant dix siècles, avait pu exercer en Europe un tel pouvoir politique et judiciaire, c'était parce que la chute de l'Empire romain n'avait laissé dans les différents pays de l'Europe qu'un pouvoir civil faible et qu'une souveraineté divisée. Du jour où des États forts se constituaient, le choc était fatal. Quand la France à son tour, beaucoup plus tard, connut ces luttes, les mœurs s'étaient adoucies et la séparation des Églises et de l'État put se faire sans verser le sang et sans rupture religieuse avec Rome. A la perte prématurée de prérogatives que les Églises continentales conservèrent encore trois ou quatre siècles, l'Église d'Angleterre dut un avantage, qui fut l'absence presque complète en ce pays de tout mouvement anticlérical. Les Églises anglaises, au XVIIe et au XVIIIe siècle lutteront entre elles, mais aucun parti politique n'osera se dire antireligieux.

ÉDOUARD VI OU LA RÉACTION PROTESTANTE

I. — Singulier trio que les enfants de Henry VIII. L'héritier du trône, Édouard VI, fils de Jane Seymour, était un petit garçon grave et précoce qui lisait chaque jour dix chapitres de la Bible et que les réformés appelaient « un nouveau Josias ». Mary, fille de Catherine d'Aragon, avait déjà trente et un ans. Elle commençait à se faner; son visage rond était d'une pâleur qu'accentuaient les cheveux roux; elle semblait malade et triste. Élevée par un lettré espagnol et beaucoup plus fière d'être la descendante des rois d'Espagne que la fille du roi d'Angleterre, elle demeurait catholique fervente, s'entourait de prêtres et passait sa vie dans sa chapelle. Quant à la fille d'Anne Boleyn, Élizabeth, c'était une petite personne de quatorze ans assez jolie, bien faite, très vivante et qui montrait, pour la culture classique, le goût traditionnel des

Tudors. Elle écrivait le latin aussi bien que l'anglais, parlait italien, français et lisait, affirme l'un de ses maîtres, « plus de grec en un jour qu'un chanoine ne lit de latin en une semaine ». Étant, comme son frère Édouard, protestante (quoique sans autant de conviction) elle s'entendait à merveille avec l'enfant-roi et tous deux faisaient bloc contre Mary, à laquelle Édouard interdit bientôt de faire célébrer la messe. Mary répondit que, plutôt que d'obéir à un tel ordre, elle poserait sa tête sur le billot. Le Conseil se souvint qu'elle était cousine de Charles-Quint et jugea sage de ne pas insister.

II. — La question religieuse n'avait pas été résolue par le schisme. Alors que certains comtés regrettaient le catholicisme, Londres, enflammé par des prédicateurs protestants comme Latimer, souhaitait une réforme plus complète. La plupart des Anglais étaient prêts à accepter un compromis qui, tout en maintenant les rites essentiels auxquels ils étaient habitués, les eût affranchis de Rome. L'archevêque de Canterbury, Cranmer, timide, indécis, continuait de flotter entre luthéranisme et romanisme. Ce fut lui pourtant qui, en donnant à l'Église d'Angleterre un Livre de Prières (*Common Prayer Book*), écrit dans une prose admirable et pour lequel il rédigea lui-même *Litanies et Collectes*, permit à cette Église d'acquérir, après l'Église romaine, ce prestige esthétique faute duquel une religion demeure sans prise sur les âmes. Les persécutions contre les catholiques continuaient. Dans les églises, les murs étaient blanchis à la chaux, les vitraux brisés, les crucifix remplacés par des écussons royaux. Toutes les cérémonies symboliques étaient supprimées : plus de pain bénit, plus d'eau bénite, plus d'adoration du vendredi saint. Pourtant le carême devait être respecté « afin d'encourager la vente du poisson ». En 1547, le mariage des prêtres fut autorisé et Cranmer put rappeler sa femme. Un Acte d'Uniformité, que vota le Parlement, obligea toutes les églises à se servir du *Common Prayer Book* et à observer un rituel commun. Mais cette uniformité elle-même demeurait multiforme. Plus protestant que l'archevêque, le Conseil laïque imposait des retouches au *Livre de Prières*. L'agenouillement,

prescrit par Cranmer dans la première édition, était attaqué par les zélés comme un usage superstitieux et supprimé dans la seconde. Comment s'accommoder d'une orthodoxie à la fois rigoureuse et mouvante?

III. — Des changements si profonds irritèrent beaucoup d'âmes simples qui tenaient aux rites mêlés depuis dix siècles à leur vie et à celle de leurs ancêtres. Les paysans de Cornouailles, qui parlaient un patois, se soulevèrent parce que Londres prétendait leur imposer un livre de prières écrit dans un anglais qu'ils ne comprenaient pas. Cranmer leur répondit qu'ils ne comprenaient pas davantage le latin, mais Cranmer, professeur et théologien, ne connaissait pas les paysans. Ceux-ci savaient, sinon à la lettre, du moins en esprit, ce que signifiaient leurs prières traditionnelles. D'ailleurs le mouvement de révolte était alors agraire autant que religieux. C'était un temps de grand mécontentement populaire. Le chômage, presque inconnu dans l'économie médiévale, devenait un mal dangereux. Les causes en étaient multiples. L'obligation pour les seigneurs de licencier leurs bandes armées avait jeté à la route, au début du siècle, des milliers de soldats qui ne savaient aucun autre métier. Pour les ouvriers agricoles eux-mêmes, le travail manquait. Au temps de la peste noire quelques grands propriétaires avaient déjà commencé à remplacer la culture du blé par l'élevage du mouton qui employait moins d'hommes. Au XVIe siècle, beaucoup de *squires* prétendirent enclore, pour élever leurs moutons, une partie des prairies et des landes communales. Des paysans se virent privés, par cette politique « d'enclosures », de leurs terres.

> Les moutons ont mangé nos prairies et nos dunes
> Notre blé, notre bois, nos maisons, nos communes.

« Le mouton, écrivait Thomas More, était autrefois un animal si doux; voici maintenant qu'il détruit tout et avale jusqu'aux hommes eux-mêmes. » Partout des haies s'élevèrent. C'est la nouvelle mode, *the new gyse*. Il est naturel qu'elle séduise les grands propriétaires. Depuis la découverte par l'Espagne des mines d'argent de l'Amérique du Sud, les prix montent en Europe. Le *squire*, qui paie plus cher tout ce qu'il

achète, continue à toucher de ses fermiers des redevances fixes. Or la demande de laine est sans limite et les prix élevés. La tentation est forte. Vers le milieu du siècle, les propriétaires y cèdent d'autant plus aisément que, sous Henry VIII, la dissolution des monastères et la vente de leurs biens ont créé toute une promotion fraîche de gentlemen campagnards. L'état d'esprit de ces nouveaux maîtres du sol est bien différent de celui d'un seigneur du XIIIe siècle. Ce dernier demandait seulement à la terre de l'entretenir avec un certain nombre de chevaliers, mais le nouveau capitaliste exige un profit. Il fait de l'agriculture une affaire « et les pas des brebis changent le sable en or ». Que lui importent des paysans qu'il connaît à peine? Son fils et surtout son petit-fils deviendront un jour des *squires* conscients de leurs devoirs, mais toute première génération est dure. Dès la mort du roi Henry, les paysans murmurent.

IV. — En vain le Conseil du Roi, qui voit le danger, essaie d'intervenir. Des lois ordonnent la reconstruction des fermes détruites, la remise en culture des terres; d'autres interdisent à un seul homme de posséder plus de deux mille moutons. (Certains propriétaires avaient des troupeaux de vingt-quatre mille têtes.) Mais la fraude emboîte le pas à la loi. Le maître met ses moutons au nom de sa femme, de ses enfants, de ses domestiques; au lieu de rebâtir une ferme, on replâtre dans la ferme ruinée une chambre symbolique; on trace un sillon symbolique et l'on soutient au commissaire que le champ a été labouré. D'ailleurs ces commissaires sont les Juges de Paix, eux-mêmes propriétaires et parfois délinquants; ils ferment les yeux. En certains comtés les villageois se fâchent et saccagent les haies de la *gentry*. Dans le comté de Norfolk, un petit propriétaire qui est en même temps un tanneur, Robert Kett, homme aux idées avancées, se met à la tête des paysans pour aller détruire les haies d'un voisin qu'il déteste. Dans cette campagne pleine de mécontents, tout de suite la rébellion grandit. Kett, à la tête de seize mille hommes, occupe la ville de Norwich. Révolte vaine, car ni les paysans, ni leurs chefs ne savent clairement ce qu'ils veulent. Elle se termine, comme toutes les révoltes de ce temps, par une boucherie

sanglante et par l'exécution de Kett. Mais elle aura été un symptôme, entre beaucoup d'autres, du mécontentement populaire.

V. — Édouard Seymour, duc de Somerset, frère de Jane Seymour, mère du Roi, faisait fonction de Régent pendant la minorité de son neveu. Il avait de réelles qualités, dont la plus remarquable était la tolérance. Mais il fut rendu responsable de ces désordres agraires. Son orgueil avait offensé les courtisans; sa démagogie avait inquiété les propriétaires; son enrichissement avait choqué les bourgeois; sa relative mansuétude avait déplu aux fanatiques. L'aristocratie terrienne, menée par Warwick, obtint sa tête. L'étrange petit Roi, aussi insensible que pieux, nota dans son journal, le jour où son oncle fut décapité à la Tour : « Le duc de Somerset a eu la tête tranchée aujourd'hui, entre huit et neuf heures du matin... Ambition, vanité, avidité; il a voulu faire le maître. » Warwick (ensuite comte de Northumberland) devint président du Conseil de Régence et poursuivit, plus vigoureusement que Somerset, la persécution des catholiques. Le petit Édouard VI tomba malade et, quand on comprit que sa mort était prochaine, Northumberland, qui ne voyait pas sans terreur arriver au trône Mary, Espagnole et romaine, lança la candidature de lady Jane Grey, une arrière-petite-fille d'Henri VII, et lui fit épouser son propre fils. A Édouard VI mourant, il fit signer un testament en faveur de lady Jane.

VI. — Jane Grey, usurpatrice malgré elle, fut proclamée Reine par Northumberland, qui marcha sur Londres; mais Mary n'était point femme à se laisser écarter sans lutte. « Elle est si ardente et résolue, avait écrit l'ambassadeur d'Espagne à Charles-Quint, que si je lui disais de traverser la Manche dans un baquet à lessive, elle tenterait l'aventure. » Véritable Espagnole, elle avait un courage de soldat et une dévotion qui allait au fanatisme. Elle n'eut qu'à se montrer pour vaincre. L'extraordinaire prestige de son père la protégeait. Les catholiques l'accueillaient comme une délivrance; aux protestants, elle promettait son impartialité; les indifférents, innombrables, étaient las d'un régime qui, sous prétexte de réformer

les rites de l'Église avait confisqué ses richesses, au profit des hommes d'affaires. Dès que Mary parut à Londres, des feux de joie flambèrent; les comtés lui envoyèrent des troupes; le Conseil, effrayé de ce qu'il avait fait, envoya un héraut et quatre trompettes à la Cité pour la proclamer Reine. Elle fit une entrée triomphale, sa sœur Élisabeth chevauchant à ses côtés. Northumberland lui-même, en apprenant ces événements, agita son chapeau et cria : « Vive la reine Mary! », mais il l'acclamait quelques jours trop tard. Il fut incarcéré à la Tour, puis décapité. Celle qui avait été son jouet, la malheureuse Jane Grey, attendit la mort six mois.

MARY TUDOR OU LA RÉACTION CATHOLIQUE

I. — Mary Tudor est un exemple déplorable des ravages que peut produire la rencontre, dans l'âme d'une femme, de l'amour, du fanatisme et de la toute-puissance. « Je perdrais plus volontiers dix couronnes, disait-elle, que je ne mettrais mon âme en péril. » Mais elle était catholique dans un pays où il n'y avait plus de catholiques au-dessous de trente-cinq ans et où en particulier la capitale, toute-puissante, inclinait fortement au protestantisme. On a dit que, si Paris valait une messe, Londres eût valu un sermon. Mais Henri IV était un homme d'État et Mary Tudor une croyante. Or s'il était vrai que la majorité de la nation conservait la nostalgie des vieilles cérémonies et souhaitait un retour au catholicisme *national* du roi Henry, cette même majorité gardait la haine de Rome. En particulier les acquéreurs de biens d'Église, classe riche et puissante, redoutaient un acte de soumission au Pape qui se fût fait à leurs dépens, et les prêtres mariés un retour à l'ancienne foi qui les eût contraints à choisir entre leurs cures et leurs femmes. A une souveraine adroite, tant de désirs contradictoires auraient permis la négociation. Les Anglais avaient déjà reçu des rois Tudors tant de dogmes qu'ils eussent facilement accepté quelques articles supplémentaires pour plaire à une fille de Henri VIII, mais Mary, dans son zèle intransigeant, voulait imposer et non point négocier. Pendant sa longue et douloureuse jeunesse, la reli-

gion avait été pour elle la seule consolation. Elle était prête à subir le martyre pour ramener son peuple à Rome. Dès son premier Parlement, elle rétablit la messe en latin et expulsa de l'Église les prêtres mariés. Sa sœur, la princesse Élizabeth elle-même, suprême espoir des protestants, se sentit menacée et vint en larmes demander à la Reine de la faire instruire dans la vraie religion. Conversion qui toucha et ravit Mary, mais laissa fort sceptique l'ambassadeur d'Espagne qui jugeait avec plus de perspicacité cette princesse adroite et secrète.

II. — Le brusque retour au papisme avait été une première imprudence; le mariage de la Reine acheva de lui aliéner son peuple. Le Parlement, craignant à juste titre l'influence d'un roi étranger, avait respectueusement demandé à Mary d'épouser un Anglais. Le Conseil et la nation avaient choisi pour elle le jeune Édouard Courtenay, un arrière-petit-fils d'Édouard IV. Elle répondit avec violence qu'elle ne voulait pas se marier. En quoi elle était sincère, ou croyait l'être. Elle avait un peu aimé dans sa jeunesse un lettré catholique anglais, Reginald Pole, comme elle de sang royal. Mais Pole, brouillé avec Henri VIII à propos du divorce, s'était exilé à Rome et y était devenu cardinal. Le seul Anglais que Mary eût volontiers épousé se trouvait donc hors jeu. Bientôt l'ambassadeur d'Espagne, Renard, qui avait sur elle une grande influence, vint lui faire part d'un projet de Charles-Quint. Celui-ci offrait à Mary la main de son fils Philippe. « Quand je lui fis l'ouverture du mariage, écrit Renard, elle se prit à rire, non une fois, mais plusieurs fois, me regardant d'un œil signifiant l'ouverture lui être fort agréable. » Et dans une conversation ultérieure : « Elle jura que jamais elle n'avait senti aiguillon de ce que l'on appelle amour, ni entré en pensement de volupté, et qu'elle n'avait jamais pensé au mariage sinon depuis que a plu à Dieu la promouvoir à la couronne, et que celui qu'elle fera sera contre sa propre affection, pour le respect de la chose publique. » Mais elle pria Renard d'assurer l'empereur Charles de son désir de lui obéir en toutes choses, comme s'il avait été son propre père. Bien que ces négociations fussent tenues secrètes, elles furent devinées par les ministres de la Reine et les inquiétèrent. Dans une alliance entre l'Angleterre,

nation schismatique et faible, et la toute-puissante, l'orthodoxe Espagne, quel serait le sort de l'Angleterre? Elle deviendrait sujette d'un prince redoutable. Déjà les hérétiques anglais craignaient les tribunaux de l'Inquisition et les autodafés, aussi nombreux à Madrid que les courses de taureaux. Hélas! depuis que cette vierge de trente-six ans avait vu le portrait du beau prince espagnol, elle était soudain devenue passionnément amoureuse. Tout conspirait à la rendre folle de lui, puisqu'en épousant Philippe elle satisfaisait à la fois son orgueil de princesse espagnole, sa foi de catholique romaine et ses désirs de vieille fille ardente. Un soir, à minuit, dans son oratoire, elle répéta plusieurs fois le *Veni Creator* et fit serment d'épouser Philippe.

III. — L'ambassadeur d'Espagne, ayant fait fondre quatre mille écus, en cisela des chaînes d'or qu'il distribua aux membres du Conseil. Était-ce un symbole? Convertis à l'idée du mariage, par présents, arguments et promesses, ceux-ci conseillèrent néanmoins d'agir avec prudence. Philippe devrait respecter les lois de l'Angleterre; en cas de mort de Mary, il n'aurait aucun droit à la couronne; si un fils naissait du mariage, ce fils hériterait à la fois du trône d'Angleterre, de la Bourgogne et des Pays-Bas; enfin Philippe s'engageait à ne jamais entraîner l'Angleterre dans ses guerres contre la France. Traité bien fait, mais quelles garanties réelles donnait-il contre une femme amoureuse? Le peuple anglais, très hostile aux étrangers et en particulier aux Espagnols, montra tout de suite son mécontentement. Les ambassadeurs envoyés par Charles-Quint pour négocier le mariage furent bombardés à coups de boules de neige par les gamins de Londres. Ceux-ci, dans les rues de la Cité, jouaient « au mariage de la Reine » et l'enfant qui représentait le Prince d'Espagne était pendu. Plusieurs comtés se soulevèrent. Sir Thomas Wyatt marcha sur Londres, mais soutenue par sa foi et par son amour, Mary semblait invincible. Ses ministres voulaient qu'elle cherchât refuge dans la Tour; elle demeura à Whitehall, souriante, et remporta grâce au prestige Tudor une victoire si complète que nul désormais n'osa plus rien dire contre le mariage espagnol. Les rebelles furent pendus par douzaines. Sur quoi le Prince

d'Espagne arriva. Son père lui avait peint l'orgueil anglais et ordonné de dépouiller toute morgue castillane. Philippe s'efforça de plaire et y réussit assez bien. Le défilé à travers la Cité d'un immense convoi d'or, extrait des mines américaines, fit grand effet sur les marchands de Londres. Voyant tous ces tonneaux déposés à la Tour : « Au moins, dirent-ils, celui-ci ne vient pas pour nous voler. » Sur un seul point, Philippe fut intraitable : la réconciliation avec Rome. « Plutôt ne plus régner que régner sur des hérétiques. » Le Pape, pressenti, annonça qu'il enverrait le cardinal Pole comme son légat, pour recevoir la soumission des Anglais. Les lingots d'or déposés à la Tour par les Espagnols aidèrent à préparer les âmes des familles nobles à ce grand événement.

IV. — Le légat du Pape débarqua. Philippe et Mary dirent qu'il avait été créé par la Providence pour cette mission; il s'en acquitta en effet avec un tact admirable. Le cardinal Pole unissait la finesse d'un prélat romain à la timidité hautaine d'un grand seigneur anglais. Sa modestie lui avait fait chercher à Rome, malgré son immense prestige, un effacement dont il sortait pour la première fois. A Calais, quand sa garde lui demanda le mot d'ordre, il dit : « Dieu perdu et retrouvé. » A Douvres, il fut reçu avec enthousiasme. On savait que le Pape avait, par une bulle, promis aux acquéreurs de biens d'Église qu'ils resteraient en possession. « Ce qui ne pouvait être *vendu*, dit-il, peut-être *donné* pour sauver tant d'âmes. » Le Parlement se réunit à Whitehall afin de recevoir le légat. Là, dans un grand discours, le cardinal rappela l'histoire du schisme et promit absolution plénière pour le passé. Les deux Chambres reçurent à genoux cette absolution. L'Angleterre était purifiée.

V. — La Reine se croyait enceinte. Lorsque le moment de l'accouchement arriva et que déjà les cloches sonnaient, les médecins reconnurent que la grossesse avait été nerveuse. Ce fut pour Mary une douloureuse déception. Son état mental devint inquiétant. Philippe était reparti pour l'Espagne; il avait dit que son absence serait de courte durée, mais elle l'avait senti très irrité par cette farce de l'accouchement et

aussi par l'attitude du Parlement anglais, qui refusait de le laisser participer au pouvoir. Cette Reine qui, vierge, avait étonné les hommes par son courage, se montrait, depuis qu'elle était amoureuse, faible et découragée. La cruauté de ses persécutions contre les protestants, qui la fit surnommer Mary la Sanglante, peut sans doute en partie être expliquée par un désarroi qui touchait à la folie. Philippe ne lui conseillait pas de telles rigueurs. Brûler des hérétiques, pensait-il, était excellent en Espagne et aux Pays-Bas; en Angleterre la prudence exigeait quelque patience. Mary n'en eut aucune. Le 20 janvier 1555, la loi contre l'hérésie avait été rétablie; le 22, les commissions commencèrent à siéger; le 3 février, le premier prêtre marié fut brûlé à Smithfield. Environ trois cents martyrs protestants périrent par les flammes. Ce supplice était si affreux que les assistants, pour l'abréger, apportaient des sachets de poudre qu'ils attachaient au cou des victimes. Les bourreaux, eux-mêmes écœurés, laissaient faire.

VI. — Quelques-unes de ces morts furent sublimes. Le vieux Latimer, qui avait été un grand prédicateur protestant, fut brûlé à Oxford en même temps que le docteur Ridley. Il aurait pu aisément sauver sa vie en abjurant, mais, quand s'ouvrit la discussion avec les docteurs qui précédait toujours le supplice, il répondit qu'il avait en vain lu les Évangiles sans y trouver la messe. « Soyez très tranquille, master Ridley, dit-il à son compagnon de supplice au moment où les chaînes du bourreau les attachaient tous deux au poteau, soyez tranquille car nous allumerons aujourd'hui, avec la grâce de Dieu, une telle chandelle en Angleterre, qu'elle ne sera plus jamais éteinte. » Cranmer qui, au cours de sa vie, avait montré tant d'hésitation et de faiblesse et qui, dans sa prison, avait renié sa foi, retrouva au moment du supplice tout son courage et abjura son abjuration.

VII. — Les récits de ces supplices furent recueillis par un écrivain protestant, Foxe, dans un *Livre des Martyrs* qui allait figurer à côté de la Bible dans toutes les églises anglaises. La persécution de Mary donna aux protestants ce qui jusqu'alors leur avait manqué : une tradition héroïque et senti-

mentale. Les victimes catholiques de Henry VIII avaient moins ému la masse du peuple anglais parce que beaucoup d'entre elles avaient été des moines ou des frères tenus pour des êtres d'exception; les victimes de Mary furent, hors quelques ecclésiastiques, des hommes et des femmes du peuple. En un pays où la diversité des opinions était devenue si grande, chacun se sentait menacé. La haine contre Mary et les Espagnols grandit. Malgré les promesses faites, Philippe entraîna sa femme dans une guerre contre la France et cette campagne coûta à l'Angleterre la place de Calais. « Que Dieu sauve madame Elizabeth », murmuraient les sujets de Mary Tudor. D'ailleurs celle-ci se mourait, abandonnée de tous. Le pape Paul IV lui-même avait pris parti contre elle et contre l'Espagne. Une fois encore elle se crut enceinte, mais ce n'était qu'hydropisie. Le 17 novembre 1558 quittèrent ce monde, à quelques heures d'intervalle, la reine Mary et son cousin le cardinal Pole. Depuis un mois déjà elle était presque seule, toute la Cour s'étant groupée autour d'Elizabeth

ELIZABETH ET LE COMPROMIS ANGLICAN

I. — L'avènement d'Elizabeth fut accueilli par le peuple anglais avec une joie presque unanime. Après avoir tant craint la tyrannie espagnole, c'était un soulagement que d'acclamer une reine affranchie de tout lien étranger. Depuis la Conquête normande, aucun souverain n'avait été de sang si purement anglais. Par son père Elizabeth descendait des rois traditionnels, par sa mère de gentilshommes du pays. Pendant tout son règne, elle fut en coquetterie avec son peuple. On a écrit que la monarchie des Tudors fut aussi absolue que celles de Louis XIV ou que l'Empire des Césars; on a rappelé qu'Elizabeth menait ses Parlements à la cravache, que ses *warrants* étaient des « lettres de cachet », que par ses juges des accusés furent torturés au mépris des lois anglaises. Mais Louis XIV ou Tibère, pour imposer leur volonté, avaient à leurs ordres des armées. Elizabeth, comme son père et son grand-père, n'avait qu'une garde si faible que la moindre milice de la Cité eût pu la mettre en déroute. Elle n'était forte que parce

qu'elle était aimée, ou au moins préférée. Quand elle se vit menacée d'une invasion espagnole, elle appela « non un Connétable, non le chef de son armée (elle n'en possédait pas), mais le Lord-Maire de Londres ». Elle lui demanda quinze vaisseaux et cinq mille hommes. Il répondit que la Cité serait heureuse d'offrir à Sa Majesté dix mille hommes et trente vaisseaux. Le royaume presque tout entier faisait preuve du même loyalisme. Les rares soulèvements furent facilement écrasés et tenus par le peuple pour des crimes. En un temps où presque tous les royaumes de l'Europe étaient déchirés par des querelles religieuses, ou domptés par la terreur, elle aimait à montrer aux ambassadeurs étrangers qu'elle pouvait se fier à ses sujets. Elle poussait sa voiture au plus épais de la foule, s'y tenait debout et parlait avec ceux qui l'entouraient. « Que Dieu sauve Votre Grâce », lui criait-on. Elle répondait : « Que Dieu sauve mon peuple. » Que ce fût à Londres ou au cours de ses voyages annuels parmi les villes du royaume, elle était sans cesse en représentation, alerte, spirituelle, érudite, complimentant un maire sur son latin ou des matrones sur leur cuisine. « Elle jurait, crachait, frappait du poing quand on l'irritait, riait à grands éclats quand on l'amusait, et elle était facilement amusée... Sa réplique à toute impulsion était immédiate et riche; sous l'aiguillon du plaisir ou devant l'horrible fracas des grandes circonstances, son âme bondissait avec une vivacité, un abandon, une présence d'esprit qui faisaient d'elle un spectacle fascinant. »

II. — Parmi les nombreux secrets de sa force, les plus efficaces furent cette rapide intuition de ce qui pouvait plaire à son peuple et une économie digne de Henry VII. L'avarice, qui est un vice chez les sujets, devient une vertu chez les princes. Ses peuples demandaient à Elizabeth peu de libertés parce qu'elle leur demandait peu d'argent. Son budget annuel n'atteignait pas un demi-million de livres. Parce qu'elle était pauvre, et aussi parce qu'elle était femme, et sans cruauté, elle n'aimait pas la guerre. Elle la fit parfois, avec succès, mais ne se jeta jamais au-devant du danger. Pour l'éviter, elle était prête à mentir, à jurer à un ambassadeur qu'elle

ignorait tout d'une affaire à laquelle elle venait de consacrer ses soins ou, suprême ressource, à transporter le débat sur le plan du sentiment où son sexe l'aidait à triompher. « Ce pays, écrivait l'ambassadeur d'Espagne, est tombé entre les mains d'une femme qui est la fille du Diable. » Elle avait peu de goût pour les vastes desseins et pensait, en cela encore, comme ses sujets, qu'il faut vivre au jour le jour. Les Anglais, même au Moyen Age, n'avaient jamais aimé les croisades; tout au plus avaient-ils fourni aux autres des subsides pour les entreprendre. Plusieurs des conseillers d'Elizabeth auraient voulu la jeter dans une ligne de nations protestantes. Elle louvoya et finit par s'en tirer en prêtant de l'argent et quelques régiments. Sa force était de se refuser à la force. « Elle se trouva femme de sens dans un univers de violents maniaques, entre des forces adverses d'une terrible intensité, — nationalismes rivaux de la France et de l'Espagne, religions rivales de Rome et de Calvin; pendant des années il sembla inévitable qu'elle fût écrasée par l'une ou par l'autre de ces menaces; et elle ne dut le salut qu'à sa science d'opposer aux extrêmes qui l'entouraient, ce qui, chez elle, était également extrême : l'astuce et l'art des faux-fuyants. » Qu'il s'agît d'une expédition ou d'une conquête, elle aimait mieux, s'il fallait verser le sang, en laisser la responsabilité aux autres et, dans le doute, s'abstenir. Son règne est loin d'être pur d'injustice, mais peut-être fit-elle aussi peu de mal que cela était possible en des temps difficiles.

III. — Sur un seul point, elle résista toujours aux vœux de son peuple. Les Communes la pressaient de se marier. Rien ne semblait plus urgent que d'assurer la succession. Tant que la Reine n'avait pas d'héritier, sa vie et la religion du pays étaient en danger. Ne suffisait-il pas d'assassiner Elizabeth pour mettre sur le trône la reine d'Écosse, Marie Stuart, arrière-petite-fille de Henry VII, catholique, et femme du Dauphin de France? Grande tentation pour des fanatiques. Mais Elizabeth se refusait au mariage. En vain rois et princes la courtisaient. Avec tous elle jouait le même jeu de coquetterie, de messages aimables, de flirt poétique et parfois audacieux, pour terminer chaque fois par une dérobade

l'interminable partie. Elle fit ainsi languir Philippe II, le Prince de Suède, l'Archiduc d'Autriche, le Duc d'Alençon, sans compter ces beaux Anglais qui lui plaisaient tant : Leicester, Essex, Raleigh, courtisans, soldats et poètes, auxquels elle accordait de grandes libertés et des caresses incomplètes, jusqu'au jour où, la femme redevenant Reine, elle les envoyait à la Tour. Que souhaitait-elle? Voulait-elle mourir vierge? L'était-elle? Depuis les jours de sa jeunesse où son beau-père, l'amiral Seymour, entrait sans sa chambre, s'asseyait sur son lit et jouait avec elle assez ardemment, elle s'était compromise avec beaucoup d'hommes. Elle aimait leurs flatteries; il lui plaisait qu'on l'appelât Reine des Fées, ou Gloriana. Mais les mieux informés inclinent à penser qu'elle ne fut complètement la maîtresse d'aucun d'eux, qu'elle avait une horreur physique du mariage et que la certitude de ne pouvoir être mère acheva de déterminer sa décision. Un mariage sans héritier l'eût mise en puissance de mari et dépossédée de son extraordinaire prestige de « Vierge Publique ».

IV. — Si quelques-uns des beaux adolescents qui la courtisèrent parvinrent à l'émouvoir, elle sut toujours tenir son esprit hors des égarements de ses sens. Les conseillers qu'elle se choisit furent d'un autre modèle. Elle les prit, comme son grand-père, parmi des hommes nouveaux, fils de *yeomen* ou de marchands, remarquables non par leur naissance mais par leur intelligence. Au Moyen Age, vertus chevaleresques ou dignités ecclésiastiques avaient fait les ministres; Elizabeth demandait aux siens des qualités d'administrateurs et deux sentiments nouveaux : le patriotisme et le sens de la raison d'État. Son principal conseiller, William Cecil (ensuite lord Burghley), fils d'un *yeoman* enrichi par la distribution des biens monacaux, fonda une famille qui, comme les Russell, comme les Cavendish, allait être mêlée jusqu'à nos jours au gouvernement du pays. Encore que, sur l'intelligence de Cecil tous les témoins soient d'accord, Macaulay lui reproche d'avoir été de la nature du saule plutôt que de celle du chêne. « Il faisait grande attention aux intérêts de l'État, mais grande attention aussi à ceux de sa propre famille.

Il n'abandonnait jamais ses amis jusqu'à ce qu'il fût dangereux de les soutenir, était un excellent protestant quand il n'était pas très avantageux d'être papiste, ne fit jamais torturer ceux auxquels il ne semblait pas probable que la torture arracherait des renseignements utiles, et fut si modéré dans ses désirs qu'il ne laissa en mourant que trois cents domaines. »

V. — Jugement sévère et semble-t-il injuste. Il est exact que Cecil ne choisit pas d'être brûlé sous Mary, qu'il estima que la vie de William Cecil valait une messe et qu'il envoya plus tard au supplice des hommes qui n'avaient commis d'autre crime que d'observer par conviction et foi des rites qu'il avait jadis lui-même observés par prudence. Mais lorsqu'il s'agissait des affaires de l'État, il faisait preuve de courage. Il résista longtemps à Elisabeth et, dans une certaine mesure, lui imposa ses vues. Sorti des classes moyennes, il les connaissait à merveille et ses idées étaient celles qui leur plaisaient. « Si la Grande-Bretagne est aujourd'hui une nation, si l'Angleterre est un pays protestant, un pays commercial, si elle peut se vanter d'une certaine continuité, non pas tant des institutions que de leurs noms, elle doit ces caractères à William Cecil plus qu'à aucun autre homme. » A l'avènement d'Élisabeth, il montra d'abord envers elle une grande méfiance, ayant peu de goût pour le gouvernement des femmes. Il osa blâmer les ambassadeurs qui s'adressaient à elle. Lentement il apprit à connaître la bizarre et profonde sagesse de la Reine. Ils finirent par former une équipe merveilleusement unie, à laquelle se joignirent des hommes comme le grave secrétaire d'État Walsingham, plus âprement protestant que Cecil et qui souhaitait « d'abord la gloire de Dieu, ensuite le salut de la Reine ». Ce fut à Burghley qu'Élisabeth dit : « Mon jugement sur vous, c'est que vous serez fidèle à l'État. » En quoi elle se montrait bon juge d'hommes, ce qui était son rôle de femme. Si étroite devint l'union de la souveraine et du ministre qu'on put dire d'Élisabeth qu'elle était à la fois un homme et une femme : elle-même et Cecil.

VI. — Était-elle de cœur catholique ou protestante? Beaucoup pensent qu'elle était païenne, ou au moins sceptique.

Élevée en protestante elle n'avait pas plus que Cecil, au temps de sa sœur Mary, hésité à sauver sa vie par la comédie d'une conversion. Sans doute était-elle religieuse en philosophe, à la manière d'Érasme. Au moment de son avènement elle pria Dieu de lui donner la grâce de gouverner sans verser le sang. Elle n'y réussit pas, mais fit de son mieux. Elle fut toujours fière du loyalisme de ses sujets catholiques. Apercevant un jour, dans la foule, un vieillard qui criait : « *Vivat Regina!* Honni soit qui mal y pense », elle le montra, toute contente, à l'ambassadeur d'Espagne : « Ce brave homme, dit-elle, est un prêtre de la vieille religion. » Prudente, elle rebuta des moines, qui venaient à sa rencontre avec des cierges : « Enlevez ces torches, nous y voyons assez bien », mais elle conserva toujours un crucifix dans sa propre chapelle et imposa silence, fort sèchement, à un prédicateur protestant qui osait l'en blâmer. En religion comme en politique, elle temporisa, elle chercha une foi moyenne, elle cultiva le compromis. Au début de son règne, Cecil lui imposa le retour à la religion de Henri VIII. En 1559 le Parlement vota, pour la deuxième fois, l'Acte de suprématie qui abolissait le pouvoir du Pape et l'Acte d'Uniformité qui imposait à toutes les paroisses anglaises le Livre de Prières et le service en langue vulgaire. En vertu de ces Actes, quiconque favorisait l'autorité spirituelle du Pape devenait passible de la confiscation des biens. Le réfractaire était coupable de haute trahison. Cette législation introduisit dans la langue anglaise deux mots nouveaux : les *recusants* étaient ceux qui refusaient de prêter serment; les *poursuivants*, formaient la bande d'espions et d'informateurs réunie par Richard Topcliffe, chef du service chargé d'arrêter papistes et puritains. Le poursuivant le plus célèbre du Warwickhire fut sir Thomas Lucy, mauvais génie de la famille Shakespeare.

VII. — En 1563 furent adoptés les Trente-Neuf Articles, qui devaient rester le *Credo* des Anglicans. Ils exposaient un protestantisme modéré correspondant à peu près aux vœux de la nation. Le cardinal Bentivoglio, décrivant sous ce règne l'état des religions en Angleterre, estimait qu'il y avait environ un trentième de catholiques zélés, mais que les quatre cinquièmes de la nation redeviendraient catholiques sans

scrupules si le catholicisme était légalement rétabli, tout en étant incapables de se révolter s'il ne l'était pas. En fait quand la Couronne et le Parlement rétablirent l'anglicanisme, sur huit mille prêtres, sept mille acceptèrent le changement, bien que deux mille des plus protestants eussent été chassés sous le règne de Mary. Cette soumission prouvait, non que les Anglais fussent irréligieux, mais que beaucoup d'entre eux souhaitaient conserver les cérémonies catholiques tout en supprimant l'emploi du latin et en refusant l'obéissance au Pape. Sauf en des familles, peu nombreuses, de catholiques fervents, le dévouement au souverain l'emportait sur le sentiment religieux. Au début du règne les crypto-catholiques ne furent guère inquiétés. On leur demandait seulement d'assister au service anglican. S'ils y manquaient, ils devaient payer une amende de douze pence. En de nombreux manoirs, on cachait un prêtre qui vivait dans quelque chambre creusée dans l'épaisseur des murailles et disait la messe en secret pour tous les catholiques du voisinage. Paysans et serviteurs étaient complices. Eux aussi regrettaient le temps des frères « où quarante œufs étaient vendus un penny et un boisseau du meilleur blé quatorze pence ». Si Elizabeth avait été toute-puissante, une relative tolérance se fût établie. Elle avait à sa cour des crypto-catholiques et ne leur demandait que l'apparence de la soumission. Elle ne voulait ni inquisition protestante, ni torture pour sonder les consciences. Mais ses ministres, plus sectaires qu'elle, firent condamner les réfractaires à la prison. Toutefois, pendant la première décade du règne, il n'y eut pas de condamnations à mort. En certaines églises, les prêtres continuaient à porter des surplis, à jouer de l'orgue, à marier avec des alliances. Presque partout on respectait les vitraux romains pour éviter la dépense, mais on les remplaçait par du verre blanc quand ils étaient cassés. L'économie et l'indifférence s'unissaient pour faire accepter de tels compromis.

VIII. — Trois faits permirent à Cecil, et surtout à Walsingham, de se montrer plus sévères et de forcer la main d'Elizabeth. Le premier fut la Saint-Barthélemy française; le second, une bulle d'excommunication lancée contre la

Reine, en un moment très inopportun, par le pape Pie V; le troisième, la création à l'étranger de séminaires, comme celui de Douai, destinés à préparer la reconquête de l'Angleterre par le catholicisme. Excommunier la souveraine, c'était délier ses sujets catholiques de leur fidélité, et l'on allait jusqu'à dire que le Pape eût volontiers absous l'assassinat d'Elizabeth. En décembre 1580, le secrétaire d'État pontifical répondit de manière ambiguë et suspecte à une question posée par certains Jésuites anglais : « Puisque cette coupable femme est cause de la perte pour la foi de tant de millions d'âmes, il n'y a point de doute que qui l'enverra hors de ce monde avec la pieuse intention de servir Dieu, non seulement ne péchera point, mais acquerra des mérites. » A partir de 1570, des prêtres catholiques et des laïques furent exécutés en Angleterre, non pour hérésie, mais pour haute trahison. Beaucoup de ceux qui furent ainsi pendus ou écartelés, en d'horribles cérémonies où les corps sanglants des hommes pendus, détachés, puis coupés en morceaux, étaient jetés dans une marmite de goudron bouillant, se trouvaient être des innocents ou même des saints. Tel fut le cas du noble Jésuite Campion, de qui Burghley lui-même dut avouer qu'il était « un des joyaux de l'Angleterre » et dont le seul crime avait été d'aller de maison en maison sous un déguisement, prêchant et célébrant la messe. Il mourut en disant qu'il priait pour la Reine. « Pour quelle Reine? » crièrent les spectateurs. « Pour Elizabeth votre reine et ma reine, à laquelle je souhaite un règne long et tranquille, et toute prospérité. »

IX. — Ainsi, bien qu'Elizabeth fût encline à la clémence, le nombre des victimes du fanatisme fut, sous son règne, aussi nombreux que sous celui de Mary. Son Conseil fit exécuter cent quarante-sept prêtres, quarante-sept gentilshommes, un grand nombre d'hommes du peuple et même des femmes. Ceux qui ne périrent pas n'en furent pas moins persécutés. Le père de Shakespeare, John Shakespeare, en est un exemple car il était catholique et le texte de son testament n'est que la traduction d'un formulaire apporté de Rome par Campion, et recommandé aux Pères Jésuites par le cardinal archevêque de Milan : « Testament, ou dernière volonté de l'homme, fait

en parfaite santé pour que le chrétien soit à l'abri des tentations du Diable à l'heure de la mort. »

X. — Genève n'était pas mieux traitée que Rome et le calvinisme qui se répandit alors en Angleterre, où il engendra le puritanisme, pas moins suspect que le catholicisme. Les puritains auraient voulu effacer les derniers vestiges du cérémonial romain et supprimer toutes les hiérarchies qui rappelaient « Babylone ». Ils ne reconnaissaient pas les évêques, affichaient une grande horreur du vice, un merveilleux zèle pour la religion. Ils souhaitaient réorganiser l'État en s'inspirant seulement de la Bible et faire administrer l'Angleterre par les Anciens de l'Église. S'ils l'avaient pu, ils eussent rétabli toutes les lois de Moïse, y compris celle du talion, « œil pour œil, dent pour dent » et la peine de mort pour le blasphème, le parjure, la violation du sabbat, l'adultère et la fornication. Ce puritanisme fanatique inquiétait la Reine, les évêques et les plus raisonnables des fidèles, mais le puritanisme modéré gagnait des adhérents. Ce fut en vain qu'au Parlement de 1593 les évêques proposèrent contre les puritains des mesures rigoureuses; la loi ne fut pas votée. « Nous croyons le peuple : ceux-ci sont vraiment les hommes de Dieu. Ils sont ses sincères et vrais prophètes. » Le prestige d'Elizabeth était tel que ces prophètes eux-mêmes ne pouvaient prévaloir contre elle, mais leur pieuse démagogie allait devenir plus dangereuse pour ses successeurs.

ANDRÉ MAUROIS

(A suivre.)

L'OFFICE DU BLÉ

Cinq ans se sont écoulés depuis que, dans cette revue[1], j'ai recherché, à la lumière de la politique expérimentale, la solution du problème du blé. Problème capital, fondamental, en effet, car s'il était résolu, le problème rural et agraire le serait, du même coup, dans sa totalité, en ce sens que l'organisation du marché du blé emporte chez les agriculteurs une perfection corporative capable, et au delà, de maîtriser les autres difficultés. Les socialistes l'ont d'ailleurs compris, qui virent dans l'Office du Blé une sorte de portique au nouvel édifice social qu'ils rêvent de construire à l'usage des populations paysannes.

Lorsque j'ai publié ces études, l'anarchie régnait sur le marché du blé complètement livré aux agioteurs par les variations incessantes et accentuées de la mercuriale. La cause de ces dernières ne pouvait que trop être attribuée alors à des importations soit inutiles, soit frauduleuses, favorisées par des statistiques erronées et par les abus de l'admission temporaire. Quand on mesure le formidable écart séparant, à cette époque, le cours mondial du blé, soit 40 francs, du chiffre de 170 francs, considéré comme la valeur normale du quintal de blé, on n'éprouve pas de peine à s'expliquer le phénomène engendré par une pareille perspective de profit. Les stocks importés pesaient lourdement sur le marché, et l'on a quelque raison de penser que de trop heureux gangsters allèrent jusqu'à toucher

1. 1er août et 1er novembre 1931.

des primes officielles de réexportation pour les quantités qu'ils avaient importées.

Mais, le désastre — un désastre paradoxal, — s'il en fut — devait être ultérieurement porté à son comble par la succession, très rare, de deux récoltes miraculeusement abondantes. D'où l'avilissement de la « céréale noble » qu'on en arriva à utiliser pour l'engraissement des porcs. D'où un paroxysme de désolation et de mécontentement qui n'a pas peu contribué à ébranler l'équilibre moral de nos campagnes.

Sommés de remédier à cet état de choses, le gouvernement et le Parlement ne se firent pas longtemps prier. Sept lois ont témoigné de leur bonne volonté, sept lois compliquées, bien entendu, d'innombrables décrets, règlements d'administration publique, arrêtés, etc., dont le détail et le commentaire remplissent un gros volume in-8° de 1 200 pages de texte serré. Il y a un code du blé, touffu, inextricable et souvent inapplicable. Les producteurs, les fonctionnaires sont perdus dans ce maquis. Et l'on a pu proposer, sans trop forcer la plaisanterie, la création d'une chaire spéciale de droit agricole à la Faculté, pour l'usage des cultivateurs.

De cet amas législatif, la loi du 10 juillet 1933 émerge comme un sommet. Elle a fixé les prix minimum à la vente du blé, avec tout un arsenal de pénalités pour en prévenir ou en réprimer la transgression. L'échec a été complet. La loi précitée restera, dans les annales juridiques et économiques, comme un témoignage irrécusable de l'impuissance du Parlement et du socialisme d'État, à remplacer entièrement la spontanéité sociale par le mécanisme administratif. Dès la promulgation de la loi, il s'est établi deux marchés, l'un officiel, l'autre clandestin. On a toutes les raisons de croire que la plus grande partie de la production a été écoulée au-dessous du cours imposé, ce qui a permis aux gangsters précités de réaliser de somptueux bénéfices au détriment des agriculteurs. Une fois encore l'expérience avait prononcé contre les lois de minimum.

Aussi, la nécessité s'imposait-elle de la liquider. C'est de quoi se sont avisés M. le président Pierre-Étienne Flandin et son collaborateur à l'Agriculture, M. le sénateur Cassez, dès leur arrivée au pouvoir à l'automne de 1934. Le 24 décembre

suivant, surgissait, par leurs soins, une nouvelle loi annonaire. On ne saurait contester que cette loi, aidée par la récolte de 1935, ait assaini le marché et rendu quelque fermeté au cours du blé. Et M. Monnet, successeur immédiat de M. Cassez au Ministère de l'Agriculture, a prononcé des paroles empreintes d'un parti pris de dénigrement, lorsque, dans son allocution diffusée le 14 juin dernier, il accusait M. P.-E. Flandin d'avoir couvert de son nom « une loi de faillite, mal étudiée et mal appliquée ».

Quoi qu'il en soit, au moment du renouvellement législatif, étant donné surtout que les perspectives de la prochaine récolte, autant qu'on en put juger à cette époque de l'année, semblaient s'annoncer déficitaires, l'intervention de l'État sur le marché du blé apparaissait avec un moindre degré d'urgence et de légitimité que précédemment.

Puisque les excédents allaient s'éliminant et que les producteurs pouvaient se permettre une soudure normale, une quasi-certitude s'attachait à une hausse capable de porter le cours du blé bien près des chiffres que les producteurs, après tant de si longs déboires, ambitionnaient de retrouver.

Mais l'avènement du cabinet de Front Populaire, présidé par M. Léon Blum, avait déterminé, dans certaines sphères politiques et parlementaires, un tel esprit d'intransigeance et d'absolutisme que rien n'eût été capable de dissuader la nouvelle majorité d'ajourner au moins à un an, la création de l'Office du blé, suivant la formule collectiviste.

D'autant plus que M. Georges Monnet, ami personnel de M. Léon Blum et se targuant d'une certaine compétence économique, arrivait au Ministère de l'Agriculture dans l'intention de recueillir, des mains défaillantes de M. Compère-Morel, vieilli et résigné à la retraite, le sceptre de la grande maîtrise du socialisme agraire. M. Georges Monnet n'avait-il pas son « ours » à caser, plan d'office en dix-sept articles, qu'il avait déjà présenté en manière de contre-projet à la loi Flandin? Ne devait-il point, par-dessus tout, craindre de se laisser distancer par la proposition communiste que MM. Renaud Jean et Waldeck Richet, autres docteurs ès sciences agricoles, sans parler d'une autre proposition, qui n'a d'ailleurs causé que peu de bruit, due au parti radical?

Au projet Compère-Morel nous avions alors opposé un contre-projet qui n'avait trouvé de contradicteurs que chez deux pontifes de la réaction. Ceux-ci ne voulaient pas en entendre parler, sans avoir pu cependant élever contre lui aucune objection !

Tous ces projets étaient plus ou moins calqués sur celui que M. Compère-Morel avait, de longues années durant, préconisé, propagé avec autant de persévérance que d'habileté.

Ils se recommandaient par un trait commun, c'est-à-dire par la promesse de rendre fixe et invariable le prix du blé déterminé avec équité, sous la triple gestion des producteurs, des consommateurs et de l'État, d'organiser la vente par le moyen de coopératives financées par l'État, à l'exclusion des commerçants, de neutraliser les minoteries tombant sous le contrôle de l'État, de hâter les paiements et de rendre désormais non seulement l'agiotage proprement dit, mais toute spéculation, quelle qu'elle fût, impossible.

Pareil système s'efforçait de correspondre aux données de la psychologie rurale et de frapper à l'endroit sensible. Dans mes articles de 1931, j'avais noté le véhément désir de stabilité dans les mercuriales, rendu plus véhément par les tribulations récentes, ancré dans l'âme des producteurs français aux yeux de qui le blé demeure plus que jamais l'équivalent d'une monnaie, mieux encore, un véritable étalon de valeur en nos temps de monnaies erratiques et fondantes.

Malgré quoi, les votes socialistes et communistes qu'on a eu la surprise de relever au mois de mai dernier en de trop nombreuses circonscriptions rurales paraissent avoir beaucoup plus procédé d'une volonté de fronde et d'un sentiment de mauvaise humeur que d'une adhésion consciente et réfléchie à l'Office du Blé. Ce sont inconséquences devant lesquelles le corps électoral, même dans nos villages, ne recule pas. Une certaine défiance du socialisme d'État n'y est pas incompatible avec l'octroi des suffrages à des candidats socialistes.

Ce qui donne quelque créance à cette façon de raisonner, c'est qu'en vertu d'un illogisme à la fois fâcheux et consolant, la période qui devait aboutir à une poussée marxiste dans nos cantons agricoles, a coïncidé avec un développement très

remarquable de l'initiative privée et un mouvement coopératif aussi puissant que spontané dans nos campagnes.

A la fin de 1932, au témoignage de M. Henri Queuille, ancien ministre de l'Agriculture, qui avait fait étudier la question pendant l'un de ses nombreux passages au pouvoir, on ne pouvait guère, vu l'état indigent de l'équipement coopératif, mettre en réserve que cinq millions de quintaux de blé. Mise en réserve, qui, comme nous l'allons voir tout à l'heure avec la question du crédit spécial, est presque tout le problème.

Or, s'il est vrai que le malheur soit bon à quelque chose, comme le veut la sagesse paysanne, les souffrances de 1931-34 ont eu cela de bon qu'elles ont fait germer, puis grandir, cette idée que l'agriculture ne serait sauvée que par elle-même. L'évolution naturelle s'est enfin mise en marche vers des solutions efficaces et pratiques qui ne soient pas de l'étatisme pur et simple. En quatre ans, environ 600 coopératives affectées à la vente du blé avaient pris naissance spontanément. On a vu même, en Picardie notamment, surgir le moulin coopératif créé avec l'argent des producteurs de blé.

Cela étant et puisque tous les doutes venaient d'être levés sur la récolte de 1936, décidément déficitaire, et que les hauts prix allaient être la conséquence certaine de cette situation, une politique sage et suivie se fût réfugiée dans l'expectative en se bornant à encourager les manifestations si évidentes de l'évolution naturelle.

Mais, encore une fois, l'arrivée au ministère de l'Agriculture de M. Georges Monnet, député collectiviste de Soissons, lieutenant de M. Léon Blum, et lui-même auteur d'un projet d'Office, ne permettait pas d'espérer que le parti de la prudence l'emportât. Au surplus, l'Office du Blé figurait en bonne place sur la liste des soixante-dix projets de loi dont le Front Populaire était résolu à enrichir, coûte que coûte, nos codes dans les neuf premières semaines de la législature.

L'affaire n'alla pas sans peine. Au Palais-Bourbon, même le ministre s'est heurté à une opposition tenace avec laquelle, ne se sentant pas soutenu par un courant d'opinion agricole, la majorité du Front Populaire, toute massive qu'elle fût, a été bien obligée de composer. Au Luxembourg, l'Office a rencontré une hostilité presque unanime et non déguisée, de la

part d'une Assemblée que ses origines rurales renseignent, de première main, sur l'état d'esprit des campagnes. Le Gouvernement a dû jeter du lest. De nombreux amendements de détail n'ont pas peu contribué à embrouiller davantage un texte bien assez touffu et compliqué. Comme il arrive souvent en pareil cas, toutes ces retouches improvisées ont affaibli le système sans l'améliorer.

La critique du projet gouvernemental a été faite avec autant d'éloquence que de vigueur dans les deux Chambres, notamment par M. Thellier, ancien ministre de l'Agriculture dans le dernier cabinet Sarraut.

L'orateur n'a pas hésité à qualifier la future loi de « malfaisante pour l'économie nationale ».

Qu'est-ce que l'Office du blé?

Un établissement public, jouissant de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il a son budget propre, un directeur, un comité central à Paris, et des comités dans les départements.

Le monopole de l'importation et de l'exportation des blés et farines lui appartient. Sa mission essentielle sur le marché intérieur, est d'absorber, chaque année, la totalité de la récolte.

A cette fin, chaque année, dans la deuxième quinzaine d'août, le Conseil central de l'Office détermine, après avoir pris l'avis des conseils départementaux, le prix définitif du quintal de blé pour toute la campagne.

La fixité, l'invariabilité des prix, tant pour le blé que pour la farine et le pain, tel est l'esprit-principe du projet. A première vue, il a de quoi séduire les producteurs excédés d'une instabilité dont ils ont tant souffert. Mais, si cette conception rigide satisfait la raison pure, il reste à se demander si l'entreprise de réduire à l'unité une multitude de faits sociaux, essentiellement changeants et mobiles, suivant la région, les secteurs et les individus mêmes, ne rencontrera pas dans la pratique des obstacles insurmontables.

La politique expérimentale, comme l'a rappelé M. Thellier, a déjà enregistré les tristes résultats que le système de l'Office du blé a donnés au Canada, aux États-Unis et en Tchécoslovaquie.

Une fois posé le principe du prix invariable fixé au début

de la récolte, le reste s'ensuit. « Il en est de ces principes-là, disait spirituellement Rivarol, comme des cordes que nos vieux cordiers filaient en tournant le dos au chemin. On file les « conséquences » en tournant le dos à la réalité. »

La première chose, pour prévenir toute infraction au principe, était évidemment de supprimer d'un trait de plume le commerce libre des grains. On pense bien que le ministre n'était pas homme à reculer devant cette mesure draconienne.

Dans le texte primitif, les producteurs ne pouvaient vendre leur blé qu'à des coopératives de blé, celles-ci étant tenues d'acquérir au prix et dans les conditions fixées par l'Office tous les blés qui leur seraient offerts dans leur secteur, les meuniers devant obligatoirement s'approvisionner chez les coopératives.

Le Sénat n'a pas accepté cette exclusion des commerçants. Un amendement Raynaldy, voté à une grosse majorité, les a réintégrés dans le circuit. Malgré les efforts du gouvernement, le Sénat est resté irréductible. Au terme de l'article 6 « sans pouvoir prétendre aux avantages fiscaux et aux subventions accordées aux coopératives de blé, les négociants en grains français et patentés pourront, après en avoir fait la déclaration préalable au comité départemental, acheter, stocker et livrer le blé, aux mêmes conditions et prix que les coopératives ».

L'autre point de friction entre la Haute Assemblée et le gouvernement se référait à la façon dont le conseil central de l'Office exercerait sa prérogative essentielle qui est de fixer le prix.

Bizarrement composé de producteurs, de consommateurs, de politiciens, de militants cégétistes, courtiers, commissionnaires, représentants de la meunerie, etc... ce directoire ne pouvait prendre de décision valable qu'à la condition de l'unanimité. Celle-ci venait-elle à manquer, c'est au gouvernement qu'il appartient de trancher souverainement le différend. La ficelle avait paru un peu grosse au Sénat. Il y a eu lutte. Finalement, une transaction de lassitude a prévalu; il faut songer que le projet a fait sept navettes entre les deux Chambres. L'unanimité requise est devenue les trois quarts des suffrages exprimés à la condition que les quatre cinquièmes du Conseil soient présents. Ce qui, au fond, ne valait guère mieux.

Si le Sénat avait tenu pendant le « quart d'heure de Nogi », le gouvernement était prêt à retirer son projet plutôt que d'en sacrifier totalement l'esprit-principe étatiste. Il y a disproportion entre la bataille parlementaire que le Sénat a livrée et les maigres résultats qu'il a conquis. Le collectivisme marxiste a eu gain de cause quant à l'essentiel.

La loi, portant institution d'un Office national interprofessionnel du blé, parue à l'*Officiel* dès le 18 août, est entrée en vigueur, non sans que M. le ministre de l'Agriculture se soit dissimulé les difficultés de mettre en train cet immense mécanisme administratif. Très spirituellement, d'ailleurs, M. Georges Monnet a demandé l'indulgence pour cette machine « en rodage ».

Les sentiments dans lesquels les populations rurales ont accueilli le nouveau régime sont assez complexes. Des producteurs, qui, la mort dans l'âme, avaient dû céder leur blé à raison de 50 francs le quintal, c'est-à-dire fort au-dessous du prix de revient, envisageaient d'abord la perspective de toucher 140 francs, sans dérangements, en dehors de toute autre considération, — ce qui est très humain.

Au surplus, fidèles à leur constante méthode qui est d'introduire la lutte de classes dans toutes les lois dont ils nous gratifient, les marxistes avaient eu soin, en prévision d'éventuelles résistances, de briser l'unité du front paysan, en divisant les producteurs en deux catégories inégalement traitées : les « moins de cent quintaux » bénéficiant d'un tour de faveur pour la vente et le paiement et les « plus de cent quintaux », victimes d'un préjugé nettement défavorable. Les inventeurs du système avaient compté sur cet artifice démagogique pour vaincre les premières répugnances.

Il est permis d'écrire que, dans la première quinzaine d'application, les producteurs se sont prêtés au fonctionnement de l'Office sans enthousiasme, mais aussi sans parti pris. Une propagande très active des députés et militants collectivistes ou communistes s'est employée à convaincre les paysans de se plier, tout au moins, à une expérience, que peut-être ses adversaires avaient dénigrée, par avance, avec un manque complet de bonne foi.

Mais dès la première quinzaine de septembre, les vices de

l'institution commencèrent à se manifester et à déconcerter ses panégyristes.

Il apparut bientôt que l'infortuné « producteur de blé, était soumis à un régime oppressif auprès duquel celui du « planteur de blé » apparaissait comme un modèle de libéralisme.

C'est avec une véritable stupeur que les ruraux ont vu succéder, sans arrêt, les décrets aux décrets, les règlements aux règlements, les arrêtés aux arrêtés, les circulaires aux circulaires. Ils ont été aussitôt comme submergés, noyés, dans un déluge de paperasses et de formalités.

Déclaration pour semer. Déclaration pour moissonner. Pour se faire payer, une autorisation est requise. Pour moudre il en faut une également. Ce ne sont qu'états à remplir et que registres à tenir, sans parler des contacts et démêlés avec des bureaucrates d'une amabilité douteuse. Du jour au lendemain, le producteur de blé est devenu un « assujetti » persécuté et maltraité à qui l'Office reprend sous forme d'innombrables taxes le profit qu'il est censé lui assurer.

Le paiement est long à venir. Et il s'en faut que le seigneur État s'acquitte envers les prétendues coopératives à guichets ouverts. Ce ne sont que délais moratoires. La « finance » coule mal par des robinets mal ouverts. C'est alors que s'impose, pour le producteur gêné dans sa trésorerie, soit l'expédient du *warrantage* qui lui procure 73 francs par quintal, soit l'expédient de l'*avance* bancaire. Mais ces expédients-là ne vont pas sans nouvelles complexités et difficultés. L'un des résultats le plus clair de l'Office est un ralentissement de la circulation pécuniaire dans nos villages.

Le paysan de France éprouve l'impression pénible d'un grand changement dans son statut civique. Il n'est plus aujourd'hui ce qu'il était hier, c'est-à-dire le citoyen d'un pays libre. L'Office l'a transformé en une manière de fonctionnaire dont une bureaucratie tracassière et vexatoire règle tous les actes et tous les gestes, saison par saison. Le gouvernement de sa ferme échappe à l'agriculteur et l'administration s'est substituée à lui. C'est comme un avant-goût du régime collectiviste intégral, tel qu'il se pratique dans la ci-devant Russie.

Le fonctionnement intégral de l'Office suppose la création de 3 000 coopératives. Or, comme il est mentionné plus haut,

il n'en existait que 600 au moment de la promulgation de la loi. C'est donc 2 400 coopératives à faire surgir du néant, car la coopérative — ce qui est d'ailleurs un non-sens grammatical et juridique — est obligatoire. C'est le rouage essentiel du système.

Il n'a pas fallu beaucoup de temps aux agriculteurs pour s'apercevoir que la fin dernière de la coopérative « officinale » était, surtout, après avoir socialisé leur récolte, de socialiser leur personne, c'est-à-dire de les embrigader dans une organisation, beaucoup plus politique et électorale que professionnelle, gérée et dirigée par des fonctionnaires noyautés par des collectivistes ou des communistes moscoutaires. Constatation amère qui a jeté une nouvelle douche d'eau glacée sur les premiers contentements.

Un autre et puissant motif de réfrigération est né du décret portant création d'un état-major bureaucratique somptueusement appointé pour une somme totale de quatre millions et demi. Dans ce succulent fromage se sont installés les frères, amis, clients, camarades, neveux, bâtards d'apothicaires et petites amies de nos principaux parlementaires. Combien faudra-t-il de bureaucrates et de fonctionnaires pour assurer la gestion de ces 3 000 simili-coopératives, qui mentent à leur titre et ne sont au vrai que des organismes d'État?

Il faudra des concierges, des manutentionnaires, des expéditionnaires, des comptables, des surveillants, des gérants, des convoyeurs. A raison de 30 employés en moyenne par coopérative pour commencer, cela donne un premier total de 90 000 budgétivores. Et l'on sait la tendance des administrations au foisonnement.

Si l'on tient compte des employés exigés par le fonctionnement de l'Office à l'étage du département, on devra convenir que l'estimation est très modérée qui évalue à une centaine de milliers l'effectif de cette nouvelle couche de « parties prenantes » dont l'entretien sera assuré par de nouveaux prélèvements sur le producteur et qui, naturellement, viendront en déduction du prix de vente.

Bref le désenchantement est plus que commencé.

Il serait peut-être venu moins vite, si un épisode très curieux n'avait démontré que, même sur l'article où ses pro-

moteurs le jugeaient inattaquable, c'est-à-dire l'équité et la stabilité de la mercuriale, l'Office ne donnait, en réalité, aucune garantie aux producteurs.

Au cours de la discussion laborieuse, dont l'Office du Blé est sortie, les défenseurs de la production agricole avaient tout au moins obtenu que la détermination du prix au quintal ne fût pas abandonnée à la fantaisie et à l'arbitraire d'un conseil central, savamment composé de telle façon que la minorité cégétiste eût les moyens de déférer la décision suprême au pouvoir politique.

L'article 9 adopté, malgré l'opposition du ministre, formulait, pour cette détermination, des règles très claires et très précises par quoi le conseil central était lié.

Deux facteurs devaient intervenir.

1° L'importance de la récolte.

2° Le prix moyen des récoltes 1911, 1912, et 1914 auquel devrait être appliqué un coefficient ne pouvant en aucun cas être inférieur au coefficient de majoration moyen par rapport à 1914 de l'index pondéré des prix de la vie, des salaires, des produits ou objets d'utilisation courante dans les exploitations agricoles et de l'ensemble des charges pesant sur le producteur.

On entend fort bien que ce calcul n'était pas susceptible d'une rigueur toute mathématique. Les comités départementaux dont l'avis devait être pris obligatoirement en considération l'avaient établi pour leur compte. Ils avaient trouvé des résultats assez différents, mais présentant cette particularité de n'être tombés, en aucun cas, au-dessous de 160 francs le quintal.

De fait, le coefficient 6, très modéré, très raisonnable, appliqué au chiffre moyen de 27 francs, fourni par les récoltes de 1911, 1912 et 1913, faisait ressortir le prix légal de 162 francs, prix que le Conseil central n'avait qualité que pour vérifier et entériner.

Or, à la surprise générale, celui-ci s'était arrêté au prix de 140 francs et encore. Quel était donc ce mystère? Et les représentants directs de l'agriculture avaient-ils, en vertu d'une hypothèse bien invraisemblable, trahi leurs commettants?

Mais, les explications que fournissait bientôt M. Adolphe

Pointier, le vaillant président de l'Association nationale des producteurs de blé, à l'appui de sa démission comme membre du Conseil central, donnaient tous les éclaircissement désirables.

Les représentants de l'agriculture avaient dû subir les fatalités de leur position. S'ils n'avaient pas consenti au prix de 140 francs, dernière limite des concessions accordées par les représentants non agriculteurs, la décision allait au ministre et l'on savait pertinemment que ce dernier s'en tiendrait au chiffre de 130 francs. Après avoir donné satisfaction à la politique du moindre mal, M. Adolphe Pointier était parti en claquant la porte. Et son geste n'avait pas laissé que d'émouvoir le monde rural.

Il apparaissait clairement que, pour la campagne 1936-37, la procédure de l'Office aboutissait à un prix maximum jugé insuffisant et frustrant les producteurs de la plus-value d'au moins 20 francs au quintal qu'ils pouvaient raisonnablement attendre d'un marché libre, vu le déficit de la récolte.

La mauvaise humeur et la déception des agriculteurs se sont traduites par un recours au Conseil d'État. M. Jacques Le Roy-Ladurie, président de la Chambre d'Agriculture du Calvados, demande à notre haut tribunal administratif d'annuler la décision du Conseil central comme entachée d'illégalité et contrevenant aux dispositions impératives et formelles de l'article 9 précité. Le prix légal du blé est de 162 francs, et, suivant le requérant, le Conseil central lié par un texte précis, n'avait pas le droit de procéder par voie de cote mal taillée, précédée de marchandages contraires à la lettre et à l'esprit de la loi.

Ce n'est donc pas un début très heureux.

La dévaluation du franc est venue encore compliquer la situation et refroidir le zèle des coopérateurs disposés à seconder les intentions du gouvernement.

La dévaluation, contre laquelle ils se croyaient garantis par les promesses catégoriques du gouvernement, a atteint dans nos campagnes un comble d'impopularité. Elle a créé un sentiment d'incertitude et d'inquiétude qui a arrêté net le développement des coopératives officielles. Il faut considérer que les administrateurs des coopératives, pour se procurer auprès

du Crédit Agricole, l'argent dont elles ont besoin, sont tenus de donner leur aval et d'engager leur responsabilité. Aujourd'hui, ils se demandent si, dans le désordre monétaire qu'ils pressentent et qu'ils redoutent, ils ne s'exposent pas à la ruine. Une sorte de panique s'est produite, et beaucoup d'administrateurs se dérobent, de sorte que les producteurs se retournent aujourd'hui vers les négociants en grains, mais ceux-ci, à leur tour, se sentent obligés à beaucoup de prudence et de circonspection, en raison de la faible marge de profit que leur permet la loi (deux francs par quintal). Ils refusent plus d'offres qu'ils n'en accueillent.

Et cette circonstance ne favorise que davantage la création de fausses coopératives, fondées à des fins purement politiques, par des militants socialistes et communistes qui n'ont rien à perdre, et qui comptent bien, le cas échéant, s'acquitter envers le Crédit Agricole en monnaie de singe.

Le miracle de l'Office du blé, promis et annoncé à la démocratie rurale, ne semble donc pas en voie d'accomplissement. Une menace de fiasco plane sur l'entreprise, malgré les efforts du gouvernement pour écarter cette menace, l'enthousiasme des premiers jours paraît avoir abandonné les zélateurs. Et l'expérience vient à peine d'entrer dans son cinquième mois!

L'Association nationale des producteurs de blé n'a évidemment aucune foi dans la réussite finale. Son président, M. Adolphe Pointier, agriculteur professionnel de science et de conscience, l'un des fondateurs en expectative du nouvel ordre paysan, considère l'Office comme un *de cujus*, dont il faut se préparer à prendre la succession. Et nombreux sont les agriculteurs qui s'associent à son action.

Certes, M. Pointier n'est pas un adepte attardé de l'économie libérale orthodoxe, laquelle, suivant lui, a fait son temps. S'agissant du marché du blé, le laisser-aller et le laissez-passer ne feraient que perpétuer le désordre et la crise. Mais le distingué président estime que le remède étatiste et socialiste est pire que le mal. Ce qu'il oppose à l'Office du blé et ce qu'il s'attache à promouvoir avec le concours de la grande association qu'il préside, c'est un organisme établi sur le plan professionnel, sur le plan interprofessionnel ensuite.

Et voilà qui a bien des chances de s'harmoniser avec

la solution qu'il y a cinq ans, appuyé sur les onnées de la politique expérimentale, je préconisais en dehors de toute théorie, de tout système préconçus. Rechercher la pente de l'évolution naturelle, y engager cette colossale tentative de l'Office du Blé et n'en laisser subsister que ce qu'elle a de bon, tel est le problème.

De la conception gouvernementale, nous gardons ce que nous proposions il y a cinq ans, c'est-à-dire le monopole rigoureux de l'importation du blé. Là-dessus la politique expérimentale a prononcé souverainement. Étant donné l'énormité des quantités de blé flottantes à l'extérieur et le trouble causé pour plusieurs années sur un marché aussi sensible, aussi nerveux que celui du blé, par la moindre introduction, inutile ou spéculative, il n'est plus contestable que l'importation des blés étrangers doit devenir un fait de prince au même titre que la fixation des tarifs douaniers. De même, la détermination officieuse annuelle du prix normal et moyen du blé, du prix autour duquel oscilleront les variations du marché intérieur rentre-t-elle dans l'appartenance du Prince. Ce ne serait pas, selon nous, une taxation, mais un renseignement précieux destiné à guider les producteurs, parce que fondé sur des informations sûres et des appréciations impartiales, tous les intéressés ayant été dûment entendus.

Mais en 1931, je ne proposais pas de substituer au prince, c'est-à-dire au Bureau du Ministère de l'Agriculture, des comités composés avec l'arrière-pensée d'en faire les cadres d'une organisation politico-administrative destinée à détruire les derniers vestiges de l'indépendance civique et électorale des paysans.

Je concevais le monopole de l'importation et les fonctions qui en découlent comme une régie contrôlée par un corps intermédiaire, par un comité du blé, comparable en quelque façon, à ce *Wheat executive* (Exécutif du Froment), organisme interallié qui rendit les plus grands services pendant la guerre. Ce comité se recruterait parmi les représentants qualifiés de la production, du commerce et de la consommation, auxquels viendraient s'adjoindre les délégués nommés par le Sénat et par la Chambre, afin de réserver les droits du pouvoir législatif et de réaliser le maximum de garantie.

Ayant fixé le juste prix du blé, le « Comité du Blé » en conséquence de ce prix, des renseignements dont il se sera entouré, des requêtes dont il aura été saisi, n'éprouvera aucune difficulté à effectuer les importations utiles.

Est-il besoin d'ajouter que le fonctionnement du Comité du Blé comporte la suppression radicale de l'admission temporaires avec ses aléas, ses équivoques et ses dangers, cette admission temporaire que l'Office du Blé abolit en droit, mais qu'il maintient en fait.

L'admission temporaire ne laissera certes aucun regret chez les producteurs. C'est au Comité du Blé que devront, sous le nouveau régime, s'adresser les minotiers, qui estiment, à plus ou moins juste raison, avoir besoin de certaines qualités de blés exotiques pour satisfaire une clientèle spéciale. Un règlement d'administration publique pourvoira aux détails d'application concernant le mode et le règlement des achats, des réserves et l'aménagement des stocks.

Chaque chef-lieu de secteur agricole devient le siège d'un syndicat de producteurs ou d'un syndicat d'acheteurs ou tout au moins de représentants habilités par les deux corporations.

Entre les deux organismes, il s'établit aussitôt un courant de relations nécessaires. Les premiers points débattus sont logiquement la fixation des prix et les époques de livraison.

Il paraît évident que, dans cette hypothèse, et pour débattre utilement avec les acheteurs les intérêts dont il a charge, le syndicat agricole sera amené à rechercher par ses propres moyens, plus efficaces que les moyens administratifs, la quantité de blé que l'ensemble de ses adhérents se dispose à mettre sur le marché.

Nulle obligation, nulle sanction. Les réfractaires et les dissidents ne seront point contraints dans une organisation qui prend à tâche, non d'exiger l'assentiment, mais de le provoquer par les avantages qu'elle confère.

C'est au problème axial du blé, une solution, non inventée dans le silence du cabinet, mais calquée sur la réalité vivante, ajustée aux faits après observation expérimentale de ceux-ci.

Déjà en 1931, elle avait obtenu l'assentiment d'un grand nombre d'agriculteurs qui en avaient apprécié le caractère

pratique et qui avaient senti, pour suspendre la marche du collectivisme, l'absolue nécessité de l'initiative syndicale professionnelle et surtout interprofessionnelle. Jamais l'époque n'avait été plus propice à la mise en vigueur du Comité du Blé.

Quelle ironie dans les résistances rencontrées par celui-ci, alors que les intéressés s'y ralliaient pleinement, auprès d'écrivains et de publicistes à courte vue. Ceux-ci arguaient du caractère étatiste présenté par notre projet. Ils ne réussirent que trop bien à lui barrer la route sans penser qu'ils la déblayaient du même coup devant le projet marxiste élaboré par le Front Populaire. Il y a peu d'exemples d'une manœuvre aussi absurde inspirée par un préjugé aussi irraisonné. On veut espérer que les auteurs de cette manœuvre en éprouvent quelque remords aujourd'hui en s'apercevant qu'ils ont inconsciemment contribué à constituer les cadres du soviétisme agraire.

Ce qui était facile en 1931 l'est beaucoup moins aujourd'hui. Un effort considérable est aujourd'hui nécessaire pour que la politique expérimentale fleurisse sur les ruines accumulées par l'avortement certain de l'Office socialiste du blé, produit aventureux de l'esprit bureaucratique accouplé à l'esprit des chimères.

L'accord social des syndicats professionnels, s'exerçant dans le cadre local et se combinant avec l'action légitime de l'État, c'est pour le cultivateur du blé et, par conséquent, pour la production agricole tout entière, la fin de la crise, la garantie de l'équité et de la stabilité dans les prix et le remède aux méfaits de l'agiotage.

L'espérance, certes, n'en doit pas être abandonnée, mais l'on se fût épargné de bien laborieuses luttes, en ne se laissant pas gagner de vitesse par le socialisme.

FELS

LES AVENTURIERS[1]

Quand Lavaref, accompagné de Chambrant, s'était présenté devant le Soviet latin, il y avait deux jours qu'il était revenu d'Allemagne. A pied, marchant toujours, durant des semaines et des semaines, à travers la Prusse, la Poméranie, la Pologne, traversant la nuit des frontières encore indécises, affrontant le coup de fusil des sentinelles qui les gardaient, travaillant dans les fermes quand il pouvait; ou bien mendiant, chapardant parfois, pour manger, des pommes de terre, des navets, des betteraves, des volailles. L'Armistice — et la Révolution allemande — l'avaient libéré. Il avait ainsi tourné le dos à la France plus proche, à la Belgique qu'il ne considérait plus qu'à peine comme sa patrie, allant, allant toujours, à l'encontre de la course du soleil, vers la Russie, vers l'Ukraine et cette ville de Kiew, où l'attendait la réalisation de son plan.

... Non, il ne voulait pas regagner des pays « normaux ». Rien à y faire. Tandis que là!... Dans cette barbarie millénaire sur laquelle le tzar Pierre n'avait pu mettre qu'une mince couche de civilisation qui venait de s'effriter, dans ce désordre, cette anarchie, ce bouleversement où s'entrechoquaient les Blancs, les Rouges, les Verts, les bandits de Makhnô, les Tchèques, les corps expéditionnaires d'Angleterre et de France, on pouvait se tailler une place sans se donner à personne, et, dans cette misère énorme, infinie, réaliser une fortune — comme avaient commencé de le faire certains juifs :

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 novembre.

mais mieux, plus largement... D'abord, « le coup » des autos blindées : simple début, pour se faire bien voir des Bolchéviks, puisque c'était eux, maintenant, qui tenaient Kiew. Il les aurait tout aussi bien vendues aux Blancs, dans le cas contraire. Après... il escomptait l'avenir, mais les autos d'abord.

Il n'en voulait pas à la société occidentale. Il la prenait comme elle était. Le monde est le monde, l'humanité est l'humanité. Au bout de dix ans, quinze ans, trente ans, la Russie se retrouverait telle qu'auparavant, avec de petits changements superficiels. Un homme peut marcher la tête en bas tant qu'il voudra : il faudra toujours qu'il finisse par retomber sur ses pattes de derrière, avec seulement un peu plus de sang à la tête. Donc tous les rêveurs de Moscou lui paraissaient idiots. Mais pourquoi ne pas en profiter?

« Si ma mère, la Belge, avait eu de la fortune, se disait-il, mon père, l'ingénieur russe, ne l'aurait pas abandonnée; peut-être aujourd'hui vivrait-elle encore. Je ne serais pas, bien que « reconnu », un enfant naturel, je posséderais ce que mon père a laissé à de vagues parents... Puisque l'argent est un tremplin, le restera toujours, je veux la richesse. Inutile de rien faire pour ça de malhonnête. Même se faire une bonne réputation. Seulement être plus malin que les autres. Faire son Soviet à soi tout seul. Et profiter des occasions. »

Tout seul? Non : il y avait Chambrant. Entre Lavaref et Chambrant il y avait des liens indissolubles, comme en a tant créé la guerre. Ils se complétaient. Chambrant était le soldat, le seul, du Soviet Lavaref. Fidèle à travers tout. C'était avec lui que, sacrifiant leurs derniers roubles, ils avaient loué, un an auparavant, cette grange attenant à une laiterie, où ils avaient caché, sous le foin, les autos abandonnées par la Mission belge. Une idée de Lavaref.

...Fidèle? se demandait pourtant Lavaref. Qui m'a livré aux Boches? Qui a fait que, accusé d'espionnages, j'ai été par eux arrêté à Kiew, envoyé, — moi soldat de l'armée belge, sous prétexte que j'avais un nom russe — dans un camp de prisonniers russes où j'ai été traité, comme tous les Russes, pire qu'un chien en fourrière. Chambrant? Il n'en est pas capable. Mais Natacha? Oui, sûrement, c'est Natacha.

Il se rappelait Natacha. Une paillasse à soldats, qui se

livrait pour quelques sous, ou même pour partager la ration, aux soldats de toutes les nationalités qui erraient dans Kiew, et aux Allemands. Mais Chambrant, à la Légion, n'en avait jamais connu d'autres. Et même si peu! Il s'était « mis en ménage » avec Natacha. Dédaigneux, Lavaref leur avait abandonné le logis et le jardin qu'il occupait dans un faubourg avec le camarade, se contentant d'un taudis misérable dans le quartier Piétchersky. Mais Natacha avait continué d'être jalouse de lui. Elle sentait qu'entre elle et Lavaref Chambrant n'hésiterait jamais.

Alors elle l'avait dénoncé. Lavaref le savait. L'interrogatoire qu'il avait subi devant le Conseil de guerre allemand lui en avait donné la preuve. Cela ne l'étonnait pas, ne l'indignait même pas. Nulle trahison, de la part des femmes, même des hommes — sauf de Chambrant — ne pouvait plus l'étonner ni l'indigner. Il ne serrait même pas les poings; mais au cours de toute sa longue et misérable route, il avait pensé : « Il ne faut pas que Chambrant ait à choisir entre elle et moi. Il ne faut pas!... » Sa décision était prise.

Ainsi que chaque jour, Chambrant avait quitté Natacha dès le matin pour chercher dans la campagne de quoi manger, en volant ou en travaillant — et Natacha, s'il se pouvait, par d'autres moyens. Car Chambrant, continuant en cela d'obéir aux ordres de Lavaref, n'avait pas adhéré encore au Soviet latin. Vêtu de guenilles d'apparence russe, chaussé de *laptis* d'écorce pour épargner ses souliers, il se cachait, vivait en réfractaire, en sauvage. Il s'y était accoutumé : pourvu qu'il retrouvât chaque soir Natacha! Mais Natacha n'était que l'esclave de cet esclave; elle ne lui suffisait pas! Le chef, le maître, Lavaref, où était-il? Comment lui, si fort et si malin, avait-il pu se laisser arrêter, traîner en Allemagne? Il regardait Natacha d'un air de doute. Dans le mauvais ukrainien dont il avait fini par retenir quelques mots essentiels, il lui posait des questions timides; elle faisait celle qui ne comprend pas, allait tirer de l'eau au puits du jardin, faisait bouillir cette eau dans le samovar ou dans le « faitout » qui servait à cuire les légumes chapardés. Quant au ménage, au nettoyage du logis, la plupart du temps c'était lui qui s'en occupait, avec la propreté méticuleuse d'un vieux soldat. Jamais

surtout il ne manquait de tenir en ordre la chambre de Lavaref, le disparu, d'installer sur sa paillasse la couverture « en billard ». S'il revenait! Et il ne pouvait pas ne pas revenir!

Pourtant, quand il rentra ce soir-là les mains vides — car il n'avait rien trouvé — et qu'il aperçut Lavaref tranquillement assis dans la cuisine, de tout son grand corps de géant blond, il commença de trembler. C'était un tremblement de joie, presque d'extase, comme d'un moine devant l'apparition de son saint. Il ne l'embrassa pas, ne lui serra même pas la main. Il répétait seulement :

— C'est toi! C'est bien toi! Lavaref! Lavaref!

Il redisait ce mot indéfiniment, comme si, de l'appliquer, devant lui, à celui qui le portait, ajoutait quelque chose de plus à la réalité de sa présence.

— Oui, c'est moi, — répondit Lavaref. — C'est bien moi, Chambrant.

Chambrant cria enfin :

— Et dire qu'il n'y a rien à manger!

Il aurait voulu que ce jour-là fût une grande fête. Une fête où l'on aurait mangé à s'en crever, où l'on se serait saoulé jusqu'à tomber ivre mort.

Lavaref haussa les épaules :

— Ne parlons pas de ça, — dit-il. — Les autos?

— Tu peux être tranquille. Je vais voir tous les matins. Elles sont toujours là : *ils* ne les ont pas découvertes.

— Bon, alors, — décida brièvement Lavaref.

— Il reste un peu de thé dans la boîte. Je vais toujours te faire du thé... Tiens, il n'y a plus d'eau dans le samovar. Je vais aller en chercher au puits.

Il prenait déjà le seau.

— Tout à l'heure, — fit Lavaref, — tout à l'heure.

Chambrant resta les bras ballants. Puis il prononça, embarrassé, parce que pour la première fois, depuis ce retour, il ne croyait pas ce qu'il disait :

— Natacha sera bien contente de te revoir!

— Tu crois? — dit froidement Lavaref, — il n'y paraissait pas, tout à l'heure.

— Tu l'as vue? Elle était là quand tu es arrivé?

— Elle est encore là — ou tout près... Chambrant, c'est pour ça qu'il ne faut plus aller au puits...

— Il ne faut plus aller au puits... Pourquoi?

— Parce qu'elle y est!

— Elle, Natacha, dans le puits?.. C'est toi?.. Tu l'as jetée?...

Un signe de tête de Lavaref. Un signe de tête qui voulait dire « oui ». Il était assis à califourchon sur une chaise de bois, immobile, dur, résolu, les yeux dans les yeux de Chambrant.

— Tu l'as tuée! tu l'as tuée!

Un autre signe de tête. Chambrant allongea vers lui ses vastes mains pour l'étrangler. Lavaref ne bougea pas. Ce fut Chambrant qui recula. Et ce fut Lavaref qui à son tour allongea une main, une seule, la droite, et très peu, laissant son coude appuyé sur le dossier de la chaise.

— Écoute, — dit-il, — c'est elle qui m'a donné. Avoue que tu t'en doutais?

Chambrant ne répondit pas.

— Tu t'en doutais, tu le savais! Alors, c'est toi qui aurais dû la tuer. Pourquoi m'as-tu laissé la besogne? Est-ce que c'est d'un homme, est-ce que c'est d'un ami? D'un ami comme tu l'es pour moi, comme je le suis pour toi?

Les vastes mains de Chambrant, cette fois, lui atteignirent le cou.

— ... Si tu veux! — dit Lavaref, toujours sans bouger, avec indifférence.

Chambrant s'abattit sur la table de la cuisine en sanglotant.

— Je ne peux pas! Je ne peux pas! Et je te hais, pourtant, je te hais!

— Je comprends ça, — dit Lavaref. — C'est naturel... Est-ce qu'il n'y a toujours personne, dans mon logement du Piétchersky?

— Personne... je crois.

— C'est bon, j'irai y coucher cette nuit. Tu réfléchiras. Demain, tu y viendras ou tu n'y viendras pas. Ce sera comme tu veux. Si tu ne viens pas, c'est que c'est fini entre nous... Voilà!

L'ancien légionnaire, l'homme-chien qui grondait, sans le savoir repris par ses habitudes, regarda le samovar. Pas plus

que d'eau il n'y restait de braises. Instinctivement il prit dans un coin de la pièce, pour couper du bois, la hache qui y reposait habituellement : cette hache qui est presque le seul outil des moujiks, avec laquelle ils taillent aussi bien un jouet d'enfant que les poutres de leurs isbas. Pour la première fois Lavaref eut un frémissement.

— N'y touche pas, — dit-il.

— N'y touche pas?... Est-ce que c'est avec ça que... avant le puits?

— Oui, — fit Lavaref à voix très basse.

Chambrant prit la hache par le manche, sans la regarder, mais avec horreur, ouvrit la fenêtre, et la jeta dans les hautes herbes qui envahissaient le jardin. Lavaref se leva.

— Bonsoir, — fit-il. — A demain, au Piétchersky, si tu veux.

— Et le thé? — demanda Chambrant faiblement. Il avait tiré son couteau, et taillait des allume-feu à même une bûche. — Tu n'en veux pas?

Lavaref ne répondit rien, et sortit.

Le lendemain Chambrant entrait dans la chambre de Lavaref au Piétchersky. Sombre, muet, les yeux gonflés d'un homme qui a pleuré. Mais il était là. Lavaref ne fit aucune alllusion à ce qui s'était passé la veille.

— Allons repérer les autos, — dit-il.

Chambrant le suivit. Il se demandait toujours où et quand il le tuerait, mais il le suivait.

***

Deux mois plus tard, Fabienne Vermoz conduisit madame Héréra à l'hôpital où l'on devait l'opérer. Quand on l'eut déshabillée, mise au lit, la pauvre femme l'embrassa. Gardant son visage dans ses longues mains, qui avaient vieilli, maigri, elle murmura :

— C'est ennuyeux!

— Mais non, — dit Fabienne, croyant que madame Héréra pensait à elle, aux conséquences de l'opération. — Mais non! Le docteur Spéransky répond de tout, il m'a juré que dans

trois semaines vous seriez sur pied, guérie, qu'il n'y paraîtrait plus...

Comment pouvait-elle imaginer que l'énergique vieille femme pensât à elle!

— Oh! — fit madame Héréra, — ce n'est pas ça! Je sais bien : dans mon cas, la première opération réussit presque toujours. Ce n'est pas pour rien que j'ai été infirmière ici, pendant quatre ans. C'est un répit de quelques mois. Après... on a le temps d'y songer... Non, ce n'est pas ça...

— ... L'entretien, le ravitaillement des soldats des Missions étrangères restées ici, de tous les étrangers du Soviet latin? Voilà trois mois que je m'en occupe avec vous. Je saurai bien vous remplacer trois semaines. J'ai été à bonne école. N'ayez pas peur.

Madame Héréra secoua la tête. Ce n'était pas encore ça.

— Quoi alors?

Son amie ne voulait pas répondre.

— Embrassez-moi encore, petite, voulez-vous? Et puis partez. Je ne veux plus vous voir que trois jours après l'opération : je connais ça, les suites du chloroforme; j'ai trop souvent vu! Ça n'est pas joli, joli... Permettez que je garde pour moi un peu de coquetterie?... Et puis, soyez sage!

— Sage? — répéta la jeune fille sans comprendre. Elle secouait ses cheveux blonds avec une sorte d'impertinente insouciance.

La malade la vit s'éloigner d'un œil soucieux. Elle ne pouvait pourtant pas lui dire — ça ne servirait à rien, de lui dire! Pauvre Fabienne, échouée à dix-huit ans dans ce milieu où toutes choses, les valeurs morales comme le reste, étaient bouleversées! Dans ses gestes, dans tout son comportement, une câlinerie féline, instinctive : fiancée en Suisse, ayant envoyé promener son fiancé parce qu'elle s'était éprise d'un homme de lettres, Français et bien disant, qu'elle avait suivi jusqu'en Italie, puis avait abandonné, d'elle-même, sur le quai d'une gare, s'étant aperçue, un peu tard, que l'homme de lettres n'était pas l'homme de ses romans. Reniée alors par son père, honnête notaire de Lausanne, ruiné d'ailleurs par les indélicatesses de son premier clerc; plus rien à espérer de ce côté-là. La jeune fille « bien élevée », la jeune fille de bonne

famille — et protestante — devenue une épave! d'Italie passant en Autriche, en Pologne, enfin dans cette Ukraine où elle avait trouvé une pauvre situation d'institutrice « au pair ». Mais toujours à la recherche du héros — du héros et du maître à qui elle se dévouerait dans des aventures inouïes... Les hommes de la Révolution étaient bien rarement des héros, madame Héréra n'avait pas tardé à s'en rendre compte — ou bien alors les femmes étaient leur moindre souci. Sans haine et sans amour, parfois aussi avec autant de haine que d'amour, ils vivaient, pour agir, pour détruire, reconstruire peut-être si la guerre civile leur en donnait le temps. Les meilleurs ne rêvaient qu'à une expérience passionnée, quitte à se sacrifier eux-mêmes — mais, à plus forte raison, à sacrifier les autres, hommes ou femmes, peut-être surtout les femmes, celles-ci étant plus susceptibles d'enthousiasme et de foi... Ainsi Fabienne semblait à madame Héréra prédestinée à se tromper de nouveau, à faire encore de cruelles expériences sentimentales, justement parce qu'elle était romanesque, enthousiaste; de surcroît ne voyant les choses qu'à travers les hommes, — et ce qu'elle croyait être l'amour.

Pourtant Fabienne, en son absence, prit sa mission d'intendante et de ravitailleuse au sérieux.

L'histoire discernera sans doute, plus tard, le rôle exceptionnel qu'ont tenu les femmes dans la Révolution russe, surtout dès le moment qu'elle s'efforça de devenir constructive. Il y a eu, il y a encore en elles, une énergie, une foi, jointes à un sens pratique, qui font plus souvent défaut à leurs compatriotes masculins. C'est comme si elles voulaient payer en dévouement réalisateur la véritable égalité accordée à leur sexe, et s'en montrer dignes. Il se peut qu'on leur doive ce qui restera de plus solide et définitif après cette formidable secousse qui a fait de la Russie un immense laboratoire d'essai où cent quatre-vingt millions d'êtres humains jettent en aumône leur misérable condition d'aujourd'hui à un avenir de bonheur qui peut-être ne viendra jamais. Fabienne se sentit d'accord avec ces équipes féminines. Elle eût donné sa vie pour obtenir des rations plus abondantes. Elle pesait le pain, exigeait qu'on lui fît bon poids, allait jusqu'à exiger la

confiscation des bons de consommation accordés à des tovaritchi manifestement trop favorisés : il y en avait déjà! Elle rêvait la nuit découvrir des mines de saindoux, des caves murées où les Allemands avaient entassé, avant de partir, du lard, des jambons, des saucisses à la purée de pois, des conserves. Et vraiment elle en connaissait une, mais ce serait pour la dernière extrémité. Du reste, pour l'instant, la maison était toujours occupée par la Croix Rouge danoise : rien à faire.

Cette question des vivres, du ravitaillement de toute la population de Kiew, se posait de jour en jour de façon plus angoissante. L'Ukraine était, depuis plus d'un siècle, tenue pour un grenier inépuisable. On ne pouvait imaginer que jamais il pût s'épuiser. Cependant quarante mois de guerre avaient diminué la production. Puis sept-cent mille Allemands s'étaient précipités sur le pays comme des sauterelles. Ils l'avaient rongé jusqu'aux racines. Quand enfin ils l'eurent évacué, un autre fléau apparut. Celui de la grande illusion : on allait pouvoir vivre sans travailler! Aux yeux du plus grand nombre des ouvriers, la Révolution ne pouvait signifier autre chose. Quant aux paysans, devenus propriétaires des immenses domaines appartenant auparavant à des aristocrates polonais ou russes, à des Juifs enrichis, ils se figuraient pouvoir désormais, comme les barines expropriés, vivre sans rien faire. Tout au plus consentaient-ils à ensemencer et à récolter dans la mesure de leurs propres besoins. Il y avait aussi la guerre; la guerre qui continuait entre les Rouges, les Blancs, les Tchèques, les Verts, Makhnô, Petlioura, les corps expéditionnaires de France et d'Angleterre, les ennemis du dehors et du dedans. Il mourut alors, de faim, de misère, du typhus, jusqu'en 1922, des millions d'hommes, de femmes, d'enfants. Dans les gares où se réfugiaient pour dormir ces misérables, on piétinait sur leurs cadavres.

Il est très vrai que les chats ont la vie dure!... Celui-là, les mâchoires encore crochées sur un rat à demi pourri, avait les deux pattes de devant et le cou, tout en haut, juste à l'endroit où commence le cervelet, pris dans un de ces pièges formés de deux demi-cercles de fer en dents de scie, qu'un

ressort contracte et resserre étroitement aussitôt que le plus léger attouchement effleure l'appât qu'ils offrent en tentation au rapace imprudent. N'importe quel autre animal eût expiré depuis longtemps! Le chat résistait au supplice. De ses deux pattes de derrière tirant de toutes ses forces, l'échine tendue en arc, à quelques pas on eût dit qu'il courtisait une femelle. Même ses cris déchirants d'agonie persévérée eussent pu sembler un chant d'amour. Mais Fabienne ne s'y trompait point : elle avait déjà tellement l'habitude! Saisie d'autant de pitié que d'horreur, elle se pencha pour libérer la bête de son martyre, dégager le ressort. Elle n'en eut pas le temps. Quelqu'un l'écarta, la bousculant rudement, prit sa place. La femme — c'était une femme — d'un coup de marteau sur le crâne assomma la bête, prit dans ses deux mains le chat qui pourtant n'était pas encore mort, ne voulait pas mourir.

— Oh! — cria Fabienne, horrifiée.

— Oui, — dit la femme d'une voix étrange, — moi aussi, dans le temps, j'en avais chez moi! Je les aimais bien!...

En ces jours de désastre à Kiew, pour beaucoup des habitants, mais particulièrement pour les Occidentaux, surtout les Latins, les chats étaient devenus une ressource alimentaire. S'étant toujours reproduits librement pendant la guerre, ils avaient pullulé. Encore maintenant, quand les humains manquaient de tout, ils trouvaient leur pâture dans les égouts, dans les arbres des parcs où ils se nourrissaient des oiseaux et de leurs œufs. Engraissés par leur chasse, à leur tour ils devenaient une proie. Cependant les pieux orthodoxes regardaient ce « gibier » avec horreur. Ils refusaient d'y toucher. N'y avait-il pas quelque part — était-ce dans les évangiles ou ailleurs, ils n'en savaient rien, mais ils en étaient sûrs — interdiction de manger le chat, le lapin, le pigeon, oiseau du Saint-Esprit? Les plus « évolués » attribuaient à ce *tabou* une origine hygiénique. Les autres affirmaient que la Religion avait établi cette loi afin d'éprouver les vrais croyants.

Mais le nombre des vrais croyants diminua bientôt. On avait trop faim! Beaucoup se résignaient à manger du chat. Cette « question du chat » donna même lieu à des débats publics sur les possibilités qu'offrait cet animal pour l'alimentation de l'Ukraine. Plus tard, quand les Ukrainiens,

chassés de Kiew, eurent été refoulés dans le nord, un Bolchévik accusa catégoriquement ceux-ci d'avoir préféré nourrir des millions de chats pour s'en rassasier sans rien faire, plutôt que de travailler afin d'envoyer du pain à leurs frères dans la détresse. A quoi un Français, bien qu'également converti au communisme intégral, répondit : « Si vous dédaignez ce gibier de choix, c'est que vous n'avez jamais eu vraiment faim! Quoi qu'il en soit, n'en dégoûtez pas les amateurs. »

Grâce à Fabienne, les adhérents du Soviet latin étaient toujours servis avant les autres. Ils n'étaient pas réduits à cette unique alimentation féline. Aussi, quand elle allait visiter l'atelier où s'élaborait la réparation des autos blindées, se voyait-elle joyeusement accueillie. On l'aimait, on l'appelait « l'Intendante », elle en était fière. Et le chef de cet atelier — à ce moment c'était Roudier — la traitait avec plus que des égards. Il se montrait insinuant, galant, tandis qu'il prenait des airs de chef impérieux avec « ses hommes », jurant, tempêtant contre eux, affirmant que sans lui ils n'en mettraient pas un coup. Elle le croyait, par degrés se laissant séduire. Elle ne s'apercevait pas que, derrière son dos, les vrais mécaniciens se moquaient de Roudier. Surtout Berthier, l'ouvrier le plus fin, le plus expérimenté d'entre eux, et qui, pratiquement, menait la besogne. Au début, il avait manifesté la plus vive répugnance à collaborer à la réparation des autos. Cela lui semblait une trahison. Contre qui serviraient-elles? Contre d'autres Russes, il s'en fichait pas mal. Mais contre ses camarades des Missions étrangères? Il ne voulait pas manger de ce pain-là. Il était de Roubaix. Il se rappelait que les ouvriers de Roubaix avaient refusé à leurs patrons de travailler, de tisser de la toile et du drap pour les Boches. Il ferait comme eux... Lavaref n'avait rien dit d'abord, sinon qu'il ne forçait personne. Pourquoi Berthier avait-il changé d'avis après une petite promenade de cinq minutes avec Lavaref? Ça, c'était curieux. Mais les autres ne s'en préoccupaient pas. La plupart, d'ailleurs, avaient comme lui un sourire en coin quand le commandant Rafaëlof, désigné par l'autorité militaire de Kiew comme le « directeur suprême » de l'atelier, et qui devait prendre le commandement des autos

blindées quand elles seraient réparées, accompagné de Voïvodsky, l'agent de la Tchéka, venait passer « l'inspection ».

C'est que la Tchéka non plus ne pouvait se désintéresser de l'affaire! Rafaëlof, qui avait réellement des connaissances techniques, ayant été ouvrier qualifié dans une usine d'automobiles aux États-Unis, s'était fait réserver un bureau dans l'atelier. Se souvenant de son séjour en Amérique, pompeusement il l'appelait « son office ». C'est là qu'il demanda un jour à l'homme de la Tchéka :

— Ce Lavaref, qui a proposé la chose, qu'est-ce que c'est, en somme? A-t-il dit la vérité quand il a raconté qu'il avait été emmené prisonnier par les Allemands?

— Je crois que oui... Il se fiche trop du tiers et du quart pour avoir essayé de blaguer là-dessus... En ce qui concerne l'avenir, c'est autre chose. L'essentiel, c'est qu'il parvienne à faire réparer les autos. Après...

— Après, c'est moi qui les commanderai, — dit Rafaëlof. Il pensait que ce lui serait une bonne note auprès de Trotzky.

— En attendant, — continua Voïvodsky, — il rend des services. Pas seulement à l'atelier, dont j'ai passé la direction à Roudier, sous ta surveillance, mais pour le ravitaillement. On lui a confié une vieille Ford, et il va dans les campagnes avec de la vodka que nous lui donnons, et d'autre qu'il distille lui-même dans son logement du Piétchersky. C'est de la fraude, mais pourquoi pas? Nous laissons faire... Les moujiks vendraient leur père et leur mère, pour de la vodka. Lavaref ne leur en demande pas tant : du grain, des légumes, des cochons, des volailles. Peut-être autre chose. Pour lui. Comme tout le monde...

— Autre chose?... Et vous ne l'arrêtez pas?

— Pas encore? quand le citron sera mûr, il sera temps...

— Et Roudier?

— Nicoulesco l'a cuisiné. Il avait voulu d'abord faire croire qu'il sortait de la Légion étrangère, comme Chambrant... Ce Chambrant, rien du tout. Pas à s'en occuper. Du matériel humain... Sauf qu'il y a quelque chose entre lui et Lavaref.

— Quoi?

— Oh, rien. Lavaref lui a tué sa poule. La Tchéka a retrouvé le corps de la demoiselle dans le puits de la maison qu'ils ont abandonnée pour se loger près de l'atelier. Mais Chambrant y habite seul. Lavaref est au Piétchersky.

— Tiens, tiens! Bonne raison pour le coffrer, le Lavaref, cet assassinat.

— Plus tard, plus tard!... une garce de moins, c'est une bouche de moins à nourrir. Et je te dis qu'il peut encore servir, Lavaref... Pour en revenir à Roudier, quand il a su que Chambrant avait tiré deux congés à la Légion et que devant lui il pourrait se couper, il a inventé autre chose. Il a dit à Riedel qu'il avait fait son service militaire aux Bat' d'Af' de France, à cause d'une condamnation : un petit vol qu'il avait commis, à vingt ans, pour donner à manger à son jeune frère qui allait mourir de faim. Cet idiot de Riedel en pleurait d'attendrissement. Tu piges le bobard? Du reste, ce Roudier ment pour le plaisir de mentir. Je ne le crois même pas Français. Plutôt Anglais.

— Aucune importance, — décida Rafaëlof. — Français ou Anglais, c'est une fripouille.

— Ça!...

— Aucune importance non plus. Mais rend-il des services?

— A l'atelier?... Il fait du volume, mais le travail n'est pas son affaire. Il faudrait l'employer... autrement.

— Espionnage?

— Peut-être. Ça te regarde. Un peu mou pour ça... Enfin, ça se trouvera. Il trouvera bien lui-même. C'est un homme à idées.

— Reste à savoir si ce sont les nôtres.

— Encore une fois, c'est l'affaire de la Tchéka. Donc de toi. Pas difficile. Cent façons pour une de le tenir. Ce n'est pas un homme dans le genre de Lavaref. Celui-là! Celui-là, ce n'est pas quelqu'un qui a « des idées », comme tu dis : une idée seulement. J'ai des raisons d'imaginer que c'est de faire fortune, comme Roudier. Mais Roudier n'est pas assez fort pour n'avoir pas besoin de nous. Tandis que lui...

— Oui, — fit Voïvodsky, réfléchissant. — Le Lavaref ne s'est pas vendu. Au contraire, c'est lui qui nous a acheté

avec sa proposition des autos. Sans lui, elles seraient encore sous la paille...

— Mais maintenant, c'est nous qui les avons! C'est le Parti. C'est l'Armée rouge. Et c'est moi, par conséquent, puisque, quand elles seront en état de servir, c'est moi qui les commanderai, contre les Blancs : j'ai l'ordre de Trotzky dans ma poche, je te l'ai montré. Je l'ai montré aussi au général Piatakof. Il est d'accord.

— Oui, mais...

— Mais quoi?

— Il y en a treize. Les trois autres, décidément, les Belges ont eu le temps ou de les emporter ou de les détruire. On ne sait pas. En tous cas, ni Lavaref, ni Chambrant, ni nous ne les ont retrouvées. Restent treize. Tu es bon technicien, bon chauffeur, en même temps que militaire. Tu en commanderas une, tu prendras la tête. C'est entendu. Mais les douze autres? Les douze autres, il faudra en donner la conduite à ces soldats étrangers; ceux qui sont mécaniciens et chauffeurs. Nos Russes ne connaissent pas plus le maniement d'une auto, blindée ou non, que moi celui d'une locomotive. Même moins. Donc ce sera lui, ce Berthier, en particulier. Tu sais, l'aviateur.

— Et puis après? Penses-tu qu'on ne les travaille pas, au Soviet latin? Ils mènent ici une existence bourgeoise. Ça vaut mieux que d'aller se faire casser la figure. Crois-tu qu'ils n'apprécient pas? Ils mangent à leur faim, grâce à la camarade Vermoz, tandis qu'autour d'eux on se met la ceinture; ce n'est pas rien. Tu les tiens aussi par les femmes. C'est toi qui les as choisies, sans en avoir l'air. Des femmes qui sont à nous — ou alors, c'est que tu es un imbécile. Lavaref et Roudier se disputent la Vermoz...

— Est-elle Bolchevik?

— En tous cas, elle est *ici*. Et tant qu'elle sera ici, ces deux-là ne la lâcheront pas! Les autres...

— Oui, j'en ai de bons... L'ancien séminariste qui a mis d'accord sa religion et le communisme, et qui dit : « Dieu ne veut pas que sa créature soit détruite avant l'heure. La guerre est un crime. Les Pères de l'Église condamnent l'esclavage et la guerre. Puisque les Bolcheviks cherchent à débarrasser

l'humanité de la guerre, et de cette forme moderne de l'esclavage qu'est le salariat, ils sont dans la voie divine! » Il y a aussi le prêtre sicilien. Un vieux fou que nous envoyons le plus souvent possible à l'atelier. Il monte sur un établi et il crie : « Le Bolchevisme, c'est l'Évangile nouveau! Qu'on me laisse rentrer dans mon pays, j'irai lui porter la parole rénovée du Christ! »

— C'est ce qui m'inquiète. Ils demandent tous, comme lui, à aller faire de la propagande; mais ailleurs, chez eux...

— On n'a qu'à le leur promettre, pour plus tard. Ou bien c'est sérieux, ou bien — ça, c'est possible — ils rentreront avec l'auréole du martyre, ayant été prisonniers de ces sales Bolcheviks qui ne les auront pas maltraités, ce qu'ils devront reconnaître... Mais, en attendant, ils travaillent aux autos... Seulement, ça pourrait aller plus vite.

— Ça pourrait aller plus vite?... Comment?

— Il manque toujours des pièces. Je soupçonne Roudier de les vendre. Le métal, l'acier, le cuivre, ça a une valeur, maintenant.

— C'est pour ça que je répète qu'il faudrait l'employer à autre chose... Du reste, à l'atelier, on ne l'a pas à la bonne. Pour trois choses. Parce qu'il gueule; parce qu'il n'y connaît rien; parce qu'on voit trop qu'il fait son beurre au détriment de l'ouvrage. Et beaucoup de ces types-là sont de vrais ouvriers; ils n'aiment pas qu'on sabote.

— Il faudrait y mettre Lavaref.

— J'y pense.

***

Sur l'immensité plate, Lavaref avait arrêté la vieille Ford. Rien en vue; pas un village, pas même une isba isolée. Même les champs, en cet endroit, n'étaient pas cultivés. Les moujiks ayant pris la résolution de ne plus labourer que dans la mesure de leurs propres besoins, ces riches terres du Tchernoziom, à l'inépuisable fertilité, depuis deux ans laissées en friche, retournaient au désert. Un désert verdoyant, où les graminées, les fenouils géants, les grands chardons épineux, atteignaient presque la taille d'un homme. Lavaref dressa, bien en évi-

dence, deux ou trois tonnelets de vodka sur l'arrière de la Ford et, de sa main droite, tâta sa hanche. L'arme était bien là, toute prête. Il fit retentir son klaxon. On l'attendait; au-dessus des herbes folles, des têtes se montrèrent, de plus en plus nombreuses, d'abord lointaines, puis rapprochées. Têtes de moujiks chevelus, la barbe longue, têtes de *babas* et de jeunes paysannes, presque toutes coiffées d'un mouchoir de coton. Lavaref tira ostensiblement son revolver.

— Les femmes d'abord, — dit-il. — Vous, les hommes, tout à l'heure.

Il était prudent. Il savait que si les paysans consentaient, non pas exactement à « acheter » la précieuse vodka — depuis longtemps ils n'accordaient plus aucune valeur au rouble soviétique, et revenaient au troc en nature des âges primitifs — ils eussent de beaucoup préféré s'en emparer pour rien en mettant hors de cause le propriétaire de la marchandise. Il y avait assez de mares où, lesté d'une bonne pierre, un cadavre pouvait disparaître à jamais. Ou plutôt, les pierres étant rares dans ces terres noires, on l'enterrerait à l'écart. Ni vu ni connu. Les moujiks ne vont pas conter leurs petites histoires aux gens des villes. Voilà pourquoi Lavaref était toujours armé, pourquoi il assignait ses rendez-vous loin de tout village, n'entrait jamais dans une maison.

— Les femmes d'abord, — répéta-t-il.

A la fois avides et méfiantes, elles entourèrent la voiture. Devant elles, Lavaref ouvrait un coffre. Ainsi qu'un colporteur, il étalait des paquets d'aiguilles, des bobines et des pelotes de fil et de laine, des cotonnades. Au début de cet étrange commerce, une seule aiguille s'échangeait contre un œuf, une bobine de fil contre une livre de beurre ou deux livres de graisse de porc, une archine de cotonnade contre deux volailles pas trop maigres. Les ustensiles de ménage qu'il était parvenu à faire fabriquer à l'atelier valaient davantage; on les tenait pour des trésors, on se les disputait.

— Les hommes, maintenant, — décida-t-il, quand les femmes eurent été satisfaites. — Un par un, n'est-ce pas?

Pour confirmer l'ordre, il montrait son revolver.

Les hommes obéissaient. Un par un, ils approchaient de la Ford, avec des sacs de blé, des porcs, des moutons, parfois un

quartier de bœuf. Tout cela s'entassait dans la voiture, en échange de l'inestimable, de la céleste vodka, qu'ils recevaient dans des écuelles, des marmites, selon l'importance du troc. D'autres apportaient du métal, du cuivre, des pièces de machines, butin recueilli dans les raffineries de sucre qu'ils avaient pillées; et jusqu'à des rails, des boulons, arrachés à un chemin de fer. Lavaref soupesait, estimait tout cela, qui pourrait servir à l'atelier.

Mais derrière eux en venaient d'autres encore, d'autres qui en apparence, n'apportaient rien. Sombres, furtifs, prêts à fuir, ils tenaient dans leurs poches des mains crispées sur des choses invisibles... Depuis longtemps, les paysans étaient devenus aussi rapaces que les Juifs. Comme eux, ils achetaient leurs bijoux à ceux qui voulaient fuir : même plus insensibles encore à la misère nouvelle de ces gens des villes qui, depuis des siècles, avaient exploité la leur, et qu'ils haïssaient. Ils payaient moins cher encore, ne connaissant pas bien la valeur de ce qui leur était offert. Et, quand ils passaient chez eux, ces anciens riches réduits à la dernière pauvreté, mourant de faim, étaient encore plus pressés par le besoin qu'à Kiew, où du moins les Juifs se faisaient concurrence entre eux. Ceux-ci avaient, toutefois, essayé de continuer ce commerce à la campagne; ils avaient dû y renoncer. Trop de risques : les moujiks ne les aimaient pas. Quand ils leur avaient vendu, à ces hommes de la race impure et détestée, bien souvent ils reprenaient, et les os du Juif restaient quelque part, dans la steppe.

... Lentement, avec des précautions infinies, un bras se tendait, un poing s'ouvrait devant Lavaref. Avec les mêmes précautions gardant toujours une main sur son arme, il examinait, appréciait ce qui lui était offert. Des diamants, des perles, des colliers, des bracelets, des émeraudes. Toute la fortune qui, depuis un siècle, avait brillé sur la gorge, les bras, les doigts de femmes dont les descendants avaient vécu — mais c'était fini, bien fini — sur la peine obscure de ces laboureurs demeurés en quasi-servitude. Ils attendaient maintenant, avec leurs femmes et leurs filles, tous avec les mêmes yeux avides. Ce n'est point qu'ils connussent la valeur de ces choses. Mais, par un souci millénaire de l'égalité entre

eux, il ne fallait pas que l'un reçût plus que l'autre...

D'ailleurs, de semaine en semaine, Lavaref payait plus largement, toujours en vodka. Et ce devait être ce jour-là qu'il conclurait son dernier marché. Sa résolution était prise... Quitte à s'associer à un autre négociateur, plus « commode », la Tchéka, bientôt, prendrait sa place. Et puis quoi? Le jour n'était pas éloigné, sans doute, où le moujik saurait faire sa vodka tout seul, dût-il se servir pour ça de son samovar : même un paysan russe n'est pas si bête!

Lavaref avait donc résolu que cette expédition serait la dernière. Au cours des premières, il s'était fait accompagner par Chambrant. Mais Chambrant était devenu si étrange depuis que lui, Lavaref, l'avait « sauvé » de Natacha! « Au jeu que je fais, se disait celui-ci, je risque ma vie tous les jours. Je la risque avec la Tchéka; je la risque avec le commandement militaire : car s'ils savaient, pour les autos!... Mais je ne veux pas être tué par Chambrant; bien qu'après tout lui seul ait une bonne raison. Ce serait juste! Mais moi, je ne veux affronter la mort que des injustes! Pas de Chambrant, parce qu'il a le droit de me la donner : alors je ne me défendrais pas. » Voilà pourquoi il avait renoncé à l'emmener. Chambrant, pourtant, lui en voulait, encore qu'il ne sût pas bien en lui-même de quoi il souffrait devantage : d'être séparé du seul homme qu'il eût jamais aimé; ou d'être privé de l'occasion d'en finir avec lui, songeant : « Il faut qu'un jour j'aie ce courage; je le dois et je ne peux pas! »

Quand, enfin, Lavaref apprit de la Tchéka que désormais l'entreprise du ravitaillement serait confiée à Roudier, tandis que lui reprendrait la direction de l'atelier, il s'estima satisfait. La Tchéka avait ses raisons de préférer utiliser Roudier pour le ravitaillement; s'il volait trop, on lui reprendrait sa part. D'ailleurs, ce Roudier, comme l'avait prévu Voïvodsky, avait « des idées ». Il avait été le premier à suggérer qu'il était bien inutile de payer le grain et le bétail des moujiks quand on pouvait les prendre pour rien, « avec quatre hommes et un caporal », baïonnette au canon, cartouches dans la culasse du fusil, puisque ces moujiks étaient désarmés. Et si les fusils ne suffisaient pas, les mitrailleuses étaient là pour un coup.

***

Ce sont des choses qui n'arrivent pas toujours!... Le docteur Spéransky n'avait abusé ni Fabienne, ni la malade : après l'opération, et moins d'un mois passé à l'hôpital, madame Héréra avait pu regagner les deux petites pièces dont elle se contentait dans ce grand hôtel du Lipki, entièrement mis à sa disposition par le Soviet. N'était-ce qu'un répit? Elle s'abstenait d'y penser, et tout aussitôt avait recommencé d'assister aux réunions du Soviet latin. Elle y éprouva une impression de découragement. En son absence, la camarade Meyer, celle dont le père avait connu Kropotkine, en était devenue secrétaire. Doutant de tout et de tous, excepté d'elle-même, elle faisait subir aux nouveaux candidats sympathisants des interrogatoires serrés, mais confus, dont les malheureux sortaient aussi terrorisés qu'ahuris. C'était toujours ça!... « Qu'ils tremblent, mais qu'ils obéissent », disait le grand inspirateur Nicoulesco, qui avait des lettres, en même temps que la provisoire confiance de Moscou. Par malheur, aussitôt que ces recrues étaient sorties de la période d'abrutissement et d'épouvante, presque toutes avaient quelque chose à demander. Cependant le grand Espagnol avait disparu : ou prison, ou définitivement liquidé dans les caves de la Tchéka : puisque, pour le moins, c'était un inutile! Encombrant, compromettant par-dessus le marché. Mais une « camarade » se plaignait d'avoir à laver la vaisselle, et réclamait « une camarade de service ». Le valet d'un ancien propriétaire d'immenses terres à blé et à betteraves qui avait possédé, outre plusieurs luxueuses *dachas* à la campagne, un somptueux hôtel privé à Kiew, mais naturellement, n'ayant pas su prendre la précaution de fuir à temps, avait été non seulement exproprié mais vite exécuté, ainsi que sa femme — ce valet exigeait qu'il lui fût octroyé comme servante-maîtresse l'institutrice de la maison. Il aurait préféré la dame, mais, puisqu'elle n'était plus, il se rattraperait sur celle-là, qui lui cirerait ses chaussures, et qu'il rosserait au moins une fois par semaine : chacun son tour!

A la fois d'une moralité israélite et bourgeoise, la camarade

Meyer s'efforçait, dans ses réponses et des conférences, de poser des limites à ces revendications excessives. Elle ne trouvait pas les arguments qu'il eût fallu. « Elle nage en chien », disait en riant l'aviateur mécanicien Berthier. Madame Héréra s'en fut trouver Nicoulesco : « On devrait leur dire, tenta-t-elle d'expliquer, que celui qui ne recherche dans le nouveau régime que son avantage personnel ou la satisfaction d'une rancune n'est pas un vrai révolutionnaire; que la Révolution ne doit pas, au bénéfice de nouveaux profiteurs, être le renouvellement à l'envers du régime passé, résultat de la tyrannie des capitalistes d'une part, et de la veulerie et de la lâcheté des autres. » Pensait-elle absolument ce qu'elle disait? « Peu importe, songeait-elle; au moins ce que je dis est raisonnable! » Nicoulesco accueillit ce discours avec un singulier sourire, où il y avait, avec une approbation pour le fond, quelque embarras dissimulé.

— Vous avez raison, murmura-t-il : mais pas trop d'idéalisme. Avez-vous entendu parler en France d'un certain maréchal Lyautey, dont nous n'avons pas trop mauvaise opinion du reste, car, comme les Soviets le veulent faire, il a institué pour les phosphates, au Maroc, un régime de socialisme d'État. Il a dit qu'on ne crée pas une colonie avec des rosières. Même chose pour les Révolutions. Plus tard, on verra... si l'on voit : en tous cas on régularisera, si l'on peut, certaines différences sociales, qu'on sera bien obligé de rétablir pour ceux qui rendent réellement des services. Pour le moment, il ne faut pas décourager le peuple, même ses éléments douteux. C'est l'avis de la Tchéka. Ne me demandez pas si c'est le mien.

A peine s'il dissimulait sa désillusion. « Indécrottable petit bourgeois », avait dit Lénine. Quelques mois plus tard une mission de propagande lui permettait de quitter la Russie. Lénine demeurait persuadé qu'il en avait trop vu pour s'acquitter de bon cœur de cette propagande, et y renoncerait. Mais cet homme profond, chez qui, par une exception bien rare, le fanatisme théoricien s'alliait à une capacité d'adaptation perpétuelle aux circonstances, à une insolente et froide intuition de la valeur des individus, aimait mieux se débarrasser de lui tout doucement. D'abord parce que c'était un

étranger! l'exécution d'un étranger amènerait en Occident des protestations diplomatiques qu'il voulait éviter; mais aussi parce que nul plus que lui n'avait étudié les causes de l'échec de la Révolution française — ou si l'on veut de son succès à si long retardement : elle avait, comme Saturne, dévoré ses enfants. Le bolchevisme devait éviter cette erreur, et se contenter de mettre ceux qui « déviaient de la ligne » tout simplement dans ces plus hauts rayons d'une bibliothèque, où nul n'aperçoit plus même les titres des volumes, donc ne songera à les y aller chercher.

Madame Héréra dans son petit logement du Lipki réfléchissait à ces choses avec quelque mélancolie. On ne l'exilerait pas, elle, au sommet de la bibliothèque. On n'en aurait pas besoin. Elle savait que son mal la ferait disparaître auparavant. Malgré son énergie, elle devait maintenant passer la plus grande partie du jour sur le canapé de cuir qu'on pouvait encore trouver, à cette époque, dans les plus modestes habitations russes. Affectueuse et compatissante, Fabienne lui préparait du thé. On sonna. Elle alla ouvrir.

— C'est le camarade Lavaref, — annonça-t-elle. — Ses yeux brillaient. Si Lavaref avait voulu... Oui, celui-là ne lui paraissait pas comme les autres. Celui-là était mieux que « l'autre », ce Roudier qui la tenait aussi, d'autre façon; d'un métal évidemment bien moins solide, fait d'un alliage qui, par instants, malgré tous ses efforts, sonnait faux. Mais si flatteur, adroit, enveloppant, si mâle, enfin! Lui, Lavaref, l'était pareillement, mais avec elle ne savait quoi de si distant, si hautain! Tandis que Roudier avait recherché toutes les occasions de se rapprocher d'elle, ne cachant pas son désir, même l'accusant, Lavaref semblait l'éviter, lui parlait à peine, et de plus en plus rarement.

— Madame Héréra peut-elle me recevoir? — demanda-t-il.

Ce mot « Madame »! Il y avait si longtemps qu'il était proscrit! Le seul fait de l'employer pouvait vous faire noter comme contre-révolutionnaire. Fabienne elle-même n'osa le répéter. Elle ne fit, de la tête, qu'un signe d'assentiment.

Lavaref demeura debout devant madame Héréra qui s'excusait de rester étendue.

— *Madame*, — dit-il encore, — puis-je obtenir de vous la faveur de quelques instants d'entretien particulier

Vraiment, c'étaient là des formules qu'on n'employait plus : préhistoriques! De surcroît Fabienne comprit qu'il ne désirait pas de tiers dans cette conversation! même ce tiers étant elle, Fabienne, peut-être elle, surtout! Nerveuse, elle se couvrit la tête d'un foulard. Depuis longtemps son dernier chapeau de jeune Occidentale s'était trop fané, déformé, pour qu'elle pût encore le porter. Elle avait maigri, pâli. Elle portait toujours les mêmes robes qu'elle avait pu sauver lors de l'arrivée des Bolcheviks, mais si usées, défraîchies! La seule chose qu'elle avait pu s'offrir, c'était une paire de chaussures fines qu'un Juif avait consenti à troquer contre un col en point de Venise, don bienvenu de madame Héréra. Pour les bas... déjà, Dieu merci, il paraît que, à la fin de la Grande Guerre, au bout du cul-de-sac occidental, les femmes allaient jambes nues! Mais devant cet homme — celui-là — elle souffrait de ces insuffisances.

Sans vouloir adresser un regard à Lavaref, elle se dirigea vers la porte : il n'avait même pas eu l'air de la remarquer, en entrant! Lavaref lui fit le plus respectueux des saluts :

— Mademoiselle!... — fit-il, incliné.

— Bonsoir, « camarade ».

Elle sortit. Madame Héréra offrit le thé à ce visiteur. Non pas dans un verre, comme d'habitude en Russie, dans une tasse. Une vraie tasse en porcelaine tendre, de l'espèce la plus rare. Sur le vieux buffet éraillé, on en pouvait voir une vingtaine, dépareillées, mais de la même valeur. Le sucre — du sucre blanc, friandise à cette époque en Russie et même aujourd'hui — emplissait une tabatière d'or du plus pur XVIIIe, qu'un antiquaire de Paris ou de Londres eût payée cher.

— Les tasses? — fit madame Héréra... — Réquisitionnées comme « quarts » pour mes « logés » militaires ou civils. La bonbonnière? Même chose ou à peu près. Pillée je ne sais où par les Allemands, laissée par eux ici. Un dentiste, avec un ordre de la Tchéka, est venu la réquisitionner à son tour, pour les besoins de sa profession. Vous comprenez : de l'or! Mon Dieu, j'ai répondu que c'était de l'imitation. Le dentiste s'en

est retourné convaincu. Convaincu si vous voulez, avec quelques roubles de plus dans sa poche. Du recel?... Mais la Russie en ce moment n'est plus qu'une immense boutique de recéleurs.

— Et vous êtes Bolcheviste?

— Moi? Est-ce que je sais? Non, au fait. Je ne suis pas encore assez « d'ici » pour ça. Je me dis parfois que ces gens ont pris un marteau-pilon pour écraser une noix, que dans dix ans, dans trente ans, eux-mêmes se demanderont s'il était bien nécessaire de sacrifier des millions de vies pour ce qui alors restera de leur expérience. Mais parfois aussi, je me demande s'il demeurait rien, dans l'ancienne Russie, qui pût encore subsister; je me demande si, dans ce pays qui ne ressemble à aucun autre en Europe, qui n'est pas l'Europe, et pourtant en est la barrière contre l'Asie, contre l'Allemagne peut-être, il n'est pas possible qu'il fallût *cela*, qui épouvante.

Lavaref n'écoutait que vaguement. Il n'était pas communiste, lui. Il avait fait son Soviet à lui tout seul, ou plutôt avec Chambrant. Non : Fabienne! C'était elle dont il aurait voulu parler. Il sentait que jamais il ne serait capable d'aimer une femme comme il l'aimait déjà, parce qu'elle était belle, jeune, vive — et puis « vraie »!... Une femme, rien qu'une femme, ayant de la pitié, de la générosité pour les humains, hommes et femmes — et dédaigneuse des systèmes qui affolaient ces gens. Lui aussi avait eu son système. Un but auquel il avait sacrifié une vie humaine. Ce n'est pas qu'il en éprouvât du remords. Mais si Chambrant se vengeait en prenant la sienne? Était-il assez sûr de l'avenir pour y engager la femme qu'il aimait? Ne fallait-il pas attendre? Il était entré pour avouer, pour demander conseil. Maintenant il n'osait plus. Il était de ces hommes dont les actes sont vigoureux dans l'ordre matériel, indécis dans l'ordre sentimental. Il balbutia des mots, des mots, encore des mots, et s'enfuit...

« Pourquoi donc était-il venu? se demanda madame Héréra... Pauvre Fabienne! »

Lavaref, dans la rue, songeait à tout ce qu'il était venu dire, et n'avait pas dit. Il ne pouvait s'empêcher de se rappeler, de voir une chose, un détail qui le hantait... Il avait encore gelé,

la nuit, la veille du jour où il avait jeté Natacha dans le puits. La margelle était toute glacée — le corps avait glissé si facilement !...

***

Que c'est peu de choses qu'un cadavre sur l'immensité solitaire des plaines ukrainiennes !... Pensez à celui d'un lapin que le flair même de son chien ne permet pas au chasseur de retrouver. Celui de Bianchini ne fut découvert que quelques jours après sa mort. Par hasard; une toute petite chose, décomposée, affreuse, les poings, la chevelure et le visage brûlés. Mutilé — il paraît que ce fut par la main des femmes — de ce qui, de lui, avait fait un homme. Le ventre ouvert en croix, empli d'innommables ordures. Les tendons des bras et des jambes tranchés. On l'avait supplicié des heures, avant de lui accorder la miséricorde de l'insensibilité, le plus tard possible.

Un enfant, Bianchini ! Dix-huit ans. Jamais il n'avait pu se consoler de l'exécution de Jeanne Vuillaume, sa première, sa seule maîtresse, fusillée à Odessa. Puisqu'elle avait été « du Parti », lui aussi serait du Parti ! Il la vengerait ou mourrait comme elle. Des colons allemands, de l'Ukraine, venaient de s'insurger : gens fort paisibles, cultivateurs excellents. Seuls ils avaient continué de labourer, ensemencer, récolter, élever leur bétail « comme avant ». Mais un tovaritch de Kiew s'était rendu dans leur colonie. Il avait des raisons pour ça, des raisons légitimes : il ne voulait que leur demander du lait — en payant — pour un enfant qui venait de naître à sa femme, dont le sein avait tari. C'était fréquent. On crevait tant de misère, dans les villes, que les femmes n'avaient plus de lait pour nourrir leurs nouveau-nés. Ceux auxquels il s'était adressé avaient répondu qu'ils gardaient le lait de leurs vaches pour leurs veaux d'abord, pour eux ensuite. A Kiew le tovaritch indigné avait fait son rapport. Le détachement envoyé pour arrêter les coupables de ce crime contre la solidarité communiste avaient dû fuir, en déroute. Alors, ç'avait été « l'expédition punitive », un grand pillage lucratif, un grand massacre de ces Allemands. Ils étaient plusieurs centaines de mille, mais dispersés en villages écartés, n'ayant pour toutes armes que leurs

fourches, des faulx emmanchées à l'envers. Les fusils et les mitrailleuses en eurent raison. Mais une nuit quelques-uns avaient trouvé moyen de mettre le feu à une isba où dormait Bianchini. Il était sorti suffoquant, à moitié mort déjà. Les Allemands l'avaient capturé, puis martyrisé, le plus lentement possible; il avait payé pour les autres.

Au Soviet latin, comme on avait fait pour Jeanne Vuillaume, il y eut, en son honneur, une minute de silence. Ce fut tout. Sa mémoire fut oubliée, comme celle de son amie. « Pauvre diable, dit pourtant Berthier, quand il conta la chose à Lavaref, il croyait que c'était arrivé, lui! »

Lavaref le regarda d'un certain air : « Ce ne sont pas des choses à dire : même ça, rien que ça. Occupe-toi de l'atelier. Moi aussi, j'ai pris avec eux l'engagement que les blindées seraient réparées. Je le tiendrai. C'est tout. Après... je ne me mêle plus de l'affaire. Convenu? Alors, tais-toi. »

Berthier eut un sourire ambigu que nul ne pouvait voir. C'était la nuit, ces quelques paroles ne s'étaient échangées qu'à voix basse.

A cet atelier, maintenant, on faisait du vrai travail. On ajustait, tapait, boulonnait, avec un entrain, une bonne humeur, qui faisait contraste avec l'inertie découragée du reste de la ville. Partout ailleurs, des visages moroses, contractés par la peur, vieillis par la faim. Ici, on chantait. Si l'on s'injuriait, c'était pour hâter la besogne, stimuler une émulation qui croissait. Berthier surtout estimait qu'on n'allait jamais assez vite. Lavaref avait repris la direction. Avec le concours et sous la « haute surveillance » du commandant Rafaëlof, il avait fait l'inventaire du matériel et de l'outillage. Possédant un relevé très exact de ce qu'il avait livré, s'étant fait donner quittance du moindre achat, il n'avait pas eu de peine à constater que la moitié des ouvriers devaient rester oisifs faute d'outils, que la plupart des pièces rassemblées par lui étaient parties pour des destinations inconnues. Roudier avait passé par là! Assez probablement avec la complicité de Rafaëlof. Cela n'empêcha pas Lavaref de s'en plaindre au commandant. Rafaëlof haussa les épaules et détourna la conversation.

— C'est pour cela qu'on a attribué d'autres fonctions au camarade, — dit-il.

Il se garda d'ajouter que « de ces autres fonctions » il profitait aussi.

Mais il ne manqua pas d'insister, s'en félicitant, sur l'ardeur des opinions révolutionnaires qui régnaient à l'atelier. Tous ou presque tous — et c'était Berthier qui donnait le ton — tenaient des propos si violemment anticapitalistes, manifestaient pour la doctrine une adhésion si enthousiaste que même les déserteurs que Nicoulesco avait fait venir d'Odessa et de Sébastopol pour compléter l'équipe, comptant davantage sur leur orthodoxie que sur celle de ces soldats belges, français, roumains, qui n'étaient que des « prisonniers » — même ces déserteurs en éprouvaient un étonnement touchant au vertige, et le besoin de freiner un peu.

Durant ce temps, le Soviet latin passait par de multiples convulsions. Il se disloquait une semaine pour se reformer la suivante, tant bien que mal. La camarade Meyer en perdait la tête. Nicoulesco était parti pour Odessa, devenu un centre important du parti, depuis que les missions militaires et étrangères avaient dû l'évacuer. Rongé par son mal, le petit juif Riedel ne quittait presque plus l'espèce de cave humide où il s'obstinait à rester, refusant de se laisser soigner à l'hôpital ou dans un sanatorium. Les progrès de la tuberculose faisaient de lui un squelette. Dans son visage — une tête de mort — il ne restait de vivant que ses immenses yeux passionnés. Il était le seul à parler encore de Bianchini. Il aurait tant voulu, tant voulu, être à sa place, mourir pour le Parti, fusillé par les Blancs ou martyrisé comme ce petit Italien — au lieu de crever comme un rat, dans cette cave!

Comme il arrive dans cette maladie, venaient des périodes de rémission. La fièvre et la transpiration ne le tourmentaient plus que la nuit. Alors il recommençait d'assister aux réunions du Soviet latin, poussant, l'épée dans les reins, la camarade Meyer, épouvantée des mesures terribles qu'il proposait et dont la rigueur déconcertait même la Tchéka.

C'était un croyant, lui! Et il y en avait avec lui quelques-uns, surtout parmi les renforts communistes que Moscou dirigeait sur Kiew dans l'espoir d'infuser à ces gens de

l'Ukraine, et à ces étrangers, la foi révolutionnaire qu'il savait leur manquer. Mais bientôt la plupart même de ces apôtres se laissaient gagner par le scepticisme ambiant, la veulerie générale. Le plus grand nombre ne songeaient qu'à manger à sa faim, ne fréquentant plus les réunions du Soviet que pour obtenir, par son entremise, un supplément de rations. Il y avait encore ceux qui espéraient avoir trouvé « le filon »... On partage les biens : tâchons d'en profiter... Une petite ferme quelque part, une situation dans un bureau, la direction d'une usine, une mission de confiance permettant de jouer un rôle, et où les profits seraient mesurés par un compte-gouttes dont le débit serait plus abondant que pour les imbéciles. Et puis aussi les grands ravageurs, dont Roudier se montrait le plus intelligent et le plus avide. N'ayant pas assez de cran, il ne se risquait pas à travailler seul, comme avait fait Lavaref. Il préférait renseigner la Tchéka, se faire en retour renseigner par elle; lui signaler les contre-révolutionnaires qu'il soupçonnait d'avoir conservé quoi que ce soit qui fût encore avantageusement négociable, quitte à toucher sa commission — ou à la prendre; découvrir les bons coups à faire dans les campagnes et partager encore. Il n'était pas seulement un indicateur de grande envergure, mais un entraîneur pour les hommes de son espèce. C'est lui qui lança le mot : « La Russie, pays des possibilités illimitées », que certains, l'entendant de la même manière, répétaient à satiété. C'est ainsi qu'il était devenu le chef discret d'une grande entreprise de spoliation à laquelle, outre ces « amis », il n'avait garde de ne pas faire participer les agents de la Tchéka et même l'entourage du général Piatakof, dont le commandant Rafaëlof, officier vraiment brave, communiste sincère, pourtant vénal comme innocemment. Eh quoi! Les habitudes de l'ancienne Russie, dans l'armée comme dans l'administration civile — pour ce qui en restait — ne pouvaient se perdre en un jour... Toutefois, le général Piatakof, parfaitement nul du point de vue militaire, mais sentimental et rigoureusement honnête, gardait les mains nettes : mais on lui cachait tout.

A ce jeu, Roudier s'enrichissait rapidement, s'étant d'ailleurs assuré de salutaires protections. La Tchéka, bénéficiant de son ingéniosité, laissait faire. Ne restait-il pas pour elle de

lui appliquer un jour le principe qu'on peut toujours presser le citron quand il est mûr? Roudier achetait, plus souvent encore accaparait pour rien, des meubles, des tapis de valeur auxquels il comptait bien pouvoir un jour faire passer la frontière avec un bénéfice de cent, deux cents pour cent, ou davantage. Il en avait encombré son appartement. Car il avait — rêve de tous, qui demeurait pour presque tous une chimère! — un appartement, occupé jusque-là pourtant par deux notabilités du « Parti ». Quand il avait jeté les yeux sur ce logement, c'est ce que Voïvodsky avait d'abord objecté : « Ce sont des tovaritchi bon teint, irréprochables! » — « S'il n'y a que ça qui vous gêne, avait suggéré Roudier, faites-les envoyer par Moscou en mission à Odessa!... » Moscou avait envoyé les tovaritchi à Odessa. Il n'y a qu'à savoir s'arranger.

Par degrés, madame Héréra s'affaiblissait. Il était rare maintenant qu'elle pût quitter le canapé de cuir. Il avait fallu l'insistance de Nicoulesco pour qu'elle consentît à accepter « une camarade de service », ou, comme on disait encore, « une employée de maison ». Tania, fillette de quinze ans, claire de visage, toujours de bonne humeur, heureuse, venant d'un des plus misérables faubourgs, de manger enfin à peu près selon les exigences de son jeune appétit, la servait avec quelque maladresse et toute sa bonne volonté.

Un jour, vers midi, Fabienne sortie le matin « pour prendre l'air », avait-elle dit, revint, prit une chaise, la plaça devant la porte sans s'approcher de la malade, et prononça tout d'une traite : « Voilà!... ça y est! »

Au lieu du foulard qui lui tenait lieu de coiffure depuis plusieurs semaines, elle portait un chapeau. Un chapeau que personne jamais ne lui avait connu : presque neuf et presque à la mode. La toilette aussi était presque neuve, presque à la mode; enfin tout ce qui pouvait se trouver de mieux à cette époque chez les Juifs de Kiew. Cela surprit un peu madame Héréra. Elle n'en dit rien.

— Qu'est-ce qui « y est », mon enfant? — demanda-t-elle seulement.

— Mon mariage!

— Fiancée? Avec qui?

— Mais non : mariée, tout à fait mariée, de ce matin.

— Grand Dieu! avec qui, avec qui?... Pas avec Roudier, au moins?

— Mais si... naturellement... avec qui vouliez-vous que ce soit... J'aurais mieux aimé l'autre, Lavaref, vous savez bien...

— Oui...

— Mais il n'avait pas l'air de vouloir. On dirait qu'il me fuit. Je ne le voyais plus... Alors...

Madame Héréra soupira. Maintenant il était trop tard. Roudier, pourtant, Roudier!... Le pire choix qu'elle pût faire. Mais justement, ne devait-il pas en être ainsi? Les hommes de cette sorte n'ont-ils pas, depuis le commencement du monde, ce qu'il faut pour attirer les femmes comme Fabienne? Elle était belle avec cette qualité de charme sensuel que depuis, comme pour en inspirer l'injuste mépris, des imprudents ont affublé d'un terme anglais ridicule. Toute l'inexpérience et toute l'incomparable attirance de ses dix-huit ans. De si beaux yeux noisette, qui riaient toujours, sous ses cheveux blonds; un sourire incroyablement juvénile, et qu'elle ne feignait pas; une façon qui n'était qu'à elle de marquer du bout des doigts seulement de petits mots malicieux et rares. Mais trop jeune, justement! Aimant l'amour que les hommes éprouvaient pour elle, incapable d'y résister; quand elle se trompait, s'en apercevant trop tard : une de ces femmes qui ne se trouvent en complète possession d'elles-mêmes, capables enfin d'un véritable choix, que vers la trentaine : il s'en fallait de beaucoup qu'elle l'eût atteinte. Avec Roudier, elle s'était montrée à la fois boudeuse, distante, provocante. En réalité il lui faisait une impression profonde : violent, autoritaire, brutal, exigeant la soumission; tout à coup si tendre, rien que par un regard; puis la harcelant, la traquant, la cernant; la désirant certes avec rage. Mais plus tard? Plus tard qu'en ferait-il? Prendrait-il la meilleure décision pour elle, qui serait de l'abandonner? Ou bien celle de l'exploiter, la vendre? Non, par bonheur, ce n'était pas probable; au moins, dans cette nouvelle Russie, les femmes étaient devenues libres de leur corps et de leur volonté. En tous cas c'était l'intention du Régime. Mais toutes les femmes ont-elles de la volonté? Fabienne en avait-elle?

PIERRE MILLE

(A suivre.)

OÙ VA LA BELGIQUE?

L'étape franchie par la Belgique au cours de cette année 1936 est incontestablement la plus importante de l'histoire de ce pays depuis la fin de la Grande Guerre. Du point de vue intérieur comme du point de vue extérieur, elle marque le tournant décisif d'une évolution qui s'annonçait depuis quelque temps déjà et qui s'est poursuivie ces derniers mois à un rythme accéléré sous la pression des circonstances qui ont ébranlé dangereusement, l'armature politique et sociale d'une Europe se débattant désespérément dans la confusion des principes et le trouble des esprits. Il ne faut pas demander aux peuples, fussent-ils les plus courageux et les plus loyaux, plus qu'ils ne peuvent donner. Les ressources de la Belgique sont limitées; ce pays a connu les dures épreuves de quatre années d'occupation allemande; il fut la première et la plus douloureuse victime de la catastrophe de 1914; il fut aux prises avec toutes les difficultés de l'après-guerre, et, obligé d'importer les matières premières indispensables à ses industries de transformation, il a vu se fermer la plupart des débouchés qu'il avait réussi par de longs et pénibles efforts à assurer aux produits de son travail. Il faut se rappeler tout cela quand on cherche à comprendre les causes profondes d'une crise qui, par certains de ses aspects, a frappé de stupeur les mieux informés de l'activité politique, économique et sociale d'un peuple qui a toujours su faire courageusement son devoir national et international.

La Belgique, placée au carrefour des grands courants

humains de l'Occident, avec ses deux races, ses deux langues nationales, sa culture latine et ses infiltrations germaniques, son esprit d'entreprise et sa puissance de travail, est traditionnellement une terre d'expériences. Quand s'est achevé pour elle, avec la mort tragique du roi Albert — le roi-chevalier qui restera pour les siècles le symbole vivant de l'unité belge — le chapitre le plus glorieux de son histoire, son peuple s'est trouvé placé devant un vaste ensemble de problèmes angoissants. Comment résoudre la crise monétaire venant compliquer si dangereusement pour lui une crise économique sans précédent? Comment remédier à un chômage menaçant de prendre les proportions d'une catastrophe? Comment sauver dans la mesure où il était encore possible de le faire l'épargne compromise par une politique bancaire trop téméraire? Comment travailler pour vivre, alors que partout en Europe et au delà des mers s'élèvent de formidables barrières douanières? Il a fallu résoudre, et presque en même temps, par des improvisations hardies tous ces problèmes, dont chacun pris isolément eût suffi en des temps normaux à absorber toute l'activité des classes dirigeantes belges. Et des soucis d'ordre purement politique, la querelle linguistique qui est au premier chef une querelle de races, l'âpre lutte de partis tous orientés, avec des préoccupations différentes, vers la revision des valeurs sociales, une situation internationale de plus en plus confuse et impliquant, par là même, une grave menace pour la sécurité du territoire national, dont la défense exige des sacrifices immédiats et considérables, ont achevé de donner à la crise belge un aspect presque tragique.

Il faut le constater en toute loyauté, quelles que soient les réserves que l'on veuille formuler au sujet de certains principes et de certaines méthodes de son gouvernement actuel, la Belgique a trouvé à l'heure la plus critique l'homme de son destin en M. Paul van Zeeland, dont l'expérience, conçue dans un esprit audacieux et entreprise avec une ferme résolution, en acceptant franchement des risques qui étaient grands, a donné assez rapidement des résultats que l'on peut considérer comme décisifs, pour autant qu'il y ait quelque chose de décisif dans l'éternel devenir humain. J'ai précisé

ici, l'année dernière[1], dans quelles circonstances et quelles conditions M. van Zeeland succéda, au mois de mars 1935, comme premier ministre du royaume à M. Georges Theunis, et je notais alors que son arrivée au pouvoir, avec un ministère composé de trois catholiques-conservateurs, de trois démocrates-chrétiens, de cinq socialistes et de quatre libéraux, était un fait nouveau d'une réelle importance dans la vie générale de la Belgique, quelque chose comme la poussée soudaine d'une génération remplaçant d'un coup, sans aucune transition, le personnel dirigeant des grands partis en scène depuis de longues années et dont la crise soulignait durement l'usure et l'échec. M. van Zeeland était, en effet, dans toute la valeur du terme un homme nouveau. Jeune encore, vice-gouverneur de la Banque nationale, connu comme spécialiste éminent des questions financières et économiques, mais sans véritable formation politique, d'opinion catholique sans avoir été jamais inféodé à un parti organisé, sans contact jusque-là avec le Parlement, il abordait le pouvoir affranchi de tous les préjugés et de toutes les préventions qui trop souvent paralysent les chefs des partis les mieux intentionnés quand ils veulent réaliser quelque grande réforme fondamentale exigeant le sacrifice des intérêts particuliers à l'intérêt général et ne s'accommodant point des règles trop strictes du jeu parlementaire. Ce fut peut-être la raison déterminante de son succès.

On a dit que M. van Zeeland a transposé dans le climat et sur le terrain belges l'expérience tentée sur une plus vaste échelle par M. Roosevelt aux États-Unis. Ce n'est pas exact, car si la formule van Zeeland rappelle certains principes du « rooseveltisme », elle a pourtant un caractère parfaitement original. Le premier ministre de Belgique a constamment usé des pouvoirs spéciaux qui lui furent accordés par le Parlement en demeurant strictement sur le plan constitutionnel. Même quand il envisage la réforme profonde de l'État, il n'entend sacrifier aucune des libertés fondamentales de toute saine démocratie, libertés auxquelles le peuple belge demeure fermement attaché. A plusieurs reprises il a fait publiquement la distinction nécessaire entre la liberté et la licence,

1. « La situation en Belgique », *Revue de Paris* du 15 avril 1935.

entre ce qui sert l'ordre et ce qui engendre le désordre. Il a constamment répudié les méthodes autoritaires conduisant à la dictature, que celle-ci soit de droite ou de gauche. Son œuvre a consisté à n'avoir recours à l'économie dirigée que dans la mesure où celle-ci ne peut gêner l'activité générale d'un pays qui a toujours beaucoup demandé à l'initiative privée. Il est vrai que, placé devant une situation critique dans laquelle il n'avait aucune part de responsabilité, il n'a pas hésité à dévaluer la monnaie belge de 28 p. 100; mais il s'est efforcé, en même temps, d'empêcher une hausse brusque des salaires et une élévation trop sensible du coût de la vie. Si l'expérience van Zeeland a réussi, c'est en partie parce que le tempérament belge, dont le sens de la mesure est la qualité maîtresse, a permis de maintenir, en dépit de la dévaluation, les résultats de la politique de déflation pratiquée par les précédents cabinets, d'où une heureuse atténuation, à l'intérieur, des effets directs de toute dévaluation de la monnaie nationale.

***

Aussi, en présence du redressement effectué, les résultats des élections qui eurent lieu au mois de mai 1936 pour le renouvellement de la Chambre et du Sénat furent-ils une surprise. M. van Zeeland n'était pas personnellement en cause, puisqu'il n'appartenait pas au Parlement et qu'il avait fait connaître sa décision de quitter le pouvoir, la tâche essentiellement technique pour laquelle il avait accepté le poste de premier ministre étant accomplie. Mais les trois grands partis qui lui avaient assuré une fidèle collaboration, le parti catholique, le parti socialiste et le parti libéral, furent durement traités par le corps électoral. Alors que le système de la Représentation proportionnelle a pour effet d'éviter sur le terrain électoral ce qu'on appelle une lame de fond, un renversement complet des positions des partis; alors que les épreuves les plus décisives s'y traduisent, en général, par le déplacement de quelques sièges, soit au profit de la droite, soit au profit des gauches, il y eut cette fois un remous profond.

Malgré la création de 15 sièges nouveaux, le parti catho-

lique, depuis plus d'un demi-siècle le plus nombreux au Parlement, fut ramené à la Chambre de 79 sièges à 63; le parti socialiste revint de 73 à 70 sièges; le parti libéral maintint à peu près ses positions avec 23 sièges au lieu de 24 dans la Chambre précédente. Par contre, les groupements extrémistes de droite et de gauche emportèrent, en plus des sièges perdus par les anciens partis, la plupart des sièges nouveaux. Les « rexistes », formation catholique à tendances autoritaires, qui entraient pour la première fois en lice enlevaient 22 sièges; les nationalistes flamingants, à tendances séparatistes et antibelges, progressaient de 7 sièges à 16; enfin les communistes, qui n'avaient eu jusque-là aucune prise sur l'opinion belge et qui ne détenaient que trois mandats dans l'ancienne Chambre, en obtenaient 9. Du coup, l'opposition extrémiste, pour bigarrée et disparate qu'elle fût, prenait au Parlement et dans le pays le caractère d'une force politique non négligeable. Le nombre des suffrages obtenus par chacun des partis en présence permettait de mesurer exactement l'importance de l'évolution accomplie par le corps électoral. Les socialistes recueillaient dans l'ensemble du pays 758 000 voix, en chiffres ronds, contre 867 000 en 1932; les catholiques, les plus durement éprouvés, reculaient de 880 000 voix en 1932 à 676 000 voix; les libéraux qui avaient obtenu en 1932 environ 340 000 suffrages n'en réunissaient plus que 293 000. Par contre, les candidats de « Rex » ralliaient du premier coup 271 000 voix; les nationalistes flamingants progressaient de 117 000 à 166 000 suffrages, et les communistes avançaient de 64 000 voix en 1932 à 155 000 voix. Le parti catholique, qui perdait la première place au Parlement, était le principal vaincu de la journée; le parti socialiste se voyait entamé sur sa gauche par les communistes; au centre, le parti libéral maintenait péniblement ses positions.

Du fait de ces résultats, il ne pouvait plus être question de confier le pouvoir à une autre combinaison ministérielle que celle qui avait permis à M. van Zeeland d'effectuer le redressement financier et économique. Le maintien de M. van Zeeland lui-même devenait, lui aussi, une nécessité, car le groupe socialiste l'emportant numériquement sur le groupe catholique rendait impossible la formation d'un cabinet pré-

sidé par un homme politique de nuance trop marquée, tandis que les trois partis pouvaient accepter un premier ministre ne se réclamant d'aucun d'entre eux et qu'on savait résolu à réaliser une réforme de l'État dans un esprit constitutionnel et démocratique, en s'appuyant franchement sur les catholiques, sur les libéraux et sur les socialistes. M. van Zeeland se vit donc confier, après l'effacement volontaire du leader socialiste, M. Vandervelde, la mission de former le nouveau ministère. Il maintint sa première formule gouvernementale, mais en la renforçant par l'appel au concours d'éléments jeunes du socialisme et du libéralisme. Son geste le plus hardi et le plus remarquable, qui déconcerta quelque peu à première vue, fut de confier le portefeuille des Affaires étrangères à M. Spaak qui, petit-fils du grand tribun libéral Paul Janson, se trouvait, à peine quelques mois auparavant, à la pointe la plus avancée de l'aile gauche du parti socialiste. La place prise depuis lors par M. Spaak dans la politique belge a paru justifier ce choix du premier ministre. Mais ce n'était pas tout de reconstituer un ministère de coalition catholique-socialiste-libérale. Il fallait s'assurer la possibilité de gouverner avec une majorité qui n'était puissante qu'en apparence, alors qu'en fait elle était travaillée par les tendances les plus opposées et que les trois partis différaient d'opinion sur des problèmes fondamentaux de la politique belge, tels ceux du régime linguistique, de l'organisation de la défense nationale, de l'orientation de la politique extérieure. Ce qui permit de surmonter toutes les difficultés, ce fut la nécessité impérieuse pour les catholiques comme pour les libéraux et les socialistes de faire face à la menace rexiste tout comme à la menace révolutionnaire, de défendre, avec le régime constitutionnel et parlementaire, cet ordre démocratique sans lequel on ne saurait concevoir une Belgique indépendante où Flamands et Wallons doivent vivre étroitement associés.

Le grand vainqueur de la journée électorale du 24 mai avait été « Rex », ce parti nouveau qui connut toute de suite une rare fortune et dont l'animateur est un jeune tribun catholique à la parole ardente, à l'imagination vive, aux attitudes passionnées, M. Léon Degrelle. Celui-ci s'efforce de créer en Belgique, adaptée à la mesure et au tempérament belges, une

mystique autoritaire s'inspirant à la fois du fascisme italien et du national-socialisme allemand. M. Degrelle a incontestablement du talent, une fougue qui enlève les masses, mais pour être une force politique solide et durable, il lui manque, semble-t-il, un véritable programme politique et social. Il a surgi à l'heure où les épreuves imposées par la crise économique, la réduction des salaires et des appointements, les sacrifices exigés par une dévaluation marchant de pair avec les mesures de déflation, avaient provoqué un profond malaise. La parole enflammée du chef rexiste porta fortement sur les mécontents, les aigris, les désespérés; de plus, M. Degrelle faisait preuve d'une audace poussée jusqu'à la témérité en attaquant de front des hommes jusque-là puissants et en dénonçant, avec une rare violence dans les termes, les collusions politico-financières. Il osa faire, non sans courage, mais avec un singulier manque de mesure, une campagne passionnée contre ceux qu'il appelle les « pourris ». La foule acclame toujours de confiance ceux qui s'en prennent aux idoles, car elle croit ainsi trouver une facile revanche sur ce qui la dépasse et la domine.

Le succès du jeune chef de « Rex » s'explique par tout cela, et aussi par la rancœur des classes moyennes constamment sacrifiées, par la peur du communisme et de l'esprit révolutionnaire, qui répugnent profondément à la nature belge. Il y a dans le cas de M. Léon Degrelle des aspects qui révèlent un caractère, un tempérament de tribun et de meneur de foules; il y en a d'autres qui trahissent un manque de sens des réalités immédiates, une tendance accusée à l'exaltation démagogique, un défaut d'appréciation de la valeur exacte des circonstances et qui a pour effet d'entraîner le leader rexiste à commettre, du point de vue psychologique, les fautes les plus lourdes. Cet homme nouveau est certainement une force, mais une force de la nature, qui semble éprouver jusqu'ici beaucoup de peine à se discipliner, à se plier à la première des vertus politiques : le contrôle de soi, de ses idées, de ses élans, de ses gestes. M. Degrelle ne s'est peut-être pas encore rendu compte que les méthodes hitlériennes n'ont guère de chance de s'imposer à un peuple composé de deux éléments très différents, dans un pays où le principe raciste

est un non-sens, dont toute l'histoire, depuis le fond des siècles, se confond avec l'histoire même de la formation, des luttes, de l'épanouissement de l'idée et du sentiment démocratiques sous toutes leurs formes. La faute la plus grave qu'il ait commise fut le pacte qu'il s'avisa de conclure, lui chef d'un parti d'essence catholique, qui a trouvé le plus clair de sa clientèle électorale en Wallonnie et à Bruxelles et qui se réclame hautement du principe de l'unité nationale, avec ces nationalistes flamingants, séparatistes et anti-belges, que les Flamands patriotes sont les premiers à répudier. Une autre de ses erreurs est de vouloir procéder en entretenant une agitation permanente dans le pays, en multipliant les manifestations, comme celle du rassemblement projeté de 250 000 rexistes à Bruxelles, le 25 octobre, à l'occasion du défilé annuel devant le roi des anciens combattants de l'Yser, et que les sévères mesures d'ordre prises par le gouvernement vouèrent à un assez pénible échec.

En somme, jusqu'ici les rexistes ont surtout réussi à raffermir la coalition des trois partis traditionnels et à dresser contre leur mouvement, avec le gouvernement lui-même, les catholiques, les libéraux et les socialistes, qui ne veulent ni de la dictature à la manière nationale-socialiste de Berlin, ni de la dictature à la manière communiste de Moscou. M. van Zeeland a dit sur ce sujet des choses remarquables dans le discours radiodiffusé qu'il adressa au peuple belge pour lui annoncer que l'ordre serait maintenu avec la plus grande énergie contre tous les fauteurs de troubles. Mais on peut se poser la question : quel sera l'avenir de « Rex »? M. Degrelle est-il capable de faire pour son groupement le redressement nécessaire? Cela dépendra surtout de la politique que sauront pratiquer au pouvoir ses adversaires des trois grands partis. Si un tribun de trente ans a réussi en quelques mois à improviser un tel mouvement, c'est que trop de fautes trop longtemps tolérées ont provoqué dans le pays un mécontentement facile à exploiter pour un homme d'action intelligent, audacieux et doué d'une éloquence fruste mais prenante. Si l'on supprime réellement les causes profondes de ce malaise, le rexisme perdra ses meilleures chances et, plus discipliné, il ne tardera pas à être résorbé par le parti catholique, auquel il apporterait

alors l'appoint des énergies jeunes dont celui-ci a grandement besoin. Il n'y a en Belgique aucun véritable danger communiste et révolutionnaire. Les puissants syndicats socialistes eux-mêmes ont refusé d'y créer une formation dite de Front Populaire. Il y a au Parlement, face à tous les groupes extrémistes, une solide majorité de socialistes, de catholiques et de libéraux qui, du moins sur le terrain social, économique et financier, collaborent dans un large esprit d'union nationale — l'esprit même qui anime le gouvernement tripartite que préside M. van Zeeland.

***

Le danger pour la Belgique n'est pas tant dans les remous que peuvent provoquer des formations nées de circonstances exceptionnelles et qui semblent destinées à disparaître avec celles-ci. Il est dans la grave menace pour l'unité morale et politique de la nation que constitue la querelle linguistique, qui s'est envenimée d'année en année depuis la fin de la grande guerre et qui dresse les uns contre les autres les Belges de langue française et les Belges de langue flamande. Ce qui n'était avant 1914 qu'un mouvement flamingant sans réelle importance, est devenu, à proprement parler, un mouvement flamand qui entraîne aujourd'hui la majorité des populations des provinces du Nord. Déjà au siècle dernier un de ses fondateurs, Jan-Frans Willems, répétait que la langue est tout le peuple, et les chefs du flamingantisme sont partis de là pour réclamer, en étroite liaison avec le mouvement littéraire et scientifique aux Pays-Bas, une culture uniquement flamande. Leurs efforts se sont développés en réaction cette contre culture française qui a prévalu totalement pendant les quatre-vingts premières années de l'existence de la Belgique indépendante, ce qui eut pour effet de « franciser » effectivement des centaines de milliers de Flamands, pour lesquels la langue française est devenue depuis trois générations la langue maternelle ou usuelle et qui se trouvent aujourd'hui totalement isolés dans les villes du Nord. Les Flamands ont reçu depuis longtemps réparation des injustices dont ils pouvaient se plaindre à bon droit. Leur langue a été rétablie à son rang dans les cours de

justice et les tribunaux, dans l'administration centrale et dans les administrations provinciales et communales. Elle est devenue la langue d'enseignement dans les écoles de la région flamande du pays, et elle a fini par l'emporter dans l'enseignement supérieur, le jour où, au lendemain de la guerre, fut « flamandisée » la vieille Université française de Gand qui, du coup, perdit la meilleure part de son rayonnement.

Si les choses en étaient restées là, les dégâts, du point de vue de l'unité belge, eussent pu être limités et réparés en y mettant, de part et d'autre, beaucoup de bonne volonté et de compréhension réciproque. Mais les promoteurs du mouvement flamand furent bientôt dépassés par les éléments flamingants proprement dits, ardents, ceux-là, à exiger des réformes si radicales que les Wallons se virent menacés à leur tour dans la défense de leurs droits et purent craindre d'être submergés dans un proche avenir par le nationalisme flamand. Le bilinguisme — tous les Belges aspirant à des fonctions publiques, à des postes relevant de l'État, étant tenus d'avoir une connaissance approfondie des deux langues nationales — eût pu tout sauver; mais la querelle, telle qu'elle se développait dès ce moment, ne rendait guère possible l'application sincère de cette formule. Les Flamands exigeaient la solution territoriale du problème linguistique; les Wallons entendaient s'opposer à toute infiltration flamande dans les provinces du Sud.

Le fossé s'est ainsi creusé un peu plus chaque jour entre les deux parties du pays, parce que, d'une part, le clergé catholique des provinces du Nord a voulu voir dans la langue néerlandaise un isoloir moral, un suprême rempart contre la déchristianisation des masses flamandes, parce que, d'autre part, les partis politiques, par esprit démagogique, ont voulu y voir surtout un argument décisif pour les luttes sociales, avec la nécessité de faire triompher la langue des paysans, des ouvriers et des artisans sur la langue de la bourgeoisie « francisée ». Il y a des siècles que la question a cet aspect dans les Flandres, mais si elle a pris le caractère aigu qu'on lui voit aujourd'hui, si l'on en est venu à créer dans l'armée des unités flamandes et des unités françaises, à concevoir pour tous les services de l'État une administration flamande et une adminis-

tration française, d'aucuns envisageant même d'un cœur léger l'existence de deux Belgiques entre lesquelles il n'y aurait plus d'autre lien que celui, assez vague, d'un fédéralisme mal défini, c'est que les Flamingants, qui ne veulent pas s'arrêter à cette vérité première qu'une langue de grande circulation constitue la meilleure chance de rayonnement pour un petit peuple, ont reçu pendant les quatre ans que dura l'occupation allemande des encouragements dangereux; c'est surtout parce que, au delà des Flamingants, les activistes et les « frontistes », qui se qualifient nationalistes-flamands et volontiers répudient toute organisation proprement belge, préconisent la séparation, l'arrachement brutal, égarés comme ils le sont par le rêve absurde de la reconstitution d'une grande Néerlande qui effacerait définitivement les conquêtes de la Révolution de 1830.

Dans beaucoup de milieux on parle de fédéralisme et de séparatisme, et l'on ne prend point garde que sans unité morale et politique, il n'y aurait plus de nation belge, que sans nation belge il n'y aurait plus véritablement de Belgique indépendante. Un mouvement se dessine actuellement en faveur d'un retour à la doctrine d'une politique unitaire, la seule qui puisse sauver la Belgique du danger d'être déchirée par ses propres fils. Mais des symptômes singulièrement inquiétants subsistent. Le fait que le vieux parti catholique, dont l'armature politique se révéla inébranlable pendant plus d'un siècle, vient de décider sa réorganisation dans le sens de la constitution d'un groupe autonome flamand et d'un groupe autonome wallon et bruxellois de langue française est un signe des temps sur la nature duquel il est difficile de se méprendre. Or, le fédéralisme, même dans sa forme la plus atténuée, conduirait inévitablement à un régime que sa complexité politique et administrative, avec un divorce moral irrémédiable, rendrait forcément précaire — une Belgique wallonne et une Belgique flamande avec, au centre, le grand îlot bilingue à large prépondérance française de l'agglomération bruxelloise — régime qui serait par définition la négation brutale de la Belgique traditionnelle telle qu'elle a survécu, avec le mélange constant des deux races à travers les siècles, à toutes les tourmentes de sa tragique histoire.

On ne peut être surpris que cet angoissant problème ait des répercussions profondes sur l'évolution de l'ensemble de la politique belge. Rien ne prête plus au déchaînement des passions et aux haines que les querelles de races et de langues, qui font que l'opinion surexcitée passe rapidement du particulier au général et transpose ses rancunes et ses ressentiments dans tous les domaines de l'activité nationale, sans faire la distinction nécessaire entre ce qui est secondaire et ce qui est essentiel. Le nationalisme flamand a su exploiter avec une rare audace et une méconnaissance absolue des réalités immédiates tout ce que les ennemis de la France — qui sont aussi les ennemis de la Belgique — se sont plu à faire valoir contre les liens étroits que la nature, la géographie, une longue communauté de langue et de culture ont créés entre la nation française et la nation belge, liens que les tragiques épreuves subies ensemble de 1914 à 1918 ont encore renforcés. Il a voulu persuader les masses flamandes que l'accord militaire purement défensif de 1920 subordonnait en fait la Belgique à la politique française et l'exposait ainsi aux risques que comporte toute action générale d'une grande puissance, que si la Belgique était tenue d'avoir une armée et des armements importants, c'était moins pour garantir sa propre sécurité que pour assurer à la France, en cas d'une nouvelle guerre, une force d'appoint qui lui serait indispensable. Par une propagande perfide, qui a réellement porté sur les masses catholiques des provinces du Nord depuis toujours foncièrement antimilitaristes, on a répandu le mensonge d'une Belgique limitée en fait dans son indépendance et dans sa souveraineté, d'une Belgique totalement sacrifiée à on ne sait quel impérialisme français. Les erreurs de la politique économique et douanière de la France, les froissements provoqués par certains règlements d'intérêts de l'après-guerre et qui eussent pu être facilement évités, l'illusion surtout que si elle n'était pas si étroitement liée à la France, que si elle ne prétendait pas jouer, entre la France et l'Angleterre, comme pivot de l'Entente, un rôle au-dessus de ses moyens, la Belgique pourrait échapper à un nouveau conflit, comme les Pays-Bas et les pays scandinaves échappèrent à la tourmente de la guerre mondiale, tout cela a été exploité systématiquement, avec

une insigne mauvaise foi, auprès d'une opinion mal informée des faits et des doctrines politiques. Le mouvement du « Los van Frankryk » qui a fini par entraîner la majorité des catholiques flamands est né de là, et ce mouvement a conduit à l'idée d'un retour possible à la neutralité, non pas peut-être à la neutralité imposée et garantie qui existait en vertu du traité de 1839 et qui se révéla si décevante aux premiers jours du mois d'août 1914, mais à une neutralité maintenant volontairement la Belgique à l'écart des différends et des conflits européens.

***

Pour étrange qu'elle soit, étant donné les pactes et les accords qui lient formellement la Belgique — le pacte de la Société des Nations, le Traité de Locarno, dont les obligations subsistent pour ses signataires autres que l'Allemagne, l'accord anglo-franco-belge de Londres du mois de mars et l'accord franco-belge relatif aux contacts entre états-majors — cette conception n'en a pas moins rallié des milieux politiques importants. On a le droit d'en être surpris quand on sait que la position de la Belgique n'est en rien comparable à celle des Pays-Bas ou à celle de la Suisse, que c'est la géogaphie — et elle seule, indépendamment de toutes les raisons de doctrine ou de sentiment — qui commande la politique d'un pays, et que, quels que soient les sacrifices que la Belgique, avec ses 8 millions d'habitants, veuille consentir à l'organisation de son armée et à la défense de son territoire, elle se heurtera toujours à l'impossibilité de faire face par ses propres moyens à une nouvelle agression allemande, la seule qu'elle ait à redouter. Mais il y a là une situation de fait qu'aucun raisonnement ne peut modifier. C'est cette attitude de la droite flamande, dont le chef est M. Frans van Cauwelaert, qui explique que l'état politique du pays et la nécessité de maintenir la coalition parlementaire des trois grands partis aient conduit récemment à envisager pour l'avenir la revision de la politique extérieure de la Belgique, comme le faisait déjà prévoir le discours prononcé cet été, devant l'Union de la presse étrangère, le ministre des Affaires étrangères, M. Spaak,

comme l'a confirmé, avec toute l'autorité qui s'attache à la parole du chef de l'État, le discours que le roi Léopold III adressa à ses ministres au cours d'un conseil tenu le 14 octobre à Bruxelles.

Le discours royal, bien que destiné aux seuls membres du gouvernement, fut aussitôt publié, ce qui provoqua dans l'Europe entière une énorme sensation. C'était, en effet, un acte capital du nouveau règne, mais qui, à regarder de près les textes, semble avoir été inexactement interprété hors des frontières du royaume. Le fait que le discours du roi fut publié, à la demande, dit-on, des ministres flamands et en dépit des inconvénients qu'il pouvait y avoir à cette publication du point de vue diplomatique avant l'élaboration d'un nouveau règlement de sécurité pour l'Occident, ce fait prouve assez qu'il s'agissait, en premier lieu, d'une opération de politique intérieure destinée à faciliter la lourde tâche du cabinet van Zeeland. Ce qu'on voulait par là, c'était décider un des éléments les plus importants de la majorité parlementaire, la droite flamande et démocrate-chrétienne, à appuyer de ses votes le projet militaire, de manière à s'assurer les effectifs qu'exige une couverture solide. La Belgique a déjà consenti de lourds sacrifices pour la défense de son territoire en construisant le système des positions fortifiées à la frontière de l'Est, face à l'Allemagne, qui prolonge en quelque sorte le système défensif français, et dont M. Albert Devèze, lorsqu'il était ministre de la Défense nationale, fut le bon artisan. Mais le problème des effectifs pour les troupes de couverture subsiste tout entier, et le projet établi par la commission mixte se heurtait, du moins en ce qui concerne une prolongation importante de la durée du service actif, à des résistances de la part des socialistes et, surtout, de la part des catholiques flamands. Il importait de vaincre ces résistances en donnant à la droite flamande, en contre-partie de son adhésion au projet militaire, des assurances quant à l'indépendance absolue de la politique belge à l'égard de toutes les puissances.

Il y a dans ce discours du roi Léopold III faisant appel au patriotisme des trois grands partis traditionnels deux idées maîtresses : celle de la pratique d'une politique « exclusivement et intégralement belge », ce qui se conçoit parfai-

tement et est le fait d'une nation ayant le sentiment profond de son indépendance dans la dignité, et celle que c'est uniquement à préserver le pays de la guerre, « d'où qu'elle vienne », que doit répondre le système militaire de la Belgique. Pas une allusion n'était faite dans le discours royal à un retour éventuel à la neutralité telle que celle-ci existait avant 1914, et le souverain prévoyait lui-même qu'en cas d'agression l'assistance française et l'assistance britannique seraient nécessaires, puisqu'il soulignait qu'en organisant solidement sa propre défense, la Belgique se créerait *ipso facto* un droit au respect et à l'aide de tous les États qui ont intérêt à la paix. Une interprétation autorisée de la nouvelle doctrine belge publiée par *Le Soir*, de Bruxelles, le 17 octobre, précise en ces termes la politique envisagée par le souverain : « Il ne faut pas confondre la formule décrite dans le discours royal avec un régime de neutralité contractuelle, imposée ou garantie, tel qu'il existait avant la tourmente de 1914-1918. La Belgique reste libre de ses attitudes en politique internationale, mais elle n'entend plus se lier à aucune grande puissance, ni à aucun groupement de grandes puissances, qui pourrait l'amener à prendre sur le terrain diplomatique une position de combat. Cela n'implique pour le peuple belge aucun renoncement à ses amitiés traditionnelles. »

On touche ici à la raison profonde, au delà même de la satisfaction de principe à donner aux catholiques flamands, d'une évolution qui, qu'on le veuille ou non, rompt avec la politique fixée au lendemain de la victoire commune des alliés qui a rétabli la Belgique dans son indépendance. Le roi Léopold a justifié le renforcement de l'état militaire du pays en rappelant avec insistance le réarmement de l'Allemagne, la réoccupation en coup de foudre de la Rhénanie et le transfert à la frontière belge des bases de départ d'une invasion allemande, l'ébranlement des assises de la sécurité internationale par des infractions à des conventions librement souscrites, enfin les discussions intestines de certains États qui « risquent de s'enchevêtrer dans des rivalités de systèmes politiques et sociaux d'autres États et de déchaîner une conflagration plus acharnée et plus dévastatrice que celle dont nous subissons encore le contre-coup ».

En somme, ce qui paraît avoir déterminé la Belgique à prendre cette attitude nouvelle, c'est, d'abord et avant tout, le réarmement de l'Allemagne en violation des clauses militaires, navales et aériennes du traité de Versailles, la réoccupation en force d'une zone rhénane démilitarisée constituant pour le peuple belge le plus sûr rempart de sa sécurité, la constatation que la Société des Nations s'est révélée impuissante en face de crises graves, que le pacte de Genève n'a pas joué utilement, notamment dans le conflit italo-éthiopien, et que, d'une manière générale, la doctrine de la sécurité collective s'avère inapplicable, parce que, quelles que soient les obligations résultant des pactes généraux, tous les pays éprouvent de la répugnance à agir par des moyens de force en présence de conflits n'affectant pas directement leurs intérêts vitaux. Enfin, il y a une autre raison, d'ordre psychologique celle-là : l'opinion belge prise dans son ensemble est foncièrement hostile au communisme et à tout ce qui procède, directement ou indirectement, de l'influence de Moscou. Elle redoute, à tort ou à raison, et en dépit des réserves formelles qu'il comporte, que le pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique n'entraîne la France et par contre-coup la Belgique, dans un conflit auquel le peuple belge, qui n'entend en aucun cas prendre parti pour la Russie soviétique, veut rester étranger. Cette crainte, que rien ne paraît justifier et qui existait depuis quelque temps, même dans des milieux wallons ardemment francophiles, a été fortement exploitée surtout depuis l'arrivée au pouvoir à Paris d'un gouvernement de Front Populaire soutenu par les communistes.

Il ne faut pas se dissimuler que, de toute manière, la politique « exclusivement et intégralement belge » telle qu'on la conçoit à Bruxelles et qui se défend en soi si, comme on l'affirme, elle n'exclut ni les sympathies et les amitiés traditionnelles, ni des accords d'ordre technique que la plus élémentaire prudence commande de conclure en vue d'éventualités déterminées, reste délicate à concilier avec les pactes, les traités et les conventions au bas desquels le gouvernement belge a mis sa signature. Or, la Belgique a prouvé par son total sacrifice de 1914 qu'elle ignorera toujours l'affreuse doctrine du « chiffon de papier » et que le respect des contrats,

la fidélité à la parole donnée est la première de ses vertus. Les obligations qu'elle a librement contractées subsistent donc pour elle dans toute leur valeur, quelles que doivent en être les conséquences. Mais la politique définie par le roi Léopold III est celle que le cabinet de Bruxelles envisage pour l'avenir. La Belgique ne songe pas à se retirer de la Société des Nations, ni à répudier les engagements qu'elle a pris en souscrivant au pacte de Genève; elle maintient les obligations découlant pour elle des instruments diplomatiques échangés avec la France et l'Angleterre en conclusion des réunions locarniennes de Londres, au mois de mars dernier, tant qu'elles n'auront pas été modifiées par le règlement de sécurité pour l'Occident que l'on attend de la Conférence à Cinq; tous les accords en vigueur, y compris ceux qui prévoient les contacts entre états-majors, subsistent; mais au cours des négociations projetées, la Belgique refuserait de contracter de nouveaux engagements qu'elle estimerait ne pouvoir remplir en conscience; elle demanderait à être garantie, sans être garante. Ceci lui ferait, d'ailleurs, un impérieux devoir de veiller avec plus de vigilance que jamais à la bonne défense de son territoire, car une Belgique neutre et faible, proie facile pour un agresseur, constituerait un grave danger pour tous ses voisins. Avec ou sans accords techniques, les intérêts vitaux de la Belgique amèneront toujours celle-ci à se ranger aux côtés de la France et de l'Angleterre en cas de conflit armé en Occident, tout comme leurs intérêts permanents détermineront toujours la France et l'Angleterre, par souci de leur propre sécurité, à se porter au secours d'une Belgique victime d'une nouvelle agression non provoquée. Seulement, pour que cette aide puisse être prompte et efficace, pour que ne se reproduise pas le tragique retard qui en 1914 valut au peuple belge et aux populations des départements français envahis quatre ans d'occupation allemande, il faut que la garantie puisse jouer à coup sûr et que l'assistance soit prévue d'avance dans tous ses développements. C'est pourquoi la pratique d'une loyale politique « exclusivement et intégralement belge » doit se concilier, dans la réalité des choses, avec les précautions élémentaires qui peuvent seules donner à une telle garantie toute sa valeur.

Il n'en reste pas moins que le geste du roi Léopold III constitue un fait nouveau d'une portée morale considérable dans le domaine international, en ce sens qu'il traduit un grand désenchantement au sujet de la politique de sécurité collective qui est à la base de l'action générale de la Société des Nations. Une Belgique se repliant sur elle-même, préoccupée surtout, ce qui est humain et légitime, d'échapper, dans la mesure du possible, à la nouvelle tourmente qui se lève sur l'Europe, voulant demeurer à l'écart de la lutte entre la mystique autoritaire et la mystique révolutionnaire s'affrontant si farouchement sur le Continent; une Belgique qui, malgré tout, forte de la confiance que lui donnent ses finances restaurées et son économie rétablie, s'applique à régler dans un esprit national les querelles qui dressent les uns contre les autres ses fils Flamands et ses fils Wallons, tel est le spectacle qui s'offre à cette heure à nos yeux. Le pays qui donna de 1914 à 1918 le glorieux exemple du devoir envers lui-même et envers les autres cherche anxieusement les voies nouvelles de son destin, car il fut si cruellement meurtri par l'invasion et par la guerre qu'il n'a pu retrouver, après dix-huit ans d'efforts tenaces, ce visage où se reflétait toute la douceur et aussi toute la fierté de vivre, et qui était le sien avant la catastrophe mondiale. Si, contre toute attente, il ne devait pas les entrevoir, ces voies, et achever de s'épuiser dans la destruction de cette unité sans laquelle il ne peut demeurer totalement lui-même, l'Europe perdrait, avec un de ses plus sûrs points d'équilibre, une force morale dont la civilisation occidentale ne reverrait pas de sitôt l'équivalent.

ROLAND DE MARÈS

AU TEMPS DE SADOWA

(LETTRES INÉDITES)

Il y a eu le 7 mai 1932 un siècle que naquit à Angers, d'une vieille famille de robe, François-Henri-René Allain-Targé, l'ami et le collaborateur de Gambetta, qui fut journaliste, commissaire de la République, préfet de la Défense nationale, député, ministre.

Son père, François-Henri Allain-Targé, était procureur général près la Cour de Poitiers au moment où éclata la Révolution de 1848, qui lui enleva ses fonctions; il prit sa retraite en Anjou, difficilement résigné à l'abandon d'une carrière que, selon ses traditions de famille, il considérait à la fois comme une noblesse et comme un sacerdoce.

C'est à Poitiers que le jeune Henri Allain-Targé fit ses études, au collège, puis à la Faculté de Droit. Aux vacances, il retrouvait avec délices le foyer, la campagne angevine, les gâteries maternelles, les boutades et les vives conversations de son père, la bibliothèque familiale. — Qui dira jamais assez le rôle que peuvent jouer dans la formation d'un esprit les anciennes bibliothèques de famille, lentement composées par des hommes de savoir et de goût? Henri Allain-Targé puisa sans doute, dans celle des siens, cette variété de connaissances, qui, jointe à l'éducation voltairienne de son père, le fit comparer plus tard à un homme du XVIIIe siècle. Mais il s'y imprégnait aussi de romantisme et sympathisait avec les idées humanitaires des théoriciens de la IIe République. Ayant eu à défendre, devenu avocat, des ouvriers compromis dans l'affaire de la société secrète *la Marianne*, il souleva les indignations impérialistes, car ses clients républicains se vantèrent qu'il leur eût demandé, pour tous honoraires, *une poignée de main.*

Cependant, la passion politique ne le domina pas tout de suite. Toute vie politique, d'ailleurs, était à peu près morte en France, pendant ces premières années du Second Empire.

Dans les ténèbres de la province d'alors, l'ennui s'emparait du jeune homme. L'horizon borné de sa vie l'étouffait. Il aspirait à aller vivre

à Paris, où il avait épousé en 1857 mademoiselle Geneviève Villemain et rêvait de succès d'écrivain. Ce fut, paradoxalement, son entrée dans la magistrature, sur les instances de son père, désireux de le voir reprendre la tradition familiale, qui décida de sa vie politique. Dans ce milieu dévoué à l'Empire, le sentimentalisme républicain qui était en lui se renforçait. Des études d'histoire et d'économie politique achevèrent d'ancrer en lui une conviction précise, une foi profonde en l'avenir et la nécessité d'une république qui fût la véritable expression de la démocratie moderne. Au désespoir de son père, il jeta la simarre aux orties et vint à Paris se joindre aux hommes de bonne volonté qui lui ressemblaient. C'était vers la fin de 1864.

Bientôt, Allain-Targé fut lié avec tout ce que l'opposition républicaine comptait de talents, depuis Jules Simon jusqu'à Vermorel et Jules Vallès, et le petit appartement qu'il habitait rue de Verneuil devint le lieu de rendez-vous préféré d'un groupe de jeunes républicains.

Au *Courrier du Dimanche*, où il entra peu de temps après son arrivée à Paris, dans ses brochures politiques, puis à la *Revue politique*, qu'il fonda en 1868 avec Brisson, Gambetta, Challemel-Lacour et Laurier, et à l'*Avenir national*, qui, après la disparition de la *Revue politique*, devint par lui le principal organe de l'opposition irréconciliable, il mania cette plume si souple et si ferme, qu'il devait mettre plus tard au service de la *République française* et de l'*Union républicaine*. Sur ses amis, sur la jeune opposition républicaine à l'Empire, son influence fut très grande. Romantique et voltairien, patriote et humanitaire, railleur et enthousiaste, il joignait à ces contrastes séduisants un absolu dévouement à l'idéal républicain, un sens politique aigu, une clairvoyance qui faisait dire à Gambetta : *Targé va passer prophète impeccable* et dont témoigne aujourd'hui, en dehors de ses articles et brochures politiques, sa correspondance avec les siens.

Les lettres qui suivent furent adressées par Allain-Targé à ses parents pendant les mois qui précédèrent et suivirent la victoire prussienne de Sadowa contre l'Autriche (5 juillet 1866), d'où sont nées l'unité allemande et la guerre de 1870 avec ses conséquences.

On sait que la guerre prusso-italo-autrichienne de 1866 fut l'œuvre de la diplomatie napoléonienne. M. Marcel Thiébaut a montré ici[1] comment Napoléon III voulut, après avoir créé l'Italie nouvelle et mû par le même attachement au principe des nationalités, par le même espoir de tirer profit d'un remaniement de la carte d'Europe, former l'Allemagne nouvelle, et pour cela favorisa les ambitions de la Prusse et prépara la guerre austro-prussienne; comment par un revirement symétrique au revirement de sa politique italienne, il se retourna contre sa politique prussienne et bâtit la théorie d'une Allemagne divisée en *trois tronçons*, l'espoir de maintenir l'Allemagne

1. Edmond About, voir les livraisons du 15 juillet et du 1er août 1935.

du Sud hors de l'unité allemande s'opposant à l'effort pour maintenir Rome hors de l'unité italienne.

Faut-il rappeler les négociations de Napoléon III avec Bismarck, les derniers encouragements à la Prusse, vainqueur probable et les ménagements pour l'Autriche, vainqueur possible de la guerre, le coup de théâtre de Sadowa après un début de guerre favorable à l'Autriche, en Italie, le rôle ingrat de médiateur joué par l'Empereur et l'insolent oubli des promesses bismarckiennes, la tentative d'acquisition du Luxembourg pour compenser l'échec de la politique en faveur de la Prusse?

On trouvera chez Allain-Targé la répercussion de ces événements sur le monde politique d'alors et les patriotiques indignations que la diplomatie impériale suscita chez le jeune homme. Cette diplomatie, qu'il analyse avec une pénétration singulière, si l'on songe que, très répandu dans le monde politique et non sans relation avec le monde diplomatique, il n'est pas cependant dans le secret des cours, il est de l'autre côté de la barricade. Il prévoit la formation, dans un proche avenir, d'une dictature militaire à notre porte, les ambitions impériales exacerbées par les échecs en Europe et hors d'Europe, le manque d'alliances, l'incertitude de la victoire en cas de guerre.

Ce qu'il souhaite, c'est l'établissement de la République en France et l'abandon de la politique de conquête, c'est la formation d'une Allemagne *libérale, fédérale et démocratique, c'est-à-dire pacifique,* capable de devenir *le noyau des États-Unis d'Europe.*

On revivra avec lui l'émotion soulevée par le brusque éclat d'une menace venue d'outre-Atlantique, par telle dramatique séance du Corps législatif, ou par l'annonce d'un attentat qui eut lieu pendant les fêtes de l'Exposition. On retrouvera le malaise créé par l'énigme d'une politique impériale à revirements imprévus et la surexcitation belliqueuse où communient, après Sadowa, libéraux et bonapartistes. On revivra surtout les espoirs et les aspirations d'une opposition qui se cherche.

SUZANNE DE LA PORTE

[Paris, juin 1866.]

Mon cher papa,

J'ai dîné hier avec E. Ollivier et quelques hommes politiques chez Clément[1]. J'espérais avoir ce matin à te raconter quelques curieuses anecdotes. Rien du tout. Ollivier, à côté de qui je me trouvais à dîner, était-il muré volontairement? Ne sait-il pas causer? C'est là ce que prétendent ses amis. La vérité est que la lumière n'est pas sortie de l'entretien, et

1. Clément Laurier, avocat, futur délégué au ministère de l'Intérieur du Gouvernement de la Défense nationale, ami de jeunesse d'Allain-Targé.

je ne connais pas plus qu'avant d'avoir causé avec le chef du tiers-parti[1], ce que le parti et son chef rêvent et désirent...

Le désarroi de l'opposition est à son comble. Il y a brouille entre les députés et les journaux, entre les députés et les députés. Tout le monde manque de courage et d'à-propos. C'est déplorable.

La question de la guerre[2] a produit son effet naturel... Il est bien triste de penser que les destinées de notre politique intérieure, de nos libertés, se décident, à l'heure qu'il est, en Bohême ou en Silésie, à coups de canons. Je crois de plus en plus que l'auteur de tout ce trouble, c'est Badinguet. Il ne veut pas exécuter la Convention du 15 septembre[3]; il veut sauver le pape à tout prix, fût-ce en envoyant l'Italie se faire écraser. Il reviendra au traité de Zurich[4] très volontiers. Et puis, sur le Rhin, il prendra ce qu'il pourra. Voilà son plan, clair comme le jour. Une révolution à Berlin ou une victoire de Bénédek[5], victoire prompte et décisive en Silésie, peut seule empêcher ce funeste résultat et peut-être pis, car si nous entrons en campagne, ce sera probablement la coalition. J'admire les prétendus démocrates qui se réjouissent; les pauvres dupes ne voient pas que le pape est celui qui, l'Italie victorieuse ou vaincue, se trouvera le mieux consolidé : consolidé par l'Empire, consolidé par la coalition. Comme le vainqueur sera nécessairement le despotisme, Autriche ou France, le despotisme imposera d'abord son principal allié, son soutien, celui qui le bénit, qui le sacre, c'est-à-dire le pape. N'est-ce pas clair comme le jour? J'admire les députés qui ont le cœur de parler de l'Algérie et du budget pendant qu'on leur interdit la parole sur le seul sujet important et dont le pays s'occupe, et qui échangent des épigrammes et des compliments avec le commissaire du Gouvernement. Enfin, j'espère encore dans le bon sens de la France. Supportera-t-elle indéfiniment cet insolent bon plaisir?

1. Opposants partisans d'une politique libérale de l'Empire.

2. La guerre venait d'éclater entre la Prusse, alliée à l'Italie, et l'Autriche.

3. Le 15 septembre 1866, les troupes françaises devaient évacuer Rome (convention du 15 septembre 1864).

4. L'une des principales clauses était la formation d'une confédération italienne sous la présidence du Pape (novembre 1859).

5. Feld-maréchal autrichien.

Anecdote. Badinguet, comme un homme de lettres qu'il est, rêve d'avoir un journal à lui, comme s'il n'avait pas tous les journaux de France. Il a chargé deux misérables écumeurs de bohème, Pic et Vitu, de fonder le journal et de trouver pour le faire un million, se réservant, s'ils ne le trouvaient pas, de donner la rédaction à d'autres personnages. Pic et Vitu, bien embarrassés, ont cherché, enfin ils ont trouvé... deux fournisseurs de la ville de Paris, qui moyennant, 1° *pro honore* une entrevue avec l'Empereur qui leur dirait des choses aimables; 2° *pro pecunia* des fournitures qu'on leur a concédées, ont fourni cinq cent mille francs chacun. C'est fait et l'*Étendard* paraîtra le 1er juillet prochain. Badinguet aura son journal à lui, où il pondra; le *Constitutionnel* reste le journal des ministres.

Il paraît que les Prussiens sont dans des positions très fortes. Ils ont eu cependant déjà un engagement de cavalerie où ils ont été très bien bousculés. Les nouvelles certaines que nous avons d'Italie ne sont pas bonnes. L'enthousiasme est très mélangé. La défiance vis-à-vis de la France est extrême. Peu de volontaires. Des chansons et des rodomontades. On compte seulement sur Cialdini[1], qui, dit-on, est le premier homme de guerre de l'Europe.

Querelle est cherchée à la Belgique. Le gouvernement français a envoyé deux dépêches pour se plaindre d'un article de *Bravo*, journal du roi des Belges, sur l'assassinat. Les Belges sont, comme les Allemands des provinces rhénanes et du Palatinat, dans les transes.

Ah! Mon Dieu! Verrons-nous l'Italie vaincue, la révolution écrasée là-bas, le pape triomphant, la liberté ajournée, la compression plus terrible que jamais, nos frontières reculées, le despotisme et le militarisme consolidés, l'Empire établi et la France satisfaite? Si cela est, je quitterai quant à moi cette nation de zouaves et de valets et j'irai vivre et mourir citoyen d'une terre libre et égalitaire.

[Paris,] mardi soir [juin 1866.]

Mon cher papa et ma chère maman,

Je vous écris sous l'impression d'une profonde douleur. J'hésitais hier à croire ce qu'on racontait. Aujourd'hui le doute

1. Général italien qui dirigeait les opérations contre l'Autriche.

n'est plus possible. Le commencement de la trahison est accompli. L'Italie est peut-être perdue à l'heure qu'il est. Elle est, du moins, aussi en danger que ces volontaires de Garibaldi perdus dans les montagnes du Tyrol[1], d'où cet infâme Badinguet espère bien qu'ils ne reviendront pas. Dimanche ou samedi, ce fou de Victor-Emmanuel qui s'était jeté au beau milieu du Quadrilatère s'est fait battre avec une perte de quinze mille hommes. Heureusement, Cialdini n'était point passé de son côté à Rovigo, sans cela son armée — soixante mille hommes — était anéantie. Victor-Emmanuel avait engagé huit divisions — plus de quatre-vingt mille hommes à Custozza[2]. — Il a été obligé de repasser le soir du dimanche ce Mincio, dont il avait annoncé le passage avec tant de fanfaronnade, vingt-quatre heures d'avance, par message solennel, *urbi et orbi*. Aujourd'hui mardi, la Lombardie est envahie par les Autrichiens et l'on a dû se battre sur le champ de bataille de Solférino. Demain peut-être les Autrichiens seront à Milan. Dans tous les cas, la campagne est perdue. La réaction triomphe, royalistes, catholiques, papistes, absolutistes sont dans la joie. Je viens du Corps Législatif où j'ai vu leur joie. Elle est hideuse. Je hais tous ces scélérats.

Ce matin, M. de Metternich[3] est allé voir Badinguet. — Ceci je te le garantis comme un fait absolument certain. Metternich a dit à Sa Majesté Bobêche III : Sire, l'Autriche renouvelle avec empressement ses précédentes déclarations. Elle ne fera en Italie que des incursions militaires. Au point de vue politique, elle ne rétrogradera pas au delà du traité de Zurich[4] sans vous consulter. — Jocrisse, Badinguet, Bobêche, Mandrin, Machiavellino, Borgia, Bonaparte, qui depuis trois jours ne parle plus, a fait un signe de tête affirmatif et a paru soulagé et satisfait.

1. Garibaldi et sa légion de volontaires furent défaits à Monte-Suello (Tyro le 3 juillet.

2. 24 juin 1866.

3. Ambassadeur d'Autriche à Paris.

4. Outre la formation d'une confédération italienne sous la présidence du Pape, la Vénétie restant sous la suzeraineté de l'Autriche, le traité de Zurich chargeait Napoléon III de remettre la Lombardie, abandonnée par l'Autriche, au roi de Sardaigne.

Ce misérable nous prépare le spectacle des plus odieuses trahisons.

Qui trahira-t-il? On ne le sait pas encore avec certitude. Mais il est sûr seulement qu'il trahira quelqu'un. Il n'y a qu'un homme qu'il ne trahira jamais, c'est le pape. Ces deux âmes, ces deux dominations s'entendront toujours. — Maudit soit-il le prêtre à robe blanche qui se réjouit à l'heure qu'il est pendant que son peuple saigne et pleure!

Ce qu'on peut apercevoir déjà cependant, c'est que la guerre a été allumée à Paris. — La preuve, c'est qu'il y a deux mois l'Italie songeait à désarmer et ne s'occupait que de ses finances. La preuve, c'est le discours d'Auxerre[1], c'est la lettre à Drouyn de Lhuys[2]. La preuve, c'est qu'un attaché de l'ambassade prussienne me l'affirmait encore il y a deux jours. Bismarck a tout comploté avec l'assentiment, sous l'inspiration de ce somnambule de lettres qui nous gouverne et qui rêve le trouble, parce que le trouble seul est sa raison d'être.

Qu'est-ce que Bobêche entendait faire de la guerre et dans la guerre? — Peut-être voulait-il s'en mêler pour réaliser tous ces plans chimériques dont il est hanté, halluciné. Dans tous les cas, l'opinion publique française d'une part, sa lâcheté naturelle de l'autre, en face de la Russie et du mouvement allemand sur lequel il ne comptait en aucune façon, l'ont fait reculer... De là la lettre à Drouyn de Lhuys, lettre énigmatique, où il y a de tout, de la reculade et des provocations et des menaces. C'est qu'il y a de tout aussi dans l'esprit de ce maniaque traître et scélérat. Il a encouragé l'Italie et la Prusse. Si l'Italie et la Prusse sont victorieuses : en échange de la Vénétie, il imposera le Pape à l'Italie; en échange des agrandissements de la Prusse, il s'annexera tout ce qu'il pourra sur le Rhin. Si la Prusse est battue, que lui importe? Si l'Italie est écrasée, tout est bénéfice. La Révolution est écrasée du même coup. Le foyer italien s'éteint de lui-même. L'Italie morcelée n'a plus la force de menacer son laquais papal. Tout le mal que l'on

1. Dans lequel l'Empereur avait déclaré son hostilité aux traités de 1815 (7 mai 1866).

2. Dans laquelle l'Empereur, s'adressant à son ministre des Affaires étrangères, expliquait sa politique extérieure d'une manière embarrassée et équivoque (11 juin 1866).

ne fera pas à l'Italie, il s'en attribuera encore la gloire. Il est débarrassé des Garibaldi et des Mazzini[1] et d'une question gênante. Puis il recueille les compliments de la Chambre et du parti conservateur en France, car il a conservé la neutralité, la Papauté et laissé châtier la Révolution quelque part. Voilà le plan qui se déroule, que vous verrez se réaliser : comprenez-vous de quelle amère tristesse nous avons l'âme pleine?

Paris, 2 août 66.

Ma chère maman,

... Qu'est-ce que la province pense de tout ceci[2]? Commence-t-elle à comprendre? Je dois admettre qu'il faut du temps à l'ignorance publique pour pénétrer et saisir des questions de géographie politique aussi compliquées que celles d'Allemagne. Cependant, tout a un terme. Si la France laissait passer cela avec indifférence, tout serait fini : car elle ne serait même plus capable de sentir ces passions nationales avec lesquelles on exalte en tous pays les femmes, les enfants, les imbéciles et les masses. Il faut donc expliquer, chaque fois qu'on en trouve l'occasion, à tous les ignorants, le résultat de notre diplomatie. Que le public ne prenne pas le change. Ceci est vingt fois grave comme le Mexique. Le Mexique est à deux mille lieues de nous et la Prusse est à notre porte. Quand on songe que l'illustre médiateur[3] a conspiré pendant quatre ans pour préparer la guerre : qu'il l'a voulue et qu'il s'est arrangé lui-même de façon à n'être pas en état d'entrer en campagne, si par un hasard bien facile à prévoir ses complices lui faisaient faux bond — et lui refusaient sa part de butin[4], il faut avouer que cet homme est un grand jocrisse.

1. Chef des révolutionnaires italiens, président de la République romaine en 1848. Mazzini dirigeait le mouvement qui avait pour but de faire Rome capitale de l'Italie.

2. Les préliminaires de la paix signés à Nikolsbourg le 23 juillet entre la Prusse et l'Autriche, à la suite de la victoire prussienne de Sadowa, excluaient l'Autriche de la Confédération germanique et donnaient à la Prusse le droit de s'annexer tous les états de l'Allemagne du Nord. Ce devait être le point de départ de la fusion de l'Allemagne du Nord et de l'Allemagne du Sud sous l'hégémonie de la Prusse et de l'organisation de la nouvelle Allemagne par Bismarck sur un plan de monarchie absolutiste et militaire.

3. Napoléon III avait offert sa médiation aux belligérants.

4. Bismarck traita de *pourboires* les *compensations territoriales* sur le Rhin qu'il avait fait espérer à Napoléon III.

Et quand on pense que le résultat est la création d'une Allemagne de trente millions d'hommes, à laquelle s'annexera d'ici à peu d'années tout le reste du Sud-Germanique, il faut dire que le chef de la France qui a travaillé à cela afin d'obtenir quelques lambeaux inutiles de territoire, pour faire une affiche, un coup de théâtre, dans un intérêt dynastique, est coupable de haute trahison et mérite la déchéance et la mort.

[Paris, novembre 1866.]

Ma chère maman,

... L'illustre médiateur est mieux depuis huit jours. Sa fièvre prostatique semble lui laisser du repos. On craint seulement que le résultat de ses précédents accès ne soit une paralysie générale. Il ne s'occupe plus du tout d'affaires et en paraît incapable. Hier, le cardinal de Bonnechose[1] racontait qu'il était allé le voir pour l'entretenir de divers sujets et qu'il n'avait pu obtenir que ces mots : « Je ne m'occupe de rien en ce moment : plus tard, plus tard... » Le jour où la première série d'invités devait quitter Compiègne, Fould[2], qui en était, est allé trouver l'Empereur : « Sire, j'ai une faveur à vous demander. — Laquelle? — Je désirerais rester encore demain ici. — Restez, mon cher ministre. — Mais, Sire, je vous demande en même temps la permission de vous entretenir de l'état des finances. Je ne retiendrai pas longtemps Votre Majesté, mais j'ai besoin d'une heure. » Là-dessus, silence de l'illustre médiateur. Enfin, il reprend avec un effort : « Je ne puis m'occuper de cela maintenant. Voyez Rouher[3]. » Tu juges de l'effet. Le mot, répété à Compiègne, a glacé le bonapartisme de terreur. Ça a été comme une première gelée sur les fleurs d'été. Enfin, il est si enfoncé dans son atonie, qu'il ne s'opposait pas au départ de sa femme pour Rome. C'est Rouher qui fait de l'opposition à ce sot voyage et qui l'empêchera. Je sais qu'il a commandé dans ce but un article à Guéroult[4], louangeur pour l'Impératrice, mais mena-

1. Archevêque de Rouen, sénateur.
2. Ministre des Finances (novembre 1861-novembre 1867), membre du Conseil privé.
3. Ministre d'État (octobre 1863-juillet 1869).
4. Rédacteur en chef de l'*Opinion nationale*.

çant pour la dynastie, afin de le mettre sous les yeux de l'imprudente Espagnole et de la terrifier.

L'amusante comédie de la chute du trône mexicain[1] a ici un succès étonnant. Le déluge de mots, de lazzis, de calembours et de réflexions drolatiques est tel qu'on dirait la petite pièce, le lever de rideau qui précède les grands drames. Je n'ai pas encore vu une seule personne qui ne m'ait parlé de la révolution prochaine.

Décidément, Baroche[2] remplace Walewski[3]. C'est dommage. Walewski commençait à connaître le règlement. Il l'avait pioché toutes les vacances.

Fleury[4] est à Rome... en ambassade près du Pape. Robe ou soutane, voilà son affaire. On parle toujours de son entrée au Ministère de la Guerre. Cela achèvera de donner pleine satisfaction à l'armée. Les Orléanistes s'agitent beaucoup. Changarnier[5] donne des dîners d'officiers. Il s'est réconcilié avec Canrobert[6] et l'a reçu durement, mais il l'a reçu, ce qu'il avait refusé de faire depuis le 2 décembre.

L'état-major tourne à l'Orléanisme. La Commission militaire[7] continue ses travaux dans le plus grand désordre. Palikao[8] a eu cependant un mot de bon sens. « Sire, a-t-il dit, le gouvernement de Votre Majesté s'est déjà perdu dans les villes; cette loi[9] le perdra dans les campagnes. » Là-dessus, Jocrisse a caressé sa grosse moustache de sergent recruteur et a levé la séance. Jocrisse n'a jamais eu la riposte. C'est

1. Le bruit de l'abdication de Maximilien courut au début de novembre 1866.

2. Ministre de la Justice et des Cultes (juin 1863-janvier 1869), membre du Conseil privé.

3. Cette nouvelle ne fut pas confirmée. Au début de 1867, cependant, Walewski donna sa démission de président du Corps législatif.

4. Le général Fleury, qui avait pris une part active au Coup d'État, premier écuyer de l'Empereur.

5. Le général Changarnier, ancien commandant supérieur des gardes nationales et des troupes de Paris sous la IIe République, arrêté au 2 décembre et expulsé. Il était rentré en France en 1859, à l'amnistie.

6. Le maréchal Canrobert, commandant du camp de Paris, sénateur.

7. Après Sadowa, l'Empereur avait décidé de réorganiser l'armée et réuni à cet effet « une haute commission pour assurer la défense du territoire et le maintien de notre influence politique ».

8. Le général Cousin-Montauban, nommé comte de Palikao après sa campagne de Chine.

9. La loi militaire mise à l'étude.

un homme d'esprit, — ce Palikao — et de bon conseil : on ne l'écoutera pas.

... Du reste, tout ce que je vous dis de l'Orléanisme ne m'inquiète guère. Paris est républicain et c'est ici que se fera l'affaire. Où, quand, comment? Voilà le secret de Dieu.

Paris, lundi [fin 1866].

Mon cher papa,

... J'ai vu depuis deux jours un certain nombre de personnes appartenant à diverses opinions. Il y a unanimité dans l'appréciation de la situation. Jamais la France ne s'est trouvée en présence d'un aussi redoutable inconnu. La question mexicaine occupe surtout les esprits pour le moment, non parce qu'elle est la plus grave, mais parce qu'elle est la plus visible. — La dureté des États-Unis pour nous surprend ceux qui aiment à conserver des illusions jusqu'au bout[1]. On se berçait de l'espoir que nous trouverions un moyen de sauvegarder quelques apparences dont le peu qui reste d'honneur national aurait pu faire semblant d'être dupe. Mais le sort est impitoyable.

La santé de Jocrisse est meilleure depuis quelques jours. Il s'est traîné en voiture jusqu'au rendez-vous de chasse. Cependant, il paraît certain — je crois le savoir *de bonne source* — qu'il a deux maladies : 1° un diabète; 2° une fièvre prostatique. L'*intercurrence*, c'est-à-dire le concours des accès de ces deux maladies, l'emportera à la première occasion : c'est une affaire peut-être de quelques mois.

Je suis beaucoup moins rassuré que je ne l'étais en venant ici[2] relativement à la guerre. L'alliance prusso-russe n'est peut-être pas purement défensive. Il se passe en Allemagne de tels faits qu'on peut prédire que la convocation du Parlement allemand portera le dernier coup à l'éphémère Confédération du Sud. Bismarck peut vouloir broyer toutes les résistances locales, fondre toutes les populations germaniques en les faisant combattre contre l'étranger. L'étranger, c'est nous.

1. Allusion aux dernières notes comminatoires de Seward, secrétaire d'État des États-Unis, contre l'expédition française au Mexique.

2. Après un séjour en Anjou.

L'alliance autrichienne, alors, ne serait rien. Les sept millions d'Allemands de l'Autriche refuseraient de combattre pour nous. — Je persiste donc à penser que Jocrisse ne veut point la guerre; mais elle peut lui être faite. Nous serons fixés bientôt, d'ailleurs, sur ce point. Bismarck est homme de tête et de main. Il ne laissera pas s'accomplir la réorganisation de notre armée et de notre armement. Cette réorganisation même peut lui servir de prétexte pour fondre sur nous, au printemps prochain; pendant que Jocrisse bavardera sur l'exposition[1].

Le malheur est que notre armée est dans la plus triste situation morale. — Mécontente. Elle croit aux fusils-aiguilles[2] (qui, dit-on, ne signifient rien) mais elle les affronterait difficilement avec ses anciennes armes. Elle s'imagine que Jocrisse est un pauvre général et qu'il est entouré d'officiers de sa force. Le ministre Randon est très attaqué[3]. Les maréchaux s'accusent de trahison et d'orléanisme. On récapitule dans les mess et dans les cafés de garnison toutes les fautes d'organisation et de stratégie de Crimée et d'Italie. Il n'est pas même sûr qu'une guerre se terminerait par des succès.

Trochu[4] a été très dur, dans la Commission[5], pour toutes les innovations militaires de Jocrisse. — Jocrisse était furieux. En réalité, c'est le procureur Rouher qui gouverne aujourd'hui — je veux dire qui exerce le pouvoir absolu.

Je crois les temps proches.

Pour mon compte, je travaille un pamphlet sur la conscription, — que je veux distribuer en Anjou. J'ai la chance d'avoir mis la main sur quelques livres précieux et spéciaux : je pourrai donc savoir de quoi je parle. — Je conclus à la suppression de l'armée permanente et à l'organisation de trois millions d'hommes instruits *chez eux* du maniement des armes.

1. L'Exposition universelle des Beaux-Arts et de l'Industrie, prévue pour 1867.

2. Les fusils à aiguille avaient été employés pour la première fois par les Prussiens dans leur campagne de Bohême.

3. Le maréchal Randon fut remplacé au Ministère de la Guerre le 20 janvier 1867 par le maréchal Niel. Il avait le portefeuille de la guerre depuis 1859.

4. Le général Trochu était chargé de préparer des études pour la réorganisation de l'armée.

5. Cf. lettre précédente.

[Paris, 3 décembre 1866] lundi soir, minuit.

Mon cher papa,

Il y avait grand dîner chez Béhic[1]. Après le dîner, on discutait. S'il meurt, qu'arrivera-t-il? — Mais, dit une petite nièce de quinze ans très gentille, et qui enrageait de ne point parler et d'écouter les personnes graves, vous disiez ce matin, mon oncle, que les d'Orléans reviendraient. — Grand silence.

Le mieux de l'illustre malade se soutient. Il a pu assister à *un* acte de la pièce de Bouilhet, au théâtre de Compiègne. Les quatre derniers actes se sont passés de sa présence. Mais il y a quinze jours, il n'aurait pu rester une heure dans une loge. Il ne marche pas encore.

On dit même qu'il a eu un instant lucide, pendant lequel il a menacé Rouher. Tu sais que Rouher le prend de très haut, non seulement avec ses collègues, mais même avec le maître. Il a eu l'audace de le faire poser. Badinguet l'avait envoyé chercher. — Dites que je ne puis. J'ai à travailler, a fait répondre l'aimable auvergnat. Le prince a dévoré l'insolence... Depuis qu'il se croit mieux, il parle de Rouher avec amertume. Mais Rouher peut s'imposer. L'Empire a si bien fait le vide des talents et des caractères, qu'à moins de fermer le Corps Législatif, il faudra subir le Rouher. Cette dernière hypothèse de la fermeture de la Chambre n'est pas impossible, d'ailleurs.

Mais je n'arrive pas à la grande nouvelle que je veux t'écrire dès ce soir. Tu me parlais du paiement des obligations mexicaines par l'Amérique! Mon cher père, tu es donc bien fier d'être Français quand tu regardes la colonne. Tu ne sais pas encore à quel degré la France est descendue et surtout tu ne veux pas comprendre ce que c'est qu'une grande République comme la République Américaine. Je viens de voir copie d'un télégramme annonçant — avec certitude — que le message du Président qui sera lu demain 4 décembre à Washington parle de la France en de tels termes qu'il est possible que la guerre éclate. Ce qui me le fait supposer est qu'il semble également certain que Maximilien est retenu de force au Mexique : pour quel usage? On ne sait. Peut-être sent-on que le départ va

1. Grand industriel orléaniste, ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics (juin 1863-janvier 1867).

devenir impossible pour nos troupes, qu'il va falloir déclarer la guerre aux États-Unis, et alors on veut se servir de ce haillon d'empereur comme d'un drapeau jusqu'au dernier moment...

Les bruits les plus absurdes courent Paris et trouvent des gens pour les croire. On m'affirmait avant-hier que les Chambres seraient convoquées le 16 pour le 20 décembre. Badinguet se ferait traîner à la séance et dirait : « Il y a quinze ans, j'ai trouvé la France dans l'anarchie, faible, ruinée, désarmée. Je l'ai faite forte, unie, puissante, riche et respectée. Ma mission est finie. Les forces me manquent. J'abdique en faveur de mon fils. » — Mais, si Jocrisse est assez chimérique pour rêver un pareil coup de théâtre, les événements sont trop graves, la situation trop mauvaise, pour que le discours soit même possible. — C'est donc un bruit absurde. Cependant, il peut t'indiquer dans quel état sont les esprits : on s'attend à tout, excepté à la durée de la chose.

Bismarck est très malade : on parle de sa mort probable et surtout de l'impossibilité où il serait de reprendre ses travaux. Mais ne vous réjouissez pas trop, messieurs les chauvins, Savigny[1] prendrait sa place et vous n'y gagneriez absolument rien. Voilà ce que c'est que la révocation de l'Édit de Nantes. Savigny devrait être français : il contribuera peut-être à la ruine de la France.

[Paris, décembre 1866].

Mon cher papa, je suis sous presse et j'attends mes épreuves. Je suis réellement brisé de fatigue. L'effort que j'ai fait est énorme. Il m'a fallu refaire ma brochure[2] tout entière depuis jeudi — depuis le projet du *Moniteur*[3], et j'ai eu toutes mes journées prises et toutes mes soirées soit par les plaisirs d'au-

1. Diplomate prussien qui secondait Bismarck dans ses efforts pour créer l'unité allemande.

2. *Le projet de réorganisation de l'armée*, Paris, Dentu, 1866. Allain-Targé préconise l'abandon de la politique de conquête et l'armement de la nation : la conscription et le remplacement militaire abolis, l'armée permanente réduite à un noyau de cent trente à cent cinquante mille hommes, avec une réserve constituée par tous les hommes en état de porter les armes, instruits pendant quelques mois de service.

Une partie de l'étude est consacrée à l'examen et à la critique de la politique extérieure de la France et du projet gouvernemental de réorganisation de l'armée.

3. Cf. le *Moniteur* du 12 décembre 1866.

trui, soit par mes affaires. — Je crois que tu seras content. Je m'attends pour ce soir à une lutte effroyable avec mon éditeur Dentu, qui est de la police, sur les épreuves. Je viens de trouver chez mon imprimeur un monsieur âgé, une espèce de censeur, lisant mon manuscrit. Est-ce un agent de la police? Est-ce un conseil ordinaire de l'imprimeur et de Dentu? Peu importe! Ah! quel régime! quel régime! Quoi qu'il en soit, je paraîtrai probablement jeudi, car il faut prendre vingt-quatre heures pour le dépôt au Parquet.

Ma brochure s'appelle : Le projet de réorganisation militaire. — Mais, je veux te laisser toute la surprise...

Rien de nouveau d'ailleurs. — Badinguette va à Rome. Rouher est désolé. — La Cour est revenue de Compiègne hier soir.

6 j. 67.

Ma chère maman,

... Papa m'écrit que l'idée de Paradol[1] d'une augmentation pure et simple de l'armée et d'une guerre sur le Rhin lui paraît séduisante. M. Mourin[2] m'avait écrit cela aussi et je lui ai répondu de la bonne encre. Ah! vous voulez faire une Vénétie du Rhin et une Pologne hollandaise pour la France. C'est votre moyen de la relever. M. Mourin me disait qu'il fallait *achever* la France! Je n'ai pas voulu lui répondre par un calembour : mais en vérité, il le méritait. Une telle folie, c'est la mort. C'est l'invasion aussi certaine qu'il est certain que je vous écris avec de l'encre sur du papier. Il n'y a de salut pour nous que dans la Révolution Démocratique et Républicaine. Alors vous entraînerez par votre exemple et dans votre orbite, l'Espagne, l'Italie, une partie des populations Roumaines et à la longue, peut-être, l'Allemagne elle-même. Si cette révolution ne se fait pas promptement et ne réussit pas, nous sommes perdus. Que ce soit un Bonaparte ou un d'Orléans qui mène le convoi, peu importe. La France est finie, achevée, mais achevée dans la mort. C'est une Espagne de Narvaez[3] ou une Espagne d'O'Donnell, peu importe, c'est une Espagne.

1. Prévost-Paradol, rédacteur au *Journal des Débats*, ancien rédacteur au *Courrier du Dimanche*.

2. Agrégé d'histoire, professeur à Angers.

3. Le général, puis maréchal Narvaez, président du Conseil d'Espagne à plusieurs reprises, rival de O'Donnell.

Que M. Paradol, qui est un simple fat, soutienne une pareille billevesée : il le fait de mauvaise foi, pour embarrasser le Gouvernement, qui ne fera pas la guerre — Paradol le sait bien, — et pour sauver la lâcheté et l'égoïsme bourgeois qui ne veulent à aucun prix de l'armement de la nation et de l'avènement de la Démocratie. Mais, que des hommes sincères, comme Papa et M. Mourin, tombent dans ce piège mortel, voilà ce qui me fait concevoir pour mon pays de cruelles inquiétudes. Voulez-vous la coalition et l'invasion! Vous serez avalés par l'Allemagne et la Russie, comme un biscuit. L'Angleterre et l'Italie regarderont. Vous comptez sur l'Autriche! — ce sera le cheval de bataille de M. Thiers. Mais suivez donc la politique autrichienne. Hier encore, on vous annonçait que Vienne est presqu'en insurrection : que les sept millions d'Allemands de l'Autriche ne veulent pas s'annexer aux Slaves et aux Roumains. L'Autriche et rien, c'est la même chose. Ah! vous n'aurez donc que de la témérité pour pousser les fils des paysans et des ouvriers à la guerre européenne, et vous n'aurez pas le courage d'affronter la liberté chez vous. Vous en serez punis. — Comment ne voyez-vous pas que le seul moyen d'*achever* la France, c'est d'élever par l'instruction, et surtout par la vulgarisation de la science politique, par la pratique quotidienne du droit de réunion, des fréquentes élections, par la suppression du fonctionnarisme dépendant du Pouvoir central, par la liberté illimitée de la Presse à bon marché, — élever les trente-cinq millions de brutes qui composent la nation au rang de citoyens actifs et de patriotes intelligents, éclairés, passionnés. Voilà une annexion qui nous fortifiera! à la bonne heure! et qui nous rendra bien plus grands et plus redoutables que l'annexion de six millions de sujets passifs de plus à la masse servile des sujets de Sa Majesté Badinguet. Cela n'est-il pas clair comme le jour?

Voilà ce que je réponds à Papa, en attendant que je le réponde à M. Paradol : ce que je ferai avec délices, s'il m'en fournit seulement le quart d'une occasion. Du reste, c'est mon rêve de me battre avec cet homme-là. Il est de mauvaise foi, il est insolent pour ses égaux d'hier comme un cuistre parvenu, il perdrait son pays pour le plaisir d'aiguiser une épigramme et de se faire admirer des dames. Je le regarde comme un

être très dangereux et bon à démasquer dès aujourd'hui.

Ici, rien de nouveau. La santé de notre souverain est meilleure. Mais la santé de l'Empire ne va pas mieux. L'Impératrice fait annoncer que, si elle est régente, elle donnera une charte sur le modèle anglais et se contentera du rôle de la reine Victoria. Une crinoline sur un fauteuil. — A quoi bon!

Paris, 16 mars [1867.]

Mon cher papa,

... Je voulais t'écrire avant-hier, puis hier... j'avais des choses intéressantes à te dire. D'abord sur le discours de Thiers[1].

Ce discours très étudié, pour lequel Guizot avait fourni un mémoire relatif à l'exposé historique de la politique extérieure[2], a été accueilli par la Chambre sans interruptions, sans applaudissements, avec angoisse et stupeur. Sauf les Mamelucks, tout le monde pense et pensera désormais de l'Empire sur le sujet de la politique extérieure absolument comme Thiers. Il n'y a eu qu'un *mouvement* véritable par où la Chambre a manifesté son approbation. C'est quand Thiers a répété par huit ou dix fois qu'il allait confondre la *calomnie* (qui se trouve dans le discours même de la Couronne), qui cherche à faire retomber sur l'attitude pacifique des députés en 1866 la responsabilité des événements. A ce moment, la Chambre s'est levée tout entière et s'est donnée à l'orateur publiquement. On a vu que Thiers serait toujours dans les grandes crises le maître de ces réactionnaires, et qu'il pourrait tout, le jour, où, l'Empereur manquant, les destinées de la France seraient laissées au Corps Législatif... Puis, Ollivier est venu. La Chambre l'a hué[3]. Chaque parole était tournée en dérision. Il a parlé au milieu des rires et des insultes. On le croyait exécuté à tout jamais : quand il a eu le bonheur, pendant les dix dernières minutes, de trouver une veine assez

1. Élu député en 1863, Thiers prononça au Corps législatif une série de grands discours d'opposition constitutionnelle.

2. Guizot, qui mena contre l'Empire une opposition de salon et d'Académie, avait renoué avec son ancien adversaire l'année précédente (Cf. Daniel Halévy, *Le Courrier de M. Thiers*, p. 379). Il publia en 1868 contre la politique impériale une brochure intitulée : *La France et la Prusse responsable devant l'Europe.*

3. Quelques jours auparavant, Ollivier avait approuvé un discours de Rouher.

heureuse, qui ne l'a pas sauvé, mais qui lui a permis de couvrir sa retraite et d'être applaudi par quelques personnes en descendant de la tribune. — En somme la Démocratie n'a encore point été défendue, sa politique n'a pas encore été présentée jusqu'ici... Je crois donc que l'effet de cette discussion sera d'affaiblir beaucoup l'Empire, sans nous fortifier. La parole virile et républicaine ne sera pas dite. Au fond, la critique de Thiers est irréfutable. Rien ne mordra dessus. Les désastres sont bien constatés. Mais qui est-ce qui donnera la solution victorieuse, la seule, l'unique solution? Nous seuls, nous l'avons.

Oui! il n'y a plus de traités, il n'y a plus d'équilibre, il n'y a plus d'alliance[1]. La Prusse et la Russie sont ensemble; nous sommes au troisième rang, menacés par les puissances du premier et du second réunies. Si Bismarck gouverne l'Allemagne, nous sommes perdus. Où est le refuge? Dans la Révolution. Parlons aux peuples. Les peuples allemands seront avec le peuple français, mais ils seront contre l'Empereur ou le roi de France. Ce grand parti démocrate allemand, à qui Thiers a rendu hommage, voilà notre allié. Ce n'est pas l'Autriche pourrie qu'il s'agit de restaurer. Ce n'est pas l'Angleterre défiante, hostile, égoïste, qu'il s'agit de capter, en lui offrant des affaires ténébreuses à tenter en Orient. Avec un tel système, M. Thiers, vous irez aux aventures. Lord Derby[2] vous caressera, mais il sera renversé et Russell vous jouera le tour qu'en 1840 vous a joué Palmerston. Le pivot, d'ailleurs, n'est pas à Londres, il est à Berlin. La menace vient d'Allemagne, le salut est en Allemagne. Appuyez-vous sur le grand parti démocrate allemand. Désarmez en France (tu sais comme j'entends le désarmement[3]) : mais préalablement, proclamez la République. Vous verrez le contre-coup. Le contre-coup sera la chute de l'hégémonie prussienne, ce sera l'unité allemande, sans doute, mais l'unité fédérale, démocratique et pacifique[4].

1. Cf. : « L'unité de l'Allemagne militaire et césarienne n'est pas le moindre péril de la situation qui nous est faite. Une chose plus grave, et qu'on ne saurait trop méditer, c'est que nous n'avons pas d'alliance... » (*Le projet de réorganisation de l'armée*, p. 7 et suiv.).

2. « Premier » anglais. Il avait succédé à Russell en 1866 et quitta le pouvoir en 1868.

3. Cf. note p. 14.

4. Dans sa brochure sur la réorganisation de l'armée, Allain-Targé avait écrit : « Était-il utile et opportun, — quelque sentiment que l'on eût vis-à-vis

Et si la Russie veut bouger, elle aura en face d'elle une Allemagne aussi haineuse, aussi terrible, aussi hostile qu'elle trouverait une Prusse monarchique complice et amie. Voilà le discours à faire.

Tu as vu cet infect Sénat[1] : voilà ce que toute monarchie engendrera désormais en fait d'institutions conservatrices...

Quant à ces lois[2] qui t'indignent, est-ce que par hasard tu en attendais d'autres. Mais M. Thiers en critiquera les détails, il en admet l'équivalent. Tous les modérés trouvent cela très bien, trop. Une presse qui va pouvoir en perdant de l'argent dire ce qu'elle voudra des hommes publics! Ils en frémissent. Le symptôme serait effrayant si nous n'avions pas l'espoir de voir bientôt passer le torrent démocratique dans les étables d'Augias : mais il est certain. Le nombre des gens mécontents, ennemis de l'Empire, augmente. Le nombre des libéraux n'augmente pas, il diminue plutôt. La Bourgeoisie songe à changer de maîtres, non de système. On veut mettre Paradol à la place de Limayrac[3], Thiers à la place de Rouher, Orléans à la place de Bonaparte. Mais ces vives indignations contre les lois draconiennes dont tu me parles, ne sont que dans un groupe restreint. Personne, en dehors des républicains, ne veut la liberté. Tu te fâches contre Nefftzer[4], tu as raison, mais il écrit pour son public... Le radicalisme du journal

des traités de 1815 — de détruire l'ancien équilibre européen? Nous ne le croyons pas. La vieille Confédération germanique ne nous déplaisait pas pour l'heure actuelle. Le moment de la transformer ne nous semblait pas venu. A une révolution allemande démocratique et pacifique seule, et non pas aux dictateurs prussiens, devait être réservée la tâche de lui donner une Constitution nouvelle. Alors elle fût devenue peut-être le noyau des États-Unis d'Europe. Nous ne désirions pas que l'Allemagne demeurât faible et divisée, comme la veut M. Thiers : nous l'avions rêvée fédérale, libérale et démocratique, — c'est-à-dire pacifique. Aussi, — quoique nos antipathies aient été satisfaites lorsque nous avons vu l'Autriche absolutiste, l'ancienne armature des coalitions et des réactions européennes, brisée et désorganisée, nous n'avons ressenti aucune joie des victoires de la Prusse. Le résultat final a donné raison à nos appréhensions de la première heure. Ce ne sont pas seulement la Révolution, la Démocratie, la Liberté qui sont en péril aujourd'hui par le triomphe de l'hégémonie prussienne; c'est la France, la France de tous les temps et de tous les régimes, notre patrie. »

1. Un récent sénatus-consulte (14 mars) accordait au Sénat un droit de vote suspensif sur la promulgation des lois.

2. Les projets de lois présentés par le Conseil d'État, comme suite aux décisions prises par l'Empereur le 19 janvier 1867.

3. Rédacteur en chef du *Constitutionnel*.

4. Directeur du *Temps*.

est dans les correspondances extérieures. Sur le fond de la politique intérieure, il perdrait ses abonnés en allant au delà de sa limite actuelle. Conclusion : rien à attendre du libéralisme monarchique. Et la raison est simple. Comment veux-tu qu'un homme qui tient à la monarchie l'expose à la libre discussion devant le suffrage universel; devant ce gros bon sens populaire, tout d'une pièce, inhabile aux fictions et qui n'admet que deux fourches au dilemme : ou le Prince est infaillible, et on lui obéit en tout, ou le Prince se trompe et commet de grosses fautes et alors on le renverse promptement. — Voilà ce que l'expérience de chaque jour me démontre de plus en plus. Il faut désormais sacrifier ou le suffrage universel ou la liberté, ou la monarchie. Le reste est chimère.

Drouyn de Lhuys, que je viens de voir chez quelqu'un, parlait beaucoup du discours de Thiers : mais se plaignait de ce que celui-ci se fût beaucoup ménagé. Il a peur, évidemment, d'un ministère Thiers. Je ne suis pas de l'avis du Sénateur. Plus tard, cependant, rien d'impossible. Dans le présent, ceci ne peut que t'indiquer la terreur que les gens de l'Empire prennent sur tout; le trouble de leur âme.

Quelque chose que l'on n'a pas assez remarqué, c'est que le Gouvernement n'a pas produit une pièce diplomatique pour les six mois qui précèdent la guerre. Rouher garde tout son dossier pour lui seul.

[Paris] Lundi soir [18 mars 1867.]

Mon cher papa,

J'ai trouvé moyen, je ne sais comment, d'assister à la séance d'aujourd'hui[1]... Je suis arrivé pour Thiers, j'ai passé à travers les huissiers et j'ai pu remplacer dans une tribune une crinoline qui sortait.

J'ai été enchanté de Thiers. Son discours est supérieur à celui de Jeudi. Il a blessé à mort le Gouvernement. Rouher n'a pu y répondre sérieusement. C'est le programme de l'Orléanisme, très bien posé. — Pourquoi n'avons-nous pas d'orateur capable d'établir en face notre programme républicain de politique extérieure. La Chambre a hurlé trois ou quatre fois; elle s'en est mal trouvée. Elle a irrité le petit homme, qui n'en

1. Séance du Corps législatif du 18 mars 1867. Débat sur les affaires étrangères.

a été que plus précis et plus terrible. Son réquisitoire est irréfutable.

Mais l'intérêt de la journée au point de vue tactique, pour les assistants, a été dans le discours de Rouher. — Je n'avais jamais entendu cet Auvergnat que dans des speechs de second ordre. J'ai pu le juger. On me dit que j'ai assisté à l'une de ses meilleurs oraisons. — C'est un avocat comme il y en a deux cents. Médiocre, retors, sans vues, sans profondeur, sans érudition, sans doctrine, *sans portée*. Il parle mal, très mal. Il n'a pas de voix. Il broie du mortier. Les sons passent éraillés dans une gorge épuisée. Le discours marche sur des souliers éculés. Voilà l'impression physique. Geste vulgaire, d'un déclamateur. Maintenant, de l'impudence dans le mensonge[1], de l'insolence vis-à-vis de ses adversaires en minorité et l'habitude de compter sur l'appui d'un *servum pecus*, l'appel à la *claque*, quand il se sent embarrassé... — Mais quand on songe que l'Empire n'en a qu'un comme cela, que si l'Empire le perdait, il ne saurait comment le remplacer! Ah! Dieu! Dieu! Grand Dieu! Quelle stérilisation de ce grand pays de France! Mais autrefois, les 27 cours Royales avaient quatre premiers ministres de cette force, — j'entends chacune. Rouher a commencé à parler et moi à révolutionner ma tribune, qui était une bonne tribune de belles dames et de gens officiels. Il a expliqué comment le projet de réorganisation n'avait rien de commun avec une politique belliqueuse. — Pardieu! nous le savons bien. — Mais s'il ne s'agit pas même d'attaquer, s'il ne s'agit que de se défendre, reste l'argument de Favre : comment les anciens gouvernements se faisaient-ils respecter avec quarante mille hommes de contingent? — La Chambre a très mal accueilli ce commencement de discours. Rouher est passé alors à la théorie des nationalités. Accueil de plus en plus glacial. Rouher se sentait perdu. Il a eu recours à la violence. Théorie de la souveraineté du peuple et du suffrage universel. Éloge de l'élection du 10 décembre. Éloge du 2 décembre, précédé d'insultes au gouvernement de Juillet. — Tout cela avait été mal accueilli par la Chambre, qui est orléaniste, comme tu sais, ce dont je ne te complimente pas. Mais sur ce mot du

1. P. de la Gorce a écrit : « Ayant à voiler beaucoup d'erreurs, il prit le parti de les nier toutes » (*Histoire du Second Empire*, t. V, p. 164).

2 décembre, et « de sauvé de l'anarchie », la Gauche se lève tout entière. Thiers admirable... admirable... de pose, de geste, de colère et d'énergie. Plus de Walewski, plus de président. Walewski était mort. Les mameluks se lèvent et hurlent. Thiers et Favre[1], Simon[2] et Pelletan[3] à eux quatre leur tiennent tête. — Vous êtes des factieux! — Vous êtes des bandits, disait Favre. — C'est vous, au 2 décembre, qui fûtes des factieux, s'écrie Thiers. C'est contre le droit que vous nous avez proscrit... proscrit... proscrit. — Le 2 décembre est un horrible attentat! — Le 2 décembre a été un crime! — Vous avez déporté, massacré! — Vous êtes des scélérats », crient les mameluks.

Tu penses si je riais et si je commentais, dans ma tribune. Les femmes avaient peur. Rouher avait plus peur qu'elles. *Il était pâle comme un linge.* Il suppliait le président de venir à son secours. — Mais le président était perdu comme lui. — *L'interruption a duré dix-sept minutes.* Enfin un intervalle de silence... On attend Rouher! Rouher fait un effort et tâche d'apaiser Thiers : « Je n'ai pas voulu vous blesser en vous rappelant un incident pénible. » Thiers l'interrompt de nouveau. Rouher éperdu ne trouve qu'une grossièreté et répète la phrase de Cassagnac[4] : « Vous êtes des factieux !» — Nouvelle tempête. Enfin Berryer[5] se lève, et d'une voix brisée, altérée, qui impose le silence par son émotion même, il s'écrie : « Je sens la douleur d'être faible et malade, car je ne puis faire justice de vos insultes. » — Ce mot terrible, *applaudi* par quatre-vingts ou cent députés, rétablit le silence et Rouher, — *sans répondre* — reprend d'une voix pénible, haletante, la suite de son argumentation.

Tu liras ces blagues grossières sur l'unité italienne, qu'il a vainement essayé de confondre avec l'indépendance italienne réclamée par nous, sur l'unité allemande[6]. Ces aveux d'impuis-

1. L'un des chefs de l'opposition républicaine au Corps législatif.

2. Le théoricien de la gauche parlementaire, ancien professeur à la Sorbonne démissionnaire au 2 décembre.

3. Député et journaliste de l'opposition républicaine.

4. Chef bonapartiste, directeur du *Pays*.

5. Berryer avait protesté contre le coup d'état.

6. Rouher montrait l'ancienne Confédération germanique *divisée en trois tronçons* et sans danger pour la France : ce discours fut suivi de la publication par Bismarck du traité secret réunissant la Prusse et l'Allemagne du Sud.

sance, — cette plaidoirie des circonstances atténuantes qui ne sauveront pas, je l'espère, la tête du coupable. — Un seul endroit a été applaudi par la Chambre, c'était encore une attaque à la République qui n'a pas fait la guerre avant et après Novare[1], parce que la guerre civile (*excitée par les prétendants*, M. Rouher) nous occupait en France. Ces misérables de la majorité ne sentent plus que cela, la haine de la République. — Enfin la Chambre a voté l'ordre du jour. En somme je crois la journée bonne.

Mais, hélas! hélas! qu'elle aurait pu être meilleure. Non! il n'y a pas dans cette Chambre un *homme d'état* républicain et démocrate. Ah! mon cher père, que j'ai dans le cœur et dans l'esprit un autre sentiment et une autre doctrine que celle de M. Favre!...

[Paris, début avril 1867.]

Mon cher papa,

... L'effet de la dépêche d'hier soir a été immense dans Paris. *Le Luxembourg est dans la joie*[2]. Cette formule me plaît. Là-dessus, la Bourse a baissé de quarante centimes : mais l'Empire a baissé de bien plus que cela. Il y a à Berlin une caricature chez tous les libraires, qui représente Badinguet en chasseur. Il a l'air las, foutu, il revient d'une longue trotte et son carnier est vide. Il est devant l'étalage d'un marchand de gibier. — Là, on voit un sanglier où il y a écrit : frontière du Rhin, un cerf où il y a écrit : Bavière, un chevreuil où il y a écrit : Belgique, un lièvre où il y a écrit : vallée de la Sarre. Sur toutes ces pièces, on a mis un écriteau : *Retenu par le Roi de Prusse*. Cependant, par terre, gît un misérable lapin, tout petit, comme un rat. Badinguet se baisse et veut le marchander. Mais le boutiquier prend l'animal par les oreilles et le tire en disant : « Ni pour or ni pour argent, vous n'aurez rien. »

1. La défaite des Piémontais à Novare le 26 mars 1859, en entraînant la restauration des grands-duchés de Parme, de Toscane et de Modène et la reddition de la Sicile à l'Autriche, avait ruiné la tentative de formation d'un royaume italien.

2. Le 1er avril, une interpellation au Parlement prussien, au sujet des négociations engagées secrètement entre Napoléon III et la Hollande pour l'achat du Luxembourg, venait de mettre au grand jour l'opposition allemande à l'annexion d'une *terre germanique* par la France.

... Nous croyons beaucoup ici à un coup d'état. Si Jérôme David remplace Walewski[1], vous y pouvez compter dans un avenir très prochain. Nous serons déportés, fusillés ou massacrés. Voilà ce qui se conseille rue de l'Arcade, et Rouher en chassant Walewski est devenu le ministre des mamelucks. Les Segris, Louvet[2] sont dans la consternation. Redevenir au bout de quinze ans des Deux-décembristes, à froid, après toutes les humiliations de 1866 et toutes les constatations de 1867, c'est pis que d'être odieux, c'est dangereux. Aussi hésitent-ils...

[Paris, 6 juin 1867.]

Ma chère maman et mon cher papa,

... A cinq heures ce soir, au grand galop, en fuite, affreuse débâcle, arrivait la voiture qui contenait Badinguet et le Cosaque[3]... à travers les Champs-Élysées. L'escorte suivait ventre à terre. « Qu'y a-t-il? Qu'y-a-t-il? », tel fut le cri des promeneurs. Ce qu'il y avait! Ils avaient rencontré le spectre de la Pologne[4]. Nous l'avons su deux heures plus tard.

Quelle fuite! Quels lâches!

Le boulevard était joyeux ce soir!

La fête est troublée. — Il y a une archiduchesse qui expire dans l'agonie, mourant de ses brûlures[5]. Ils dansaient toujours! Il y a une archiduchesse impératrice qui agonise dans la folie[6]. Ils dansaient toujours! Il y a un enfant, prince héritier d'un empire qui crève de scrofules[7]. Ils dansaient toujours! Il y a un de leurs frères, beaux-frères, neveux, cousin ou protégé, empereur, qui pourrit sur la terre du Mexique fusillé ou pendu[8]!

1. Jérôme David, chef des bonapartistes partisans de l'Empire autoritaire groupés au Cercle de la rue de l'Arcade, était le candidat de Rouher à la présidence de la Chambre, Walewski ayant démissionné (29 mars). La disgrâce de Walewski fut considérée comme « le triomphe de la réaction ».

2. Députés bonapartistes de Maine-et-Loire depuis 1852.

3. Napoléon III et le Tzar, qui était à Paris depuis quelques jours à l'occasion de l'Exposition, venaient d'assister à une revue de troupes, à Longchamp.

4. La Pologne, révoltée contre l'oppression russe, avait été écrasée en 1863.

5. L'archiduchesse Mathilde, à Vienne.

6. L'impératrice Charlotte, qui, après avoir vainement supplié Napoléon III de secourir Maximilien, avait perdu la raison.

7. Le Prince impérial, dont la santé inspirait de vives inquiétudes.

8. Maximilien avait été arrêté à Queretaro, par les Juaristes, le 15 mai.

Ils dansaient toujours. Ah! Ah! Voilà qu'un enfant de la Pologne achète une méchante arme de pacotille, un pistolet de neuf francs qui lui éclate dans la main, et les chiens prennent le galop, ils fuient comme des lièvres! Jamais, jamais, jamais dans les Champs-Élysées ne passeront plus rapides des fantômes plus pâles et plus troublés. Ces despotes, ces tyrans sont des lâches, de vrais lâches. Tout Paris l'a vu. Cela n'est plus niable.

L'enfant de la Pologne, tout jeune, héroïque et simple, leur a fait cette peur! Il leur a mis au cœur ce trouble... On lui a demandé : « Avez-vous des complices? — Non! — Vous êtes seul? — Je suis avec la Patrie. — Comment avez-vous commis un tel crime? — De Polonais à Tsar, il n'y a pas de crime. Les Polonais sont hors la loi pour le tsar. Le tsar est hors la loi pour les Polonais! — Où est votre famille, votre père, votre mère? — Les Polonais ne savent pas où sont ceux qu'ils aiment. En Sibérie peut-être... »

Où trouvera-t-on un jury français pour condamner cet enfant?

Ah! misérables, badauds, aubergistes, courtisanes et courtisans. Vous voilà dérangés dans vos plaisirs et dans vos lâchetés. Ce tzar arrivé depuis trois jours, le premier soir à la *Grande-Duchesse*[1], dans sa loge retenue d'Aix-la-Chapelle, de la ville de Charlemagne, le second jour à l'Opéra et le troisième à la *Vie Parisienne*[2]. Ce tzar, qui couche la première nuit avec la Schneider, la seconde avec Fiocre, la troisième avec la Montaland, ce tzar à votre image... vous plaisait et vous alliez lui faire fête. Mais la Pologne ne pardonne pas! Elle intervient. Allez-vous-en, gens de la noce, allez-vous-en chacun chez vous... Assez de galas et de mascarades!

H. ALLAIN-TARGÉ

1. *La Grande-duchesse de Gérolstein*, opéra-bouffe de Meilhac et Halévy, musique d'Offenbach.

2. Opéra-bouffe de Meilhac et Halévy, musique d'Offenbach.

LA CHASSE A COURRE

La chasse à courre, à cor et à cris, consiste à « forcer » un animal vivant à l'état libre et sauvage, c'est-à-dire à le poursuivre jusqu'à ce qu'il s'avoue vaincu, avec des chiens courants, sans autres armes qu'une trompe, un fouet et un couteau destiné à le servir (l'achever) quand il est à bout de forces; c'est un art, plutôt qu'un sport, art qui a ses règles et son langage, établis par une longue tradition, fixés par des usages datant de plusieurs siècles et transmis jusqu'à nous presque sans modifications.

C'est la chasse française par excellence, car il n'y a pas d'autre pays au monde (sauf en Belgique) où un veneur aidé d'un piqueur ou souvent même d'un simple valet de chiens prenne à force avec une vingtaine de chiens, sans le secours du fusil, un cerf, un sanglier, un chevreuil ou un lièvre, dans des forêts difficiles et vives en animaux comme celles que nous avons encore en France.

Le sport pratiqué en Angleterre sous le nom de « Fox Hunting » en diffère absolument et par le but et par la méthode. En France, le but du veneur est de forcer l'animal attaqué; en Angleterre, l'hallali n'a aucune importance : si le renard est pris au bout de la poursuite, tant mieux; s'il a été assez malin pour se faire remplacer par un camarade rencontré en chemin, la chasse durera un peu plus longtemps et chacun en sera d'autant plus satisfait. Le Foxhunting consiste à galoper le plus vite possible à la queue des chiens dans un pays découvert et parsemé d'obstacles, en sautant nombre de haies, de

talus, de murs, de rivières; c'est en quelque sorte une course à travers pays; quand le galop a duré assez longtemps, on fait halte pendant une dizaine de minutes : un sandwich et un verre de porto sont les bienvenus et on repart d'un pied léger pour une nouvelle randonnée.

***

L'art de chasser les animaux avec des chiens date de la plus haute antiquité. A l'origine, on se servait surtout de lévriers pour atteindre le gros gibier et de dogues pour le terrasser; cependant Ovide nous rapporte que, dans la meute d'Actéon, se trouvaient des chiens à voix sonores, habiles à découvrir les traces des bêtes sauvages et aussi des métis de loup. Ce dernier croisement paraît avoir été fréquemment employé en Gaule et Pline nous cite ces métis comme d'excellents chiens de tête. Arrien, en 115 après Jésus-Christ, propose aux Grecs, ses contemporains, les Gaulois comme modèles de veneurs accomplis et décerne à leurs chiens, ignorés de Xénophon, un brevet d'admiration; il décrit deux races principales et en détaille les qualités et les défauts : « Les Gaulois se livrent à la chasse, dit-il, non pour le profit, mais pour le plaisir honnête que donne cet exercice; ils ne se servent pas de filets, de quoi les dispense l'excellence de leurs chiens. »

Les Romains se passionnèrent tellement pour la chasse gauloise qu'une fois la Gaule conquise, ils s'occupèrent avec ardeur de l'élevage des chiens de meute et de leurs pedigrees. Les Francs adoptèrent les races des pays conquis et leurs lois mentionnent les Segusii, Vertragii, Brechets et autres variétés de chiens courants.

Le document le plus ancien sur les races de chiens courants en France est le manuscrit de Gaston Phœbus où, dans les miniatures qui l'illustrent, l'auteur a représenté les trois types de chiens courants existant au XIVe siècle.

A la cour de France, la vénerie a toujours été en grand honneur et rois et princes en étaient de fervents adeptes. Saint Louis ramena de la croisade une meute de chiens gris de Tartarie qui ont fait souche et dont le sang s'est longtemps maintenu dans les équipages royaux. Louis XI fut le premier

veneur de son temps : pendant ses longs séjours à Plessis-lès-Tours, il chassait dans la belle forêt de Chinon et les exploits de son fameux chien Souillard sont demeurés célèbres. François Ier fit bâtir plusieurs « Rendez-vous » de chasse : Fontainebleau, Saint-Germain-en-Laye, Chambord, etc... Charles IX dicta à Villeroy sa *Chasse Royale* et c'est à lui que Jacques du Fouilloux dédie son *Traité de Vénerie* qui fait encore autorité aujourd'hui. Henri IV écrit en juin 1608 à la belle marquise de Verneuil : « J'ai pris hier deux cerfs » et sous Louis XIII Robert de Salnove publie la *Vénerie Royale.*

Louis XIV mit sur un grand pied l'institution de la vénerie, qui ne comprit pas moins de sept équipages, tandis que le Grand Dauphin, le Grand Condé, les Princes du Sang et d'autres grands seigneurs avaient chacun leur meute. Ce fut sous Louis XV que la vénerie atteignit son apogée; le Roi aimait passionnément le « noble déduyct »; un certain nombre de grandes voies parisiennes, aujourd'hui artères principales, furent créées par lui pour aller plus directement à ses rendez-vous préférés. Sous son règne, Goury de Champgrand et d'Yauville écrivirent leurs célèbres ouvrages sur la vénerie et, à la Manufacture des Gobelins, fut tissée, d'après les cartons d'Oudry, la magnifique série des tapisseries des chasses royales.

Louis XVI diminua la vénerie de moitié et la Révolution fit disparaître à peu près toutes les meutes : cependant, après la chute de Robespierre, Barras, poussé par un atavisme de gentilhomme qu'il n'arrivait pas à dissimuler complètement, forma un équipage pour chasser à Grosbois.

Bonaparte rétablit la vénerie et, devenu empereur, il en confia les charges au maréchal Berthier, prince de Wagram et de Neufchâtel. Au XIXe siècle, la vénerie se remonta complètement et il existait en France, à la veille de la guerre de 1914, plus de deux cent cinquante équipages chassant cerf, sanglier, chevreuil, loup, daim, lièvre et renard. Quelques veneurs sont restés célèbres à la fin du siècle dernier et au début du XXe ; je ne citerai que madame la duchesse d'Uzès qui, à quatre-vingts ans passés, galopait encore derrière ses vendéens en forêt de Rambouillet, et le marquis de Chambray, le « Grand Chef » comme se plaisaient à l'appeler ses compa-

gnons de chasse, qui a découplé dans presque toutes les forêts de Normandie et du Perche; chacun d'eux avait pu fêter la prise de son deux millième cerf.

***

A la chasse à courre, qui est une lutte loyale entre l'intelligence de l'homme aidé de ses chiens et l'instinct d'un animal sauvage auquel le danger suggère mille ruses, les artisans de la victoire sont les chiens. Un mauvais veneur peut réussir avec de bons chiens, s'il a l'esprit de les laisser faire, de ne pas les arrêter à tout bout de champs, de ne pas les appeler, crier et sonner sans raison, et de se contenter de les appuyer de la trompe quand il les verra chasser bien ensemble; le plus fin nemrod du monde n'arrivera à rien avec de mauvais chiens, sans nez, ni voix, ni train.

Un bon chien courant doit avoir le nez fin, c'est-à-dire le sens olfactif très développé pour pouvoir suivre la voie dans les plus mauvais terrains, où l'animal chassé laisse très peu de sentiment; il doit être bien construit; sa poitrine sera large, ses reins seront puissants, ses membres forts et nerveux. Il aura du fond, de la santé et de la tenue, c'est-à-dire pourra chasser longtemps sans se lasser; dans les « défauts », il sera actif, s'occupera de retrouver la voie perdue, percera les enceintes et ne restera pas dans les allées. Il ne devra pas aimer à chasser seul, mais au contraire à bien rameuter et rejoindre au plus vite le camarade qui aura retrouvé la voie. Il sera bien « gorgé » et se servira utilement d'une voix forte et plus ou moins prolongée, apanage de nos vieilles races françaises. Certains chiens plus intelligents ou mieux doués que d'autres arrivent, après une demi-heure ou trois quarts d'heure de chasse, à distinguer le « sentiment » de l'animal qu'ils ont attaqué d'un autre. Si un animal frais bondit devant eux, ils refusent de le chasser ou le chassent avec méfiance et timidité. Les uns reviennent en arrière, d'autres, les meilleurs, les convaincus, percent en avant pour retrouver la voie de leur animal. Ce sont les chiens de change, que le veneur doit connaître et en qui il doit avoir confiance. Il ralliera sur eux les volages qui auront « empaumé » la mauvaise voie et appuiera les bons de la trompe

pour les encourager. Les chiens de change sont la fortune d'un équipage; ils assurent le succès et forment les jeunes chiens. C'est parmi eux que se choisissent lices et étalons destinés à la reproduction, cette qualité se transmettant avec assez de régularité.

Il existe actuellement beaucoup d'équipages où presque tous les chiens ayant au moins chassé une saison marquent le change; pour un véritable veneur, quel plaisir de les voir débrouiller leur voie au milieu de hardes d'animaux sans hésiter et sans paraître y porter la moindre attention!

Un équipage doit se composer de chiens de même taille, de même robe, de même modèle et surtout de même pied, c'est-à-dire courant tous aussi vite et aussi longtemps. Un tel ensemble formera en termes de vénerie, une meute « reslée ».

La France possède des chiens courants remarquables; par un élevage suivi et raisonné, des croisements judicieux et une sélection intelligente, les veneurs ont non seulement su maintenir les qualités des races qu'employaient nos pères, mais les ont encore améliorées en les développant.

Au XVIe siècle, il y avait quatre races principales et ces quatre variétés semblent être la souche de nos races actuelles : les chiens blancs, les meilleurs, de haut nez, vites, ardents et gardant bien le change; les fauves, doués des mêmes qualités, mais plus difficiles à dresser et supportant mal la chaleur; les gris moins vites et moins vigoureux et enfin les noirs, encore plus lents. De ces quatre familles, blancs du Roy, fauves de Bretagne, gris de Saint-Louis et noirs de Saint-Hubert, sont issues toutes nos races françaises : gascons à longues oreilles, mouchetés de bleu; saintongeois, de conformation analogue, mais blancs et noirs; vendéens, blancs et feu pâle rappelant les grands chiens des meutes royales; poitevins, plus légers et tricolores ou blancs et orange; normands tricolores aussi, mais plus lourds et plus lents; artésiens, ariégeois, franc-comtois ou porcelaine, etc... Presque aucune de ces races n'a subsisté à l'état pur; elles ont été croisées entre elles ou transformées et améliorées par l'apport du sang anglais. Le croisement avec les chiens anglais, déjà employé aux XVIIe et XVIIIe siècles, a été repris avec succès dans la seconde partie du XIXe en Poitou et en Vendée par MM. de la Débuterie et de la Besge : il a donné

à nos vieilles races un peu dégénérées par la consanguinité et un élevage mal suivi, un regain de vigueur et de santé; de là les excellents « bâtards » que nous possédons aujourd'hui et chez qui on retrouve perfectionnés le type et la qualité de leurs ancêtres français.

Évidemment, l'idéal du chien courant n'est pas le même chez tous les veneurs et dépend souvent aussi, d'une part, de l'animal de chasse, d'autre part, du pays où l'on découple, de son climat, de sa topographie, de la configuration et de la nature du terrain. Pour chasser le sanglier dans certaines forêts du centre à enceintes énormes et très fourrées, il faudra des chiens rustiques et perçants qui ne seront pas nécessaires pour courre le chevreuil dans certaines petites forêts de l'ouest, par exemple, claires et bien percées, où, par contre, le change bondit sans cesse et où sont indispensables des chiens très prudents et très sûrs. Enfin, le modèle et la robe varient selon les préférences du maître d'équipage, question de goût absolument personnelle et aussi de mode. Certains veneurs ont su créer des familles appropriées à leurs territoires de chasse et avec lesquelles ils ont admirablement réussi : les normands blanc et orange du marquis de Chambray, les poitevins saintongeois de M. Lévesque à manteau noir et dont la tête noire et blanche est marquée d'une tache feu pâle au-dessus de chaque œil, les vendéens ardents et fougueux du marquis de Baudry d'Asson, etc... Ces sous-races convenaient à merveille à l'emploi qu'en faisait leur créateur et aussi au caractère et au tempérament de leur propriétaire.

***

Les animaux chassés à courre en France sont le cerf, le sanglier, le chevreuil, le lièvre et le renard. Le loup, qui était aux siècles derniers, un des animaux courables les plus réputés, a à peu près disparu de nos contrées. Cerf et sanglier nécessitent généralement un équipage plus important que chevreuil et lièvre, mais leur chasse, peut-être plus brillante et plus décorative, offre moins de difficultés. La chasse du chevreuil et du lièvre est beaucoup plus fine, demande des chiens plus intelligents, plus hardis et plus tenaces, ayant

plus de nez : la voie de ces animaux est très légère, les conditions atmosphériques ont sur elle une grande influence, le change est plus à craindre et plus difficile à éviter; mille ruses différentes, doubles voies, ruisseaux et chemins suivis sur de longues distances, brusques sauts de côté après lesquels l'animal s'écrase littéralement sous un roncier ou dans un buisson d'épines, où les chiens ne l'éventent plus, autant de difficultés qui mettent souvent dans l'embarras le veneur le plus expérimenté.

Le courre du cerf étant le plus classique, nous le prendrons comme modèle et en tenterons une succincte description. Une des phases les plus importantes de la chasse est l'attaque; d'une bonne attaque dépend souvent le succès de la journée et rien ne doit être négligé dans ce but. Une bonne attaque est généralement le résultat d'un bon rapport et d'un bois bien fait. Faire le bois consiste à « détourner » et à « remettre » un animal pour le chasser. Le jour de chasse, dès l'aube, les valets partent en quête avec leur limier, chien dressé spécialement à suivre une piste sans donner de la voix. Le valet de limier le tient par une sorte de collier appelé « trait », sur lequel le chien tire d'autant plus fort que la voie est plus chaude. Le valet part donc à l'aube avec son limier faire le tour des enceintes où les animaux ont l'habitude de se tenir. Soudain son chien indique une voie traversant l'allée ou le layon : il « se rabat »; le valet de limier casse une petite branche appelée « brisée » et la jette sur les traces de l'animal comme repère. Puis, par une série de manœuvres longues et savantes, il arrive à fixer l'endroit où l'animal qu'il travaille depuis le matin s'est « remis » (couché) après avoir « fait sa nuit » c'est-à-dire circulé la nuit comme font tous animaux sauvages en quête de nourriture; il a donc « rembuché » son animal. Au rendez-vous, les valets de limiers viendront faire leur rapport au maître d'équipage généralement entouré des principaux veneurs; il sera alors décidé à quelles brisées on ira frapper et c'est là que se décide le sort de la journée.

Certains équipages attaquent quelquefois « à la billebaude » c'est-à-dire sans faire le bois. Dans les pays très vifs en animaux, ce système peut réussir; on foule avec tous les chiens, le bois en tous sens; les animaux quittent leur retraite et on

rallie généralement sur l'un d'eux en arrêtant les autres chasses.

Pour attaquer sur une brisée, deux méthodes sont employées soit avec quelques rapprocheurs, soit de « meute à mort »; dans ce dernier cas (système toujours adopté avec le chevreuil) on met presque tous les chiens aux branches, ne gardant que quelques vieux serviteurs en relais. Les veneurs dispersés dans les allées entourant l'enceinte, voient sauter l'animal et sonnent la vue et le lancer : on arrête les rapprocheurs et les valets de chiens amènent la meute qu'ils découplent sur la voie; les chiens s'élancent pleins de fougue et d'ardeur en criant à qui mieux mieux, les piqueurs sonnent des bien aller, chacun se dispose à suivre la chasse.

La poursuite se déroule alors avec ses péripéties diverses et multiples, toujours différentes et souvent inattendues. La durée en est absolument variable et dépend d'une foule de circonstances : variété et incertitude qui ajoutent un charme de plus à la chasse à courre. Le temps est plus ou moins propice, la voie est plus ou moins chaude, les chiens chassent plus ou moins vite et se tirent plus ou moins aisément des difficultés; des incidents se produisent : voici que plusieurs chasses se forment; embarras; que faire! les veneurs se consultent; on arrête des jeunes chiens emballés sur une biche ou un cerf frais. Puis quelques vieux chiens sûrs se récrient; on les appuie, un bien aller retentit et tout le monde repart, plein d'espoir. Le cerf est relancé et traverse une large percée devant les voitures : quelques minutes et les chiens passent l'allée en trombe. L'animal prend la plaine et débuche : spectacle captivant : le cerf disparaît au versant d'une colline, la meute bondit à travers champs et de tous côtés apparaissent des cavaliers cherchant à rejoindre au plus vite.

Mais les forces de l'animal commencent à diminuer; la fin du drame approche. La plupart du temps, un cerf fatigué cherche l'eau pour s'y réfugier, s'imaginant sans doute y puiser une nouvelle vigueur. Il se jette dans une rivière ou un étang et, suivi de la meute hurlante, il nage majestueusement jusqu'à ce qu'un veneur vienne mettre fin à son agonie d'un coup de couteau ou, si c'est indispensable, d'un coup de carabine. Sur la terre ferme, les abois d'un grand cerf sont plus

imposants. Acculé à un buisson, un rocher, une habitation, entouré des chiens qui l'aboient, la tête haute, il regarde lentement de droite et de gauche pour foncer tout à coup sur ses assaillants, fait quelques mètres au galop et s'arrête de nouveau, face à ses ennemis. C'est alors que le veneur, soucieux d'épargner à ses chiens les coups d'andouillers, doit mettre un terme au drame. Pour servir un cerf au couteau, il y a deux manières : s'il est très méchant et bien armé, il est plus prudent de s'approcher par derrière et de lui couper un jarret : il tombe aussitôt au milieu de la meute et on lui donne le coup de grâce; si non, la règle veut que de la main gauche, le veneur saisisse brusquement les bois du cerf et qu'en même temps, il lui plonge sa dague au défaut de l'épaule.

Une fois le cerf mort, on le laisse fouler aux chiens; puis, au son des trompes, on procède au cérémonial de la curée et des honneurs du pied. Bientôt le jour baisse, l'horizon s'empourpre et tandis que les futaies se renvoient les échos de « la retraite prise », chacun rentre chez soi, satisfait d'une bonne journée, dans l'air pur de la forêt, loin des ennuis et des soucis.

***

Un maître d'équipage doit connaître à fond la science du laisser courre et les rites de la vénerie; l'élevage des chiens ne doit pas avoir de secrets pour lui et s'il a à en acheter, il doit, dans le lot qu'on lui offre, discerner les bons des mauvais. Il connaîtra tous ses chiens et saura les distinguer, non seulement en les voyant, mais encore en entendant leur voix; il est préférable qu'au cours de la chasse il ne crie pas « au coute à Ténébro » quand ce brave serviteur sera resté au chenil ou assurer que Bellone a relevé un défaut, si celle-ci a été mise à la retraite à la fin de la précédente saison.

Le maître d'équipage doit avoir le caractère égal et avenant, à la chasse, bien entendu; il accueillera avec un sourire indifférent et poli les inepties d'un bavard qui parle uniquement pour faire des frais ou la remarque plus ou moins aimable du fâcheux toujours prêt à critiquer. Il répondra sans ironie apparente à l'élégante qui lui demandera l'heure du débucher

ou le lieu de l'hallali. Il fera aimablement observer aux cyclistes qu'il serait judicieux qu'ils ne marchent pas quatre de front sur la route et priera gracieusement messieurs les mécaniciens d'arrêter leur moteur quand, aux écoutes dans un carrefour, il cherchera à entendre la voix de ses chiens. Quand des invités trop fougueux fouleront la voie et galoperont en avant de la meute, il leur en fera la remarque avec aménité; rien n'est déplaisant comme un maître d'équipage dont les cris et les vociférations assourdissent les échos d'une forêt; s'il a une observation à faire à un piqueur, un garde ou tout autre serviteur, qu'il la lui fasse en particulier et sans se livrer à une explosion de colère publique et déplacée. Il sera aimable pour tout le monde et saura ménager les susceptibilités; un mot adroit permet quelquefois le passage sur une propriété réputée jusque-là inviolable et un compliment décoché à propos, facilite souvent une attaque convoitée depuis longtemps, mais considérée la veille encore comme impossible.

Un vrai maître d'équipage doit être calme et patient; aucune difficulté ne doit le rebuter; il sera tenace et persévérant et ne devra se résoudre à sonner la fatale « rentrée au chenil » que lorsque tout espoir sera irrémédiablement perdu. Que de retraites manquées, à la chasse du chevreuil surtout, qui eussent pu avec un peu plus d'insistance, être muées en triomphe; sur ses fins, un chevreuil ou un lièvre se laisse littéralement monter dessus avant de repartir et ce n'est parfois qu'après un long défaut et d'interminables recherches qu'on le relance et qu'on sonne l'hallali. Pour son piqueux et ses valets de chiens, le maître d'équipage doit être un modèle; sa tenue doit être d'une correction absolue et son langage parfaitement ferme et châtié.

Autour du maître d'équipage gravitent, tels des satellites, les « boutons ». Un « bouton », dans un équipage, est un veneur portant la tenue et, par conséquent le bouton particulier à l'équipage en qualité soit de participant aux frais, soit de bénéficiaire d'une faveur accordée gracieusement par le maître d'équipage. Le « bouton » est considéré comme veneur; il participe à la chasse, peut porter ceinturon et couteau, trompe et fouet. Les invités doivent se faire présenter à lui; il a la préséance sur toutes les personnes présentes, peut leur

faire les observations qu'il juge nécessaires. En l'absence du maître d'équipage, c'est le plus ancien bouton qui le remplace.

Il existe donc à la chasse à courre une hiérarchie, des usages, des traditions qui remontent aux époques les plus lointaines; les conditions d'existence les ont modifiés dans une certaine mesure, mais les principes en restent les mêmes. Le costume a évidemment évolué et s'est peu à peu transformé suivant les besoins de la mode. D'après la légende, le célèbre Gaston Phœbus mort en 1391 portait une tenue blanche l'hiver, verte pour les autres saisons; mimétisme, sans doute! François Ier et Charles IX s'habillaient de vert et Louis XIV, quand il entra tout botté au retour de la chasse à la fameuse séance du Parlement, avait un justaucorps rouge.

La tenue de la vénerie royale était au XVIIIe siècle bleue à parements vermillon, galonnée sur toutes les coutures, celle du Grand Dauphin vert et or; le duc d'Orléans était en rouge, le comte de Toulouse en vert, les Condé en ventre de biche et grenat, les Conti en chamois clair et bleu. Les veneurs étaient chaussés de hautes bottes dites bottes de vénerie et coiffés du tricorne. A la fin du XVIIIe siècle, les princes d'Orléans très épris d'anglomanie, importèrent d'outre-Manche la botte à revers et la cape de velours noir. Celle-ci détrôna peu à peu le tricorne et le chapeau de vénerie; elle se porte aujourd'hui de velours pour les maîtres, de drap galonné de vénerie pour les hommes. Le galon de vénerie est, pour les maîtres, deux tiers or et un tiers argent : l'inverse pour les hommes; il se porte généralement en pointe au-dessus des revers des manches, autour du col et des poches et souvent sur le gilet.

Les dames ayant le bouton, se coiffent d'un tricorne ou lampion galonné dont l'effet est charmant avec une amazone, mais qui, enfoncé sur les cheveux ras d'une « cavalière » à califourchon, donne souvent un aspect de travesti burlesque assez inattendu dans un carrefour de forêt ou sur une lande de bruyères.

Actuellement les veneurs portent la redingote plus ou moins longue et complètement fermée, une culotte de couleur avec bas et bottes de vénerie ou la culotte blanche avec bottes à

revers. Il n'y a pas de règle absolue et chaque équipage choisit ce qui lui convient. Les couleurs les plus répandues sont le bleu, le vert, le rouge, le jaune, le gris, le marron et même le noir. Les parements sont en velours ou en drap pour les maîtres, en drap pour les hommes, galonnés ou non. Les assemblages de couleurs sont plus ou moins heureux suivant le goût du maître d'équipage : il est cependant prudent d'éviter les couleurs claires ou trop voyantes quand l'embonpoint règne parmi les boutons. De même l'importance de l'équipage doit guider le choix de la tenue et une redingote chamarrée de galons et rehaussée d'un ceinturon retenant un couteau, serait ridicule pour courre un lièvre ou un renard.

Si le maître d'équipage a des devoirs envers ses invités, ceux-ci ont envers lui des obligations. Les invités sont de qualités diverses; ils n'ont évidemment pas tous le même caractère, la même éducation, la même habitude des usages. Les uns suivent à cheval, les autres en voiture, à bicyclette, voire à pied. Ceux qui ne suivent pas à cheval ont en général un emploi assez effacé et tiennent le rôle du public dans la pièce qu'on joue. Qu'ils ne gênent pas les acteurs par le ronflement de leurs moteurs, le bruit de leurs klaxons, le brouhaha de leurs conversations. Qu'il ne causent pas d'accidents aux hommes, aux chevaux, aux chiens et qu'ils « ne coupent pas la voie! » L'invité, quel qu'il soit, doit avant tout se rappeler que le maître d'équipage exerce un métier difficile et onéreux; il dépense non seulement son argent, mais ses loisirs et son activité, il a la responsabilité et les soucis; il est à la fois administrateur, organisateur, voire diplomate. Ils lui sauront donc gré de consacrer son temps et sa fortune à amuser les autres.

S'ils viennent pour la première fois à un équipage, aussitôt arrivés au rendez-vous, ils se feront présenter au maître d'équipage, à tous les boutons et aux notabilités présentes. Une mise discrète est préférable et un ensemble tapageur et de mauvais goût les fera remarquer désavantageusement (surtout, pas de fouet, ni trompe, apanage du bouton). Ils ne feront pas à voix haute des remarques désobligeantes ou même des plaisanteries qu'ils jugeraient spirituelles, bien

que peu aimables et ne donneront leur avis qu'instamment priés de le faire. Dans le courant de la chasse, s'ils ont un renseignement à donner, qu'ils le fassent avec une grande prudence et une expresse réserve, sans commentaires inutiles. Pendant un défaut, qu'ils n'aillent pas troubler un conciliabule entre veneurs par une question oiseuse n'ayant aucun rapport avec l'objet de la préoccupation de ceux-ci, qu'ils se tiennent prudemment à l'écart et s'ils croisent le maître d'équipage soucieux et le sourcil froncé, qu'ils prennent une physionomie de circonstance, même si la chose leur est foncièrement indifférente. L'invité doit être modeste, peu encombrant, réservé, complaisant. Celui qui suit à cheval ne doit pas participer directement à la chasse; il joue le rôle de figurant et contribuera, par une tenue correcte et élégante, à l'harmonie du tableau que forme un laisser courre. Il doit être absolument maître de sa monture et ne pas causer d'accident, envoyer par exemple une ruade à un autre cavalier ou à un chien. Dans ce dernier cas, le chien atteint sera toujours le meilleur de la meute et s'il est tué, ou seulement estropié, il devient un chien de change irremplaçable, même si le maître d'équipage avait auparavant songé à le liquider comme une non valeur absolue.

Si l'accident arrive à l'invité lui-même, qu'il se fasse désarçonner, par exemple, cela ajoute une distraction à la réunion, à la condition, naturellement, que l'accident n'ait pas de gravité. Si l'invité se brise une jambe et qu'il faille le hisser dans une auto à destination de l'Esculape le plus proche, cela jette un froid; s'il ne fait que se casser une dent, cela a moins d'importance; tout le monde la croira fausse. L'invité fera bien d'avoir l'air de s'intéresser à la chasse, même si cet exercice l'ennuie et s'il y a été traîné malgré lui. Je me souviens qu'en une fin de journée où, malgré de laborieux efforts, il avait fallu sonner la retraite manquée, un invité eut l'imprudence de dire à haute voix : « Quelle chance! je suis bien content pour ce pauvre cerf! » Hélas! la maîtresse d'équipage qui se trouvait tout près et qu'il n'avait pas vue, lui lança un « avec des idées pareilles, on ne vient pas à la chasse » accompagné d'un regard furibond qui lui enleva toute idée de réitérer.

***

La chasse à courre est, ou devrait être, l'école du bon ton, de la courtoisie, de la correction. Exercice essentiellement français, les manières françaises et les usages français y sont de mise. Les importations d'outre-mer n'y sont pas à leur place et les nouveaux savoir-vivre imaginés par nos modernes docteurs n'y sauraient être appliqués. Bien qu'elle se démocratise de plus en plus, elle reste gardienne des traditions et des usages d'autrefois. Jadis, apanage des grands seigneurs, elle est aujourd'hui une distraction offerte à tous ceux qui en acceptent les lois et en apprécient le charme, mais dont les frais sont assurés par ceux qui en ont la possibilité et si quelques nouveaux riches se sont improvisés maîtres d'équipage, ils ont, dans ce côté de leur existence, su prendre les manières et allures des gens bien élevés.

Je sais bien que quelques « esprits forts » considèrent la chasse à courre comme un reste de féodalité, inadmissible de nos jours. Cependant, quoi de plus démocratique? Tout le monde peut y assister sans bourse délier; distraction populaire, s'il en fut, et dont chacun peut profiter, si bon lui semble. Le démon de la chasse sommeille dans le cœur de tout campagnard français, qui, souvent même, quitte son occupation agricole ou autre, pour rallier au moindre son de trompe entendu dans la forêt voisine. Au moment de l'hallali, on voit généralement accourir de tous les environs, laboureurs, bûcherons, charbonniers, etc... qui s'ajoutent à ceux qui ont déjà suivi une bonne partie de la chasse; chacun veut assister à la curée et bien souvent obtient, par un renseignement donné ou un service rendu au cours de la journée, un morceau de filet ou de cuissot dont on se régalera en famille.

Dans quelque contrée que ce soit, quand la chasse tombe un jour de fête et si le temps se met de la partie, les spectateurs viennent en foule de tout le pays. La chasse du lundi de Pâques à Rambouillet est presque une fête nationale. En forêts de Chinon ou de Bercé, par exemple, les chasses du dimanche sont le rendez-vous de tous les villages voisins : autos, charrettes, motos, bicyclettes encombrent la route sur plusieurs kilomètres et les plus grands carrefours sont à peine

assez vastes pour contenir la foule des curieux au moment de la curée. Après la guerre, quand le prince Murat remonta son équipage pour chasser aux environs de Chantilly, le président d'un syndicat ouvrier de Creil lui fit demander, pour permettre aux ouvriers de suivre la chasse, de mettre ses rendez-vous le samedi, désir que le Prince s'empressa de satisfaire.

Enfin, pour une région, un équipage est une source de revenus. Le mouvement d'argent qu'il provoque enrichit les commerçants; les produits des fermes, paille, avoine, foin, etc... trouvent immédiatement preneur; tous les métiers en profitent et, en dehors de la distraction qu'il apporte, chacun sait en tirer un avantage personnel. C'est ce qui fit dire à un Ministre de l'Agriculture de la IIIe République : « Si la chasse à courre n'existait pas, il faudrait l'inventer. »

Malheureusement, le nombre des équipages qui, au lendemain de la guerre, avait pu se remonter à quatre-vingts environ, diminue actuellement de jour en jour. Les difficultés de l'heure présente et l'incertitude angoissante de l'avenir obligent chacun à réduire ses capacités d'achat, à diminuer ses charges et à restreindre son train. Autant de raisons qui contribuent à faire disparaître un luxe dont beaucoup vivaient et profitaient.

BARON K. REILLE

FOUILLES D'INDOCHINE

« Le Tonquin et la Cochinchine sont peu de chose : ces Royaumes-là ont besoin d'être embellis par des imaginations amoureuses des merveilles étrangères. »

SAINT ÉVREMOND, *Jugement sur les trois relations de Siam*, à M. LE FEBVRE.

L'archéologie de l'Indochine française est affectée d'une incertitude initiale. L'Indochine est un nom. Ce nom s'étend bien au delà de la colonie, indiquant des confins plutôt qu'un domaine. Dans la colonie, c'est le symbole, expressif et récent, d'une unité politique étrangère et tardive; il figure le champ clos de deux grandes civilisations, la Chine et l'Inde, hors de leurs frontières. La marque de ce heurt de cultures est justement d'avoir été mené par des peuples pour lesquels elles n'étaient pas faites. Le royaume Khmèr, au sud, a prolongé l'Inde, et les Annamites, au nord, la Chine. Un royaume intermédiaire, aujourd'hui disparu, le Tchampa, orienté vers l'Inde, a fourni l'arène.

Cette dualité sino-indienne n'est pas très antique. Elle émerge vaguement à l'aube de notre ère. Les premiers témoignages écrits : documents chinois, inscriptions sanscrites, surgissent sans lien entre eux, sans continuité, presque sans le soutien d'une tradition indigène d'histoire. La moins moderne, aux annales annamites, ne remonte qu'au XIIIe siècle dans une refonte du XVIIIe. Cambodge et Tchampa n'ont que des stèles religieuses, couvertes de mots importés et de formules. La chronologie, l'interprétation de leurs monuments ont incité aux plus décevants exercices l'archéologie indochinoise. Les ruines de la double façade, indienne et chinoise,

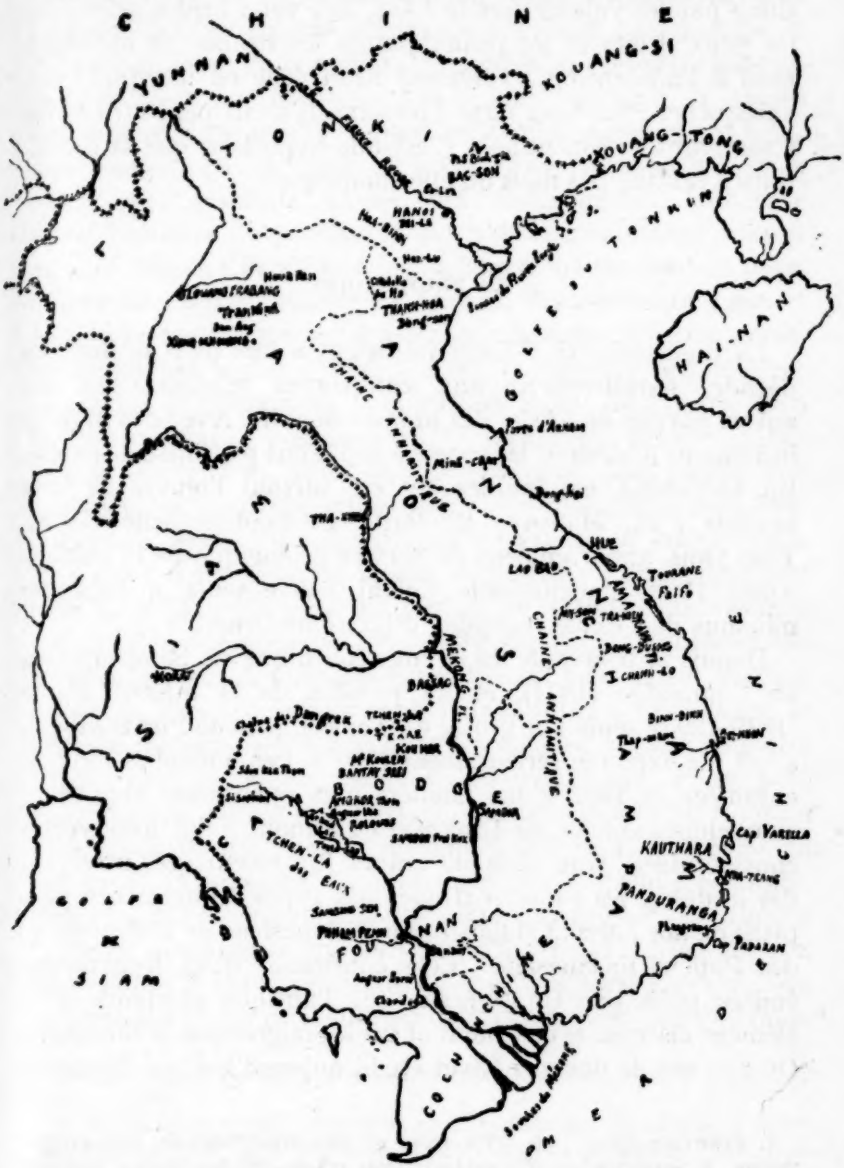
où elle s'absorbe sont pleines d'énigmes. Derrière, l'ethnographie, un peu dédaignée, tâche d'entrevoir le vrai visage des constructeurs.

A l'Inde et à la Chine appartiennent donc les formes où ces peuples ont fleuri. Mais la tradition en semble épuisée, la mémoire s'en perd. Les derniers descendants du royaume de Tchampa redeviennent sauvages, ou deviennent annamites. La fourmilière annamite dévore le Cambodge, affaissé au soleil dans une religion qui le charme. L'Annamite remuant, ses maîtres chinois vomis, s'exténue sans conviction à la copie d'un autre modèle lointain, qui est l'Occident.

Répandus dans les plaines, ces ci-devant champions des deux cultures s'opposent aux *barbares* des hautes terres. La montagne et la forêt abritent une bigarrure ethnique encore mouvante du haut en bas de la péninsule, qu'elle déborde. Ainsi les Taïs, glissés de la Chine du sud à la Malaisie, laissant en chemin des royaumes : le Laos en est un. Au Thanh-hoa, vieille marche annamito-tchame, les bois épais étouffent la rumeur de leur essor récent; plus bas, à cheval sur l'Annam et le Laos, l'agonie des tribus khas grelottant de fièvre au col humide d'Ai-lao. Exemples actuels. Car sans cataclysme, sans cris, sans ralentir la vie autour d'eux, il arrive que des groupes meurent, en Indochine, comme des branches sèchent. En cela aussi elle est Inde et Chine, et même Océanie.

Le refoulement, par les gens des plaines, des montagnards dans l'arrière-pays est fort mal connu. On y a souligné l'opposition de la mer à la montagne, commune aux îles du Pacifique tropical. Cela n'a pas empêché entre eux le métissage des croyances et des langues, ni le métissage biologique. La moyenne région du Tonkin, par exemple, nourrit des populations intermédiaires : Taïs annamitisés ou Thos, Muœungs parfois confondus avec les Taïs et tenus pour des Annamites en retard; tous ont au corps des traits indonésiens. Les Cambodgiens ne sont pas moins mêlés. Les protagonistes de la plaine ont ainsi des affinités obscures vers la montagne comme vers l'océan. Au temps où les deltas étaient des marécages, coupés d'énormes fleuves, les lignes de faîtes et les vallées autant que la mer ont pu être voies de peuplement. Elles le sont encore.

Du nord au sud, plus que de la plaine au mont, s'exerce l'opposition des races, autrement profonde que l'opposition



des civilisations officielles. Mais elle n'apparaît bien que sous ces civilisations étrangères, et en plaine. L'expansion anna-

mite s'est étalée, en quelques siècles, du moyen Annam au cœur du Cambodge, submergeant le Tchampa. Elle s'insinue par les vallées vers le Laos. Les yeux bridés affrontent les yeux droits et les peaux jaunes les brunes, le métissage tend à l'absorption : l'élément brun cède en marquant son vainqueur. Plus haut dans l'histoire, il avait peut-être éteint à son tour un élément noir. C'est une hypothèse que la préhistoire n'infirme pas mais qu'elle complique.

LA PRÉHISTOIRE

La préhistoire de l'Extrême-Orient a fait dans la dernière décade, parallèlement aux campagnes retentissantes des autres parties de l'Asie, des progrès décisifs. Avec des moyens infiniment moindres, les pays du sud n'ont pas laissé de suivre. En Indochine, ces fouilles ont été surtout l'œuvre de trois savants : M. Mansuy, M. Patte et mademoiselle Colani. Tous trois appartenaient au Service géologique de la colonie. Après 1928, mademoiselle Colani, restée seule, a reçu des missions de l'École française d'Extrême-Orient.

Depuis la trouvaille du dépôt néolithique de Samrong Sen, au Cambodge (1874), et les récoltes de la mission Pavie (1879-1895), seule une grotte du Tonkin, près de Phô Binh-gia, avait été explorée sérieusement (1906). Les nouvelles fouilles, entamées en 1922 d'une manière plus rigoureuse, aboutirent en quelques années, au Tonkin et en Annam, à des découvertes considérables. Une série de crânes fut constituée, attestant dès le début les caractéristiques des types humains qui peuplent de nos jours la Malaisie, des Indonésiens de Polynésie et des Papous mélanésiens[1]. Cela confirmait deux hypothèses, émises jadis par Quatrefages, sur l'antique existence d'un élément clair sur le continent et sur les migrations océaniennes. On sait que le docteur Rivet étend aujourd'hui ces dernières,

1. Pour être précis : un crâne méso ou sous-brachycéphale, sans prognathisme, à Samroug-Sen (Cambodge); trois crânes dolichocéphales, peut-être indonésiens, à Phô Binh-gia; un hyperdolichocéphale, de type papou, à Dông-thuoc, et un australoïde, à Lang-cuom (Tonkin); un sous-brachycéphale, de type négrito, à Miuh-cam (Annam).

avec beaucoup de hardiesse, de Sumer à l'Amérique et de l'Afrique au Japon[1].

Il est agréable d'inventer au loin dans le temps et dans l'espace, des révolutions ethniques balayant Australoïdes et Papous, disparus de la péninsule, et refoulant les têtes longues par l'invasion des courtes. Mais il faut penser à la rareté des mensurations possibles pour les temps passés et des mensurations effectuées pour le nôtre. Nos préhistoriens, s'en tenant aux résultats acquis, ont distingué en Indochine avant l'histoire deux cultures. La plus anciennement connue est néolithique. Elle s'étend sporadiquement sur tout le pays, effacée au Tonkin, pauvre en Annam, florissante au Laos et au Cambodge : Samrong Sen en est l'apogée. Elle se caractérise par une hache de pierre à tenon d'emmanchement, une céramique développée et les premiers objets de bronze. Civilisation de plaine, postérieure à la formation des deltas, elle néglige souvent les abris que la montagne peut mettre à sa portée. C'est la culture préhistorique classique des Mers du Sud.

L'autre oscille du paléolithique supérieur au mésolithique et a pour instrument la hache de pierre au seul tranchant poli. C'est la civilisation des grottes du Tonkin. Elle suppose des troglodytes vivant à proximité des roches éruptives qui leur permettent de façonner leurs outils et leurs armes. Bornée, dit-on, à l'ouest, par la chaîne annamitique, elle longe la lisière intérieure des deltas avec les étroites bandes calcaires au nord-est et au sud-ouest du Fleuve-Rouge, et se perd avec elles au milieu de l'Annam : on la retrouve au Siam, à Pérak, aux Philippines. Sa reconnaissance de 1924 à 1930, en indiquant la présence d'un véritable paléolithique en Indochine, a été le grand fait de cette campagne[2]. Cependant l'homme quaternaire, qui aurait sa place entre le *Sinanthropus* de Pékin et le Pithécanthrope de Java, est encore en question en Indochine[3]. La préhistoire y est tardive ainsi que l'histoire.

1. Cf. P. Rivet, *Les Océaniens*, dans le *Journal asiatique*, CCXXII, avril-juin 1933, p. 235 s.

2. Cf. Madeleine Colani, *Recherches sur le préhistorique indochinois*, I. Brève vue d'ensemble sur les dernières découvertes, dans le *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, XXX, 1931, p. 299 s.

3. Cf. J. Fromaget, *Les phénomènes géologiques récents et le préhistorique indochinois*, dans *Præhistorica Asiæ Orientalis*, I, Hanoi, 1932, p. 47 s.

LE LAOS

C'est vers la zone mouvante qui les sépare qu'en 1931-1933 l'École française a aiguillé mademoiselle Colani. Dans le Haut Laos, l'antique piste des caravanes, devenue la route coloniale de Xieng Khouang à Louang Prabang, franchit d'abord une région de prairies piquées de conifères, qui alterne avec la savane et finit avec la forêt. Jadis peuplée, elle ne conserve plus que de rares villages et d'étranges groupes d'énormes disques et d'énormes jarres de pierre tendre plantées en terre, de loin en loin, sur des mamelons. Ces monolithes, dont les plus gros pèsent quinze tonnes et peuvent contenir dix hommes debout, avaient reçu des voyageurs le nom de jarres du Tran Ninh. Les indigènes les expliquaient par des légendes. Un résidu de boue charbonneuse, des dents et des fragments d'os trouvés au fond montrèrent à mademoiselle Colani que ces champs de jarres étaient des cimetières. Nécropoles dévastées, qui rendent des instruments de pierre, des perles de verre, des grelots et des bracelets de bronze, des anneaux et des couteaux de fer. Une grande grotte, à Ban Ang, servait de crématoire, peut-être dès le néolithique. Au nord-ouest, vers le Mékong, les pierres levées remplacent progressivement les jarres, et les os sont enfouis dans des vases d'argile grossiers. Des lignes géométriques incisées ornent les pierres; sur quelques blocs s'enlève rustiquement un animal accroupi ou un homme. Parfois une large table creusée de cupules fait penser à des sacrifices. Au nord-est, la province des Houa Pan incline ses menhirs, sur des disques de schiste épars à terre ou sur des fosses presque vides. Dans toutes ces tombes, bronze et verre ont pu être importés. Aucune conclusion sur leur âge ni sur le peuple qui les avait construites n'est encore permise; mais elles conduisent peut-être jusqu'à une époque assez basse. Déjà il apparaît qu'elles ne sont pas les seuls mégalithes d'Indochine; des rapports se dessinent avec Sumatra, les Célèbes. L'Indochine prend sa place dans l'étude des mégalithes autour du Pacifique et le problème mondial des mégalithes[1].

1. Cf. Madel. Colani, *Note sur les mégalithes du Haut-Laos* (montagnes du Tran-ninh et des Hua-pan), dans le *Bulletin de la Société préhistorique française*, n° 7-8, 1934.

L'ARCHÉOLOGIE ET LES TAMBOURS DE BRONZE

Au moment de passer à l'archéologie historique, il convient de remarquer la méthode des préhistoriens indochinois. Ils observent et classent en multipliant les réserves, et ils répugnent à conclure avant d'inventorier. Ils ont laissé le soin des hypothèses aux auteurs que leur immense éloignement des lieux réduisait à elles. Les beaux résultats, les problèmes généraux n'en sont pas moins venus les trouver d'eux-mêmes.

Bien différente a été l'archéologie indochinoise. Un trait essentiel la peint, et la sépare de l'archéologie du monde occidental : les gens qui la cultivent ignorent très généralement les langues écrites dans le pays. Or, de ces langues, au rebours de nos langues classiques, fort peu de textes ont été traduits, et moins encore compris clairement. Et comme tout l'Extrême-Orient est une province à peine annexée à l'investigation occidentale, comme l'Europe y prépare et contrôle mal ceux qu'elle y envoie, une manière d'archéologie plus ou moins philosophique y a crû, peut-être en vertu du préjugé que la philosophie permet d'expliquer *obscurum per obscurius*. Cette ignorance des langues va jusqu'à celle de l'écriture la plus simple : on a vu des messieurs prendre pour un *motif* à parenté indienne un mot sanscrit sculpté sur la pierre, et pour un *motif* représentant un sablier le chiffre 5, frappé à des milliers d'exemplaires sur de vieilles monnaies chinoises. Le travail le plus sérieux est fait par les architectes qui conduisent les fouilles, quand ils s'en tiennent à leur métier d'architectes[1]. Il est donc naturel qu'au contraire de la préhistoire l'archéologie de l'Indochine en soit souvent encore aux tâtonnements et aux fables de l'enfance. Rien n'en donnerait une idée plus fausse que de l'aborder par des vues d'ensemble, parce qu'en réalité elle n'est point sortie du détail. C'est d'un fatras de faits et d'explications de valeurs très mêlées qu'une question considérable s'élève, quand elle peut. Les résultats étant

1. C'est loin d'être toujours le cas. Mais Ch. Carpeaux y est mort à la peine et sa flamme, qui brûle encore chez M. Parmentier, avait passé chez un jeune architecte dont le deuil vient de frapper l'École française d'Extrême-Orient : Georges Trouvé.

douteux, l'historique des recherches s'impose. L'exemple en sera fourni par une découverte ignorée en France, fameuse là-bas, nous voulons parler des tambours de bronze.

Ces tambours de bronze sont des instruments fondus d'un bloc, composés d'un disque plat uni par un tore à un cylindre ouvert, à parois minces et à anses, légers comme de grosses corbeilles renversées et sonores comme des cloches. On trouve des tambours de bronze de la Nouvelle-Guinée à la Mongolie. Ils ont commencé, vers le début de ce siècle, à intéresser à leur mystère, et leur origine a d'abord été cherchée dans l'Asie du sud-est, où des tribus de montagnards les emploient encore. Ils tombent du ciel pour les Indonésiens. La tradition chinoise, qui fait jaillir des dragons de leur tonnerre, en place l'invention aux campagnes des grands généraux des Han à travers les marches du sud. Ils étaient chinois, selon Hirth, et barbares selon de Groot. L'Autrichien Heger en avait dressé la classification et l'état.

En 1918, M. Parmentier compléta le travail de Heger en publiant un article où il fit connaître une nouvelle série de tambours métalliques conservés au Musée de Hanoï ou chez des collectionneurs d'Indochine. Il tenta d'expliquer les scènes figurées dans les zones qui les décorent, autour de l'étoile centrale du plateau et sur la face extérieure de la caisse : personnages emplumés, barques à vrais rostres, oiseaux dont les volées alternent avec des trots de cerfs lui inspirèrent l'idée d'une représentation totémique qu'il rapprocha des danses religieuses de la Nouvelle-Guinée. Dans une comparaison de même portée il rapprocha ces figurations des plus anciens tambours avec les dessins qui ornent certaines armes de bronze recueillies au Tonkin.

Un douanier, M. Pajot, collaborateur occasionnel du Service géologique et de l'École française, ayant dépisté des paysans qui exhumaient des bronzes et des vases dans les terres de leur village, y entreprit des fouilles de bonne volonté. Elles durèrent de 1924 à 1928 et firent entrer au Musée de Hanoï une quantité précieuse d'objets hétéroclites, où le bronze, la poterie, la pierre et le fer d'époques et de points divers voisinent dans une confusion qui n'a pas été éclaircie. Voilà les trouvailles de Dong-son, au Thanh-hoa. Or parmi les

objets de bronze, une vingtaine de tambours minuscules (4 à 27 cm.) furent trouvés là dans la terre pour la première fois. On en fit l'analyse chimique et, comme pour d'autres bronzes trouvés avec eux, on y constata une forte proportion de plomb qui caractérise les grands tambours.

On en était là. M. Goloubew, dans une prompte synthèse, essaya de conclure. Il choisit les plus belles pièces, les plus curieuses, et les présenta au public. Les frères de Pirey, missionnaires en Annam, et numismates à leur heure, mandés à Hanoï, lui trièrent dans les monnaies de Dông-son les témoins d'une période par chance fort courte, de 9 à 23 de notre ère, qu'il adopta pour dater ces bronzes. Leur localisation lui fut naturellement donnée par l'emplacement des fouilles, et comme ceux de M. Parmentier n'avaient pas de gîte, M. Goloubew les logea dans les siens. M. Goloubew épuisa les hypothèses de M. Parmentier : il déplaça son parallèle de la Nouvelle-Guinée à Bornéo et changea la cérémonie du totem en fête des morts, les barques des tambours en vaisseaux des âmes. Il ne s'en tint pas là, « les affinités de style et les analogies d'ordre technique », pour employer ses termes, l'entraînèrent à soutenir que des tambours trouvés au Laos et à Java avaient été fondus et ciselés dans « l'antique atelier de Dông-son », et il en conclut que cet atelier était indigène. Là-dessus il supposa une parenté entre certains *motifs* des tambours de bronze et certains *motifs* de Bornéo, et il en conclut derechef que ces indigènes de Dông-son avaient été des Indonésiens, des Indonésiens avant leur migration du continent aux îles, c'est-à-dire, en somme, avant leur Indonésie[1]... Encore qu'un peu vagues, un peuple, une race, une civilisation et la création d'un art parurent sortir des tambours magiques. En revanche, ces tambours mystérieux, disséminés à travers l'Asie orientale depuis les forêts dayaks jusqu'aux steppes mongoles, eurent l'air de refluer vers le misérable centre du hameau annamite. Et voilà ce qu'avec un peu d'habileté on peut tirer d'une date et d'un site, d'ailleurs fouillé sans rigueur. Ne valait-il pas mieux, comme pour les mégalithes, laisser se poser de lui-même en Indochine le problème des civilisations du bronze?

1. Cf. V. Goloubew, *L'âge du bronze au Tonkin et dans le Nord-Annam*, dans le *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, XXIX, 1929, p. 1 s.

MONUMENTS DU TONKIN

Un auteur grave, et qui avait de l'esprit, affirmait naguère que le Tonkin n'égalait en intérêt archéologique ni le Cambodge, ni même le Tchampa. Mais il l'affirmait sans le savoir, parce que le Tonkin archéologique n'est pas connu. Une longue indifférence, à la vérité, favorisait cette opinion. Les anciennes tombes chinoises avaient bien été rencontrées au lendemain de la conquête, mais disséminées, maigres curiosités pour les touristes, l'archéologie les avait négligées. Elles se prêtent peu aux restaurations et aux chantiers. Sitôt fouillées, quand d'aventure on les fouille, on les abandonne, et elles se transforment en amas de boue. Elles n'en sont pas moins les plus anciens monuments historiques de l'Indochine tout entière. On s'en avise d'ailleurs, le public accueille avec curiosité les premiers objets qu'il en peut connaître, quelques coups de pelle sont donnés avec fracas, et une sorte de mode surgit (en Indochine) qui risque d'effacer même ce que les chercheurs de trésors et les réemployeurs de briques en avaient laissé subsister. Et si une ou deux fouilles plus méthodiques ont été conduites en dernier lieu, elles l'ont été d'une façon vraiment trop exceptionnelle et trop dépourvue de ce rudiment de lecture signalé plus haut pour que les résultats en soient satisfaisants. Aucun relevé d'ensemble n'a été tenté, aucune classification, en dépit de l'aide toute proche de ce qui a été réalisé en Chine et surtout dans ces autres colonies chinoises d'autrefois : l'Asie centrale et la Corée. Puisse-t-on se souvenir, là aussi, qu'il existe des historiens!

Moins encore que pour les tumuli, l'archéologie est avancée pour les autres antiquités du Tonkin. Bien que ses temples de bois aient parfois reçu des réparations *in extremis*, leur connaissance en est restée aux petites enquêtes de Dumoutier, directeur de l'Instruction publique au Tonkin sous Paul Bert. Il est vrai que les inscriptions des stèles innombrables qui couvrent le pays n'ont jamais été déchiffrées, et que les archéologues les plus ignorants doivent tenir compte, quoi qu'ils en aient, de la masse d'un tel silence. Mais les plus abandonnés ont été les vestiges de ses anciennes villes : la

légendaire Cô-loa, Hoa-lu capitale aux lions, la citadelle des Hô, celles dont les Mac et les Chinois semèrent les vallées du nord, et Dai-la, fille des T'ang et aïeule de Hanoï. Là aussi, faute de mieux, les curieux se contentent de Dumoutier, et les tuiles finement ornées, les terres cuites émaillées, les morceaux de faïences Song qui en proviennent en ont été produits par le seul hasard. C'est que, dès le début, l'archéologie indochinoise a été absorbée vers l'Inde.

MONUMENTS DU TCHAMPA

Le problème général soulevé par les deux États hindouisés du Tchampa et du Cambodge est le problème fondamental des décadences et des régressions, mais l'archéologie n'y a guère touché.

Le royaume de Tchampa, qui séparait les Annamites des Khmèrs, couvrit autrefois le moyen et le bas Annam. Au XIVe siècle, il était encore assez puissant pour menacer les capitales du Tonkin. Un siècle après, il était rejeté pour toujours au sud du cap Varella. Les Tchams, qui furent guerriers, traînent là une obscure agonie, entre la cordillère qui l'attire, l'épaisse forêt qui barre l'accès de la Cochinchine, et les dunes battues du vent. Les Tchams furent artistes, et ils fardent et charbonnent de moustaches les statues de grès de leurs anciens dieux. Leur plus antique divinité, venue de l'Inde pour veiller sur la baie de Nha-trang, par une chaîne d'avatars s'est annamitisée. Kauthara, Panduranga (Phan-rang), ces terres sacrées des premiers établissements hindous sur la côte orientale, sont devenues des terres désolées, gardées seulement par quelques lourdes tours de briques rouges, érodées au pied, au ventre croulant, la crête piquée d'arbustes, l'haleine empestée de chauves-souris, sentinelles ivres.

Au nord de ce refuge, le Tchampa s'était imposé par la violence aux gouverneurs des colonies Han (fin du IIe siècle). L'actuelle province de Tourane, l'ancienne Amaravati, en fut le cœur. Là régna la dynastie du roi pèlerin du Gange (Ve-VIIIe siècles), qui laissa dans My-son, joyau de l'art tcham, — plus humble, discret et pénétrant que l'art khmèr, —

ville sacrée endormie au fond d'un cirque vert, animé par le seul bruit des eaux, la justification de sa royauté. Là était la capitale dont l'auteur chinois du *Chouei king tchou* au VIe siècle nous a conservé la description, et que l'éternelle lutte avec l'Annam repoussa vers l'an 1000 à Vijaya (Binh-dinh) pour l'y ruiner cinq siècles après. Cette capitale florissante est perdue depuis longtemps. Non loin de My-son, au sud de Tourane, l'archéologie la cherche parmi les rizières, en deux autres sites : Dông-duong et Tra-kiêu.

Il faut noter ici que certains groupes de ruines, comme Chanh-lô, dévastés par des fouilles maladroites, ont été éliminés préalablement de la recherche. Dông-duong, exploré dès 1902, fut négligé avec les autres monuments tchams quand la rétrocession des trois provinces occidentales du Cambodge eut détourné vers Angkor le travail archéologique de l'École française. M. Pelliot cependant, étudiant en 1904 les itinéraires de Chine en Inde sur la traduction desquels les indianistes qui s'occupent du Tchampa ont depuis vécu, localisait au Quang-nam la capitale tchame du IXe siècle et la plaçait à Dông-duong. Contre cette identification présentée avec des réserves, le Père Durand, un missionnaire, proposait en 1907 Tra-kiêu, où le docteur Sallet, médecin des troupes coloniales, découvrait alors les plus belles sculptures tchames. Cette dernière hypothèse, présentée modestement par son auteur, a fait une fortune singulière. Aurousseau l'adoptait en 1914 et s'efforçait à l'étayer du témoignage du *Chouei king tchou*. Ses déchiffrements de cet ouvrage, provisoires comme la plupart des premières traductions du chinois, n'ont pas moins servi aux archéologues que les itinéraires de M. Pelliot, et c'est en somme pour donner à l'hypothèse du Père Durand, un peu oublié en route, la consécration archéologique que la butte de Tra-kiêu a de nouveau été retournée en 1927-1928. Du point de vue concret, les résultats, de l'avis d'une autorité, « n'égalent pas les mémorables trouvailles faites jadis sur ce site[1] ». Les chefs-d'œuvre étaient déjà découverts. Quant à l'hypothèse, elle s'est enrichie d'une démonstration. L'architecte qui dirigeait les travaux,

1. Cf. L. Finot, *L'archéologie indochinoise* (1917-1930), dans le *Bulletin de la Commission archéologique de l'Indochine*, 1931, p. 57.

mû d'un zèle louable, prit quelques lignes dans la traduction d'Aurousseau et calcula l'aire de ses ruines en concordance avec les mesures du voyageur chinois. Ainsi le bon Schliemann, à Mycènes, reconnaissait Agamemnon en comptant ses trente-deux dents.

Une moisson plus imprévue eut lieu en 1934 sur le lieu qui passe pour celui de la dernière grande capitale tchame. C'est une plaine à côté de la citadelle moderne de Binh-dinh, près de la lagune où finit la baie de Qui-nhon. De la tour qui domine le tertre central, dite Tour de Cuivre, on ne voit plus aujourd'hui que le morcellement des champs, maïs et riz, fermés à l'ouest par les montagnes, à l'est ouverts sur le ciel marin où se découpent deux autres tours sur des éminences. Cet endroit identifié depuis trente ans par M. Pelliot avec Vijaya, ou Cha-ban, n'avait jamais été excavé. Le hasard fit trouver en terre, en octobre 1933, un gros éléphant de grès. Cette rencontre attira l'attention sur un monticule voisin, ancien retranchement de rebelles, appelé Thap-mâm. L'École française, enfin avertie, sonda le terrain et, quatre mois plus tard, ouvrit une fouille qui mit facilement au jour un amas de blocs sculptés ensevelis dans la substruction d'un monument

TOUR TCHAM (Dông-Duong).

détruit. En quelques semaines on en ramena plusieurs tonnes en deux sampans jusqu'au Musée de Tourane. C'est aussi bien un peu de la sculpture à la tonne. Le rapprochement de ces grès avec ceux d'Amaravati (My-son, Dông-duong, Trakiêu) atteste la décadence. Entre le *dvarapala* (dieu gardien de porte) de Dông-duong, par exemple, et tel dvarapala, ou Çiva, encore puissant, de Thap-mâm, il y a déjà l'abîme de la quasi perfection à la barbarie tardive. A ces productions plus curieuses que belles, avec leurs monstres stylisés et raides, on s'est empressé d'appliquer les idées d'influences khmères et malaises. La manière sino-annamite y est au moins aussi frappante. Les fragments d'inscription, qui n'ont pas été publiés, permettront sans doute de préciser leur date.

LE CAMBODGE ET ANGKOR

Nous voici au pays qui, depuis le 22 janvier 1860 où le voyageur H. Mouhot mit le pied sur la chaussée d'Angkor, a le plus occupé archéologues et touristes et qui pour beaucoup d'entre eux paraît représenter toute l'Indochine. C'en est au moins le seul où l'archéologie ait fait un effort continu et systématique. A vrai dire, sa richesse en ruines est telle que cet effort suffirait à grand peine à leur seule conservation. La forêt, comme une mer, revient sans cesse occuper ces grands palais sacrés élevés par les hommes, tandis que les descendants des constructeurs d'Angkor, ayant tout oublié, en attribuent la construction aux dieux. Mais l'archéologie, au Cambodge, ne s'intéresse qu'aux pierres et dans son œuvre très lente, les hasards heureux, les indications, la sympathie de personnes étrangères à l'Ecole française : fonctionnaires, officiers, religieux, passants, l'ont souvent puissamment aidée. Le domaine où elle se borne est celui de l'ancien empire khmèr, du Grand Lac au bas Mékong et au plateau de Korat. Il se circonscrit dans le temps par l'âge de ses monuments, et comme cet âge est mal déterminé, c'est justement dans les recherches pour le connaître qu'on peut le mieux suivre les variations, non seulement de l'archéologie, mais de toute l'historiographie du Cambodge. Ici en effet les épigraphistes, contrairement au Tonkin et même au Tchampa, n'ont jamais cessé de

dominer les architectes, les archéologues et historiens de l'art de l'Indochine.

Pour la plus haute époque, nous en sommes toujours à Kaundinya et Soma, c'est-à-dire à la légende d'Énée abordant aux champs de Lavinie, et cette légende a été reportée à l'Inde des Pallava, et même à la préhistoire. Les historiens chinois mentionnent à partir du IIIe siècle le plus ancien état connu du Cambodge, le Fou-nan, dont la première capitale historique, Vyadhapura, a été successivement localisée un peu partout et finalement près de Ba-nam, au sud-est de Phnom Penh, où le nom en a survécu.

Hindouiste et bouddhiste comme le Tchampa voisin et le Cambodge successeur, en rapports d'ambassades avec l'Inde du nord et la Chine, et peut-être en rapports dynastiques avec Java, le Fou-nan fut renversé au milieu du VIe siècle, détruit au VIIe et remplacé par ses anciens vassaux les Kamboudjas, descendus du moyen au bas Mékong. Leur plus fameuse capitale, Içanapura, passe pour retrouvée dans Sambor Preikuk, à 200 kilomètres environ de Phnom Penh et d'Angkor. Signalée en 1894, son dégagement n'est encore qu'entamé. C'est l'Angkor de cette époque de l'art khmèr primitif, comme l'appelle M. Parmentier, qui en 1927 en a publié l'étude. L'Inde maternelle y semble plus proche, et le Tchampa. Ses tours carrées ou rectangulaires, en briques finement sculptées, souvent recouvertes d'enduit, sont relevées de pièces de schiste, garnies de fausses portes, et surmontées d'étages décroissants munis de fausses baies. Sa statuaire en grès tendre atteint à une élégance et à un modelé, dont les Harihara des Musées de Phnom Penh, de Hanoï, et du Musée Guimet, servent d'exemple, et qui vont s'affaiblissant à la période suivante. L'exploration de ses monuments s'étend largement par-delà les frontières du Cambodge actuel, à la Cochinchine et au Laos; elle s'est poursuivie jusqu'ici sans à-coups sensibles et ce n'est pas de ce côté que ces dernières années ont amené de grands changements.

C'est du côté de ce qu'on appelle l'époque classique, à cause d'Angkor Vat[1]. Le royaume Khmèr à peine établi subit au

1. Angkor se compose d'un groupe de monuments dont l'ensemble forme ce qu'on appelle la *ville* (*thom*). Angkor Vat est le plus grand et le plus célèbre de

VIIIe siècle une crise qui le divise en deux. Au IXe, l'unité refaite, commence une période dont M. Parmentier en 1919 a voulu appeler l'art, du nom d'un roi de la fin de ce siècle, art d'Indravarman. Il pensait à des monuments comme ceux du groupe de Rolouos à l'est d'Angkor. Un des plus curieux du groupe d'Angkor, le plus important après Angkor Vat, l'illustre Bayon, bien que d'un art tout différent, n'en datait pas moins, selon les spécialistes. de la même époque. On vient de lui substituer le Bakheng, monument voisin, et l'on s'apprête à y joindre une ville, nous verrons comment tout à l'heure. En revanche, Bantay Srei, au nord-est d'Angkor, n'était octroyé qu'à demi à l'art dit d'Indravarman : on le lui donne maintenant tout entier. Le Bayon, le Bakheng et Bantay Srei sont les trois temples qui symbolisent l'archéologie du Cambodge depuis quinze ans.

Bantay Srei, si remarquable avec ses trois sanctuaires en latérite à revêtement extérieur de grès, à voûtes de briques, si joli en la petitesse de ses dimensions et la gentillesse de ses sculptures, où l'art khmèr semble avoir préludé, par une réduction exquise, aux entreprises grandioses du XIIIe siècle, resta ignoré jusqu'à ce qu'un officier du Service géographique le découvrît en 1914. En 1923, il eut l'honneur d'être martelé et pillé avec éclat, ce qui lui valut un dégagement dont les résultats parurent à M. Finot, directeur de l'École française, assez importants pour être publiés sans retard et inaugurer la collection des *Mémoires archéologiques* de cette institution. Il vient enfin d'être restauré, suivant les méthodes hollandaises à Java, avec une prudence amoureuse par M. Henri Marchal. Dans le petit in-folio photographique consacré à ce monument, M. Finot pensa, à l'aide des inscriptions, en avoir fixé l'âge et retracé l'histoire. Selon lui, une partie seulement, qui est datée, appartient au Xe siècle; une autre partie, fort considérable, qui n'est pas datée, ne peut remonter qu'à 1300 environ, et c'est la preuve que l'art et la culture savante au Cambodge, qu'on avait cru disparus avec Jayavarman VII à la fin du XIIe siècle, s'étaient prolongés jusqu'au XIVe : le

ses *temples* (*vat*) : nos expositions coloniales ont popularisé son image. Loti a fait pour le Bayon, dans son *Pèlerin d'Angkor*, ce que les expositions coloniales ont fait pour Angkor Vat.

BAYON (ANGKOR).
Détail des tours à faces humaines.

goût de l'archaïsme aurait alors produit ce bibelot gracieux, de la grâce des choses qui déclinent[1]. De plus, l'histoire khmère n'est que le commentaire de l'épigraphie accompagné de notes chinoises : les inscriptions de Bantay Srei servaient donc à gloser Tcheou Ta-kouan, l'envoyé des Mongols, et à peindre la cour dans une prospérité conjecturale au terme du XIIIe siècle. M. Coedès, successeur de M. Finot à l'École française, a changé tout cela. Les inscriptions sans date imitent si bien les inscriptions datées qu'il n'apparaît nul motif de ne pas les tenir pour contemporaines; il en va de même de l'architecture et la sculpture non datées, leur archaïsme est de l'antiquité; les constructeurs khmèrs n'ont d'ailleurs jamais donné dans ce goût et ne l'auraient pas poussé à l'absurde en reprenant dans les parties cachées des éléments, tels que les poutres en doublure, antérieurement abandonnés comme inutiles et coûteux. Et M. Finot ne se rendant pas sans répugnance, M. Coedès a renforcé sa thèse[2]. En conséquence, historiens de l'art et architectes ont rayé de leurs spéculations la fausse renaissance du XIVe siècle, et sont déjà repartis du Xe.

Dans le même temps que M. Finot rajeunissait de trois siècles le temple de Bantay Srei, bouleversant l'histoire de l'art et de la société khmèrs, il s'appliquait à une autre révolution en vieillissant de trois règnes un autre temple de la datation correcte duquel dépendait dans une certaine mesure le sort des études khmères et dont les découvertes récentes venaient de menacer la datation admise. Nous retrouvons ici l'énorme entassement de grès du Bayon, dont l'âme des cinquante tours à quadruple face fendue fit naguère tant d'impression sur le pèlerin Loti. Ce temple a été l'écueil où s'est brisée toute la théorie d'Angkor antérieure à 1923. C'était jusque là un dogme savant, bien que nouveau, de croire que le groupe actuel des monuments d'Angkor n'était autre chose que la capitale attestée par l'unique témoignage précis qu'on en eût trouvé,

1. Cf. L. Finot, H. Parmentier et V. Goloubew, *Le temple d'Içvarapura (Bantay Srei, Cambodge)*, 1926, p. 126-133.

2. Cf. G. Coedès, *La date du temple de Bantay Srei*, et *Un nouveau tympan de Bantay Srei*, dans le *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, XXIX (paru en 1930) et XXXII (paru en 1933); L. Finot, *L'archéologie indochinoise* (1917-1930), dans le recueil cité, p. 38.

gravé sur la stèle de Sdok Kak Thom à trente lieues d'Angkor. L'inscription, sorte de chronique d'une famille sacerdotale, rapporte expressément que le roi Yaçovarman fonda pour y fixer sa capitale la ville de Yaçodhara et y érigea le temple du Yaçodharagiri, ou Mont central. Si la ville était Angkor, le temple central ne pouvait être que le Bayon, et si ces deux fondations étaient du roi Yaçovarman, qui régna de 889 vers 910, elles ne pouvaient avoir eu lieu qu'à la fin du IXe siècle. Or Yaçovarman était çivaïte, son temple était consacré au linga; le Bayon le semblait alors...

Il apparut bouddhique, et consacré à Lokeçvara, lorsqu'en 1923 des travaux de consolidation eurent mis au jour un fronton représentant ce bodhisattva et entraîné un nouvel examen qui, sous les emblèmes et les images çivaïtes, en décela aisément de bouddhiques. Le Bayon et les monuments de son type, l'enceinte d'Angkor Thom, la capitale connue avaient perdu leur roi. M. Finot en 1925 en chercha un plus convenable qu'un sectateur de Çiva et crut le trouver dans son grand oncle Jayavarman II, le roi qui, au commencement du IXe siècle, avait rétabli l'unité. Les raisons de ce dévolu étaient que Jayavarman II avait eu un long règne et que, si les images bouddhiques du Bayon avaient précédé les çivaïtes, Jayavarman II était le premier roi bouddhiste avant Yaçovarman. La stèle de Sdok Kak Thom, dont le texte formel avait servi à fonder la première identification, servait encore à la vérité à fonder la seconde, mais son témoignage devenait, par une interprétation nécessaire et contradictoire, à la fois essentiel et suspect, suivant qu'il avait l'air d'établir ce qu'on supposait, ou de le ruiner[1].

Les petites déductions épigraphico-archéologiques ci-dessus péchaient surtout par la base, et malgré l'apparence elles tenaient trop peu compte de l'archéologie. Qu'on imagine, si l'on peut, Athènes à l'état d'Angkor. et un gourou cambodgien à la place de M. Finot... Où irait-il localiser son texte unique? Dans la ville de Thésée ou dans celle d'Hadrien, ou ailleurs? Choisirait-il le Parthénon ou l'Olympieion? C'est pour avoir

1. Cf. L. Finot, *L'inscription de Sdok Kak Thom*, et *Inscriptions d'Angkor*, dans le *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, XV, 1915, p. 89, et XXV 1925, p. 289; — *L'origine d'Angkor*, Phnom Penh, 1927.

méconnu ce fait trop simple que le centre des villes peut se déplacer que M. Finot et ses prédécesseurs ont voulu faire entrer Yaçodhara dans le cadre même d'Angkor, et c'est pour y avoir pris garde que M. Philippe Stern en 1927 a posé le principe du renouvellement actuel de toute l'archéologie khmère. Sans quitter Paris, par la seule vertu d'une étude attentive, M. Stern avait réussi à discerner deux styles successifs dans l'art d'Angkor. Le Bayon se classait dans le dernier. Cela le changeait de cent cinquante ans sur la dernière estimation de M. Finot et le faisait descendre, d'après M. Stern, au début du XIe siècle[1]. M. Coedès se souvint alors que les monuments de l'art du Bayon ont des inscriptions et il s'avisa qu'elles dataient peut-être les édifices qui les portent. Comme le Bayon avait été cru çivaïte, ses inscriptions, qui sont bouddhiques, avaient été présumées postérieures; quand on se fut aperçu qu'il était primitivement bouddhique, on avait continué de les négliger, et la suspicion qui les écartait avait survécu à ses motifs. Or elles glorifient toutes le roi Jayavarman VII, bouddhiste et mégalomane, du reste le dernier grand roi du Cambodge qui, en 1201, « régnait depuis vingt ans ». Le Bayon descendit jusqu'à la fin du XIIe siècle, où on l'a laissé, rajeuni de quatre siècles en six années[2].

Bayon et archéologues ayant fait la paix, comment remplacer le premier, après que la stèle de Sdok Kak Thom, comprise sans postulat, oblige à trouver ailleurs le centre de la ville de Yaçodhara, enfin distinguée de l'actuel Angkor? Double recherche, à laquelle ces dernières années ont été vouées. M. Stern, à qui revient sans conteste l'honneur de l'avoir initiée, proposa d'abord le Phimanakas, sorte de pyramide étagée au nord-ouest immédiat du Bayon, mais en son état présent dédiée à Vishnou. Cependant nulle pénétration humaine n'est capable de dépister avec sécurité même une ville perdue dans la forêt tropicale à une distance de 104 degrés de longitude. A ce moment-là, M. Golcubew, revenant de France, avait sur M. Stern la supériorité d'être sur

1. Cf. Philippe Stern, *Le Bayon d'Angkor Thom et l'évolution de l'art khmer*, Paris, 1927 (*Annales du Musée Guimet*, Bibliothèque de vulgarisation, t. XLVII).

2. Cf. G. Coedès, *La date du Bayon*, dans le *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, XXVIII (1929), p. 81.

les lieux[1]. Mais ici se place un intermède que, pour être un peu complet, nous ne pouvons pas supprimer.

Un voyageur enthousiaste passa par Angkor et, semblable à Lechevalier en Troade, y découvrit une Ilion contestée. Il y fit aussi l'ascension du Bakheng. Le Bakheng est un temple au sommet d'une colline de pierre que sa présence en plaine a fait prendre pour un mont, et qui l'est certainement à titre religieux, comme tant de temples de l'Inde transgangétique qui ne prétendent à rien moins qu'à réaliser un microcosme. Les Japonais et les Allemands, entre autres, en sont fort occupés, les premiers un peu terre à terre, parce qu'ils sont près des choses, les seconds en frais de profondeur, parce qu'ils sont dans leur cabinet. On conçoit que de tels monuments, indépendamment de l'émotion esthétique qu'ils peuvent susciter, ne soient pas abordés sans quelque mystère. Notre voyageur dut jouir de la vue qu'on prend au Bakheng vers le soir, dans l'air apaisé, les trois pointes grises d'Angkor Vat perçant le moutonnement vert de la haute forêt, et les lignes bleutées des monts Dangrek au nord, et l'or sanglant, coulant dans la nuit, de l'étang occidental. Comme tout voyageur il y spécula. Il observa que, pour construire Angkor Vat, au milieu du XIIIe siècle, les Khmèrs auraient eu là une base prête à leur pyramide, si déjà il n'avait existé une ziggurat, ainsi qu'il l'appelle, un temple, trop sacré pour qu'on y touchât[2].

M. Goloubew entreprit de vérifier sur-le-champ l'hypothèse de M. Stern. Suivant l'axe du Phimanakas par-dessus l'enceinte méridionale d'Angkor Thom, le Bakheng naturellement le retint, surmonté d'un temple çivaïte et attribué par les inscriptions *au seigneur de Yaçodhara*. Plus à l'aise au Cambodge qu'au Tonkin, grâce à son flair de connaisseur et à la collaboration désintéressée de M. Marchal, conservateur d'Angkor, au concours du Service forestier, du Service géographique et de l'aviation maritime, il vint à bout en trois ans de réunir les présomptions d'une nouvelle thèse, qui a été bien accueillie, et qui fait du Bakheng le centre de Yaçodhara,

1. M. Ph. Stern vient à son tour de partir pour Angkor.

2. Robert J. Casey, *Four faces of Siva, the detective Story of a vanished race*, Londres, 1929, chap. XV et XXIV-XXVI.

la capitale du IXe siècle, fondée par le roi Yaçovarman. Deux inscriptions appuient cette hypothèse, sur lesquelles elle aurait pu naître : leur déchiffrement revient à M. Coedès; l'une est connue depuis 1911, l'autre a été découverte par M. Marchal en 1931[1].

La limite nord de cette première Angkor n'a pourtant pas été trouvée jusqu'ici ; celle de l'est serait marquée par la rivière qui joint le mont Koulen au Grand Lac, celles du sud et de l'ouest, par des fossés transformés en rizières, reconnus depuis 1909, mais que les seuls géographes avaient notés. Ces fossés n'ont pas encore d'âge établi, non plus que les fragments de chaussées, les restes de bassins ou de terrasses défouis par les sondages au pied du Bakheng. En revanche, la datation certaine du groupe de Rolouos et la réduction de l'anomalie constituée par le Bayon et les monuments apparentés permettent de préciser l'étude de cet art de transition entamée par M. Parmentier. Le dégagement, par le même, des ruines de Koh Ker, au nord-est d'Angkor, et celui du sud-est du Koulen sont en train d'enrichir et d'étendre la connaissance des anciennes capitales khmères. On sait qu'elles furent éclipsées définitivement par Angkor à partir de 944, et celle-ci, déjà saccagée par les Tchams en 1177, rendue à la forêt, sous la pression des Taïs Siamois, vers le milieu du XVe siècle, tandis que la capitale revenait se fixer, par la création de Phnom Penh, non loin du cœur du Cambodge primitif et de l'antique Fou-nan.

Enfin, pour la première fois, sous l'énergique direction du regretté Georges Trouvé, l'exploration des monuments visibles en surface s'est doublée d'une série de fouilles en profondeur. Cette méthode plus hardie, et non sans péril pour les constructions qu'elle aborde, a produit en dernier lieu trois résultats considérables. Le sondage d'un puits rencontré au milieu de la cella principale du Bayon en a ramené, de quatorze mètres, les blocs d'une énorme statue de Bouddha assis sur le naga laquelle, rajustée et traînée à grand'peine sur l'une des terrasses bouddhiques, y a été réintronisée par une fête

1. Cf. H. Marchal, *Récents travaux d'Angkor*, dans la *Revue des Arts asiatiques*, VIII (1932), p. 52. V. Goloubew, *Le Phnom Bakhen et la ville de Yaçovarman*, dans le *Bul. de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, XXXIII (1934), p. 319.

nationale. Un autre sondage de vingt-quatre mètres à l'intérieur du sanctuaire central d'Angkor Vat semble avoir livré ce qui demeure de son dépôt sacré, larges feuilles d'or et saphirs, en même temps qu'un nouvel élément concret dans la dispute élevée sur la destination du chef-d'œuvre de l'architecture khmère : palais, temple ou tombeau. A l'ouest d'Angkor surtout, la digue sud de l'étang occidental attaquée à la dynamite s'est ouverte sur un temple çivaïte, avec une chambre souterraine pillée au fond d'un puits de douze mètres, des inscriptions, une digue enrobée dans la première qui mènerait droit au Bakheng, des appliques qui n'auraient d'équivalent que dans l'architecture tchame, un style préangkorien en dépit d'une pyramide en terrasses garnies de templions, en un mot le « prasat Ak Yom », problème neuf qu'il serait plus que prématuré d'exposer à cette place. Ainsi, malgré le retard causé par la cascade de fausses interprétations, l'archéologie cambodgienne continue d'être au premier rang des préoccupations de l'École française d'Extrême-Orient et de lui fournir, en vérité au profit et sous la responsabilité d'une seule de ses sections, l'occasion de donner sa mesure.

E. GASPARDONE

LÉON TOLSTOÏ

OU

LES FRUITS DU JOURNAL-INTIMISME[1]

Ce n'est pas par l'effet d'un hasard que la dernière partie de *Guerre et Paix* est consacrée à une étude sur la liberté. Après avoir décrit ses expériences du monde, Tolstoï revenait une fois de plus à ce moi auquel elles étaient liées. C'était pour le trouver en assez fâcheux état. Les quelque deux mille pages de son roman avaient amplement prouvé que l'homme n'a pas de prise sur l'univers. Un Napoléon même n'exerce d'action qu'en apparence. Le sage sait qu'il ne peut insérer sa volonté dans la chaîne des effets et des causes; aussi, comme Koutouzov, s'en remet-il au Destin. C'est là une conclusion qui aurait dû paraître plutôt consolante à un homme qui comme Tolstoï n'avait pas de volonté. A quoi bon en avoir si elle ne sert à rien? Et peut-être du reste n'en était-il venu à cette conception que pour se justifier lui-même, mais il ne s'y est pas arrêté. Une autre question a en effet surgi aussitôt dans son esprit et qui était plus inquiétante encore. Si le monde est uniquement régi par des lois, c'est qu'il n'y a pas de libre-arbitre. Fallait-il admettre une si affreuse conclusion? A quoi servirait la conscience, si nous ne pouvions écouter sa voix? Sommes-nous de simples automates? S'il devait se rallier à une pareille croyance, l'homme « non seulement

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 novembre.

ne pourrait plus concevoir la vie, *mais il ne pourrait même vivre un instant.* »

Pour sauver la liberté, Tolstoï retourne longuement tous les arguments, ceux de la raison qui disent que tout est déterminé, ceux de la conscience qui affirment le contraire. Malheureusement, repris un à un, ces derniers supportent mal l'examen. Il y a ceci particulièrement de troublant qu'un acte qui nous semble libre, au moment où nous sommes sur le point de l'accomplir, si, une fois qu'il a été accompli, nous le considérons de nouveau, nous apparaît nettement comme ayant été déterminé. Et plus il s'éloigne dans le temps, moins il nous paraît avoir été libre. Pour finir, Tolstoï, bien malgré lui, en arrive à cette conclusion : « *La liberté n'est que la manifestation du résidu inconnu de ce que nous connaissons des lois de la vie.* » Ce qui revient à dire que si nous étions plus savants, nous reconnaîtrions que nous n'avons aucune liberté. C'était précisément l'idée qu'il avait espéré repousser par le raisonnement. Mais il avait dû capituler devant sa propre logique. Alors comment vivre? Un cercle angoissant se resserrait autour de lui...

Dans le ciel terriblement orageux de son univers intérieur, une rupture nerveuse devenait inévitable. Elle eut lieu dès 1869, c'est-à-dire l'année même où Tolstoï avait arraché de lui-même la croyance consolante au libre-arbitre. Un soir, au cours d'un voyage, il descend dans l'auberge d'une petite bourgade, Azarmas. La chambre où on le conduit lui fait tout de suite une impression étrange. Elle est « trop carrée » et il en souffre. Il s'endort pourtant, mais est réveillé brusquement au milieu de la nuit par une angoisse intolérable. « Pourquoi suis-je ici? — se dit-il. Qui fuis-je! Je suis seul avec moi et je suis un fardeau pour moi-même. *Je ne puis sortir de moi-même.* » Voilà le faîte du drame que des années de journal-intimisme ont préparé. A l'instant où ses réflexions l'ont conduit à l'idée que le moi n'avait ni efficacité extérieure, ni liberté, il se sent prisonnier de cet inutile lui-même. Et pour ajouter à son tourment, il croit entendre une voix qui lui dit : « Tu as peur. — Peur de quoi? demande-il. — De moi, répond la voix. Je suis la Mort. » Que peut-on imaginer de pire? On croyait avoir touché le fond des souffrances en per-

cevant la folie du moi — et folie pire encore! — on découvre que l'on redoute par-dessus tout de perdre cette place en enfer qu'est la situation d'homme qui pense. Immobile sur son lit, glacé d'effroi, Tolstoï « sentait que quelque chose d'inexprimable mettait son âme en loques ». Imperceptiblement l'idée de la Mort commençait à envahir en lui l'idée de la Vie. Il alluma une bougie. La flamme aussitôt refléta ses craintes. « Il n'y a rien dans la Vie que la Mort », se dit-il. « Une terreur rouge et carrée » le terrassait. La Vie tout à coup lui faisait aussi peur que la Mort et au même titre. Nous sommes murés en nous pour nous regarder mourir.

Après cette nuit tragique (qu'il devait dépeindre dans *Les Mémoires d'un fou*), Tolstoï vit en état presque constant de crise. Sa famille est inquiète pour lui. On ne le laisse plus voyager seul, dans la crainte qu'un incident analogue à celui d'Azarmas se produise. Sans doute, en apparence, la vie continue — vie d'ailleurs assombrie par des deuils (les Tolstoï en trois ans perdent trois enfants). Léon Nicolaïevitch essaie, sans y réussir, de s'arracher à ses angoisses par le travail. Il s'occupe d'enseignement. En 73 il commence d'écrire *Anna Karénine*. Rien n'apaise ses doutes obsédants. Sa santé par surcroît laisse à désirer. Il doit à plusieurs reprises aller faire des cures de *koumiss* (sorte de lait caillé) chez les Bachkirs. L'inquiétude qui est en lui, grandit chaque jour. Il tente alors de se réfugier dans l'Église, suit assidûment les offices; il se confesse; il relit les Évangiles. Mais la paix intérieure ne vient pas. Autour de lui on craint qu'il n'attente à sa vie. On éloigne les cordes, les armes, on le surveille quand il se promène. On a raison. Il pense au suicide. Puis soudain, à la fin de 78, une lueur se fait en lui. Il écrit ses *Confessions*, il a trouvé, il est libéré. La vie ne sera plus que douceur et paix. Comment n'y avait-il pas pensé plus tôt?

***

« Nous n'avons le sentiment de nous-mêmes que dans les heurts, les contradictions », dit un jour Tolstoï, beaucoup plus tard, à Maxime Gorki. A ce compte, Tolstoï dut avoir le senti-

ment de lui-même assez souvent, car c'était un négateur-né. Un des premiers réflexes de sa pensée, quand il raisonne, est de repousser ce qu'on lui propose — puis sur sa propre négation il étaie ses syllogismes. C'est cette disposition même qui l'a sauvé, après dix ans de crise — puisqu'il faut bien appeler ainsi l'exaspération de doutes qui avaient toujours été les siens. La logique le menait à la folie, à la mort. Soudain il a songé à *nier* la valeur, l'existence même des questions qui le torturaient. Pourquoi se tourmenter pour le moi? Tel que nous le concevons, *le moi n'existe pas*. Tolstoï jusqu'alors n'avait lutté que contre des illusions, des fantômes.

Au lecteur de Tolstoï la nature réelle de ce coup de théâtre intérieur n'apparaît pas tout de suite avec évidence. Tolstoï lui-même en est responsable, qui décrivit la fin de sa crise sous une forme un peu sibylline. Je pressentais depuis longtemps, a-t-il expliqué en substance, que la « solution » des problèmes de la vie était dans les Évangiles. Je les relus, je les étudiai. Enfin je trouvai... Que trouva-t-il? Quelle était cette solution merveilleuse? Il lui faut plusieurs volumes pour l'expliquer et au milieu des préceptes moraux qu'il accumule, on peut ne pas démêler le principe essentiel, on peut imaginer que Tolstoï a simplement résolu d'adopter un christianisme pur, primitif, débarrassé des dogmes, des rites dont les siècles l'ont chargé. Il n'en est rien. Les Évangiles n'ont pour Tolstoï qu'une valeur d'appui. Ils ne peuvent être une révélation divine, puisque Tolstoï ne croit pas à la divinité du Christ. Les Évangiles, en réalité, n'ont eu sur lui qu'une influence : ils l'ont orienté vers une vérité dont il a trouvé par la suite une confirmation plus frappante dans les textes d'autres religions qui lui ont semblé aussitôt plus séduisantes que le christianisme même.

Mais c'est de saint Marc et de saint Jean qu'il a cru extraire pour la première fois cette vérité libératrice : en aimant autrui on échappe à la prison du moi, et l'on découvre par voie de conséquence que cette prison était illusoire. Le vrai moi naît dans l'amour et nous fait participer à la vie universelle. Donc tous les problèmes psychologiques sur lesquels Tolstoï s'était obstiné se trouvent annulés. Il n'y a pas d'opposition entre le moi et le monde, puisque *le vrai moi*

c'est le monde. Le problème de la liberté ne paraissait insoluble que parce qu'il était mal posé. Dans le monde des corps nous ne sommes pas libres, mais nous sommes libres d'accéder au moi supérieur et universel, de changer de niveau à l'intérieur de nous-mêmes — *et c'est cela la vraie liberté.*

La joie que ressent Tolstoï, lorsqu'il fait ces découvertes, est d'autant plus profonde que l'opposition qui le tourmentait antérieurement entre ce qui est et ce qui devrait être se trouve soudain annulée. La suprême vérité psychologique est en même temps la suprême vérité morale. Son monde intérieur a trouvé l'unité.

Le plus étrange est que cette conception qui lui paraissait d'une nouveauté inouïe, Tolstoï l'avait effleurée lui-même, vingt ans plus tôt aux côtés de Marianna dans les vallées du Caucase. Mais pour la porter sur le plan le plus clair de sa conscience, il lui a fallu des années de combat. Combats menés par sa « raison », syllogisme contre syllogisme. Car le caractère de cette crise est d'avoir été philosophique — et nullement mystique. Ce sont des raisonnements qui acculaient Tolstoï au désespoir. C'est un raisonnement qui l'a sauvé.

***

« Athlète de la volonté... géant de la volonté », ce sont là des expressions que Stefan Zweig emploie volontiers à propos de Tolstoï. Elles correspondent à ce que l'écrivain aurait voulu être et non à ce qu'il fut. Dans la première partie de sa vie même il fait plutôt figure de géant de l'incertitude. Mais il est vrai que dans la seconde il s'est efforcé avec un acharnement sans égal d'adapter ses pensées et sa vie à son nouvel idéal d'évasion par l'amour. Il voudrait alors que toutes ses réflexions, toute sa conduite enrichissent et confirment la solution libératrice et, afin d'y parvenir, il met en œuvre son impitoyable force logique. Pour sauvegarder le refuge spirituel qu'il s'est découvert il entreprend de repenser le monde *en fonction de sa foi nouvelle.* Vie sociale, vie privée, arts, sciences, il soumet tout à son nouvel étalon de vérité. Il veut

refaire le monde. Car on a beau changer de plan, on ne se change pas. Tout comme auparavant, Tolstoï se sent personnellement solidaire de l'univers, mais au lieu de lui poser des questions, il lui impose des réponses. Il est devenu une sorte de tsar, abondant en ukases quotidiens, un tsar législateur de l'humanité. Ou du moins c'est sous cette forme qu'il apparaîtra, car en réalité les décrets qu'il édicte sont surtout valables *pour lui-même*. Ce qu'on prendra, ce qu'il prendra pour des lois applicables à tous les hommes, c'est une suite d'hypothèses personnelles adaptées à un univers personnel, tout aussi fermé qu'auparavant.

Ce n'est pas sur des observations extérieures qu'il s'appuie, c'est sur ses propres aspirations. Les nécessités logiques de sa reconstruction intime le guident. Et au moment même où il propose une organisation sociale qui doit réaliser une sorte de collectivisme sentimental, il pense l'humanité, comme si elle était formée de milliers de mondes fermés strictement semblables au sien. Aussi son collectivisme représente-t-il en réalité le comble de l'individualisme.

Parmi d'autres, les idées de l'écrivain sur la religion le prouvent. Il la conçoit comme un dialogue poursuivi entre chaque homme et Dieu (« pas de prêtres, pas de temples, pas de prières publiques ») — et il paraît étayer cette conception sur une vue étymologique. La religion (*re-ligare*) *lie l'homme et Dieu*, en établissant le rapport de l'homme envers le monde et son principe. Par une rencontre étrange Paul Bourget, qui ignorait ce texte, commentant un jour (sans bienveillance) *Guerre et Paix*, en était venu justement à parler de ce mot religion et de son étymologie. La religion, pour lui, *lie les hommes entre eux*, implique le respect de la tradition, l'adhésion du jugement individuel au jugement collectif. On mesure la distance qui sépare ces deux hommes, à des titres divers représentatifs. Pour ce Français, la religion et la société sont affaires... sociales. Pour Tolstoï, art, religion et société sont affaires personnelles. Il édifie en esprit une société de monades et de moines, où chacun doit chaque jour repenser sa religion, la refaire, par un immense effort de l'esprit et de la volonté. Car si l'on veut vivre religieusement, sans accepter de « révélation », il faut sécréter *soi-même* sa

religion, à la lumière de la raison. « *Tout ce que l'homme sait, il le connaît au moyen de la raison et non pas de la foi. La raison vient de Dieu. Elle est non seulement la qualité supérieure de l'homme, mais l'instrument unique de la connaissance de la* vérité. »

Ce qu'il y avait à l'origine d'essentiellement personnel dans cette grande entreprise altruiste, un homme du premier coup l'a deviné. C'est Tourgueniev. C'était un vieil ami de Tolstoï, mais leur amitié avait été orageuse. Les violences de Léon Nicolaïevitch avaient même failli conduire les deux écrivains sur le terrain. Quand, après sa « crise », Tolstoï parut ne plus devoir se consacrer qu'à des écrits moralisateurs ou sociaux, Tourgueniev lui écrivit pour le supplier de revenir à la littérature. Mais il ne se faisait pas d'illusion sur sa démarche et disait à un autre ami : « Je plains beaucoup Tolstoï, mais d'ailleurs, comme disent les Français, chacun tue ses puces à sa manière. » Les puces de Tolstoï, c'étaient les mille tourments nés d'une maladie du moi.

***

Le premier mouvement de Tolstoï, quand il eut découvert la « solution », fut de se retourner avec une belliqueuse impétuosité contre toutes les « solutions » qu'il avait cru devoir accepter antérieurement. Et d'abord la religion des autres, celle qui pendant deux ans l'avait tenté, l'incitant à bon nombre de génuflexions. Et pendant des mois il se lance dans la critique des textes sacrés, pour démontrer qu'ils sont ou fautifs ou mal interprétés. Puis, abandonnant l'exégèse, il s'attaque à l'Église qu'il invective avec violence. Elle a fait du christianisme, selon lui, un vaste « édifice de supercheries » et entassé une prodigieuse quantité d'impostures. Quant aux prêtres, ce sont des fonctionnaires avides, qui ne songent qu'à leurs propres intérêts et sont toujours prêts à servir ces hommes de basse moralité que sont par essence les chefs d'État.

Tolstoï, du reste, n'est pas plus indulgent pour lui-même. Il accable l'homme qu'il fut. Proférant maintenant en public

les accusations contre soi qu'il réservait jadis au Journal intime, il affirme la « nullité » des occupations littéraires auxquelles il s'était jusqu'alors consacré, proclame sa propre immoralité, sa cruauté : « J'ai tué des hommes à la guerre : j'ai dissipé en jouant aux cartes l'argent extorqué aux paysans... Mensonge, vol, adultère, ivrognerie et brutalités de toute espèce, j'ai commis tous les actes honteux, etc... » De telles paroles ont inspiré aux critiques quelques sourires de coin. Voilà, pensent-ils, le trouble plaisir de l'humiliation, le plus étrange, le plus dangereux peut-être des vices russes... Rien de moins certain. Tolstoï se punissait en paroles, comme il s'était fouetté, jeune homme. Il veut brimer son moi, tuer son orgueil. L'humilité n'est pas pour lui une volupté, c'est une méthode.

Mais condamner l'Église, condamner Léon Tolstoï, c'était accomplir une besogne un peu négative. Quand il s'agissait de mettre en œuvre activement son besoin d'aimer, l'écrivain se sentait plus embarrassé. Il tenta tout d'abord d'entrer en contact plus étroit avec les malheureux. Il alla visiter des prisons, assista au départ de condamnés pour la Sibérie. On le vit travailler avec des bûcherons. Il fréquenta des paysans illuminés et, pour pénétrer dans les taudis des villes, participa au recensement de Moscou. Alexandre II ayant été assassiné, Tolstoï écrivit une lettre à son fils, le suppliant de pardonner aux meurtriers. Que le tsar donnât lui-même le plus haut exemple d'amour et préparât ainsi le régime de la non-violence! Le tsar ne s'en souciait pas. Les assassins furent exécutés. Tolstoï reprit la plume et entreprit alors, dans une série d'ouvrages de toutes tailles[1], de peindre la cité idéale, la cité de demain. Qu'une pitié réelle pour les malheureux l'ait souvent inspiré dans cette tâche, on ne le met pas en doute, mais ce qui a guidé sa main plus sûrement encore, c'est le désir d'édifier un monde parfaitement adapté à ses nouvelles certitudes, un monde qui le prolongeât.

1. *L'Église et l'État. En quoi consiste ma foi. Que devons-nous faire? La Vraie Vie*, etc.

*
* *

« *Je sais que* moi *je n'ai pas besoin d'État, je n'ai pas besoin de m'isoler des autres nations. Je sais que* moi *je n'ai pas besoin de toutes les institutions gouvernementales actuelles. Je sais que* moi *je n'ai besoin ni d'administrations, ni de tribunaux, je sais que* moi *je n'ai pas besoin d'attaquer les hommes des autres nations*, etc...[1] » Voilà le point de départ véritable des raisonnements sociaux de Tolstoï. Comme je n'ai pas besoin d'État, personne n'en a besoin et il n'y aura plus d'État. Comme je ne veux plus de *moi* conquérant, il n'y aura plus d'autorité. Comme je n'admets que la vie à la campagne, on désertera les villes. Tous les fonctionnaires seront supprimés, je n'en ai aucun besoin. D'ailleurs ils limitaient ma liberté. Et n'allez surtout pas vous imaginer que la disparition des gendarmes puissent provoquer des désordres. Les hommes sont bons. Si l'on a besoin d'autorité aujourd'hui, et de force armée, c'est qu'il faut défendre la propriété contre les prolétaires. Il faut supprimer la propriété. Les ouvriers organiseront des coopératives collectivistes de production. Il n'y aura plus ainsi de motifs de ressentiment entre les hommes, ils ne seront plus qu'amour. Les patries, ces horribles fétiches, disparaîtront. Le règne de la violence sera fini.

Voilà le monde que Tolstoï, muré dans ses propres certitudes, propose à ses lecteurs, et qui représentera une sorte d'avènement du royaume de Dieu sur la terre. Bien entendu, aucune des réformes qu'il propose ne lui est inspirée par l'expérience. Il ne veut rien savoir du réel. Que lui importe qu'il y ait des villes, qu'il y ait des usines, qu'il y ait des chemins de fer, que lui importe même qu'il y ait des hommes qui puissent, quand il n'y aura plus de juges, devenir dangereux? Tout cela ne rentre pas dans le système, parce que le système est le rêve d'un seul — d'un pour qui n'existent ni les chemins de fer, ni les usines — ni rien à peu près de ce qui appartient au monde concret. Tout ce qui n'est pas en nous n'est que vagues décors, qu'il convient de disposer au mieux pour *préparer* la

1. *Guerre et Révolution* (Fasquelle) page 71.

vraie révolution, la seule qui compte : la révolution intérieure, celle qui nous délivre de nous-mêmes.

***

On sent très bien que dans la très faible mesure où il s'est demandé (car pour journal intimiste qu'il fût, la question a dû pourtant traverser son esprit) comment son système pourrait *réellement* être appliqué, la pensée de Tolstoï s'est portée sur de petits groupes paysans. Réduites à ce cadre, ses conceptions auraient pu inspirer sans dommage quelqu'une de ces petites sectes qui pullulent en Russie. De toutes les sociétés humaines répandues dans le monde, celle à laquelle l'esprit de Tolstoï revenait le plus volontiers, c'était celle des Doukhobortsi. Ceux-ci — quelques milliers de Russes — mettaient déjà en œuvre, depuis des années, quelques-unes des idées de Tolstoï. Ils pratiquaient le collectivisme, refusaient le service militaire. Tolstoï les a toujours soutenus. Il devait à la fin de sa vie leur abandonner les droits de *Résurrection*. C'est à de pareils hommes que ses préoccupations extérieures revenaient le plus volontiers — et d'une façon plus générale aux paysans.

Le paysan lui avait toujours inspiré « une affection étrange, toute physique ». Le moujik au travail lui semblait incarner un mystère autour duquel il n'avait cessé de rôder. Dès 1856, dans *La Matinée d'un Seigneur*, son héros, Nekludov, qui est bien entendu lui-même, soupire en face d'un paysan qui travaille : « C'est beau. Pourquoi ne suis-je pas l'un d'eux? » Par la suite ces autres projections de lui-même qu'ont été Olenine, Bezukhov, Levine, ont éprouvé la même admiration émerveillée devant ces dieux de sagesse et de vérité que représentaient les paysans Yerochka, Karataiev, Fédor. Non moins que l'Évangile, une conversation avec un paysan a mis Tolstoï sur le chemin de la grande « solution ». Quel est donc le secret de ces paysans « images inaccessibles, éternelles de l'esprit de simplicité, de franchise, de vérité »? Simplement celui-ci : « Leur vie n'a aucun sens comme prise à part; *elle n'a de sens que comme partie d'un tout qu'on sent sans cesse présent.* » Le paysan, parti-

cipe à la vie universelle. Il a trouvé, sans le chercher, le grand secret qui est la négation de l'individu... Et Tolstoï se mêle aux paysans, s'habille comme eux, accomplit des travaux manuels, avec l'espoir que, par cette méthode, il éprouvera, comme un paysan, le sentiment de se confondre avec la nature. Parfois il lui arrive d'être payé de ses peines. En fauchant avec des paysans, il « perd la notion du temps et de l'heure », connaît « un état d'inconscience, où libre, dégagé, il oublie complètement ce qu'il fait ». Plus le travail se prolonge, plus cette sensation s'accentue. Il n'est plus lui-même, il est la prairie, la rivière, le soleil et le vent.

***

1880-85-90, au fur et à mesure que les années passent, Tolstoï travaille à fortifier en lui-même sa conviction que le moi n'existe pas. Mais, beaucoup plus que du côté des Évangiles, c'est du côté des sages de l'Asie qu'il oriente maintenant ses lectures. Birukov en a fait le recensement; elles sont énormes. Vichnou-Pourana, Rama-Krichna, Bouddha, Confucius, Lao-Tseu deviennent les compagnons ordinaires de ses méditations. Les textes bouddhiques surtout le charment. Il finira, d'après Gorki, par préférer nettement Bouddha au Christ, Et pour cause : il trouve dans le bouddhisme une négation du moi, que les Évangiles ne pouvaient lui donner que grâce à des exercices d'interprétation assez spécieux.

Plus il médite, plus il voit qu'il faut se détacher des choses de la terre, si l'on veut libérer son moi spirituel. Aussi énonce-t-il les règles d'une vie ascétique, selon lui nécessaires. Il ne faut pas boire, ni fumer. Le tabac obscurcit la pensée. Entre l'alcool et les cigarettes, la plupart des hommes vivent dans un état de demi-ivresse. Il faut s'abstenir de viande. Il faut agir peu. La plupart des actes humains sont inutiles. Il faut parler peu. Il faut rassembler toutes ses forces spirituelles pour voir clair en soi. Il faut savoir supporter la violence et n'en jamais faire usage. Il faut se détourner de l'amour sexuel. L'amour porté à un être éloigne de l'amour de Dieu. L'amour terrestre donne d'abord de faux plaisirs, puis de profondes déceptions. Il nous « lie

aux choses de la terre » et par conséquent nous empêche de nous fondre dans le Grand Tout. C'est le thème de la fameuse *Sonate à Kreutzer*, où la chasteté absolue est recommandée. Eh quoi, sous prétexte de libérer l'esprit, supprimera-t-on l'humanité? Pourquoi pas? se demande Tolstoï. « Tous les bouddhistes disent que le plus grand bien est le Nirvana, le Non-Vivre... et ils ont raison en ce sens que le bien-être humain coïncide avec l'anéantissement du moi... »

Plus il progresse, plus les idées de Tolstoï sur le « vrai moi » se précisent. Si l'on vit pour son corps, pour le moi inférieur, on se sent seul et l'on souffre. Le moi corporel nous sépare du moi d'autrui, *comme un mur*. Au contraire le moi spirituel est commun à tous les êtres. « En toi, en moi, en tous les êtres vivants — a dit un sage indien — vit un seul et même esprit vital... Souviens-toi que toi et moi nous sommes un. Qui que tu sois, toi et moi, nous ne faisons qu'un. »

Telle est la pensée qui inspire à Tolstoï l'admirable récit *Maître et Serviteur*. Surpris par une tourmente de neige, sur le point d'être tué par le froid, ainsi que son valet Nikita, Vassili Andreitch s'étend sur Nikita pour le réchauffer, pour le sauver. Dans l'engourdissement qui le saisit... « il se rappelle que Nikita est couché sous lui, qu'il a chaud et qu'il vit, et il lui semble que lui, Vassili Andreitch, c'est Nikita et que Nikita c'est lui et que sa vie à lui n'est pas en lui, mais en Nikita... »

Les derniers journaux intimes de Tolstoï sont remplis de méditations sur le moi et sur les conditions de son affranchissement. Et autant les ukases du prophète sur la société nous laissent indifférents, parce qu'inadaptés à la réalité, autant ces réflexions sur la nature du moi éveillent l'intérêt, parfois même soulèvent l'émotion. Entraîné par sa pensée jusqu'aux frontières de la métaphysique et de la poésie, Tolstoï se demande parfois si le moi ne représente pas la fusion « de choses qui se sont aimées dans une vie antérieure... » Et ainsi, en vivant, en aimant, peut-être préparons-nous d'autres fusions, l'amour guidant ainsi les métamorphoses de la vie. Mais cette hypothèse implique la croyance à une série de vies successives que Tolstoï repousse le plus souvent. Ses pensées finissent par se concentrer sur l'idée du passage au moi supérieur qui est Dieu. A plusieurs reprises il dessine des

croquis, des diagrammes pour rendre sensible cette fusion avec « la vie éternelle ». Parfois il sent qu'elle s'accomplit en lui. Il est gêné alors, opprimé par l'existence du moi de chair. Chaque jour il comprend mieux l'existence « du moi en dehors des limites corporelles ». Des certitudes nouvelles l'illuminent. Nos sens dont nous croyons qu'ils nous mettent en communication avec le monde, ce sont eux en réalité qui nous en séparent. C'est le corps, qui est mouvement, qui fabrique les idées d'espace et de temps, ces grandes illusions. Le mouvement, c'est la vie — la vie inférieure. « Le moi, cette partie de la matière, nous donne la notion de l'espace; une partie du mouvement, qui est notre moi, nous donne la notion du temps. » Le temps et l'espace sont les mirages de l'homme. Ils n'existent pas. Cette idée obsède le vieillard. Sa fille Alexandra atteste qu'il lui répétait : « La vraie vie est en dehors de l'espace et du temps. Je ne vis pas et le monde entier ne vit pas dans le temps. Un monde immobile qui m'était auparavant inaccessible s'ouvre devant moi. » Parvenu à ce point, il a compris que la matière n'existe pas : « Pour la conscience universelle, il n'y a pas de matière. La matière est une notion d'êtres séparés les uns des autres. »

La crainte de la mort, qui était liée à l'idée de la prison du moi, comme l'avait prouvé l'horrible nuit d'Azarmas, Tolstoï en a dès lors triomphé. « Je ne puis plus me représenter, écrit-il en 98, ce qui autrefois me tourmentait : la non existence du moi après la mort... La mort, en vérité, est un instant précieux. » Pourquoi? Parce qu'en cet instant l'homme sort de ses limites, est libéré de sa geôle. Le « vase dans lequel son esprit était enfermé est détruit, l'enveloppe à laquelle l'âme est liée se transforme. L'individu est mort, l'existence universelle commence. » Souvent, pendant l'agonie, l'homme le pressent; il voit une lueur d'aube. « Ah! voilà donc ce que c'est!... » lit-on sur son visage. Ce drame de la mort libératrice, Tolstoï l'a pour ainsi dire vécu d'avance en écrivant l'étonnante *Mort d'Ivan Ilitch*... Mais Ivan Ilitch souffre affreusement parce qu'il résiste; il croit à la vie corporelle; il ne laisse pas se délier son être. Il lui faut traverser d'horribles douleurs pour atteindre enfin l'état de résignation, de non-résistance

« Comme c'est simple! » songe-t-il alors. « Au lieu de la mort, il voyait la lumière... C'est fini, dit quelqu'un. Il entendit ces paroles, les répéta en son âme. Finie la mort! se dit-il. Elle n'est plus. »

***

Tolstoï, au cours de sa vie, n'a pas beaucoup voyagé. Quelques promenades en Europe au début de sa vie. Quelques séjours chez les Bachkirs, dispensateurs de *koumiss* — et en Crimée pour se soigner et trouver un peu de soleil, pendant ses années de « patriarcat ». C'est peu pour une vie qui sera très longue. Mais cela n'est que l'apparence. En réalité, Tolstoï, voyageur immobile, a accompli, en esprit, une marche immense, régulière comme ces saisons auxquelles il se sentait de par son corps si fortement lié, de l'ouest de l'Europe jusqu'au fond de l'Asie! une longue retraite depuis Paris vers les cimes solitaires de l'Inde.

Enfant, comme tous les enfants de l'aristocratie russe il s'est nourri d'écrivains de langue française. Le croirait-on? c'est à *Paul et Virginie* qu'il a été demander des leçons de solitude. Mais c'est à la lecture de Rousseau qu'il a dû ses émotions les plus fortes. *Emile, le Vicaire Savoyard, le Contrat Social,* voilà pour le jeune Tolstoï autant de révélations. Là il trouve exprimées ces pensées qui dormaient encore en lui : que l'homme est bon par essence, que la civilisation l'a gâté, etc... Et ces convictions-là une fois dégagées de l'inexprimé ne feront plus que grandir.

Et Lamartine! Qui se douterait, s'il n'avait lu le Journal intime, que c'est lui qui a inspiré à Tolstoï un furieux ressentiment contre les écrivains qui n'écrivent pas pour le peuple — tout comme La Boëtie lui a fourni les éléments d'une condamnation de l'État. Que de rêves, que d'idées généreuses le jeune homme a été chercher chez nos écrivains[1]! Comme il se sentait

1. Sur le plan exclusivement littéraire — et non dans le domaine des idées — il a été aussi très impressionné par Stendhal — autre journal-intimiste — Stendhal dont les héros se fixent des programmes comme faisait le jeune Tolstoï lui-même et qui, parfois, avait donné des exemples de cette littérature du présent à laquelle s'est voué Tolstoï romancier

près de cette terre où chacun répétait le mot de liberté. Comme il l'aimait!

Il ne l'aima plus quand il l'eut vue. Son séjour en France a été une désillusion profonde. Il est parti presque hostile. Pourquoi? Parce qu'il n'avait pas vu appliquer ces idées exaltantes qui l'avaient enivré, parce que le parlementarisme ne supprime pas les abus, parce qu'il avait vu le mot Liberté écrit sur les prisons (sans parler du spectacle d'une exécution capitale, qui lui avait laissé l'impression la plus fâcheuse). Parce que notre pays est un vieux pays, et en principe un pays sage qui parle ses idées, plutôt qu'il ne les met en action, qui n'a pas la naïveté d'appliquer les théories sur lesquelles il fait volontiers de beaux discours, — toute une tradition, une expérience vitale lui semblant aussi devoir être considérées — parce que les Français sont devenus un peuple « du bout des lèvres ». Ou plutôt ils l'étaient devenus, car ces idées, par l'intermédiaire de Tolstoï et d'autres Russes, sont passées dans le plus grand Empire du monde, et là, comme ces microbes qui ne font plus de mal dans leur pays d'origine, mais dès qu'ils se répandent dans des pays étrangers, déciment la population, elles ont exercé des ravages épouvantables; là aussi elles ont puisé de nouvelles forces et elles nous sont revenues, dévastatrices, parce que chargées de ferments étrangers contre lesquels nos corps ne sont pas immunisés.

Ce n'était qu'un début. Quand Tolstoï se fut éloigné de notre pays, quand surtout il eut accompli ce sensationnel changement de plan à l'intérieur de lui-même qu'on appelle sa crise, la France lui parut un des symboles les plus fâcheux de cette civilisation matérialiste contre laquelle il voulait lutter. Il n'aimait ni le pain blanc, ni le linge blanc qu'on trouve en France, parce qu'ils attestent le souci d'un confort matériel qui lui paraissait détourner l'homme de son vrai destin. L'Occident s'est engagé dans la plus formidable des erreurs — lorsque Tolstoï s'en fut convaincu, il se sentit russe, et tout en blâmant le nationalisme, il plaça son pays au-dessus de tous les autres. C'est sa première étape vers l'est. Il chérit les sectes russes, les moujiks, les idées russes, l'antiétatisme slave, la passivité slave, qui est non-résistance. Et, un instant, son peuple lui semble le peuple élu, celui qui doit régénérer le monde.

Ce n'était qu'une halte dans son voyage. Ayant jeté un dernier regard de dédain sur cette France « usée, épuisée », à laquelle la Russie commettait la faute de s'allier, Tolstoï fuyait déjà vers l'Asie. Il rêvait de ces ascètes pour qui le monde extérieur n'existait pas, et qui, macérant leur corps, entrent tout droit dans le nirvana. Il lisait les Entretiens de Milanda et le Ramakrishna. Il tirait des textes sacrés de l'Inde et de la Chine un recueil de pensées sur la vie spirituelle, il entrait en relations de lettres avec des Chinois, des Indous, des Japonais. « Si vous étiez né aux Indes, lui écrivait le directeur d'un grand journal de Bombay, on vous eût tenu pour un Sri-Krishna. » A tous les Orientaux qui venaient vers lui Tolstoï répétait que l'Occident avait fait faillite, que c'était à l'Orient de sauver la civilisation. Un jour même Tolstoï écrivit une lettre à un leader de la révolte indoue contre l'Angleterre, pour lui prêcher la non-violence, la non-résistance, la non-participation au pouvoir. Cette lettre, un agitateur installé en Sud Afrique, Gandhi, la lut et il fut comme touché de la grâce. Il écrivit à Tolstoï qui lui répondit — et depuis lors trois cents millions d'hommes font à la Grande-Bretagne de l'opposition passive tolstoïenne.

D'un autre point de vue, cette marche vers l'Orient représente une plongée dans le temps. Tolstoï refuse d'accepter la civilisation matérialiste de l'Europe. A ses yeux les hommes ont oublié la vraie science, qui est la science de l'âme — celle qu'on acquiert en méditant sur soi. C'est à peu près ce que dit, aujourd'hui, le docteur Carrel, quand il nous affirme qu'au temps de la Renaissance l'Occident a fait fausse route « en séparant le qualitatif du quantitatif » — et Keyserling quand il répète que « l'homme a renié sa vraie nature, la plus profonde ».

***

On attribue d'ordinaire à Tolstoï, en ce qui concerne la science, des idées de paysan arriéré. Il est facile de trouver en effet dans ses écrits des propos qui justifient ce point de vue. « Pour ce qui est des nébuleuses, écrit-il par exemple, peu importe qu'on les étudie ou non; elles ont attendu et sont

prêtes à attendre encore longtemps. » Ce sont là les effets de sa fureur contre ces « intellectuels » qui vouent à la science un culte religieux. Religion de la science! Une pareille expression faisait perdre à Tolstoï toute mesure. Elle menace en effet l'existence même du monde qu'il a construit et dont sa religion à lui, qui est « la vraie science », est le soutien et le pivot. Elle tend aussi à rompre des hiérarchies de valeurs que sa raison a instituées. Tolstoï a beaucoup réfléchi à la science. Il a lu maints ouvrages scientifiques. Dans son fameux *Abécédaire*, livre de lecture destiné aux enfants, il a même écrit des leçons sur l'eau, l'oxygène, l'azote, les découvertes de Galvani et de Volta. Il est bien loin, on le voit, d'être hostile à la science par principe. Ce qu'il ne peut admettre, c'est qu'on en fasse l'objet d'un culte. Pour protéger la « vraie religion », il a des arguments de penseur profond. Il a reconnu tout d'abord qu'il y a dans la science des secteurs où l'on ne dépasse pas, en dépit de l'apparence, le niveau de la description, du catalogue. Mais il y a pire : par essence, la science ne peut avoir qu'une valeur *relative*. Elle porte en effet sur une réalité que nous ne connaissons que par nos sens, sens qui nous trompent et à tout le moins nous limitent. Quant aux lois de la science, elles sont bien plus liées à la conformation de notre cerveau qu'à la nature d'une réalité, mal connue et incertaine. « L'idée m'est venue, écrit-il un jour, qu'en science la découverte des lois n'est que la découverte d'une nouvelle façon de voir, grâce à laquelle ce qui était faux naguère semble dès lors exact et conséquent et *à la suite de laquelle aussi d'autres aspects de la question deviennent plus obscurs.* » C'est là une des conclusions qu'exposait récemment, dans cette revue même, M. Lecomte du Nouÿ en s'appuyant sur les plus récents travaux scientifiques.

Rencontre qui paraît d'abord étonnante, Tolstoï devait se montrer aussi réticent en face de l'art qu'en face de la science et parfois aussi violent. C'est qu'il y a aussi une religion de l'art et que, acharné à maintenir l'équilibre de l'univers qu'il a monté, Tolstoï condamne tous les élans qui ne servent point ses desseins. Son attitude à l'égard de la musique est significative. Il adorait la musique, jouait lui-même du piano, et il suffisait de lui faire entendre la moindre sonate pour

lui tirer les larmes. C'est précisément ce qu'il ne pouvait admettre. Quand il écoutait une symphonie, Tolstoï sentait naître en lu des sentiments « qui ne correspondaient ni au temps ni à l'endroit ». C'était par une voie frauduleuse réaliser une évasion éphémère. C'était la concurrence au grand système, un ersatz, un opium. Déjà Rostov, dans *Guerre et Paix*, ayant fait une perte de jeu, pour lui terrible, se sentait libéré de son inquiétude en écoutant Natacha chanter : « *Qu'est-ce que cela, se disait-il... Il n'existait plus rien au monde pour lui que la note, que la phrase attendue; tout disparut devant la seule mesure à trois temps... Et il se sentait comme séparé de tout le monde, comme élevé plus haut que tout au monde. Qu'est-ce maintenant que les pertes de jeu, que les paroles données! Tout cela n'est que niaiserie. On peut assassiner, voler, et pourtant goûter le bonheur.* » On conçoit que doué d'une pareille sensibilité, Tolstoï se soit follement défié de la musique. Pour lui c'est une sorte d'explosif dangereux. Il n'admet que la musique religieuse, il trouve que la musique devrait être une affaire d'État. Elle pénètre les âmes par effraction et y fait d'affreux dégâts. Dans ces conditions les diatribes qu'il prononce contre tel ou tel musicien ne signifient pas grand'chose, sinon peut-être qu'il les aimait.

Il faut songer à tout cela si, revenant aux idées de Tolstoï sur l'art en général, on veut comprendre le *Shakespeare* ou *Qu'est-ce que l'art?* On sait que Tolstoï a prononcé là maintes condamnations étranges et tenté de persuader à son public, entre autres gentillesses, que Shakespeare était au-dessous du médiocre. On pourrait tenter d'expliquer partiellement cette condamnation, en rappelant qu'il y a un « précieux » chez Shakespeare — et que Tolstoï avait la préciosité en horreur. Mais la question se résout plus simplement si l'on songe que dans le système de Tolstoï, *tout devait concourir à la libération du moi*. Les émotions spirituelles qui ne servent pas ce grand dessein sont à proscrire. Le tsar Tolstoï n'admet plus que les « émotions dirigées ». Comme la musique, l'art doit être religieux. La théorie de « l'art pour l'art » est semblable aux plus dangereuses sonates, elle vise à répandre des émotions spirituellement inutilisables. On ne peut lui accorder que du mépris. L'art avait toujours été lié pour Tolstoï à des nécessités

intimes : avant la crise se connaître, après la crise se refaire. Il ne pouvait concevoir l'art « gratuit ». Et, après la crise, ses propres livres, ceux d'avant les *Confessions* lui semblèrent eux-mêmes appartenir à l'art gratuit. Aussi les condamna-t-il, comme il condamna Shakespeare et tous ceux qui ne lui semblaient pouvoir servir le grand dessein.

Mais les raisons qu'il se donnait avec une sincérité entière pour légitimer ces refus ne triomphaient pas toujours de ses préférences d'artiste. Lui qui avait bafoué Shakespeare, il lui arrivait de concéder un jour au critique Storojenko : « Oui, Shakespeare est grand. » Dans l'empire autocratique que Tolstoï avait substitué à sa république intérieure, il y avait des résistances à surmonter.

***

Comment les dernières œuvres de Tolstoï s'adaptèrent à ses théories sur l'art, nous le verrons tout à l'heure. Mais il faut d'abord faire un retour en arrière et revenir à cette époque de crise où il rôdait encore autour de la « solution ». C'est à ce moment qu'il écrivit *Anna Karénine*. S'il est une œuvre qui paraît, de prime abord, sortir du cadre que nous avons tracé, « création de journal-intimiste », c'est à n'en pas douter, celle-là — et pourtant...

Entre toutes les expériences vécues que Tolstoï avait évoquées — et condamnées — dans *Guerre et Paix* il en était une qui n'était pas épuisée, et sur l'issue de laquelle le roman nous avait d'ailleurs laissés incertains, c'était l'expérience conjugale, l'expérience Sonia.

A la jeune fille illuminée par la flamme de la jeunesse et du désir qui ne s'est pas encore fixé, le temps avait substitué une Natacha-Sonia, alourdie, épaissie, expulsée du royaume des sylphes. Mais pour épaissie qu'elle pouvait paraître, Sonia n'en restait pas moins une épouse amoureuse, jalouse, se plaignant incessamment que Liovotchka lui consacrât trop peu de temps. Elle était *tout amour*, par cela même gênante, du moment que Tolstoï n'était plus lui-même habité par cette passion.

Gênante même intellectuellement, car elle posait un problème redoutable. Comment! Elle continuait à aimer Tolstoï et en même temps elle ne comprenait rien à ses nouvelles aspirations, à son nouveau moi! Qu'est-ce donc que ce sentiment qui semble indifférent à la nature même de son objet? La réponse, c'est *Anna Karénine*, née de méditations sur le cas de Sonia. L'amour est une force extérieure à notre jugement, qui nous prend, nous jette sur un être de la *présence* duquel nous avons soif. Aime-t-on? Déteste-t-on? On ne saurait le dire. *On ne peut se passer* de celui qu'on aime... Anna Karénine sera lancée vers Wronsky par une force impérieuse. Arrivée au faîte de sa passion, elle le haïra autant qu'elle l'aimera. Elle sera absolument le jouet d'une force aveugle qui ne trouvera son expression que dans cette seule phrase « J'ai besoin qu'il soit là » (« Les moments qu'il passe avec moi sont comptés », écrivait Sonia dans son journal avec amertume). La passion de Sonia comme celle d'Anna est un sentiment sans douceur, une espèce de maladie physique qui dompte un être et le rabaisse — en le parant, le cas échéant, de cette « séduction infernale » dont « madame Karénine » rayonne pendant le fameux bal. Jusqu'où cette passion pourrait entraîner, c'est que Tolstoï a imaginé, rêvé, écrit, en partant du réel et en poussant ses virtualités à fond, tout comme avec les brèves données de l'aventure vécue avec Valeria Arseniev il avait composé le *Bonheur conjugal*. La réponse est : le suicide, la mort, une mort que la logique charnelle seule explique et non l'intellectuelle, car la passion que l'on pare d'ordinaire d'une fascinante splendeur n'est qu'un vertige des sens. La conviction de Tolstoï à cette époque — et il l'exprimera à maintes reprises dans son journal, c'est que l'amour, au sens complet et idéal où nous l'entendons, n'existe pas. Ce n'est qu'un désir qui nous affole et nous rabaisse. Sauf cette démence sensuelle, il n'y a rien de valable dans l'amour d'Anna et de Wronsky.

Tout le livre au reste est une condamnation de cette passion sur laquelle la littérature roucoule depuis des siècles. Stepane Arcadievitch a adoré sa femme; il ne l'aime plus — et il a jeté le mouchoir à la gouvernante de ses enfants,

geste qui a provoqué chez sa femme une crise de jalousie furieuse, fort semblable à celle qu'avait éprouvée Sonia en 1866 quand Liovotchka avait courtisé la femme de son régisseur. Kitty a une inclination pour Levine, elle est prête à l'aimer. Mais la force extérieure incompréhensible et dégradante s'empare d'elle — et elle n'aime plus que Wronsky. Wronsky était en état de demi-langueur amoureuse auprès de Kitty, la tornade l'entraîne, il ne vit plus que pour Anna. Serge Ivanitch décidé à demander Warinka en mariage y renonce au dernier moment, sans savoir pourquoi. La jalousie de Levine en face de Vassinka tient de la folie, etc. Dans le domaine de l'amour ce n'est pas le cerveau qui mène le jeu, c'est un tyran secret logé ailleurs.

Au milieu de ce terrible roman, où l'amour transforme l'humanité en pandémonium, Tolstoï fidèle à sa coutume, s'est glissé sous les traits de Levine. Ce sont ses fiançailles avec Sonia qu'il a décrites, en peignant les fiançailles de Kitty et de Levine. D'un certain point de vue Levine prend très exactement la succession de Bezukhov, et il découvre une libération par la religion que Bezukhov n'avait pas trouvée. Mais de même que Sonia jeune fille inspire le personnage de Kitty, et Sonia amoureuse et incompréhensive fournit certains traits d'Anna, en face de Tolstoï-Lévine le philosophe, l'auteur peint un Wronsky assez proche de ce qu'il avait été lui-même dans sa jeunesse. Ce n'est pas sans raison que Kitty et Anna découvrent entre les deux hommes « un rapport secret », malgré leurs contrastes extérieurs. Tout comme dans *Guerre et Paix* Tolstoï s'est dédoublé.

Au terme de l'expérience apparaît cette conclusion qui a trouvé place, nous l'avons vu, dans le système de Tolstoï : les passions — et au premier rang d'entre elles l'amour — nous enferment dans notre moi inférieur, c'est-à-dire dans une prison où le malheur a une sorte de nécessité, comme l'atteste, pour Anna, l'apparition renouvelée de ce petit moujik, annonciateur d'une mort affreuse. Conclusion du reste plus latente que dégagée, car le roman a été pensé par images s'ordonnant sans doute selon des convictions profondes, mais n'ayant pas cependant la rayonnante valeur de révélation que Tolstoï souhaitera ensuite pour ses œuvres.

Aussi trop engagé à ses yeux dans un monde qu'il méprise, ce roman lui déplaira-t-il avant même qu'il l'ait terminé; dans ses lettres il se plaint de devoir achever cette œuvre « ennuyeuse, assommante ». Il a hâte de pouvoir méditer librement le problème qui le hante.

Quand il aura posé ce principe que l'art doit être religieux, ses œuvres « romancées » n'exprimeront plus que les vérités de son système; elles mettront en action ses idées, comme auparavant elles avaient donné corps à ses expériences sensibles. Cette condamnation théorique de l'amour qu'énonce longuement le Posnidcheff de la *Sonate à Kreutzer*, c'est la condamnation formulée par Tolstoï lui-même et la matière humaine au-dessus de laquelle se pose ce jugement c'est encore l'expérience conjugale de Tolstoï qui la fournit. Les souffrances de Posnidcheff et jusqu'à sa jalousie sont les souffrances de l'auteur et la jalousie qu'il éprouva à vingt reprises — alors même qu'il n'avait plus d'amour pour sa femme. Quant à l'influence pernicieuse de la musique — qui s'exerce sur la femme de Posnidcheff — nous savons que c'était là un des leitmotiv de la pensée tolstoïenne[1].

Ainsi se projettent une à une dans ses œuvres les idées qui forment le nouveau système de Tolstoï. Les conceptions bouddhiques sur le moi et la mort trouvent de splendides illustrations dans *la Mort d'Ivan Ilitch* et dans *Maître et Serviteur*. Les contes populaires sont l'imagerie de la religion de non-violence. Le théâtre (*la Puissance des Ténèbres, le Premier Distillateur*) démontre la funeste influence de la sensualité, de la cupidité, de l'alcoolisme.

Un jour pourtant, Tolstoï, revenant à une méthode ancienne, revivra une aventure lointaine en lui donnant le dessin qu'elle aurait eu s'il avait eu déjà les convictions de ses dernières années. C'est *Résurrection*, un court récit récrit neuf fois[2] et

1. Par une rencontre curieuse, la chronique intime de la famille Tolstoï fournit aux théories anti-musicales deux preuves frappantes. Avant la publication de *la Sonate*, en 1876, Tania Tolstoï s'éprit d'un violoniste, Hippolyte Nagornov — ce qui n'était pas, la suite le montra, un bon placement sentimental. Enfin, en 1896 — donc après *la Sonate* — Sonia elle-même eut la tête tournée pendant quelques jours par le pianiste Taneiev.

2. La première version, intitulée *Un cas de conscience*, a été publiée par la maison *Stock*.

devenu un grand roman, où le souvenir de Tolstoï se reporte sur une jeune bonne qu'il avait séduite jadis et qui était morte abandonnée. Songe édifiant posé sur une réalité qui l'était moins. Tolstoï rêvait Tolstoï. Un Tolstoï chaque jour plus parfait, qui se voulait chaque jour plus libre, plus détaché du monde et, comme nous le verrons, en arriva à soixante-quinze ans à écrire sous deux formes différentes le récit de l'évasion qu'il méditait. Une évasion non plus seulement spirituelle... mais physique.

***

Nous voici ramené à la vie même de Tolstoï — et au plus difficile des problèmes que le Destin lui ait présentés : l'adaptation de son existence personnelle à sa foi. Nous avons vu quelle difficulté il éprouva au lendemain de sa « crise » à faire bénéficier les pauvres de sa volonté d'amour. Les bonnes paroles ne suffisaient pas, ni d'écrire pour défendre les victimes de la société. Tolstoï lui-même se méfiait de l'humanitarisme théorique. Des disettes locales lui donnèrent l'occasion de se dépenser activement pour les malheureux. Il organisa des distributions de vivres, aidé par sa femme et le fils de son ami le peintre Gay. A ses yeux, ce n'était pas encore assez. Avec ses idées sur la propriété et le luxe, il aurait fallu, réalisant un vieux rêve déjà caressé dans *Guerre et Paix*[1] renoncer à tous ses biens, devenir ermite ou pèlerin. Tolstoï le souhaitait : il l'a dit, écrit, répété. Il ne l'a pas fait. Pourquoi? Tout simplement parce qu'il avait une femme, des enfants, et qu'il ne s'est pas reconnu le droit, qu'il n'a pas eu la force de les abandonner. Alors il a louvoyé, il a voulu vivre pauvrement dans une maison riche, s'habiller en moujik et non en barine, balayer sa chambre bien qu'il eût des serviteurs.

Gestes accomplis non pour étonner autrui, mais pour s'apaiser lui-même. Chaque jour, du reste, il vivait moins pour l'extérieur. Les pensées bouddhiques l'emportant sur les chrétiennes, il se retranchait du monde qu'il aurait voulu chérir. « Chacun de nous, écrit-il à cette époque, est une lumière, une substance divine, l'amour enfermé dans le corps qui serait

1. La princesse Marie y prononçait un significatif éloge des pèlerins mendiants, des « hommes de Dieu ».

une lanterne éclairée par nous-mêmes; nous ne voyons toutes choses qu'à travers cette lanterne. *Mais nous pouvons nous abstenir de regarder à travers ces verres*, nous pouvons nous concentrer en nous-mêmes, savoir que la lumière est en nous et l'y entretenir. »

C'était là un point de vue peu accessible à la foule. Ses prédications avaient fait de Tolstoï un apôtre. Il avait même, et c'est bien ce qui peut arriver de pire à un apôtre, des disciples. Ceux-ci entendaient transformer ce penseur du moi en un mystique impitoyable à lui-même et aux autres. Il fallait qu'à force d'humanité il n'eût plus de sentiment humain et sacrifiât toute sa famille. Tolstoï recevait des lettres anonymes l'injuriant et le sommant de se dépouiller de tout, de se vouer uniquement au peuple. Un paysan d'Iasnaïa-Poliana, que l'on appelait *Pays du Tabac*, un vieux croyant qui bavait, faisait souvent irruption dans la chambre de Tolstoï en hurlant : « Tu n'es qu'un vieux menteur, un hypocrite. Tu mens. Tu ne fais que mentir. Tu écris une chose et tu agis autrement. Tu vis en barine avec des serfs, avec des gardes, vieux filou. » Ce moraliste ingénu est le chef de file de nombreux et illustres critiques. Merejkovsky, le romancier dont l'esprit est parfois troublé par un étrange illuminisme, a consacré à Tolstoï un livre violent, véritable réquisitoire contre la vie de l'écrivain. Pour lui l'existence de Léon Nicolaievitch était « somptueuse à voir »; il s'est vautré dans le luxe, « sa foi et sa conscience n'ont pas justifié ses actes ».

Puis vint Gorki, à qui nous devons de posséder quelques beaux « entretiens avec Tolstoï ». Gorki professait pour Tolstoï une admiration très syncopée, qui en l'espèce laissa passer d'aimables perfidies. L'aristocrate, le « boïard » qui ne disparut jamais chez Léon Nicolaievitch, donnait sur les nerfs de l'auteur de *En gagnant mon pain*. Il a relevé avec complaisance toutes les phrases, les attitudes de son interlocuteur qui pouvaient, pour peu qu'on y fût d'avance disposé, faire douter de sa sincérité. Ce curieux texte mériterait des commentaires détaillés. Il se termine bien entendu par un vif éloge de la comtesse Tolstoï, la Sonia tant aimée qui est devenue, par la publication de son Journal, la plus redoutable des accusatrices de Tolstoï. — Sonia dont les propos ont si

vivement touché les plus récents biographes de l'écrivain.

C'était une femme intelligente et fine. Les pages qu'elle écrivit à dix-huit ans sur ses premières rencontres avec Tolstoï sont charmantes et attestent un esprit d'observation aigu. De seize ans plus jeune que son mari, qu'elle épousa à dix-huit ans, elle se prit pour lui d'une passion véritable, renforcée d'une admiration profonde. Pendant quelque quarante ans elle fut une merveilleuse collaboratrice; elle assura à Tolstoï par mille soins la tranquillité morale nécessaire, surveilla le domaine, passa des nuits entières à copier les manuscrits de son mari ou à transcrire ses corrections. Un tel dévouement lui a conquis tous les cœurs et l'on pense que Tolstoï dut faire preuve d'une dureté bien affreuse pour en arriver à contrister une épouse si admirable.

Nous avons déjà, à propos de *Guerre et Paix* et d'*Anna Karénine*, indiqué au passage ce que fut la vie du ménage. Au début, Tolstoï est à la fois charmé et déçu par la vie de famille. Elle prend trop de place, elle tue le « moi ». Et puis Sonia a un caractère pointu. Passée l'heure de la volupté, cela n'est que trop visible. Enfin et surtout Tolstoï a besoin de solitude et Sonia voudrait ne pas le lâcher d'une semelle. Tolstoï s'irrite. Sonia devenue mère perd un peu de son attrait. Elle n'a plus la même fantaisie, la même vivacité « J'ai terriblement changé », écrit-elle. Liovotchka à ce moment la déçoit, l'inquiète. « Il veut m'aimer, il ne m'aime pas »...

Ce n'est pas exact : il l'aime. Mais cette volonté qu'elle a d'entrer tout le temps dans sa vie lui donne sur les nerfs. Elle lui inspire à la fois « de la tendresse et de l'irritation ». Tout cela s'arrangerait peut-être, s'il n'y avait pas ces éternels journaux intimes... D'entrée Tolstoï a introduit dans son ménage un élément de rancune en montrant à Sonia (avec qui il n'était encore que fiancé) son journal de célibataire. Il estimait le geste honnête. On sait que l'effet en fut désastreux. Vingt-huit ans plus tard, Sonia écrivait : « Je pense que je ne me suis *jamais* guérie de l'effroi que m'ont inspiré les cahiers de notes que Liovotchka m'avait donnés à lire quand j'étais fiancée. » Ce n'était là pourtant que le premier méfait du journal-intimisme. Léon, marié, note jour

par jour ses pensées, Sonia en fait autant. Sonia copie elle-même parfois le journal de Léon et Léon parfois jette un coup d'œil sur le journal de sa femme qui traîne sur la table. Comme on voit, aux effets de ce manège, que le bonheur n'est possible que sous un régime de demi-vérité! D'abord Léon est contracté à l'idée que sa femme lira ce qu'il écrit. Il s'en plaint et parfois consigne avec intention des pensées qui ne sont pas faites pour plaire à sa lectrice. Et puis que valent les vérités de l'instant? Faut-il les dire? Un jour Tolstoï devait aborder Gorki en lui déclarant : « Je ne vous aime pas aujourd'hui. » Et le lendemain? Et une heure après? A noter comme fait Sonia, dans un mouvement d'humeur. « Vivre avec *lui* est terrible » et autres gentillesses, on risque de donner de la durée à une sensation qui autrement fût demeurée éphémère —. Au reste qui sait comment vieillira une journée dans le souvenir? En voici une abondante en menues contrariétés. On les note. Parfait, mais il y eut aussi un instant étrange qui n'a pas eu les honneurs du compte rendu officiel — et c'était bien injuste, car c'était le passage du bonheur. Seulement il faudra que des années aient passé pour qu'au hasard d'un souvenir on le comprenne. Cela, du reste, Sonia l'a senti confusément, car six ans après son mariage, relisant son journal hérissé de plaintes et de récriminations, elle s'écrie : « C'est drôle de relire son journal. Que de contradictions! Comme si j'étais une femme malheureuse. Y-a-t-il des femmes plus heureuses que moi?... » Encore une impression éphémère...

S'ils ne firent rien pour apaiser les époux, leurs journaux intimes ont du moins *pour nous* l'utilité d'éclairer leur situation respective. Tolstoï vit pour ses *pensées* et son travail. Sonia vit pour ses *sentiments*, c'est-à-dire pour Léon. Lui pense; elle pense à lui. Elle voudrait être au centre de son monde à lui. Et lui s'irrite de ce cambriolage du moi auquel elle s'efforce. Que n'a-t-il épousé quelque paysanne, qui ferait le ménage et se tiendrait à sa place!

L'évolution de Tolstoï après la crise devait aggraver la situation, la pousser vers le drame. Un jour, en 1880, Sonia tombe sur cette phrase, dans le journal de son mari : « L'amour n'existe pas. Il y a le besoin sensuel de s'unir à un autre être et le besoin raisonnable d'avoir un compagnon de vie. » « Si

j'avais lu cet aveu il y a vingt-neuf ans, écrit-elle à son tour, je n'aurais pas épousé Léon Nicolaievitch. » Bien entendu, mais, à ce moment il ne l'aurait ni écrit, ni pensé. L'expérience restait à faire. Elle n'a pas réussi. Maintenant Tolstoï veut se dégager des passions humaines; c'est une pièce de son système. Mais comment Sonia comprendrait-elle le monde nouveau que Tolstoï veut instaurer en lui? Soyons juste : *elle n'y comprend rien* — non plus que qui que ce soit dans la famille Tolstoï. De plus la passion de Léon pour le peuple l'exaspère (elle l'avait pressenti, dès la première année de son mariage et écrit sur son journal : *Il me dégoûte avec son peuple*) et tous les gestes de l' « apôtre » lui paraissent de pures simagrées.

Irrité par cette attitude, Tolstoï se détache de plus en plus; alors Sonia se met à le haïr sans cesser de l'aimer. Elle a le sarcasme au bout de la plume : terrible danger pour la mémoire de Tolstoï, le jour où il se trouvera des lecteurs pour ne pas voir que Sonia devient folle de jalousie, de rage. Léon prétend aimer l'humanité. Elle est jalouse de l'humanité. Léon écrit *la Sonate à Kreutzer*, recommande la chasteté conjugale, alors que la nuit encore... Sonia éclate de fureur et, à propos d'un prétendu végétarien qui dévore des biftecks en cachette, elle note : « Il fait comme Liovotchka qui écrit la *Sonate à Kreutzer*, prêche l'abstinence, et... » Et encore elle gémit : « Tout est en lui feinte, mensonge, affectation. Le fond est mauvais, etc... » Comme elle prend au pied de la lettre les déclarations de son mari acharné à découvrir dans ses meilleurs mouvements un filet de vanité (toujours la vieille obsession) elle affirme qu'il n'est qu'hypocrisie, vanité, inassouvissable soif de gloire[1].

Tout cela est bien violent et sent la scène conjugale. De tout autre que Tolstoï sans doute, cette ardeur masculine déployée entre deux prêches pour la chasteté pourrait faire naître des soupçons ou des sourires. Mais Tolstoï lui-même dans la préface à la *Sonate* expliquait clairement qu'il ne présentait à ses lecteurs qu'un idéal *vers lequel* on devait tendre. « Plus

1. Elle commet plus explicitement la même faute que Gorki, lequel relève sans commentaire, mais non sans intention cette phrase de Tolstoï : « Je vis pour la représentation, pour les gens ». Il prend un scrupule pour une confession.

ma main est faible, plus j'ai besoin d'un exemple parfait. » Et il reconnaissait qu'il avait été d'abord *terrifié par ses conclusions*. Voilà la clé de sa conduite. Son éternelle logique le mène à des *conclusions*. Il essaie d'y conformer sa vie. Mais il ne peut y réussir complètement. Il lutte avec sa « règle », comme jeune homme il luttait avec ses « programmes » stendhaliens. Il est souvent vaincu. Il s'en désespère. Le Tolstoï du jour déteste le Tolstoï de la nuit. A ses yeux c'est un pourceau. Le drame de sa vie, c'est de ne pouvoir conformer sa conduite à sa logique. Cet écart entre sa volonté et sa nature, c'est ce que la comtesse aveuglée par son ressentiment a nommé hypocrisie, et d'autres comediantisme. Mais un comédien est différent de ce qu'il veut *paraître*, tandis que Tolstoï est — parfois — différent de ce qu'il veut *être*. Son cas n'est pas risible, il est tragique.

Les orages devinrent de plus en plus fréquents dans le ménage de Tolstoï, lorsque celui-ci, renouvelant un geste de Gogol, voulut renoncer à ses droits d'auteur. Les fureurs d'épouse se renforcèrent, chez Sonia, de fureurs de mère. Tolstoï aurait voulu aussi donner ses biens aux pauvres. Il se contenta de les distribuer à ses enfants. Sonia n'en fut pas apaisée. Elle craignait tout maintenant des disciples de son mari et surtout de Tchertkov, leur chef de file. Après la lutte pour l'héritage elle entreprit la lutte pour les manuscrits, dont elle redoutait que les « obscurs » ne s'emparassent. De scènes en scènes elle glissait vers l'obsession, la maladie nerveuse, la demi-folie. Ce que devint la maison Tolstoï, M. François Porché l'a fait sentir, et dans cette revue même, avec une force saisissante : un enfer. Sonia rôdait la nuit dans la maison, « montait » des scènes terrifiantes, feignait de vouloir se tuer. Derrière leurs parents tous les enfants étaient divisés. On discutait sourdement, furieusement, pour savoir lequel des deux époux avait le cerveau dérangé. Tolstoï, harcelé, cachait maintenant son Journal intime, avait des réunions mystérieuses dans les bois avec Tchertkov. Et tantôt la violence l'emportait, tantôt il faisait preuve d'une résignation angélique. Mais il songeait à fuir...

Ce n'était pas la première fois. L'idée de s'en aller, de tout

recommencer, d'émigrer, ou de devenir pèlerin, ermite, on sent qu'elle l'accompagna toute sa vie. Dès 1884 il va trouver Sonia, lui annonce qu'il va la quitter. Qu'est-il arrivé? lui demande-t-elle. — Rien... Il partit dans la nuit, fit huit verstes sur la route, rentra. Il avait songé à gagner l'Amérique. En 97 il écrit à sa femme une lettre pour lui annoncer son départ : « La raison principale, la voici : de même que les Indous arrivés à la soixantaine s'en vont dans la forêt, de même tout homme vieux et religieux désire consacrer les dernières années de sa vie à Dieu. » Mais cette fois encore il ne part pas. Il souhaite si ardemment, pourtant, goûter la solitude qui lui permettrait de méditer à l'aise, de s'évader dans le nirvana. « Que c'est bien arrangé chez les bouddhistes! — dit-il un jour à sa sœur : lorsqu'un homme vieillit, il se retire dans le désert... » Ses regards sont fixés sur l'Asie.

Plus l'atmosphère autour de lui devient orageuse, plus le désir de fuir grandit. Cela se conçoit. Mais le sentiment de ce qu'il doit aux siens est encore trop fort. Il ne partira pas, quoique « son moi véritable soit méprisé par tous ceux qui l'entourent... » Une fois de plus il rêve sa vie en écrivant. *Le Père Serge* nous montre ce qu'il serait devenu s'il avait, obéissant à ses impulsions les plus profondes, renoncé au monde. La vie des solitaires le hante. Que ne peut-il imiter le tsar Alexandre Ier, qui, après avoir feint de mourir, vécut pendant quarante ans en ermite, sous le nom de Fédor Kouzmitch! Tourmenté par cet exemple, Tolstoï, en 1906, écrit le *Mystère de Fédor Kouzmitch.*

Pendant ses dernières années Tolstoï a des syncopes, des somnolences, il n'est plus tout à fait lui-même. Son esprit est lucide, mais parfois d'une lucidité de l'autre monde. Il n'en est plus à penser que le moi n'existe pas, mais à le constater par les sens mêmes. « *Souvent je confonds les gens,* note-t-il. *Mais ce n'est pas en me trompant de noms que je commets une erreur, mais en considérant chacun comme un être isolé.* » On dirait que ses aspirations anciennes brisent à ce moment toutes les barrières. Le « sens commun » se dissout. La tendresse pour les siens, la pitié pour Sonia s'évanouissent; et dans la nuit du 27 octobre 1910, il accomplit enfin le geste depuis si longtemps rêvé : il abandonne la maison familiale. Il part : non seule-

ment parce que Sonia est devenue une malade terrifiante, non seulement pour pouvoir attendre une mort meilleure dans la solitude, mais aussi, mais surtout parce qu'il a horreur, lui qui ne songe plus qu'au moi illimité, des « moi » terrestres dans lesquels il s'est jusqu'alors incarné. Or son passé était présent devant lui, sous des formes humaines. Les êtres qui nous entourent, c'est nous qui les avons appelés. Ils sont la représentation vivante de nos aspirations et de nos erreurs, notre passé continué. Ce sont nos désirs qui un à un les ont rangés autour de nous. Ils sont venus occuper des places que nous avions marquées d'avance et qu'il fallait remplir. Ils sont les personnages d'une longue pièce que nous avons montée. Ainsi Tolstoï octogénaire avait devant les yeux les projections humaines de ses deux moi : Sonia, les enfants, créations du moi qui avait cru à l'amour; Tchertkov, les « obscurs », créations du moi qui avait voulu enseigner l'humanité. Autant d'erreurs, en somme, mais des erreurs à la présence desquelles il voulait échapper, afin d'attendre, *seul*, l'instant suprême où l'âme quitte le corps, ce corps où elle n'a jamais été qu'un « voyageur dans l'asile d'autrui ».... Il partit donc et douze jours plus tard le voyageur quitta l'asile[1].

***

Quand Tolstoï fut mort, les trains commencèrent de déverser dans la petite gare d'Astapovo des paysans et des ouvriers venus des villes et des campagnes voisines. Une foule énorme se pressait autour de la maisonnette où reposait son corps. La police russe s'inquiétait. On redoutait des émeutes, des miracles, on ne savait trop quoi. Enfin on se décida à autoriser un défilé dans la chambre mortuaire. Un vieux cheminot passa parmi les premiers. Quand il fut devant le cadavre, il

1. La fuite de Tolstoï déchaîna à l'époque un grand enthousiasme dans la presse française. « Le voici centenaire, écrit Henry Bataille, tel un roi Lear gigantesque, abandonnant sa maison remplie de cris et de lamentations, mourant de la neige et du froid, ayant pour seul compagnon on ne sait quel fantastique médecin de rêve. Il est pareil aux saints patriarches, on le croirait évadé de la vie moderne, évadé vers quelque montagne sainte. » Transporté d'une semblable fièvre lyrique, un rédacteur anonyme de *l'Illustration* parlait d'une « fuite vers un inaccessible idéal, vers une mystique Jérusalem de bienveillance, d'affection et de charité ».

se prosterna et baisa la main glacée qui reposait sur le lit. Aussitôt la foule s'agenouilla. Des ouvriers entonnèrent « Mémoire éternelle ». Tolstoï étant mort sans confession, l'Église n'avait pas envoyé ses chantres. Au village, le bruit courait déjà que l'apôtre ne pouvait pas être « vraiment » mort, et, qu'il reviendrait bientôt « pour enseigner aux moujiks la vie juste ».

Un grand malentendu commençait. Les écrits de Tolstoï depuis des années circulaient en cachette, petites brochures lues par centaines de mille. C'est des écrits sociaux qu'il s'agit — ceux que le police avait interdits. Ce n'était pas en songeant à l'auteur de *Guerre et Paix* que les paysans versaient des larmes. Ils ignoraient Natacha aussi complètement qu'Anna Karénine. Mais ils savaient qu'un juste, un homme illustre en tout pays qui avait répété : « Refusez l'impôt, refusez le service militaire, n'obéissez pas aux fonctionnaires et songez que la terre est à tous » venait de monter au ciel. Ceux-là même qui ne savaient pas lire avaient entendu dire par d'autres, par les instituteurs de zemstvos par exemple qui le répétaient très volontiers dans les villages, qu'un prophète avait rejeté l'État et l'Église et déclaré que la propriété était injuste — que ce prophète s'appelait Tolstoï et qu'il aimait par-dessus tout les moujiks.

« Tolstoï est le grand coupable de la révolution bolcheviste », a déclaré Léon Tolstoï, fils de Léon le romancier, et Zweig affirme : « Tolstoï a été le meilleur précurseur du bolchevisme et toutes les bombes de tous les révolutionnaires n'ont pas miné et ébranlé en Russie l'autorité autant que la révolte ouverte de cet [homme] contre les puissances en apparence invincibles de sa patrie... » De telles affirmations on peut dire que presque tous les Russes blancs y souscrivent et que tous les rouges les repoussent. C'est peut-être qu'ils ne songent pas à la même chose. Ceux qui ont fait la révolution étaient assez loin de Tolstoï; ils n'avaient pas subi son influence, et bien entendu, quand leur pensée se tourne vers le passé, ils ne songent qu'à eux-mêmes, comme tout le monde, et à ce que fut leur action de chefs. Et pour que cette action paraisse plus étonnante encore, ils ne veulent pas reconnaître — ce que les autres savent et peuvent prouver — que Tolstoï, *avec*

une merveilleuse efficacité, leur avait « préparé le terrain ».

Nous touchons ici à une de ces énormes erreurs dont l'histoire est pleine. Tolstoï qui a préparé l'avènement du bolchevisme eût haï les bolchevistes[1]. Il les eût placés exactement sur le même plan qu'Ivan le Terrible ou Pierre le Grand. La révolution dont Tolstoï rêvait eût été religieuse, le bolchevisme a tué la religion; elle eût supprimé l'État, Lénine l'a rendu plus fort qu'il n'avait jamais été; elle eût été « intérieure, pacifique », elle eût mis « la non-violence » au premier rang de tous les devoirs, les bolchevistes ont fait couler des ruisseaux de sang. Aux révolutionnaires ses contemporains, à ceux qu'on appellerait aujourd'hui les militants, Tolstoï jetait ces phrases dédaigneuses : « Le peuple, pour le bien de qui vous agissez, ne vous le demande pas et n'a nullement besoin de ce que vous cherchez à réaliser par d'aussi mauvais moyens. Il vous a jugés à votre valeur véritable... Vous n'êtes que les parasites nuisibles du corps de la Russie, vous versez son sang et vous lui transmettez votre pourriture... Vous dites que vous voulez une organisation équitable de la vie; vous ne pouvez exister que sous un régime injuste... Les violences que vous commettez, loin d'avoir un caractère noble et bienfaisant, sont des actes ineptes, nuisibles et surtout immoraux... »

Et, dans son journal intime, Tolstoï note : « Si les prédictions de Marx s'accomplissaient, il n'en résulterait qu'un déplacement du despotisme. Actuellement ce sont les capitalistes qui dominent, mais alors viendrait le tour des ouvriers et de leurs représentants... L'erreur des marxistes consiste à négliger le fait que l'humanité est actionnée par le progrès de la conscience, mais non par les causes économiques... »

Au reste, Lénine, lui, ne s'est pas trompé sur les divergences profondes qui opposaient tolstoïsme et bolchevisme : « Tolstoï est grand, écrivait-il en 1908, en qualité de porte-voix des idées et des états d'âme qui se sont formés chez des millions de paysans russes, au moment de l'arrivée de la Révolution bourgeoise en Russie. » Mais, en refusant la politique, en pré-

1. Voguë *en 1886* avait prévu l'affreux malentendu qui pouvait naître des prédications tolstoïennes. « La loi presque mathématique des oscillations historiques veut que ces effusions soient suivies de réactions terribles, que la pitié s'aigrisse et que la sensibilité se tourne en fureur. *Di avertant omen!* »

chant la non-violence, il a été « le miroir de la faiblesse, de la lâcheté innée du *moujitchok* aisé ». Il a joué « l'innocent de village » et il a prêché « une des choses les plus ignobles qui soient au monde, à savoir la religion, la tendance à remplacer les popes-fonctionnaires d'État par les popes de conviction, c'est-à-dire la culture du cléricalisme le plus raffiné, et par cela même le plus dégoûtant. » Au lendemain de la mort de Tolstoï, Lénine reprend cette idée dans un nouvel article : « Tolstoï voulait, écrit-il alors, une nouvelle Église purifiée, c'est-à-dire un nouveau poison raffiné pour les masses opprimées. » Et, un an plus tard, Lénine, constatant que Tolstoï était imprégné de cet esprit oriental « qui nie le progrès de l'humanité » en arrive à cette conclusion que « sa doctrine est essentiellement utopique et *réactionnaire* ».

Réactionnaire! Et les bolchevistes impriment aujourd'hui des timbres à l'effigie de Tolstoï; ils l'honorent, éditent ses « œuvres complètes » (?). On ne les savait pas si libéraux. La vérité, c'est que le malentendu subsiste, mais volontairement entretenu. On ne veut voir en Tolstoï que le contempteur de la propriété. On se plaît à oublier qu'il niait cette propriété, comme il repoussait toutes les satisfactions du corps, comme il exaltait la non-violence, la contemplation intérieure. D'un système immense dont toutes les parties se tiennent étroitement on ne détache que la pièce qui vous convient. C'est du reste la seule dont les bolchevistes puissent faire usage. Il n'y a pas d'autre point commun entre la pensée de Tolstoï, son ascèse, et tout son immense effort pour renouveler le *moi* par une série d'expériences intimes, — et la philosophie des bolchevistes, le matérialisme dialectique. Les deux conceptions sont même absolument opposées l'une à l'autre et l'on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que si Tolstoï, défiant les lois de la nature, avait vécu après 1917, les bolchevistes eussent dû étouffer sa voix, le faire disparaître. Sans l'ombre d'un doute, Tolstoï, sous le règne de Lénine, eût été fusillé.

***

Ainsi un « maître de la solitude », apôtre de l'amour universel, se trouve à l'origine d'un mouvement qui a abouti aux

Indes à un système de non-résistance, destiné peut-être à chavirer dans le sang, tandis que dans son propre pays, il favorisait l'avènement d'un régime qu'il eût méprisé et haï. Tout cela il ne l'a pas voulu. La logique du Destin n'est pas la nôtre. Mais il y eut faute pourtant de Tolstoï, et sa faute fut de croire que tout le monde, fût-ce le dernier moujik, pouvait d'emblée revivre sa propre expérience intérieure, de ne pas comprendre que le monde ne pouvait se laisser triturer par ses raisonnements aussi facilement que son univers personnel. C'est là évidemment l'erreur majeure que peut faire naître le journal-intimisme; mais c'est aussi une erreur russe. Sur ce point et peut-être sur celui-là seulement il semble que chez Tolstoï le Russe prenne le pas sur l'homme. Car la grande aventure vécue par Tolstoï, toutes ses angoisses en face de la vie, de la mort, de l'amour, du moi : tout cela appartient à tous les hommes et, plus puissant, plus clairvoyant ou plus inquiet que nous-mêmes, Tolstoï n'en est pas moins proche de chacun de nous. Sans doute la religiosité innée des Russes (que leur éphémère régime d'aujourd'hui n'anéantira probablement pas), leur nihilisme, la configuration d'un pays où, au milieu de plaines sans limites, les pensées se dilatent à l'infini comme devant la mer, certaines circonstances historiques ont constitué pour « le cas Tolstoï » un climat particulièrement favorable, mais pourtant en elle-même la vie spirituelle de Tolstoï n'en porte pas bien profondément la marque. Ce qui au contraire est nettement slave, c'est l'inclination à transformer instantanément en action l'hypothèse intellectuelle, l'absence totale de barrière ou simplement d'espace entre la pensée et l'acte, c'est le goût de l'expérience pure. Chez Tolstoï pas la plus infime trace de ce scepticisme intellectuel qui, dilué, inconscient ou secret, apparaît toujours chez les philosophes d'Occident. Et privé de ce frein, on dirait que le penseur est près de se transformer en rêveur éveillé.

Pour nous, lecteurs de Tolstoï, il n'est pas nécessaire, Dieu merci, que nous considérions ce versant extérieur, cette face historique de son journal-intimisme. Nous n'avons qu'à nous laisser engager par lui dans des dialogues silencieux, qu'à nous laisser conquérir par son art prodigieux. Nul ne peut, plus que

lui, nous faire sentir le mystérieux et merveilleux pouvoir de la lecture. Qu'un homme ait tracé, il y a dix ans, cent ans ou davantage d'étranges signes sur du papier et des milliers d'hommes après lui, lui devront d'accomplir le plus étonnant de tous les voyages. Ils deviendront, pendant la durée de leur lecture, semblables à l'écrivain. Ou plutôt ils tireront des mille moi, qui sommeillent en eux, celui qui est semblable à l'écrivain. Dire qu'on aime Loti, cela veut dire que pendant quelques heures on a laissé vivre en soi-même le moi-Loti. Mais pour que cette opération de caméléonisme puisse réussir, il faut que l'écrivain ait eu du génie, c'est-à-dire une personnalité puissante et la faculté de l'exprimer. Le plaisir de la lecture est un plaisir de changement, d'évasion, de voyage. Mais on peut changer plus ou moins profondément. Un fabricant d'aventures, qui a de l'adresse mais pas de personnalité, peut nous amuser un instant, mais il n'a provoqué en nous aucune transsubstantiation. Quitté le livre, il ne reste rien de l'homme. Celui au contraire qui a donné pendant un instant la vie à une part de nous-mêmes que la vie n'épanouissait pas, celui-là fournit la mesure de sa force, de son génie. Et c'est pourquoi le temps est pour chacun de nous le plus précieux des thermomètres critiques, pourquoi avec le temps les valeurs se classent en nous, pourquoi les faux dieux de la littérature s'effondrent d'eux-mêmes. Le temps, mesureur de sensations, nous permet d'apprécier si un écrivain nous a donné un plaisir d'épiderme ou une émotion de renouvellement.

S'il s'agit de l'œuvre d'un homme comme Tolstoï, cette faculté de devenir Tolstoï qui nous est offerte pendant quelques heures consiste à tirer de nous, le moi capable, tant que durera l'enchantement de la lecture, de sentir aussi fortement que l'écrivain. Nous vivons avec la même intensité que lui. Notre regard devient aigu et fouilleur, nos sens s'aiguisent et les êtres que Tolstoï avait vus, Natacha ou le prince Volkonski, nous deviennent plus présents que la plupart des êtres de chair que nous avons rencontrés ne l'ont jamais été[1]. Notre vie,

1. C'est l'explication de ce phénomène étrange qui veut que la peinture d'un jardin puisse nous toucher plus qu'un jardin. Le jardin, en l'espèce, n'a pas d'importance. Ce qui en a, c'est l'opération de substitution qui s'opère, grâce à laquelle surgit en nous le moi, différent du moi « normal », capable d'être aussi sensible que l'artiste.

notre vision ont la puissance de la vie et de la vision de Tolstoï. Il y a plus : dans une œuvre il y a des pentes invisibles qui nous font doucement glisser à la place même qu'occupait l'écrivain quand il regardait un spectacle. Et petit à petit nous en arrivons à tout regarder selon les mêmes perspectives, très exactement, que lui. C'est pourquoi un écrivain ne peut jamais nous tromper sur la connaissance qu'il a de ses personnages. S'il en sait peu, il aura beau tenter d'en dire beaucoup, nous ne connaîtrons ses personnages qu'en surface. S'il en sait beaucoup, il aura beau ne nous indiquer que quelques traits et dessiner un portrait qu'on pourrait croire superficiel, le portrait aura pourtant autant d'épaisseur qu'il en avait pour l'écrivain. Et pareillement celui-ci aura beau ne pas nous faire connaître certains sentiments qu'il éprouvait quand il tenait la plume, l'orientation des perspectives nous les laissera deviner, tout comme à la direction des ombres on pourrait deviner la place d'un soleil invisible. Ainsi pour Tolstoï nous nous trouvons occuper exactement, quand nous le lisons, la place qu'il occupait dans son monde, en écrivant : le milieu. Et bien que l'infini apparaisse de tout côté en bordure, avec un illogisme apparent qui était celui de Tolstoï même, nous nous sentons dans un univers fermé. Quand nous aurons achevé de lire Tolstoï et que ces heures de lecture s'éloigneront, nous songerons à cet univers comme à un monde autonome, où il peut se trouver des hommes pareils à ceux que nous connaissons, mais où existe un système de vibrations d'une résonance unique, un réseau de liens qui rendent tous les points de ce monde solidaires entre eux et font de lui quelque chose de compact, on voudrait dire : de rond et de clos comme une sphère. Tel qu'était enfin pour Tolstoï le monde où il vivait.

Mais avant de prendre ce recul, nous pouvons traverser bien d'autres impressions, car si nous lisons assidûment Tolstoï, nous finissons par tirer de nous-mêmes les divers moi simultanés ou successifs qui furent lui. Et après avoir connu pendant un instant l'ivresse de vivre fortement, nous commencerons à ressentir comme lui l'angoisse de vivre. Alors Tolstoï deviendra notre professeur de nihilisme et nous pourrons devenir — pendant notre lecture — aussi inquiets,

aussi désespérés que lui. Nous comprendrons pleinement la valeur de ces paroles de Gorki. « Il est pénible de vivre avec Tolstoï et je ne pourrais vivre dans la même pièce. C'est comme un désert où le soleil, après avoir tout consumé, est lui-même sur le point de s'éteindre en vous menaçant d'une nuit infinie et sombre. » Ce n'est pourtant là encore qu'un état intermédiaire, et si au lieu de « renoncer » trop vite comme le bolcheviste Gorki, nous continuons de lire les écrits de Tolstoï et de vivre avec lui, nous constaterons que dans ce prétendu désert le soleil n'a pas tout desséché.

Sans doute les derniers écrits de Tolstoï et jusqu'à ses derniers journaux intimes nous irriteront, nous rebuteront d'abord par certaines exagérations, fruits d'une lourde logique et d'une sourde violence. Mais s'ils nous deviennent familiers, nous ne nous arrêterons plus à ces passages et nous sentirons que se dessine en nous une nouvelle attitude intérieure qui tend à devenir semblable à celle qu'avait prise Tolstoï. Il n'est pas très facile de l'exprimer par des mots. C'est une opinion nouvelle sur le moi, l'impression encore confuse que nous lui accordons trop d'importance, qui sait? même trop de réalité, qu'il serait possible peut-être d'éviter bien des souffrances, si nous renoncions à faire conquérir le monde et autrui par ce moi, et si nous pouvions comprendre, ou mieux : sentir que ce moi n'occupe qu'une place d'atome et non une place de soleil. Cette impression-là, même si elle paraît d'abord éphémère, peut changer en nous on ne sait quelles constructions intimes et devenir ainsi dans notre vie, plus durable que tel merveilleux voyage — présent d'un art parfait — où Tolstoï avait réussi à nous entraîner, dans la maison des Rostov par exemple. Car ce voyage-là, ce voyage de lecteur qui comme un opiomane, a abandonné son corps dans un fauteuil et s'est transporté, devenu Tolstoï, dans un salon bruissant de jeunes filles et magiquement situé hors du temps et de l'espace, ce voyage, comme tous les voyages, on peut l'oublier, il ne s'intègre pas à nous comme peuvent le faire, bien qu'elles aient paru d'abord aussi fugitives qu'un songe, des pensées nouvelles sur nos relations avec l'univers.

MARCEL THIÉBAUT

GOÉMONIERS

Ceux qui n'ont pas vécu, ou du moins séjourné quelque temps sur les côtes de Basse-Bretagne ne possèdent en général que des notions bien vagues sur le métier de goémonier.

C'est cependant l'un des plus pittoresques qui soient. L'un des plus rudes aussi. Il a failli disparaître dans les difficultés économiques de ces dernières années; et les milliers de travailleurs qui l'exercent — presque tous groupés sur le littoral nord du Finistère — se trouvent encore, malgré les mesures toutes récentes prises en leur faveur, dans une situation très précaire.

Il y a des distinctions à établir parmi les récolteurs de goémon.

Les cultivateurs voisins de la mer cueillent à marée basse des algues appelées fucus, solidement attachées aux rochers par un stipe court, qui, étendues et séchées, fourniront un excellent engrais pour les emblavements d'automne. Ils sont particulièrement utilisés dans la région de Roscoff pour les cultures de primeurs. Ce varech, dit goémon noir, appartient aux communes riveraines qui en permettent la cueillette à certaines époques, une ou deux fois l'an après l'éclosion du frai. Mais on n'appelle pas goémoniers les paysans qui récoltent ce varech de fumure pour leur usage personnel, ou pour le vendre aux agriculteurs.

Il existe, à la limite des plus basses mers, une autre variété de goémon, appelée lichen, ou mousse, qui se présente sous la forme de petites touffes frisées, très adhérentes aux rochers.

On le cueille à la main, lors des grandes marées qui découvrent très loin les récifs, de préférence entre juin et septembre, au moment où il a acquis son complet développement et où l'on peut compter sur les rayons du soleil pour le sécher rapidement. C'est cette cueillette que les règlements administratifs qualifient avec un humour certainement involontaire de « récolte à pied sec avec de l'eau jusqu'à la ceinture ».

Cette sorte de goémon, d'une espèce voisine de l'Agar-Agar dont les Japonais font de véritables cultures, est désignée par les Bretons sous le nom de « pioca ». Séchée et blanchie au soleil, elle est vendue aux fabriques de gélatine.

Quelques goémoniers cueillent le « pioca », comme les paysans riverains, lors des « marées de lichen ». Mais ce n'est pas cette récolte qui caractérise leur profession.

Sont des goémoniers, ceux qui moissonnent sur le rivage ou dans la mer les algues de grand fond d'où l'on tirera, par séchage et brûlage, puis par un traitement du produit de combustion dans des usines spécialisées, l'iode qui s'y trouve contenu, dans une faible proportion d'ailleurs. C'est tout le problème — combien épineux et complexe! — de l'iode français que soulève une étude sur la profession goémonière.

Les varechs de pleine mer utilisés par l'extraction de l'iode sont jetés à la côte, en très grandes quantités sur certaines plages, par les grosses tempêtes d'hiver. Combien de familles vivent — très misérablement du reste — du produit de cette récolte, que font souvent des femmes et des enfants! Il faut voir, en décembre, janvier, février, sur les grèves de Lanildut, de Portsall, de Loctudy, ces bandes de gamins en sabots pataugeant dans les flaques, les mains rouges, le visage tuméfié à force d'être battu par le vent froid, qui ramassent les grandes laminaires, les stipes courts à grosse racine, particulièrement riches en iode. Parfois ils s'en vont les chercher jusque dans la mer, avançant avec peine dans l'eau glacée où ils plongent jusqu'à la taille. Les femmes entassent sur des civières pour les transporter aux lieux de séchage, les grandes brassées lourdes d'eau que les enfants ont rassemblées; et dans les rafales d'hiver qui rendent la marche difficile, on les rencontre deux à deux sur les chemins qui montent de la mer, haletant

sous la charge, glissant sur les galets et le sol détrempé.

Les familles les plus riches possèdent un chariot et un cheval, mais ces privilégiés ne constituent que de rares exceptions.

Le goémon d'épave appartient au premier venu, et chacun peut librement le faire sécher sur les terrains communaux. Aussi, nombreuses sont les veuves chargées de famille qui trouvent leur maigre subsistance dans ces noirs champs de varech que les courants épaississent après chaque tourmente au bord des criques voisines. Que de fois une pauvre femme à qui l'on demande comment elle élève seule ses six ou sept enfants, vous répond avec un geste de résignation : « Gant an aod ». — « Ils vont à la grève. » L'océan nourrit ces orphelins. Mais il ne leur fournit pas, hélas! grasse pitance.

Dans les îles de l'archipel ouessantin, c'est à foison que les vents et les courants rassemblent le goémon d'épave dans toutes les failles du roc. Aussi y est-il l'objet d'une véritable exploitation industrielle. Ce ne sont plus ici de pauvres glaneurs qui s'en vont à la grève faire leur petite moisson, qu'ils mettront à sécher sur le terrain communal. Chaque île est devenue le domaine d'un fermier[1]. Celui-ci acquitte un droit de location au propriétaire, qui est, par exemple, pour l'île de Quéménès, une société de fabrication de produits pharmaceutiques. Dans l'îlot rocheux devenu son fief, le fermier, tout l'hiver, aidé d'une équipe de vingt à trente ouvriers fournie de charrettes et de chevaux, récolte en grand le goémon. Le printemps venu, il le fait sécher et brûler sur ses terres.

Sans doute, tout goémonier de fortune peut venir ramasser sur ces grèves ce que la mer y a jeté; le goémon d'épave est propriété de qui veut s'en emparer. Mais, comme il faudra pour la location du lieu de séchage payer une redevance au seigneur du lieu, celui-ci se trouve, en fait, seul maître de l'exploitation.

Je voudrais pouvoir conter ici la vie extraordinairement primitive, riche de couleur locale, qu'on mène dans ces îles, au rythme violent de la mer, et dans l'âpre saveur de sa présence.

1. Je ne parle pas des îles d'Ouessant et de Molène qui sont des commune autonomes où la propriété est d'ailleurs très morcelée, — mais des îlots de l'archipel.

Il y a une poésie étrange dans cette existence de sauvages. Je revois les longues soirées d'hiver dans la salle basse au sol de terre battue, où le feu de goémon achève de mourir, où le grillon se met à chanter dans la cendre chaude. Tous les phares qui se sont allumés d'un coup autour de l'horizon, ont marqué la fin du travail. Les chariots sont remontés des grèves, avec les chevaux qui trébuchaient sur les pierres vernies d'herbes marines. Les hommes, la fourche sur l'épaule, ont dû lutter durement contre les rafales pour revenir à la ferme, dont la rougeoyante petite lueur, aux vitres de la fenêtre basse, les appelait à la soupe. Maintenant, sous les solives enfumées où se balancent des vessies de porc suspendues, où les quartiers de lard sèchent sur des claies en laissant dégoutter leur saumure, on fait la veillée autour d'une lampe fumeuse.

La « patronne », large et rouge, un petit béret juché sur les quatre cheveux blancs qu'elle tire en minuscule chignon sur le sommet de son crâne, tricote sur son banc. Autour d'elle, une bande hirsute d'hommes à face de brigands, sur lesquels sa vieille figure débonnaire exerce une surprenante autorité. Ce sont d'étranges types d'humanité, ces domestiques goémoniers, que les gens du continent appellent avec mépris « les chevaux des îles ». Tous des parias, des dévoyés qu'ont rejetés leur famille, des repris de justice, des interdits de séjour[1], — tous surtout des ivrognes. Braves gens au demeurant, travaillant ferme les jours de semaine, se saoulant le dimanche avec ensemble, dans un grand vacarme de chants, de cris, de rixes souvent sanglantes.

Les soirs les trouvent silencieux, abrutis de fatigue. Ils fument leur pipe, assis autour de la table longue, sur les bancs sans dossier. Et leurs barbes incultes, leurs casquettes sans couleur, obstinément enfoncées sur d'épaisses chevelures que jamais n'a touchées la brosse, leurs mises hétéroclites, composent dans cette maison perdue qu'enveloppent la grande solitude de l'île et les hurlements du vent d'hiver, un tableau d'un pittoresque inquiétant.

Mais ces « barons des îles », avec leur étonnant troupeau de

1. On trouve cependant, parmi ces pauvres débris d'humanité, quelques très honnêtes ouvriers, qui, surtout dans ces dures périodes de chômage, n'ont pu trouver de travail ailleurs.

serfs, dont la curieuse existence mérite d'être mentionnée, ne représentent cependant parmi la masse des goémoniers que quelques unités isolées.

La plupart des moissonneurs de goémon n'attendent pas que la mer ait fait pour eux la récolte et l'ait jetée pêle-mêle avec des herbes inutiles, du sable, des coquillages qui en altèrent la qualité, sur les plages où convergent les courants. Ils vont eux-mêmes cueillir en mer les algues porteuses d'iode, dont ils savent trouver les champs sous-marins et discerner les meilleures espèces.

Le goémon de choix, celui qui contient la plus forte proportion d'iode, est une laminaire à très larges feuilles brunes qui pousse sur les fonds rocheux non loin des côtes, au delà cependant de la limite des basses mers. Cette algue, appelée « tali », est d'une qualité supérieure dans les courants violents, ce qui en rend la cueillette assez difficile.

L'exploitation des varechières n'est pas libre comme celle du goémon d'épave. Seuls les inscrits maritimes peuvent s'y livrer, en frêtant un bateau avec rôle d'équipage et outillage spécialisé. Les principaux centres de cette exploitation sont à Plouguerneau, Landéda, dans les environs de l'Aberwrach, à Penmarch, Loctudy dans le sud du Finistère.

Dès le mois de février, les moissonneurs de la mer se mettent en campagne. Dans leurs barques légères, qu'ils manœuvrent à la godille, ou quand le temps le permet, avec une seule petite voile de misaine, ils partent à la mi-marée de jusant pour rentrer à la mi-marée de flot, afin de profiter sur les lieux de pêche des heures où les fonds sont accessibles. Chaque embarcation est montée par deux hommes. L'un, armé d'une sorte de faucille appelée guillotine, emmanchée d'un bâton de quatre mètres de long, coupe dans le lit de la mer les algues à la base. L'autre ramène à bord, à l'aide d'un croc ou d'un rateau, les plantes détachées qui se sont mises à flotter. On en remplit la barque, tassant les brassées neuves qui ruissellent partout, qui pénètrent d'eau et de froid les deux marins plongés jusqu'à la taille dans cette moisson mouillée.

Souvent, pour rapporter plus abondante récolte, ceux-ci encordent ensuite de grandes bottes de goémon qui font comme une montagne flottante, que le bateau traîne après

lui. C'est ce que les gens du pays appellent des « drômes». La loi défend expressément, pour le danger qu'ils représentent ces appendices qui risquent de compromettre la stabilité de l'embarcation. Mais la police des mers n'est pas plus respectée que celle du continent; et derrière les barques pleines, il n'est pas rare de rencontrer encore ces monticules noirâtres oscillant sur les vagues, où l'un des goémoniers, pour en diriger l'évolution, se tient juché, chaussé de gros sabots, engoncé dans son ciré, condamné à couler à pic à la moindre rupture d'équilibre.

Ce n'est pas une navigation de tout repos que ces randonnées goémonières, même lorsque le drôme défendu ne vient pas gêner la manœuvre du bateau. Celui-ci, non ponté, non lesté, chargé à l'extrême, verse avec une très grande facilité. La mer est rude souvent en février et vers le temps de l'équinoxe. Il faut à certains jours des prodiges d'habileté, de sang-froid et d'énergie pour ramener la cargaison sans encombre jusqu'à terre. Les barques, emplies à déborder, offrent si peu de stabilité qu'il suffit parfois pour les renverser d'un torpilleur qui passe trop près de leur route, et qui les secoue dans son sillage. Chaque année, la flotte goémonière compte plusieurs naufrages, et l'équipage des bateaux sinistrés presque jamais n'échappe à la mort.

Aussi comprend-on le mouvement de révolte qu'ont soulevé sur la côte finistérienne certaines dispositions administratives plusieurs fois proposées, heureusement jamais appliquées jusqu'ici, qui contestent aux goémoniers la qualité de marins, et prétendent leur refuser la pension de retraite due aux inscrits maritimes après un temps suffisant de navigation, sous prétexte qu'ils ne s'éloignent pas suffisamment des côtes, et que leur barque leur tient en quelque sorte lieu de brouette!

La vraie raison de cette contestation, c'est que les goémoniers possèdent en général un lopin de terre, qu'ils cultivent avec leur famille dans les moments de loisir. Il serait cependant tout à fait illégitime de les ranger dans la catégorie des agriculteurs à cause de cette propriété, si modeste — rarement elle dépasse un ou deux hectares — qu'elle suffit tout juste à l'entretien du cheval.

La cueillette du goémon se fait de février à septembre. Elle commence trop tôt du reste, car le « tali » n'atteint son plein développement que vers le début d'avril, et il est regrettable qu'une réglementation sévère — réclamée par les goémoniers eux-mêmes — n'ait pas encore fixé le temps de la récolte, évitant ainsi cette course aux varechières où chacun veut arriver le premier, au risque de dévaster les plants trop jeunes.

Chaque jour, quand le flot monte depuis trois heures déjà, on voit revenir à la côte, comme une lourde volée d'oiseaux de mer, les barques noires, avec leur brun ruissellement d'algues. Elles s'arrêtent à une petite distance du rivage, quand leur quille touche le fond. Alors, les chariots descendent à la mer. C'est un grand affairement autour de la flottille échouée sur le sable. Les chevaux entrent dans l'eau jusqu'au poitrail, aux cris des conducteurs debout, ou assis sur le brancard, laissant tremper par le flot leurs jambes pendantes. En hâte, les grands paquets de varech sont enfourchés, jetés sur la plate-forme aux quatre montants de bois, qui se met à remonter dans le grincement des roues, à la marche cahotante de la bête qui bute dans l'eau contre les fragments de roc, qui s'empêtre dans les chevelures d'algues flottantes que la marée fait refluer vers le rivage.

Par les chemins de terre et de sable ravinés par les charrois, où flotte dans le sillage des charrettes un tonique parfum d'iode, la moisson marine est transportée sur les terrains de séchage. Là, les véhicules déversent leur contenu; et toute une main-d'œuvre familiale — hommes, femmes, enfants — s'empresse à disperser avec des fourches, sur tout le sol, le goémon mouillé.

C'est un travail qui demande du soin, de la peine, et beaucoup de temps, ce séchage du goémon. Il faut le remuer chaque jour. Quand le temps menace, vite on le rassemble en tas, pour qu'il souffre moins de la pluie qui dissout l'iode et l'entraîne. A la première éclaircie, on l'éparpille de nouveau. Ceux qui connaissent les ciels changeants de Bretagne savent ce que ce traitement peut comporter de multiples manipulations.

En juillet commence le brûlage. Des fours rudimentaires sont creusés en plein air : de simples rigoles tapissées de pierres plates. On y étend le goémon sec, en ayant soin de

ménager une suffisante circulation d'air. Et le feu couve sous une épaisse fumée que la brise de mer emporte en nappes rampantes, plus opaques que la brume, qui vous suffoquent et vous brûlent les yeux quand d'aventure vous vous y trouvez plongé.

Un homme surveille chaque four, l'alimente de goémon, règle la combustion; ce qui exige une compétence spéciale car l'iode peut s'en aller en fumée. Les Bretons sont, paraît-il, des brûleurs de goémon réputés. Ils furent très fiers il y a quelque quatre ans, de recevoir la visite d'un délégué du Deparment of Lands and Fisheries de l'État d'Irlande qui venait leur demander des leçons.

Quand, au bout de quelques heures, le feu s'éteint, il reste au fond de la rigole, entre les pierres noircies, des galettes dures, pierreuses, couleur de lave. Ce sont les pains de soude qui seront livrés aux usines pour l'extraction de l'iode.

La proportion d'iode dans la soude, qui varie selon le goémon utilisé, est de 7 à 14 p. 1 000. Si l'on réfléchit que 5 tonnes de goémon mouillé donnent une tonne de goémon sec, — que 5 tonnes de goémon sec produisent en brûlant une tonne de soude, — et qu'une tonne de soude contient de 7 à 14 kilogrammes d'iode, on réalisera qu'il faut, pour obtenir cette faible quantité de 7 ou de 14 kilogrammes d'iode, cueillir et ramener à terre — au prix de quelles difficultés! — décharger, manier et remanier 25 tonnes d'algues vives.

On comprend que le métier soit dur. Encore parlons-nous ici des goémoniers qui naviguent non loin de chez eux, qui retrouvent chaque soir leur foyer, leur simple, mais accueillant logis breton, avec les lits clos, le banc-coffre, la table cirée près de l'âtre où la « vieille » agenouillée fait rissoler dans une poêle, en plein feu d'ajoncs, la tranche de congre et les patates, quand elle entend claquer sur le seuil les sabots de son homme.

Tous les goémoniers n'ont pas pareil bonheur. Beaucoup vont faire campagne « aux îles », car les côtes sont encombrées, et les meilleures varéchières se trouvent dans les eaux de l'archipel ouessantin.

Mais quelle rude vie mènent, sur ces morceaux de rocher perdus dans la mer, pendant six ou sept mois de l'année, les

pêcheurs de goémon, qu'on appelle dans le parler local les « pigouyers »! Ils s'en vont par groupes[1], dès la mi-février, à Béniguet, Quémènes, Trielen, Bannec, Balannec, îlots qui mesurent quelques centaines de mètres de long, habités par un seul fermier avec ses domestiques, ou bien totalement déserts. Il n'y a pas un arbre, pas même un arbrisseau qui, sur ces lambeaux de granit au ras de la mer, puisse résister aux formidables tempêtes de l'hiver. Par miracle, sur quelques points moins exposés, les fermiers font pousser de maigres champs d'avoine et de seigle.

C'est dans ce cadre désolé que les « pigouyers » établissent leurs gourbis. Un vrai campement de guerre! On ne saurait mieux comparer ces abris de fortune qu'aux cagnas où nos soldats se terraient au fond des tranchées. Quelques planches contre un épaulement de roc; un morceau de papier bitumé ou une plaque de zinc en guise de toit, avec une épave par-dessus : mât brisé, fragment d'aviron, pour le défendre un peu contre le vent.

A l'intérieur, on aperçoit, quand s'ouvre le battant mal joint, un mobilier rudimentaire, qu'on distingue mal d'abord dans la pénombre de la cabane, simplement éclairée par les interstices des planches, ou dans quelque maisonnette de luxe, par un minuscule carré de vitre incrusté dans la paroi. Deux madriers plantés dans le sol, une cloison de caisse, voilà la table; auprès, un petit banc fait de trois planches clouées. Des coffres cadenassés contenant les provisions et les vêtements, et qui se-r vent de sièges aussi, s'alignent contre le mur. Ajoutez quelques hamacs suspendus, des pains qui moisissent sur une planche, l'âtre fait de trois pierres noircies où la marmite mijote à petit bruit, et vous aurez quelque idée de ces terriers humains où l'on ne peut se tenir debout, et que partage avec les goémoniers tout un peuple de souris.

Elles sont terriblement envahissantes, les souris des îles! Leur pullulement prend les proportions d'un véritable fléau. Partout elles se faufilent, s'introduisent dans les caisses, crèvent les sacs, rongent le pain sur la planche; même le quartier de lard pendu au plafond par un fil n'échappe point

1. Dans le seul bourg de Landéda, sur 300 inscrits maritimes qui travaillent le goémon, 120 à 130 vont aux îles.

— je ne sais par quels prodiges d'acrobaties — à leurs dents voraces.

Étonnants hameaux de baraques, de loin confondus avec la lande, qui sentent l'iode et le goémon pourri! L'animation y règne à l'heure de la pleine mer, quand les hommes sont rentrés, les barques mouillées dans la crique, et les chevaux dans leurs écuries de planches après les charrois d'algues. Alors, quand le temps est beau, les habitants fument leur pipe dehors, flânant par groupes parmi les maisonnettes boîteuses, les petites meules de goémon blanchissant, les barriques d'eau de pluie. Par terre, des avirons, des faucilles à long manche, des flotteurs de casiers, — et le varech épars qui sèche par nappes, remplissant l'air de son rude parfum.

Le repos est de courte durée; dans la belle saison, quand la mer est calme, les goémoniers font les deux marées de jour. Douze heures en mer sur vingt-quatre; le départ ou le retour en pleine nuit. Dans le petit village de planches désert, quelques gamins seulement surveillent de pauvres feux de goémon qui remplissent les masures de fumée.

Aucune femme ne vient aux îles. De février à septembre, les familles sont disloquées, sauf une semaine d'août qui ramène tout le monde au pays pour faire les moissons. Pendant le long temps de l'exil, les pigouyers reviennent chacun leur tour au continent. Tous les quinze jours, une barque va de l'île à la terre, portant des nouvelles de la colonie; — quatre, cinq, six heures de traversée! Elle revient presque aussitôt avec des provisions nouvelles : du pain, du lard, des pommes de terre.

Et vers la mi-septembre, quand le goémon a séché et brûlé dans des fours en plein air, c'est l'exode général vers les villages de la côte. Le retour pittoresque des barques chargées de chevaux et de charrettes. Tout un joyeux peuple d'enfants accueille le retour des « pigouyers »; car ceux-ci sont d'honnêtes pères de famille, très différents des domestiques de ferme, et dans leur vie rude et primitive, ils savent cultiver des qualités de droiture, d'énergie et de cœur qui méritent la sympathie.

Telle est la dure existence des goémoniers bretons. Ceux qui la mènent, cette vie de danger, de solitude, de privations

de toutes sortes, récoltent-ils au moins le fruit de leurs peines? Parviennent-ils à élever hors de la misère leur famille, presque toujours nombreuse?

Il faut ici que nous fournissions quelques chiffres.

Dans les années qui ont suivi la guerre, l'iode ayant atteint un cours assez élevé, les conditions de vie des exploitants étaient satisfaisantes, étant donné surtout leurs habitudes frugales, et le petit appoint que fournit leur lopin de terre. Avec 3 500 à 4 500 francs par an, un foyer est presque heureux. Mais, à une date récente, le cours de l'iode ayant baissé de moitié, une véritable détresse est venue désoler la côte. Pour la campagne de 1935, un goémonier de Landéda, qui a livré 4 130 kilogrammes de soude d'une densité moyenne de 14 p. 1 000, touche 1 346 fr. 50. Avec cette somme dérisoire, ce père de famille devra nourrir chez lui, pendant toute une année, sept ou huit bouches.

D'où vient cette chute des cours, et la grande misère qui en est la conséquence?

Les goémoniers vendent la soude, produit de la combustion du goémon, aux usines qui se chargent d'en extraire l'iode par lavages et précipitations. Cet iode pur est vendu à son tour à des fabricants de produits pharmaceutiques et photographiques qui l'utilisent. Ces industriels, qu'on désigne en bloc sous le nom de « transformateurs », fixent donc en dernière analyse le prix de l'iode.

Or, la chute étonnante de ce prix est due à la concurrence étrangère qui s'est intensifiée dans des proportions considérables au cours de ces dernières années.

L'Irlande, la Norvège, la Russie, fournissent de l'iode à un tarif sensiblement inférieur au prix français.

Mais nos concurrents les plus dangereux sont le Japon et le Chili. Tandis que l'iode raffiné vaut actuellement en France 120 francs le kilogramme, le Japon réussit à nous le livrer à 42 fr. 40 le kilogramme. Quant au Chili, qui a la chance de posséder de l'iode à l'état presque pur dans des minerais variés, ils parvient à le vendre chez nous 33 fr. 50 le kilogramme. A peu près le tiers de notre cours intérieur!

Pour remédier dans une certaine mesure à cette énorme différence, le gouvernement français a établi en 1933 un

régime de contingentement, et frappé de droits de douane assez élevés l'iode importé en quantité permise.

Une exception est faite pour l'iode admis « à titre temporaire », c'est-à-dire destiné uniquement à la fabrication de produits chimiques qui seront exportés, le cours trop élevé de l'iode français ne permettant pas d'établir pour les iodures un prix de revient capable de concurrencer les produits étrangers.

Cependant, un grave danger subsistait. Une marge aussi considérable entre le cours intérieur et le cours extérieur de l'iode ne pouvait pas ne pas tenter les contrebandiers. Ceux-ci s'en sont donné à cœur joie, encouragés par une quasi impunité; et le développement croissant de la fraude a entamé de plus en plus sérieusement dans sa vitalité l'industrie de l'iode en France.

On évalue à 10 tonnes environ l'iode entré chez nous en contrebande au cours d'une année. Si l'on songe que 100 kilogrammes d'iode introduits en fraude privent de leur gagne-pain deux familles de cinq personnes, on peut se faire une idée du grave dommage causé aux goémoniers par des délits répétés qu'il est scandaleux de n'avoir pas vu réprimer encore avec la sévérité qu'ils méritent.

A maintes reprises, les récolteurs de goémon et les industriels qui extraient l'iode de la soude se sont élevés contre un tel état de choses, et ont mis le gouvernement en demeure de prendre les mesures nécessaires à leur sécurité

Or, la réponse vient de leur être donnée, d'une manière à tout le moins inattendue.

Un décret du 5 octobre 1936 supprime purement et simplement le contingentement, et abaisse en même temps de 20 p. 100 les droits de douane. A ce tarif, l'iode chilien envahit immédiatement notre marché. C'est pour les usiniers la ruine de leur industrie, représentée par de petites affaires familiales très probes, qui ne disposent pas de gros capitaux pour faire face à une crise de quelque durée. Pour les pauvres pêcheurs de goémon, c'est la privation brutale de leur gagne-pain.

On ne peut pas ne pas s'en émouvoir, lorsqu'on songe que plus de 20 000 personnes, sur les côtes bretonnes, vivent du goémon, et que tant de foyers sains et honnêtes, qui comptent

souvent sept, huit, dix enfants, sont jetés dans la misère. Ceci par une mesure dont on ne comprend pas bien l'intérêt quant à l'économie nationale; qui risque au contraire, en nous rendant tributaires de l'étranger pour nos approvisionnements d'iode, de nous créer en cas de guerre de grosses difficultés.

Cette méconnaissance des intérêts légitimes d'une courageuse corporation n'est-elle pas due — on est en droit de se le demander — à ce que celle-ci s'est constituée en un syndicat libre, rattaché à la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, qui n'a par conséquent aucun lien avec la C. G. T.?

Ce syndicat des goémoniers avait obtenu en juillet dernier, en liaison avec les usiniers, la constitution d'un « Comité de l'Iode » où se groupent leurs représentants respectifs. Des délégués des transformateurs et de l'administration de la Marine Marchande assistent aux réunions à titre consultatif.

A quoi sert ce comité, formé avec l'assentiment et la collaboration du gouvernement, si celui-ci peut prendre, sans même l'avoir consulté, une mesure qui ruine la profession?

Telle est aujourd'hui la situation dramatique de l'industrie goémonière. Les députés finistérois viennent d'en représenter toute la profonde détresse au gouvernement. Que fera celui-ci? S'il tarde seulement à rapporter une mesure dont nous venons de voir le caractère inique, il fera le mal sans remède. Car il suffit de quelques mois d'importation libre pour permettre aux transformateurs de constituer des stocks d'iode qui priveront extracteurs et récolteurs de toute activité pendant plusieurs années. Ils n'y résisteront pas.

YVONNE PAGNIEZ

CINÉMA

PANORAMIQUE DU DÉBUT DE LA SAISON

Les débuts de saison marquent souvent une tendance de l'évolution du cinéma, déterminent l'atmosphère générale de l'écran pendant les mois d'hiver et de printemps qui vont suivre, pendant la période d'activité et de pleine exploitation. Cette année, j'ai beau me consulter et retourner les listes de programmes, je ne trouve pas la moindre ligne de direction. Ni vague de romantisme, d'aventure marine, de fantaisie bouffonne ou satirique, ni invasion de fantômes, ni domination du réalisme ou du document, ni offensive brusquée ou progression graduelle de quelque procédé technique, relief ou couleur. Aucun entraînement particulier, aucune poussée tyrannique. La confusion et l'éclectisme règnent débonnairement; tous les genres se partagent la faveur des producteurs et, semble-t-il, du public. Éclectisme sage et un peu atone où ne bouillonne nul ferment d'avenir; c'est un trantran modeste, un pot-au-feu de tous les styles et des poncifs qui ont, depuis longtemps, conquis la faveur populaire.

Quelques bonnes bandes historiques, *Marie Stuart* et *Marie Tudor*, quelques charmantes comédies américaines comme *My man Godfrey*, reflet un peu pâle mais encore très divertissant de l'*Extravagant M. Deeds*, des films policiers, parmi lesquels il convient de signaler *Mister Flow*, d'après Gaston Leroux, des opérettes yankees à fastueux déploiement de mise en scène entre lesquelles on peut citer le *Grand Ziegfeld*, ouvrage désespérément long pour sa matière, *Anthony Adverse* excel-

lent mélodrame varié. King Vidor nous adresse *Texas Rangers*, une de ces bandes mouvementées et commerciales qui sont le repos de son génie et lui permettent de consacrer des mois, et même des années, à l'élaboration d'un *Halleluyah*, d'un *Notre Pain Quotidien*. Fred Astaire et Ginger Roggers sortent leur immuable série de danses d'une bisannuelle nouveauté; *Dodsworth* continue la tradition des films littéraires d'une conscience exemplaire que fabriquent les États-Unis et succède au *Goujat*, à la *Forêt pétrifiée*; les Allemands ne cessent de s'intéresser aux personnages qui peuvent illustrer le type du héros nazi, le mythe du Führer, et tournent un *Empereur de Californie* qui ne manque pas de mérite, qui peint, après Blaise Cendrars, les maléfices de l'or. On abuse toujours du théâtre photographié, placement sûr si l'on engage les vedettes convenables : Allegret se tire très adroitement de l'adaptation des *Enfants terribles*; le *Roi*, qui a quelques rides, fait cependant une belle affiche et attirera beaucoup de monde au guichet des salles. Yves Mirande répand, sans se lasser, sa bonne humeur et son invention cordiale dans des ouvrages très dignes d'estime et qui correspondent exactement au goût du Français moyen. Pagnol complète sa trilogie marseillaise avec *César*, dont un métrage démesuré étouffe les fort belles scènes. Marcel l'Herbier ne change pas de milieu et à peine de sujet; la marine l'attire; à *Veille d'armes* succède la *Porte du Large* où les grands sentiments et les personnages un peu conventionnels se mêlent congrument aux plus nobles vues océanes. *La Belle Équipe*, ouvrage bien fait, n'ajoute cependant rien à la réputation de Julien Duvivier. *Les Amies*, qui nous viennent d'U. R. S. S., sont une bande souvent émouvante mais qui ne nous apprend pas grand'chose que nous ne sachions déjà sur l'esprit, la manière et le romanesque soviétiques. Fernandel, acteur prodigieux et presque constamment employé à des besognes très vulgaires, ne lasse pas le succès. Mistinguett débute dans *Rigolboche*, film assez pauvre au sens industriel et au sens intellectuel. Tino Rossi sévit avec constance et enchante, de son sourire naïf et de sa voix facile, une foule innombrable d'adoratrices. Tout va bien; tout va trop bien.

***

Par bonheur pour le critique, quelques œuvres émergent de cet entassement, soit par l'accent du sujet, soit par les surprises de la technique, soit par la personnalité de l'auteur. Ce dernier cas est celui de *Furie*, qu'a mis en scène Fritz Lang.

Fritz Lang vient de jouer la plus difficile partie d'une carrière qui semblait, il y a quelques années, proche de son apogée, dont les événements ont brusquement arrêté le cours. A l'époque du triomphe d'Hitler, ce metteur en scène occupait à Berlin une place de premier rang; il comptait parmi les trois ou quatre noms qui dominaient nettement le cinéma germanique, c'est-à-dire, à ce moment-là, le cinéma européen qui avait l'Allemagne pour foyer. Le national-socialisme porte un coup fatal à ces grands noms, autrichiens ou juifs, ou soupçonnés de tiédeur à l'égard du nouveau régime, ou peu soucieux de travailler sous l'étroite férule des maîtres de l'heure. Fritz Lang, comme tant d'autres, émigre, tourne à Paris *Liliom*, ouvrage faible traversé d'illuminations, puis il s'embarque et gagne Hollywood.

Terrible épreuve pour un artiste arrivé à la maturité de son talent. Les Américains veulent bien fournir aux arrivants leur excellente organisation technique, leurs artisans éprouvés, leurs incomparables moyens, mais il faut se plier à leurs méthodes, accepter leur canon, leur Évangile, leur manière nette, efficace et sans détours, dépouiller l'intellectuel qui sommeille au fond de tout individu pétri à Vienne, à Paris, à Berlin, adopter leur rythme et leur langage, leur syntaxe elliptique et claire, hors laquelle, là-bas, il n'est point de salut. Impératifs qui ne souffrent aucun tempérament. Combien y ont laissé s'engloutir leur personnalité, sans profit pour eux ni pour nous?

Avec *Furie* nous assistons au beau spectacle d'un homme qui, ayant jeté son lest, entre de plain-pied dans un mode d'expression qu'on lui impose et conserve cependant je ne sais quoi qui le distingue, une certaine âpreté noire, un goût amer de la complication intérieure assez éloigné de la rude bonhomie d'Hollywood. Ses exagérations d'autrefois, ses défauts, l'insistance, la lourdeur, la hantise macabre, l'effet

appuyé au delà de la limite se sont effacés comme par magie; il n'en reste plus que des traces qui épicent le récit, l'empêchent de tomber dans le mélodrame, toujours cinématographique, souvent un peu lisse et superficiel des Californiens. Est-ce le milieu de travail qui influence le metteur en scène? Est-ce la main d'un très ferme et lucide directeur de production? Je voudrais bien le savoir. Il en résulte, en tout cas, sur le thème dur, simple et humain d'un innocent, accusé de rapt d'enfant, qui échappe par miracle au lynchage de la foule et qu'on croit brûlé dans sa prison, qui poursuit sa vengeance contre ses meurtriers révélés par une bande d'actualités, qui écoute à la T. S. F. le procès de ses assassins et préfère la mort civile à une déclaration de survie qui diminuerait la responsabilité de ceux qui l'ont torturé, il en résulte, dis-je, un film vigoureux, hardi, qui file droit, riche de mouvement et de types, ombré parfois de quelques touches de la sombre poésie qui constitue la signature authentique de Fritz Lang. Voilà un rare et heureux exemple de transplantation féconde. Et quelle censure, en Europe, aurait montré le libéralisme de l'américaine, aurait autorisé un ouvrage qui attaque si résolument les abus de la justice du pays, qui ménage si peu le chauvinisme, la démagogie et la divinité de l'État?

***

Je ne sais si l'on doit considérer *Kermesse funèbre* comme un film soviétique. Son auteur, S. M. Eisenstein, un des plus célèbres parmi les metteurs en scène de Moscou, ne nous avait rien donné depuis, je crois, la *Ligne générale*, sauf *Tonnerre sur le Mexique*, grande ambition manquée qui montrait, par éclairs, des beautés fulgurantes. N'ayant plus, on lgnore pour quelles raisons mystérieuses, l'occasion ou la possibilité de tourner en U. R. S. S., il avait émigré en Amérique et travaillé pour le compte d'une société des États-Unis. Cette affaire et ses démêlés avec les producteurs ont déchaîné quelques orages en leur temps. De l'énorme matière accumulée et dont ses commanditaires lui reprochaient si amèrement la dépense, il a tiré un petit documentaire, *Kermesse funèbre*, qui est certainement une des choses les plus farouches, les plus vio-

lentes, les plus admirables que nous ayons jamais vues sur un écran. Cette étrange foire, qui se déroule le jour des Morts et en leur honneur, brasse le macabre et le divertissement forain dans le plus affreux pittoresque. Danses de squelettes, crânes en sucre que mangent les enfants, beuveries près des tombeaux, musiques populaires, masques de cadavres, confiseries infernales, manèges, tirs et chants religieux, tout cela forme un salmigondis d'un réalisme atroce, un pot-pourri de romantisme espagnol digéré par les métis mexicains et de relents des anciens cultes sanguinaires. Substance riche et putride cuisinée avec le génie de la photographie, du rythme et du cauchemar exact. Valdes Leal ou Goya chez les Aztèques. Une fois de plus, Eisenstein témoigne d'un tempérament prodigieux que nul conformisme ne saurait emprisonner.

Par contre, *Tabor* se plie docilement au cadre du dogmatisme et de la propagande des successeurs de Pierre le Grand. Mais cette bande échappe cependant, d'un côté, à la formule habituelle dont on nous a un peu rebattu les yeux et les oreilles. Son étoffe imprévue et sa singulière succulence étonnent. Non pas que les Russes aient abandonné leur découpage et leur montage lents et piétinants, abjuré leur religion des gros plans et des images qui appartiennent plus à la peinture qu'au cinéma; non pas que l'enregistrement sonore ait réalisé chez eux de grands progrès, qu'ils aient renoncé aux scènes morales et édifiantes, à l'intonation prophétique des acteurs, mais ils nous présentent de vrais Bohémiens, et non des fantoches d'opéra-comique, des hommes en chair et en os balancés entre leur race, leurs préjugés, leur particularisme et l'influence des nations où ils ont leur parcours, sollicités par des forces adverses, externes ou intérieures. Ce qui concerne le folklore gitan, danses, chants, duel au fouet, épreuves de celui qui veut s'évader de la tribu, est saisissant de naturalisme et de poésie familière. L'honnêteté et l'accent de l'exécution ravissent le spectateur habitué, en ces sortes de tableaux, aux plus outrageants excès. Le heurt des villageois du kolkhose et des camps volants, que l'autorité tente de fixer au sol et de convertir à l'agriculture sédentaire, est peint sans cette friperie romanesque dont

on encombre d'ordinaire le thème. Il y a, parmi les bohémiens, des hésitations, des fluctuations. Le vieux chef, imbu de la Loi, s'oppose à Youdko qu'allèche le démon de la stabilité, en qui point une âme incertaine de paysan. La tendance du transfuge, soutenue par l'apôtre communiste Ivan, triomphe à la fin; toute la tribu s'agrège au kolkhose. Cela durera-t-il? L'optimisme des scénaristes de l'U. R. S. S. n'en doute pas. Ils espèrent réussir là où ont échoué tant de souverains et même ce roi de Perse, Bahram Gour, dont le poète Firdouzi nous a conté la cruelle déception lorsque les Louris, qu'il avait fait venir de l'Inde, mangèrent les bœufs et le blé qu'il leur avait donnés afin de permettre leur établissement et repartirent vers l'ouest, n'ayant gardé que leurs ânes et leurs guitares.

***

C'est pour moi une grande satisfaction que de constater les progrès continus et évidents du cinéma français. Nous avions jadis, coupé de quelques heureuses surprises dues à deux ou trois artisans de premier ordre, un flot de bandes médiocres. Aujourd'hui certes nous ne sortons pas un chef-d'œuvre par semaine, et nul pays ne peut se vanter d'un tel bonheur, mais la qualité moyenne s'élève à chaque saison. Scénarios, prises de vues, son, jeu des comédiens, entente générale du film et agencement du détail, tout marque une courbe ascendante. Actuellement, un auteur doué doit trouver autour de lui, sans qu'un hasard miraculeux le favorise, les éléments et la collaboration nécessaires à un ouvrage de plan international. Ce début de saison témoigne nettement de cette amélioration et confirme tous nos espoirs.

J. Benoît-Lévy ne cherche ni les complications du sentiment ni celles de la technique; il possède une âme délicate et simple; il nous touche profondément toutes les fois qu'il traduit à l'écran l'enfance ou l'extrême jeunesse. Le revers de la médaille, c'est un penchant à la sensiblerie, à un humanitarisme larmoyant qui n'apparaît guère quand il travaille en pleine pâte, quand il est emporté par la moelle de son sujet, qui montre le bout de l'oreille dès que l'intérêt principal faiblit et que la

fabrication l'emporte sur l'observation directe. *Hélène*, tirée d'un roman de Vicki Baum, très adroit écrivain de second ordre qui n'a pas de rival pour ravigoter à la sauce moderne les plus vieilles recettes, accuse nettement les sommets et les creux du talent de J. Benoît-Lévy. Tout ce qui concerne la vie des étudiants, la chronique quotidienne des examens, du laboratoire, des parties de campagne, voilà les morceaux jaillis spontanément, savoureux et frais. Le reste, le romanesque, quoique très honnêtement machiné, ne commande qu'une admiration plus tiède. Mais les beautés de cette bande couvrent largement les espaces un peu vides dont le public, je pense, ne s'apercevra même pas.

Passons rapidement sur la *Guerre des gosses*, très amusante comédie enfantine et villageoise qui possède deux vertus capitales : un scénario très bon, la vie et le mouvement de sa troupe en herbe. Si les personnes d'âge y manquent de couleur, s'effacent avec une discrétion excessive, si les enfants aussi se trouvent parfois un peu noyés dans leur propre foule, si nul ne se détache véritablement, le total cependant possède tant de sincérité, d'ardeur naïve qu'on ne songe guère à discuter son plaisir. Le *Roman d'un tricheur* a des visées plus hautes, qu'il ne déçoit que par intermittences. Plutôt qu'un film, c'est un récit illustré. Un récit, que dis-je? Un monologue de Sacha Guitry, agrémenté d'images. Un homme, dans un bistrot, pour tuer le temps, écrit ses aveutures, les parle pendant que court son stylo. Il nous raconte les épisodes de sa carrière picaresque de chasseur de Monte-Carlo devenu croupier, puis refileur de cartes biseautées et champion de la fausse coupe et du retournement de l as. Un film muet, a-t-on prétendu. Pas du tout, bien au contraire. Privé de l'enregistrement du texte, une telle bande deviendrait impossible. Et où serait le sel si l'on ne voyait le principal interprète, qui est en même temps l'auteur et le metteur en scène, couchant sur le papier sa narration, écrasant tous les figurants d'une action dont il incarne le héros unique, mêlé à soi-même et aux différents âges de sa vie, à ces innombrables Sacha Guitry adolescents, jeunes ou mûrs qui se succèdent et s'engendrent les uns des autres? Malgré une monotonie qui découle de l'abus du procédé, il y a beaucoup à prendre là-dedans. Cet exercice de virtuosité doit contribuer

à assouplir le langage de l'écran, à l'enrichir. Le parlant n'a pas achevé ses gammes; toutes les recherches ont leur utilité; toutes les fois qu'un homme de la classe de Sacha Guitry ne se contente pas de recopier sur la pellicule une comédie de théâtre, il nous apporte du neuf.

On peut considérer la *Tendre ennemie*, de Max Ophuls comme un film français. Tournée en France sur un scénario très curieux de A.-P. Antoine, elle s'apparente au *Roman du Tricheur* par des essais techniques sonores du même ordre. Pour le fond elle appartient au genre fantômal. Les auteurs nous font bonne mesure. Trois apparitions de défunts occupent l'écran, le mari, l'amant, l'amoureux déçu, mort à la fleur de l'âge. Ils assistent aux fiançailles de la fille de celle qu'ils ont chérie, chacun à sa façon, et qui causa leur perte; ils empêchent l'union de la jeune fiancée à celui qu'elle déteste, facilitent sa fuite à Londres avec l'aviateur de son cœur; ils ne veulent pas que le malheur de plusieurs vies recommence et se répète. C'est, on le voit, un ouvrage fantastique, moral, et caustique. Beaucoup de passages ont de la verve et du mordant, de l'inattendu et du mystère. D'autres me semblent un peu lourds. Parfois la poésie se dérobe et nous retombons à ce que l'on pourrait nommer un théâtre rosse féerique. Mais l'œuvre n'en séduit pas moins par son audace, sa qualité originale.

La percée d'une génération de garçons hardis, informés du métier, rompus à la syntaxe visuelle, confirme mes espérances dans l'avenir de notre cinéma national. Il est difficile à un jeune de talent de forcer les portes; tout se ligue contre lui; chaque affaire, pour ne pas dire chaque combinaison, n'étant liée à aucune autre, constituant une spéculation isolée, personne n'ose rien risquer sur un inconnu; il faut aveugler les capitaux par tous les miroitements. Nous manquons cruellement ici de sociétés régulières d'édition capables de méditer un plan et un programme, d'éprouver et de lancer des débutants. Pourtant quelques-uns ont franchi, non sans peine, l'amoncellement des obstacles. Claude Heymann a montré, avec une adaptation un peu arbitrairement boursouflée des *Jumeaux de Brighton*, de Tristan Bernard, ce qu'on peut attendre de lui. Moguy a réussi à tirer du *Mioche*, malgré un canevas extrê-

mement puéril, où le vaudevillesque se mêle sans cesse au mélodramatique, une bande d'un mouvement excellent et d'une facture qui prouve la dextérité de son auteur. Enfin Carné, après avoir longtemps piétiné avant d'inspirer confiance, vient de gagner, en produisant *Jenny*, ses lettres de marque. Le sujet de *Jenny*, assez éculé, est de la même veine que celui de la *Profession de Mme Warren* de Bernard Shaw. Une femme mûre dirige une boîte de nuit louche; elle a un amant, Lucien, son cadet de vingt années et une fille, Danièle, qui habite Londres, qui ignore le métier de sa mère. Vous devinez que Danièle, venue à Paris, aura l'horrible révélation de ce qu'on a pris tant de peine à lui cacher, que Lucien se détachera de Jenny, aimera sa fille et fuira sa vieille maîtresse. Que Carné ait subi l'influence de René Clair et surtout celle de Feyder, que sa personnalité ne soit pas encore entièrement dégagée, on s'en avise aisément; le contraire surprendrait. Mais on perçoit dans cet ouvrage une sensibilité, une sûreté qui promettent beaucoup. La marche de Jenny hagarde sur le pont de l'Europe, la scène à peu près silencieuse où Lucien et Danièle, fuyant la boîte de nuit, errent au petit jour à travers la sinistre banlieue industrielle et se découvrent, commencent à s'attacher l'un à l'autre au milieu de ce paysage d'eaux grises, de fer et de cheminées, accusent, de la part de Carné, une possession surprenante du style et un don très rare de l'expression visuelle. Ou je me trompe fort, ou nous tenons un homme de grande classe.

ALEXANDRE ARNOUX

L'HISTOIRE

Louis XIV vu par ses contemporains. — Le prince Eugène de Savoie. — Les États-Unis et le Canada devant la géographie.

L'idée n'est pas neuve, elle est toujours bonne. Une nouvelle collection, l'*Histoire racontée par ses témoins* (Plon), s'ouvre par *Louis XIV*. Il s'agissait de prendre dans les plus célèbres Mémoires du temps les scènes, peintures de mœurs, portraits du roi et de son entourage les plus caractéristiques. Ce choix a été fait avec un éclectisme éclairé par madame Ebeling. On y trouve, à côté des morceaux classiques du cardinal de Retz et de madame de Motteville, des passages moins brillants mais très documentaires d'ouvrages qu'on a moins facilement sous la main. N'y cherchez pas Saint-Simon, il sera du second volume. Celui-ci s'arrête à l'avènement de madame de Maintenon. Ce qui manque, c'est une notice sur la valeur du témoignage et la qualité du témoin en tête de chaque extrait. Elle ne serait pas inutile même pour Retz et madame de Motteville; elle serait infiniment désirable pour les auteurs qui ne sont pas forcément familiers à tout le monde comme Pierre de la Porte, Loménie de Brienne, le marquis de Montglas, la Grande Mademoiselle, etc. Ne dites pas qu'on pourra toujours se renseigner. La grande règle en pareil cas, c'est qu'on ne saurait se donner trop de peine pour en épargner si peu que ce soit au « benoît lecteur », comme disaient nos pères.

La valeur d'un témoignage n'est pas nécessairement proportionnelle au talent du témoin, c'est même généralement le

contraire. Retz est suspect, mais incomparable. Quel talent de tout marquer d'un trait! Quelle langue éternellement jeune parce qu'elle n'a rien de maniéré, et que la malice est dans la pensée avant d'éclater dans le mot! Cette prose, vieille de près de trois siècles, n'a pas une ride. Mazarin « fit si bien qu'il se trouva sur la tête de tout le monde, dans le temps que tout le monde croyait l'avoir encore à ses côtés ». A ce spectacle, « M. de Longueville ouvrit les yeux, mais ce ne fut que pour les refermer ». Chacun a son compte. Chapelain, « qui enfin, avait de l'esprit », admire l'arrestation du duc de Beaufort, si populaire la veille. « Le clergé, qui donne toujours l'exemple de la servitude, la prêchait aux autres sous le titre d'obéissance. » Heureusement que Gondi est coadjuteur de l'archevêque de Paris. « Les Grands, qui pour la plupart avaient été chassés du royaume, s'endormaient paresseusement dans leurs lits qu'ils avaient été ravis de retrouver. » Et la Fronde répond « au moment où l'on revient de la léthargie, mais par des convulsions ».

Arrachons-nous à cet enchantement. Louis XIV est-il mieux vu par ses contemporains que par nous? Ce n'est pas sûr. Il faut un peu de recul pour voir les ensembles. Même sur les détails matériels, les contemporains sont rarement d'accord. M. Gaxotte, qui a préfacé ce recueil avec son habituelle virtuosité, raconte que M. Madelin, après avoir lu plus de deux cents volumes sur Napoléon, n'est pas arrivé à se le figurer physiquement. Chacun de ceux qui le dépeignent l'a vu avec ses propres yeux, des yeux qui ne savaient pas nécessairement voir, qui sont embués de sentiments, de préjugés, d'habitudes hostiles à la clarté comme un verre dépoli. Et M. Gaxotte se laisse entraîner, pour notre plus grand plaisir, à refaire une fois de plus, à sa façon, le portrait du Grand Roi. Il lui ôte sa perruque, il le peint jeune, dans l'éclat et la gaîté de ses débuts, dans les plaisirs de l'Ile enchantée, dans cette explosion de vie galante et païenne qui salue la fin de la guerre et du Cardinal. Nous voyons trop le vieux roi, qui ne va pas à la comédie et ne la fait plus jouer chez lui, à qui suffit l'*Esther* de Racine. Nous oublions les farces de Molière, les ballets où le roi joue son rôle et ne le joue pas à demi. Louis XIV nous paraît embrumé d'ennui parce qu'il est devenu grave et solen-

nel à force de durer. Il a trop fait attendre la Régence. « Le malheur de Louis XIV, dit M. Gaxotte, fut d'avoir une bonne santé et de vivre longtemps en lassant une génération impatiente. Les rois doivent mourir au bon moment pour ne pas contrarier la succession des âges. »

***

La mode est aux biographies. L'écueil est d'exagérer le rôle du biographié. Les biographies ressemblent souvent à des Mémoires écrits par un tiers. L'auteur a intérêt à rehausser l'importance de son héros puisque l'intérêt de son livre en dépend. D'autre part, ce genre d'histoire, même quand elle n'est pas romancée, — ce qui heureusement n'est plus en faveur qu'au cinéma, — a toujours un côté romanesque. Les petits faits y tiennent grande place, les anecdotes y sont les bienvenues, au point qu'on est tenté de ne pas trop discuter l'authenticité de celles qui font bien dans le tableau. L'histoire biographique satisfait la curiosité du grand public : elle n'est pas œuvre d'imagination, mais parle à l'imagination.

C'est pourquoi elle plaît et réussit volontiers aux romanciers. M. Ludwig (*Napoléon, Bismarck, Hindenburg*); M. Stefan Zweig (*Fouché, Marie-Antoinette, Calvin et Castellion*), depuis qu'ils en ont goûté, ne font plus autre chose. M. Ludwig vient même d'entamer une biographie extra-humaine, une biographie de fleuve, *le Nil*. M. Paul Frischauer a cédé au même courant. Son *Prince Eugène* (Victor Attinger) a moins d'éclat, mais ne manque pas de solidité. Naturellement, il ne s'agit pas ici du prince Eugène de Beauharnais, celui de la caserne parisienne. M. Frischauer est Viennois et son prince Eugène est celui qui est une des gloires de l'armée autrichienne, où du reste on en cite peu, sans compter que le prince Eugène lui-même est tout ce qu'on voudra, sauf Autrichien. Il est Italien par sa mère la célèbre Olympe Mancini, nièce de Mazarin, la première passion de Louis XIV. Il est Savoyard par son père, le prince de Savoie-Carignan, qui porte en France le titre de comte de Soissons, titre français réservé à la branche cadette des Bourbons dont descend sa mère. Le prince Eugène est donc spécifiquement international, mais tout à fait fran-

çais d'éducation. Après quarante ans de séjour à Vienne, il s'excuse de parler français à Leibnitz, vu qu'il a beaucoup à lui dire et qu'il aurait de la peine à le dire en allemand. Il paraissait voué à faire sa carrière en France. Les circonstances ne le voulurent pas.

Sa mère, la plus intrigante et la plus coquette des nièces de Mazarin, et ce n'est pas peu dire, ne se désintéressait pas de la vie sentimentale du souverain qui avait glissé entre ses filets. Elle contribue à entraver les velléités de mariage entre Louis XIV et sa sœur Marie Mancini, autre perle de l'écrin cardinalice. Elle complote contre mademoiselle de la Vallière et est même momentanément exilée avec son mari, qui n'en peut mais, pour avoir collaboré à une lettre en espagnol écrite à la reine, où l'intrigue royale était dévoilée. Le prince Eugène était né (18 octobre 1663) au palais Soissons, ancien château de Catherine de Médicis, où se trouvait un observatoire pour son astrologue Ruggieri. Rien de plus indiqué pour Olympe, férue elle aussi de magie, et dont le père avait été naguère astrologue et devin à Rome. Eugène n'a rien de la beauté des Mancini. Il est même fort laid, au point que ses portraits, à force de l'embellir, ne lui ressemblent plus du tout. Le nez est court et épaté, la bouche presque toujours ouverte, la taille maigre et tordue. Comme il y a quatre frères à pourvoir avant lui, il sera homme d'église et on l'habille en abbé dès sa cinquième année, ce qui ne l'avantage pas. Le roi a beaucoup fréquenté le jeune ménage, ce dont la Cour a naturellement jasé. Il n'est pas tenté de s'attribuer ce rejeton peu flatteur.

L'enfant en souffre. On lui apprend un jour que les Spartiates exposaient sur le Taygète les nouveau-nés mal-venus. « Pourquoi, murmure-t-il, ne l'a-t-on pas fait pour moi? »

Olympe n'a pas de chance. Elle intervient pour Fouquet qui est disgracié; elle a conspiré contre mademoiselle de La Vallière; elle est mal avec madame de Montespan. Ses fils aînés sont dans les armes et ont l'avenir assuré tant bien que mal en France ou en Savoie; seul, Eugène n'a rien, ni grade militaire ni bénéfice ecclésiastique. Il a beaucoup étudié, sa santé s'est affermie, il ne rêve que batailles. Hélas! son père meurt obscurément peu après le passage du Rhin et sa mère, compromise dans l'affaire des poisons, se réfugie à Bruxelles.

Les enfants restent à Paris sous la garde de leur grand'mère qui est singulièrement avare. Eugène a au moins la consolation de jeter aux orties sa soutane d'abbé éternellement en herbe; il fait des armes et on lui trouve du charme malgré son physique disgracié.

Son aîné, colonel au service de l'empereur, est tué dans la guerre contre les Turcs qui menacent Vienne. Eugène part avec le prince de Conti pour le remplacer. Le roi se soucie peu d'Eugène : « Ne trouvez-vous pas que j'ai fait là une grande perte? » dit-il à son frère. Mais Conti est prince du sang, neveu de Condé et a épousé mademoiselle de Blois, fille de Louis XIV et de mademoiselle de la Vallière. Le roi défend de laisser passer le Rhin à qui que ce soit et les fugitifs sont rattrapés à Bruxelles chez Olympe. Conti n'obéit pas à l'ordre de rentrer et Eugène, dont le roi n'avait pas daigné s'occuper, l'entraîne à franc étrier. Ils sont rejoints de nouveau à Francfort-sur-le-Mein. Conti, à la lecture d'une lettre du roi, revient. Eugène continue seul, retrouve la cour impériale à Passau, et prend part comme volontaire à la bataille qui délivre Vienne serrée de près par les Turcs.

Il n'est pas enthousiaste du pays qui va devenir le sien, ni de l'empereur plus que médiocre dont il va être le serviteur. L'armée cosmopolite qui a battu les Turcs est un ramassis. Les Polonais de Sobieski sont des pillards sans vergogne, on vend le butin pris sur les Turcs à chaque coin de rues. C'est la tour de Babel. Eugène ne comprend rien à toutes ces langues disparates. Le dévouement aux Habsbourg est le seul patriotisme. Qu'importent les Habsbourg à Eugène et à la plupart de leurs sujets et alliés? Dans leurs États héréditaires, ils sont pauvres et restreints; comme empereurs d'Allemagne peu obéis ou même pas du tout. Vienne est misérable, aux trois quarts en ruines, et pourtant, avec de la volonté, on pourrait faire avec ce chaos de grandes choses. Les terres du domaine sont immenses. Bien administrées, elles pourraient entretenir une armée de 200 000 hommes sans fouler le pays. Mais l'empereur Léopold est vide, flasque et inabordable. Le jeune chevalier de Carignan sans le sou, sans commandement, simple volontaire dans les troupes de son cousin le margrave de Bade, se bat comme un lion, mais ne perce pas pour si peu :

tous les jeunes nobles en font autant. Son cousin remarque pourtant son sens militaire, son coup d'œil stratégique, ce qui n'empêche pas qu'à la fin de la campagne il reste hors cadre et besogneux comme devant, avec l'obligation princière de ne pas en avoir l'air.

Il est à la longue nommé colonel grâce à la recommandation conjuguée du margrave de Bade et de l'électeur de Bavière, gendre de l'empereur. C'est le pied à l'étrier, et aussi la fin de la gêne, car un colonel, disposant des grades de son régiment, se faisait, dit un ambassadeur vénitien, le revenu d'un marquisat. Le duc de Savoie, qui jusqu'ici faisait la sourde oreille aux demandes d'argent de son parent, lui envoie du coup mille écus d'or de Hongrie, pour fêter le carnaval à Munich. Le titre de général ne se fit guère attendre. Villars, le futur maréchal et adversaire du prince Eugène, chargé d'une mission secrète à Vienne, trace de lui un portrait juste et gris qui témoigne de l'attitude qu'affectait Eugène à la Cour : « Beaucoup de courage, plus de bon sens que d'esprit, assez d'étude, cherchant fort à se rendre bon officier et très capable de le devenir un jour. Il a de la gloire et de l'ambition. » Le mot « gloire » à cette époque, c'est l'honneur quand il s'agit des grands.

A cet égard, un voyage à Madrid où il accompagne sa mère, n'est pas du temps perdu. Il en rapporte le titre de Grand d'Espagne et la Toison d'Or. Son avenir militaire se dessine. Le margrave de Bade a dit de lui à l'empereur « qu'il égalera bientôt tous ceux que l'univers considère maintenant comme de grands généraux ». Il est d'ailleurs respectueux de la hiérarchie, oublie sa naissance dans le service et n'en abuse pas en dehors. Très grièvement blessé au siège de Belgrade, il obtient son premier commandement en chef en Italie et envahit la France, revanche de l'abbé de Savoie auquel Louis XIV avait dédaigneusement refusé une compagnie. Les éternelles indécisions du duc de Savoie, Victor-Amédée, l'obligent à repasser les Alpes, mais il est feld-maréchal. La réconciliation du duc de Savoie et de Louis XIV le paralyse jusqu'à la paix de Riswyck.

Il est maintenant en grande vue. Il passe au premier rang quand le duc de Saxe, sous lequel il devait commander l'armée

contre les Turcs, est élu roi de Pologne. Une lettre récemment découverte d'un gentilhomme vaudois en relation avec le prince Eugène le félicite de cette élection : « On ne parle point du nouveau roi qu'on ne s'entretienne de votre Altesse. » On comprend pourquoi. Le jeune maréchal peut voler de ses propres ailes. Il remporte la victoire éclatante de Zenta sur le sultan Mustapha. Heureusement, il n'avait pas ouvert une lettre du Conseil de guerre qui lui interdisait de risquer la bataille. Le voici à trente-quatre ans l'émule de Villars et de Marlborough, ses aînés, qu'il va bientôt rencontrer, comme adversaire ou comme collaborateur, sur les champs de bataille d'Occident. Le roi Louis XIV lui fait secrètement proposer de rentrer en France avec tous les honneurs possibles, maréchal, gouverneur de Champagne, etc. Trop tard, encore que le prince ait dû faire effort pour ne pas se laisser tenter. Pendant la guerre, il est touché lorsque Louis XIV lui fait renvoyer son valet de chambre et ses bagages qui avaient été pris. Mais à ce moment, il est illustre entre tous; il est le premier personnage de l'Empire, le plus grand capitaine de sa génération. C'est lui qui a réalisé l'horoscope prédisant à sa mère qu'un de ses fils deviendrait général de l'Empire et la vengerait de Louis XIV.

M. Frischauer nous trace de son rôle dans la guerre de Succession d'Espagne un tableau flatteur, voire flatté, car la seule défaite du prince Eugène, la bataille de Denain, est passée sous silence, le nom n'en est même pas prononcé. Villars l'avait battu ce jour-là. Eugène prendra sa revanche au traité de Rastadt qu'ils négocièrent en tête-à-tête. Celle du prince est plus diplomatique que celle du maréchal; il n'est pas pour rien petit-neveu de Mazarin. Le fait que le prince Eugène n'avait pas oublié le français tandis que Villars avait oublié le latin explique que le traité fut, par une innovation sensationnelle, rédigé en français au lieu de l'être en latin suivant le protocole du Saint-Empire, avec la clause, qui dès lors devint de style, que cette dérogation « ne pouvait être alléguée pour exemple ».

***

On ne peut pas laisser passer, sans en signaler le grand intérêt, le tome XIII de la *Géographie universelle* de Vidal

de la Blache et Lucien Gallois, l'*Amérique du Nord*. Il est de M. Henri Baulig, professeur à l'Université de Strasbourg, et forme deux volumes qui représentent trente années d'études. Ce n'est pas trop pour le sujet : le Canada et les États-Unis. Ce qui fait la valeur particulière de cette monumentale publication, c'est que la géographie physique est traitée en fonction de la géographie humaine. Les faits s'éclairent mutuellement. La géologie joue un rôle explicatif mais ne le déborde pas comme il arrive parfois chez les géographes trop soucieux de montrer qu'ils ne sont pas de la vieille école descriptive. Tel manuel paraît fait pour les candidats à l'agrégation. Il ne faut pas transformer la géographie en une science ésotérique, intelligible aux seuls initiés. Élisée Reclus et Vidal de la Blache, pour ne parler que des morts, ont écrit dans la meilleure langue de tout le monde voulant être compris par tout lecteur cultivé. On ne perd pas à les imiter.

M. Baulig ne fait pas de littérature. Il ne décrit pas le Mississipi comme Chateaubriand, qui du reste ne l'avait jamais vu. Nous sommes loin des célèbres pages sur le Meschacébé dans *Atala* : « Quand les tempêtes ont abattu des plants entiers de forêts, les arbres déracinés s'assemblent sur les sources. Bientôt les vases les cimentent, les lianes les enchaînent et des plantes y prenant racines de toutes parts achèvent de consolider ces débris. Chariés (*sic*) par les vagues écumantes, ils descendent au Meschacébé. Le fleuve s'en empare, les pousse au golfe mexicain, les échoue sur des bancs de sable et accroît ainsi le nombre de ses embouchures. Par intervalle, il élève sa voix en passant sous les monts, et répand ses eaux débordées autour des colonnades des forêts et des pyramides des tombeaux indiens : c'est le Nil des déserts. Mais la grâce est toujours unie à la magnificence dans les scènes de la nature : tandis que le courant du milieu entraîne vers la mer les cadavres des pins et des chênes, on voit sur les deux courants latéraux remonter le long des rivages des îles flottantes de pistra et de nénuphar, dont les roses jaunes s'élèvent comme de petits pavillons. Des serpents verts, des hérons bleus, des flamants roses, de jeunes crocodiles s'embarquent passagers sur ces vaisseaux de fleurs et la colonie, déployant au vent ses voiles

d'or, va aborder endormie dans quelque anse retirée du fleuve. » Ainsi chante le génie, même en prose.

Celle du géographe est plus volontiers technique. Le Mississipi est vivant, mais vivant à la manière d'un fleuve, pas à la manière d'un Dieu. Son cours est comme un *curriculum* où chaque détail a sa raison d'être. Nous le voyons dans sa partie supérieure « couler à fleur de sol parmi un dédale lacustre dont il se dégage péniblement ». Plus bas, après Saint-Paul, sa vallée est encaissée entre des « à pic », des escarpements de 50 à 200 mètres, auxquels M. Baulig laisse leur nom anglais de « bluffs », qu'il ne faut pas prendre ici dans son acception la plus répandue. Sur le large fond plat se dessine un « lacis de bras enveloppant des îles basses, humides et boisées ». Les bisons ont disparu. Chateaubriand n'y verrait plus au clair de lune, même avec les yeux de l'imagination, un bison chargé d'années fendre les eaux à la nage. « A son front orné de deux croissants, à sa barbe antique et limoneuse, vous le prendriez pour le dieu du fleuve, qui jette un œil satisfait sur la grandeur de ses ondes et la sauvage abondance de ses rives. » Des sections larges à pente modérée alternent avec des étranglements et des rapides. Ces chutes sont obligées de travailler pour les grandes villes qui leur empruntent leur force électrique. Ce n'est plus le spectacle enchanteur de cette végétation désordonnée qui « sur des bras de rivière jetait des ponts de fleurs ». Les ours « enivrés » de raisin que Chateaubriand nous montre chancelants sur les branches des ormeaux ont cessé de jouer les silènes ; il y a même moins de serpents « suspendus au dôme des bois en s'y balançant comme des lianes ».

Des villes nouvelles grandissent sur les deux rives partout où quelque terrasse favorise l'accostage et la traversée. Saint-Paul est parti de là, favorisé par un ravin qui facilite l'accès du plateau. C'est le terminus de la navigation fluviale, maintenant en déclin par la concurrence des voies ferrées. Minneapolis, plus jeune, est le double de sa voisine. Ses chutes de Saint-Antoine n'actionnent plus les scieries, mais prêtent à l'industrie leurs 60 000 chevaux. L'horizon est barré par les puissants moulins cubiques qui font de Minneapolis la métropole de la minoterie.

A suivre ainsi le fleuve avec le réseau de ses affluents dont

beaucoup sont eux-mêmes des fleuves, parfois plus longs que lui-même comme le Missouri, ou plus industriels comme l'Ohio, on saisit la structure d'un bassin grand comme le tiers de l'Europe. Toute la partie en aval du confluent de l'Ohio n'est plus que plaines alluviales, larges traînées de dépôts sans consistance, à protéger sans cesse contre les inondations du fleuve qui les domine du haut de son lit constamment exhaussé. Les immenses levées naturelles qui retiennent la masse des eaux ont dû être renforcées, car beaucoup de marécages de la zone littorale sont au-dessous du niveau de la mer. Nous aurions pu prendre un autre exemple, la région des Grands Lacs ou celle des Montagnes Rocheuses; la méthode est partout la même.

Naturellement, les chapitres qui attirent le plus l'attention, étant donné la crise que les États-Unis traversent comme tout le monde en se défendant contre elle avec la volonté farouche d'en sortir à tout prix, sont ceux qui traitent de la situation économique, financière et démographique de la grande république. Le dernier, « l'Équilibre des États-Unis », est une étude condensée de tous ces problèmes, de leurs causes, de leur solution possible, de leur évolution probable. Ces quelque cinquante pages sont vraiment pleines de substance.

Une crise de mévente, entraînant le chômage pour l'employé et la ruine pour l'employeur, est un phénomène classique. Les pays plusieurs fois centenaires le savent, voient venir le mauvais moment, carguent la voile avant la tempête. Ils ont l'expérience et la résignation du « vieux parapluie sur lequel il a beaucoup plu », comme disait Thiers. Aux États-Unis, on n'a pas de parapluie, il est convenu que la pluie ne dure pas ou en tout cas ne mouille pas. La consommation doit répondre à la production et monter avec elle, moyen infaillible d'éviter la mévente. Le pouvoir d'achat du client n'est pas limité par ses ressources, puisque la vente à crédit lui permet de ne pas se préoccuper du paiement : qui a terme ne doit rien. En effet, si rien n'arrête le mouvement, le circuit s'établit, le crédit pour tous équivaut à de l'argent pour tous. Tant que le cerceau roule, il ne tombe pas. Il ne faut donc pas qu'il s'arrête. On a cru jusqu'au delà des limites de l'espérance que la roue de la fortune était douée du mouvement perpétuel. L'équilibre des

affaires aux États-Unis, on l'a dit souvent, c'est l'équilibre du cycliste qui est forcé de continuer à rouler pour rester sur sa selle. Rien de plus simple pour un peuple jeune et vigoureux, dégagé des routines du vieux monde, au nombre desquelles figurent en première ligne les lois classiques de l'économie politique.

Cette euphorie systématique a d'abord réussi parce que les vieux pays, épuisés par la guerre, accablés de charges militaires, enserrés dans des frontières étroites, se sont trouvés hors d'état de résister à la concurrence des États-Unis, grands comme l'Europe avec une population quatre ou cinq fois moins dense et des ressources naturelles de tout genre inépuisables pour un temps indéfini. Pendant des siècles, l'Europe avait joui d'une situation privilégiée et joué un rôle supérieur à sa place sur le globe. Elle faisait en 1870 les trois quarts du commerce mondial, elle n'en faisait plus que la moitié à la veille de la dernière guerre. Depuis, sa situation a encore fortement périclité. Les pays arriérés qu'elle avait pour clients se sont outillés, ils se passent d'elle et même la remplacent sur les marchés lointains. C'est fatal. La supériorité de la main-d'œuvre compte de moins en moins avec le travail en série; la supériorité de l'esprit d'invention n'est plus un monopole avec l'expansion de la science. Il a fallu des siècles pour créer une avance qui se perd aujourd'hui en une ou deux générations. On travaille plus vite aux États-Unis qu'en Angleterre ou en France, on produit à meilleur marché au Japon.

Les États-Unis ont connu, pendant et après la guerre, une ère de prospérité exceptionnelle qu'ils ont considérée comme normale et définitive. Le niveau de vie ne cessait de s'élever et son élévation même assurait une consommation toujours croissante. En présence de ce débouché insatiable dont la capacité d'achat était fantastiquement accrue par le crédit sous toutes ses formes, la production a pris des proportions déréglées. C'était danser sur la corde raide. Trop tendue elle a fini par casser. Un beau jour toute la machine s'est enrayée. La mévente a produit le chômage, le chômage a accru la mévente. Pour ne pas accroître le chômage, on a eu recours à la restriction de l'immigration et de la natalité, le *birth controli*. On a réduit ainsi le nombre des consommateurs encore plus

vite que celui des travailleurs. On a vu ce résultat, paradoxal d'apparence mais inévitable en réalité, qu'il y avait d'autant plus de chômeurs qu'on écartait la concurrence du travailleur étranger, de même que le protectionnisme le plus outrancier ne faisait que paralyser le marché intérieur en paralysant l'activité et l'esprit de progrès.

Ajoutons que la population rurale, comme partout, s'est portée sur les villes. Ce phénomène, qui n'est pas catastrophique tant que les villes se contentent de drainer un excédent de naissances rurales, le devient quand l'exode vers la ville entraîne une dépopulation des campagnes, c'est-à-dire « entame le capital humain », richesse essentielle d'un pays. Heureusement, aux États-Unis, la population ne circule pas en sens unique. On a vu les campagnes se repeupler quand la crise a trop éprouvé les villes : de 1930 à 1932 trois millions de citadins ont regagné les exploitations agricoles, quittes à revenir si la crise industrielle, en atténuation depuis deux ans, paraît conjurée, comme on se plaît à le croire. La géographie ne prédit pas l'avenir, elle ne fait pas concurrence à la clé des songes, elle donne tout de même de bons avis.

***

Le volume sur « les généralités et le Canada » n'est pas moins suggestif. Là encore il s'agit de régions en rapide transformation, sur lesquelles il faut tous les quarts de siècle se remettre au point. Même les idées sur les déserts de neige qui paraissaient sans histoire et sans avenir appellent des révisions. Voyez l'Alaska. Nous n'en sommes déjà plus au film à succès, « la ruée vers l'or ». L'or en Alaska n'attire plus les foules. Nous sommes loin des 50 millions de dollars que produisaient les mines d'or en 1916. Nous en sommes à 10 millions, à peu près le chiffre de 1900. De ce train, vers 1940, nous serons retombés au chiffre de 1890, c'est-à-dire aux environs de zéro. On en est à traiter du minerai à un dollar par tonne, ce qui n'est possible que par la force hydro-électrique dont on ne dispose pas partout. Les villes naguère grouillantes de vie, Nome, Circle, sont presque abandonnées. Les mines de cuivre sont encore plus malheureuses. Depuis la baisse inexorable du métal,

l'exploitation est complètement arrêtée. N'était la pêche, particulièrement celle du saumon, qui occupe 11 000 hommes sur 60 000 habitants, l'Alaska tomberait à rien. Quant aux Esquimaux, ils ont été sauvés par le succès prodigieux de l'élevage du renne : un million de têtes en Alaska. L'ingrate « toundra » devient une réserve alimentaire au delà du cercle polaire.

Quant au Canada, pour nous c'est un parent, et même pas très éloigné, malgré l'Océan. Nous pensons tout d'abord à la vieille terre française, où 60 000 paysans ont, depuis plus de deux siècles et demi, à force de ténacité et de natalité, maintenu leur langue, leurs mœurs, leurs souvenirs, leur religion, en face d'une minorité britannique devenue peu à peu une majorité des deux tiers. Il ne faut pas cependant se méprendre sur le caractère et la portée du miracle canadien. Les Canadiens français sont trois millions, ils représentent près de 30 p. 100 de la population actuelle, mais, du point de vue économique et politique, beaucoup moins. Ils se concentrent de plus en plus dans leur domaine propre, ils sont plus de 80 p. 100 dans la province de Québec; ils excluent même peu à peu les colons anglais des confins de l'Est. Mais eux-mêmes ont perdu un million des leurs passés aux États-Unis où ils se fondent, plus ou moins vite mais fatalement, dans la population américaine. D'autre part, les immigrants qui peuplent le reste du dominion ne sont pas Français et n'ont aucune chance de le devenir : ils sont 35 p. 100 d'Anglais, 34 p. 100 d'Américains, 31 p. 100 de « divers » plus ou moins vite assimilés, plus vite quand ils sont Scandinaves, moins vite quand ce sont des Slaves, Ruthènes ou Ukrainiens. « La carte ethnique de la Prairie, écrit M. Baulig, est une broderie bariolée sur une forte trame britannique. » Cette immigration, qui montait à 400 000 âmes par an avant la guerre, a fortement décru, ce qui fait que la proportion de l'élément canadien français s'est maintenue à 28 p. 100 au plus bas et a chance de remonter. Mais dans l'ensemble, il est visible et dès maintenant acquis que le Canada français s'est désintéressé du développement du dominion en dehors de la vallée du Saint-Laurent, que ce développement s'est fait sans lui, par suite au détriment de son influence.

On est toujours tenté d'exagérer l'avenir des pays sympa-

thiques. Le Canada en a certainement un très beau, mais moins illimité et surtout moins rapide qu'on ne l'escomptait naguère. L'accroissement de la population n'a rien de vertigineux. Le dominion, presque aussi grand que l'Europe ou les États-Unis, ne compte guère que 11 millions d'habitants. L'immigration a décru en quantité, encore plus en qualité. Celle des États-Unis a diminué de moitié dans le pourcentage total : 17 p. 100 au lieu de 35. Il en est de même des Anglais. Ce sont maintenant des Européens éloignés qui forment le principal afflux (Slaves, Allemands, Italiens, Juifs de Pologne ou pays voisins). Ces colons nouveaux ne sont pas agricoles; ils restent pour la moitié sur le versant de l'Atlantique, dans les villes et centres manufacturiers. Ce n'est pas de cette main-d'œuvre qu'a besoin un pays vaste comme un continent et qui n'a pas beaucoup plus d'un habitant par kilomètre carré. Cette immigration en outre est provisoire et volante, elle ne forme pas de familles stables, elle compte deux hommes pour une femme et beaucoup guettent l'occasion de se glisser aux États-Unis en dépit des contingentements. La natalité encore belle (24 p. 1 000) est en décroissance, même au Canada français où elle reste de 30 p. 1 000 contre une mortalité de 13 à 14. L'immense marché américain est fermé aux produits agricoles, ce qui explique que la balance des échanges entre le Canada et les États-Unis reste négative pour le Canada, encore que notablement relevée par le tourisme qui laisse au dominion un excédent variable de 202 millions de dollars en 1929 à 66 en 1933. Ne concluons pas trop : « Ce n'est pas, remarque M. Baulig, l'affaire de la géographie de suivre pas à pas les péripéties d'un drame formidable où interviennent toutes sortes de facteurs financiers, monétaires, moraux, qui n'ont rien de géographique. »

A. ALBERT-PETIT,
Membre de l'Institut.

PEG'S CLUB

Pour bavarder librement au coin du feu, sommeiller la pipe à la bouche, et surtout pour conserver cette mutuelle camaraderie qui naît du danger, dix-sept officiers du régiment des Gardes Royales achetèrent au lendemain de la guerre, à quelques pas de Bond Street, une petite maison qui n'est même pas confortable. Aujourd'hui les dix-sept ont passé l'âge d'être « jolly ». Certains sont partis, d'autres sont devenus célèbres, de nouveaux compagnons se sont joints aux anciens : le Peg's Club sera bientôt un club public. Il conserve cependant cette austérité apparente d'un lieu très secret. Deux valets, à col d'or, font le guet derrière la fenêtre à guillotine et interdisent l'entrée du bar aux visiteurs importuns.

Un jour, dans la petite bibliothèque où sur la table laquée le barman dépose chaque soir la bouteille de whisky que le major Ramilton consomme en silence sans bouger de son fauteuil de cuir, j'ai aperçu, un peu à l'écart d'un groupe d'habitués, un homme qui grignotait un biscuit sec. Sa tête blonde de Nordique, aux yeux très clairs, presque maternelle, la bouche marquée de plis, aiguë et cruelle, émergeait d'un cou amaigri, serré dans un col dur. On parlait de peinture, et ce petit homme, vêtu de noir, prononçait de temps en temps quelques mots d'une voix morte.

— Qui est cet étranger? — demanda quelqu'un.

— Oh! C'est un critique d'art, — répondit à mi-voix un habitué.

Beaucoup plus tard, j'appris que l'étranger vêtu de noir, le timide critique d'art et qui se trouvait par hasard dans ce

club de bons vivants, était le fameux Lawrence d'Arabie, simple servant à la Royal Air Force.

Maurice Baring est membre de vingt clubs, mais il déjeune régulièrement à Peg's Club où chaque année avant de partir en croisière, sur quelque navire de guerre (le seul endroit où il peut paisiblement terminer un livre), il donne un dîner d'adieu dans la salle privée. Quinze invités de choix prennent place autour de la table ovale que surveillent des valets en perruque blanche. Il y avait ce soir-là le grand Lucas qui voulait se rendre en France pour rencontrer Marcel Aymé qu'il admire à l'égal de Rabelais; Duff Cooper, le benjamin des fondateurs du club, très beau, si noble, mais un peu fatigué par le poids du renom et de l'autorité acquise très jeune. J'étais assis à côté de Maxwell, dont nous lisions autrefois les romans, Evelyn Waugh était à ma gauche. A tort il est inconnu des Français. C'est le plus étonnant des écrivains anglais : un Drieu La Rochelle qui aurait oublié la guerre.

— Qu'écrivez-vous en ce moment?

— Je délaisse les romans pour écrire une biographie, — dit-il.

— Vous n'avez pas changé de genre.

La lumière douce des bougies se reflète sur les cristaux et la conversation glisse lentement à mi-voix; soudain éclate une bruyante plaisanterie : nous sommes à un dîner de célibataires. Quelques verres se brisent, puis les convives se lèvent un peu vacillants pour entonner un refrain qu'ils chantaient autrefois dans la chapelle d'Eton.

— Voulez-vous que je vous conduise à l'endroit le plus amusant de Londres?

J'accepte avec joie, sans songer que l'endroit le plus amusant de Londres ne l'est peut-être pas du tout pour celui qui pense aux plaisirs de France.

— Allons voir Mrs Lewes qui demeure à Jermyn Street, — dit mon compagnon.

Jadis, Mrs Lewes était la célèbre cuisinière du comte de Paris. Plus tard elle épousa un lord, ou presque, et meubla la maison qu'il lui avait offerte à Jermyn Street. C'est aujourd'hui un hôtel étrange; on peut y rester un mois sans rien

payer, ou bien après trois jours on vous réclame le prix de quarante bouteilles de champagne que d'autres ont consommées. Mrs Lewes a soixante-six ans; elle se souvient de tout, mais mélange les événements et les noms. Dans le salon, s'entassent pêle-mêle les portraits de famille, les aquarelles de Turner, les eaux-fortes de Ben John, les meubles exquis de Chelsea, les poteries chinoises et les cristaux de Birmingham. Quelques convives bavardent au coin du feu. Il y a là un fils de marquis vêtu d'un tricot de laine bleu; il revient d'un voyage en Australie après deux ans de service volontaire comme marin à bord du dernier voilier qui fait le service de Southampton; une jeune actrice retour d'Amérique; un agent de l'Intelligence Service; deux vieux messieurs qui ronflaient dans un fauteuil, le chapeau haut de forme sur l'oreille. Mrs Lewes en robe de mousseline, les cheveux cachés sous un bonnet de tulle, sourit de sa bouche édentée. Elle raconte une anecdote dont elle oublie la fin, entame une nouvelle histoire scandaleuse, mais ne s'en souvient plus et appelle son valet qui a meilleure mémoire.

Mes amis pouffent de rire, je bâille d'ennui. A deux heures du matin, nous quittons notre hôtesse qui chancelle.

— Quelle bonne soirée! — me dit mon compagnon, en songeant qu'il avait pleinement joui d'un plaisir difficile en Angleterre : parler librement.

LES LETTRES PRIVÉES DE GEORGES MOORE

Eton Place et ses maisons grises encerclent Belgrave Square; le jardin appartient à des demoiselles à chapeau à brides qui promènent chaque matin leur caniche à l'heure où résonne sur l'asphalte le pas des cavaliers. C'est un quartier silencieux habité par quelques princes sédentaires, des diplomates en retraite et d'influentes vieilles dames qui unissent ou séparent les amoureux, conseillent les ministres, inspirent les biographes en leur prêtant des documents secrets.

La maison de lady Cunningham à Eton Place est moins connue aujourd'hui que son manoir en Écosse où se réunissent dès septembre les plus fameux chasseurs. Les contrevents sont à demi fermés et le portier dit aux visiteurs que l'aimable

hôtesse est absente. Lady Cunningham dansa avec le prince de Galles sous le regard de la reine Victoria. Elle s'habillait autrefois chez Worth, ce qui était audacieux pour une dame d'honneur à la cour. C'était l'époque galante où lord Salisbury avait assez de tact pour éviter une réunion de cabinet un jour de courses à Newmarket. Aujourd'hui ses longues mains cachées sous la manchette de dentelle tremblent un peu. Lady Cunningham se tient tout le jour assise auprès de sa table à thé. Elle fait dire qu'elle est absente parce qu'elle redoute les visites de politesse, la voix bruyante des étrangers qui troublerait le silence du salon orné de tableaux du peintre Lawrence, de bouddhas et de vases vénitiens, rapportés par ses trois maris qui furent chacun de grands voyageurs.

Chaque jour à la même heure lady Reynolds rend visite à lady Cunningham. Malgré son grand âge, elle met un chapeau de feutre clair et fleurit son corsage d'un bouquet de fausses violettes de Parme. Le regard d'un bleu très pâle de lady Cunningham s'anime, le timbre de sa voix s'éclaire, elle dresse sa taille fine, et d'un geste précieux passe sa main dans ses cheveux de cendre, lorsqu'apparaît sa vieille ennemie, sa rivale, le seul être dont elle supporte aujourd'hui la présence.

— Ce temps de neige me désespère, — dit lady Cunningham — hélas! nous n'irons pas en Italie cette année.

— Ma chère, — répond gravement lady Reynolds, — dans ce monde d'aujourd'hui il faut se priver de tout parce que nos désirs sont immoraux ou trop coûteux.

— George Moore me disait à peu près la même chose, le jour de ses vingt-cinq ans. C'était l'époque où il se croyait artiste, — dit lady Cunningham. — Il dut se rendre à Paris pour s'apercevoir qu'il ne possédait pas ce talent.

— Il en avait bien d'autres. Un surtout, très cruel, celui de nous poser des questions insidieuses qui nous faisaient rougir et alarmaient nos mères.

— Que demandait-il?

— Un soir de bal à Grosvenor House il me dit d'une voix très haute qu'il ne danserait avec moi que si je répondais à deux questions : Croyez-vous en Dieu et avez-vous un amant?

— Et qu'avez-vous répondu?

— Que je croyais en Dieu.

— Et que vous n'aviez pas d'amant?

Lady Reynolds se retourne fièrement vers sa rivale :

— Non, ma chère, pour recevoir une lettre de lui le lendemain je lui dis que j'avais eu un amant. Mais ce n'était pas vrai.

— Vous devez regretter aujourd'hui d'avoir été obligée de mentir, — répondit Lady Cunningham d'une voix très douce, un peu ironique. — « George Moore ne m'a jamais posé de questions, mais je garde dans ce sachet quelques lettres de lui que j'aime à relire. Vous pouvez les emporter, mais ne les prêtez pas à son biographe. »

C'est le fantôme de George Moore, cet Irlandais roux, aux joues d'enfant, qui vécut longtemps à Paris et choquait les Anglais par ses propos de garçon, qui m'accueillit à Londres. Le jour de mon arrivée, je tenais à la main un exemplaire des *Confessions d'un jeune Anglais*, et plus tard c'est à lui que je pensais, lorsque je me rendis chez Charles Morgan.

CHARLES MORGAN

Les squares de Campden Hill, en bordure de Londres, n'ont pas encore la célébrité de Chelsea. L'air y est vif et, le soir, le ciel nébuleux roussit sous l'éclat des phares. Au sommet de la colline se détache une maison neuve, et tout en haut, un studio offre aux rafales ses vitres arrondies. La pièce aux boiseries claires est sévère comme une cabine de bateau : un lit de camp est inséré dans le mur et la bibliothèque est presque vide, car les livres amis sont cachés dans une armoire. C'est ici que travaille Charles Morgan, l'auteur de *Fontaine*.

— A ma table, je ne vois que les mouvements de ce ciel orageux, — dit-il. — Je reste souvent ici tout un jour et même plusieurs jours si j'en ai envie. J'obtiens à volonté mon repas, grâce à une invention dont vous allez apprécier le mécanisme.

Il presse sur un bouton électrique, ouvre un placard, et en retire, servi sur un plateau bien ordonné, le goûter traditionnel qui se déguste avec peu de gestes et beaucoup de cérémonie. Je lui dis :

— Vos romans ont surtout touché les Français, parce que

leur art est très proche de notre roman, ce qui est exceptionnel en Angleterre.

— C'est à George Moore que s'applique surtout votre remarque. Il est le maître de cet art qui est, en effet, tout nouveau dans la littérature anglaise et qui est dû à l'influence des romanciers français.

— Vous l'avez beaucoup connu, — n'est-ce pas? — Il vous avait désigné pour être son biographe.

Charles Morgan décrocha un masque de plâtre pendu au mur, et caressant la face molle, le nez busqué, la bouche épaisse :

— Je l'ai beaucoup vu à une époque où il était brouillé avec tous ses amis.

— Il m'a manqué certaines lettres privées pour écrire la biographie que George Moore aurait aimée. Je ne publie qu'un bref essai en hommage à celui qui a créé le roman anglais.

Charles Morgan me tend la brochure où je lis sur la dédicace :

Cet essai d'un artiste qui aima la France, est dédié par son auteur à Edmond Jaloux, en témoignage d'amitié et d'admiration, et parce qu'une amitié, même de dix-sept années, ne peut mettre fin à une alliance naturelle entre deux peuples, chez qui il n'est pas encore criminel de penser.

— En France, George Moore est très estimé, — dis-je, — mais il est loin d'avoir l'importance d'un écrivain tel que Meredith, par exemple. On ne le placerait pas, je crois, au rang où vous le mettez.

— Il a élevé le plan du roman anglais, qui longtemps fut chez nous un genre secondaire, fait pour un public vulgaire, amateurs de récits touffus, désordonnés, lecteurs de journaux et de revues qui se contentent d'un certain pittoresque et d'un faux réalisme. C'est une autre esthétique que George Moore nous apporte, grâce à l'influence de Flaubert.

— N'est-ce pas son syle surtout qui a marqué sur les écrivains modernes? Je songe à une parole de Denis Saurat : « L'Angleterre est aujourd'hui à la recherche d'un style en prose. »

— Peut-être n'avons-nous pas encore eu des prosateurs égaux à nos poètes. Mais pour Moore il s'agit bien d'une certaine esthétique et non pas proprement de style. Sa façon de voir, de travailler et de vivre, sa discipline comparable à celle

de Flaubert, son exemple est un grand enseignement pour ceux qui le connurent et le comprirent.

— C'est en France, au hasard, de mes lectures, que j'ai connu d'abord mes amis anglais. Ils me sont familiers; permettez-moi tout de suite une question indiscrète. Comme beaucoup de vos lecteurs français, j'ai cherché la suite de *Fontaine*. Je me suis demandé ce que devenaient Lewis et Julie dans le monde où vous les avez introduits. Ils ont connu le paradis, l'ont-ils perdu?

— Ils l'ont perdu. Je vous dirai que j'avais conçu mon roman en trois volumes. C'est la seconde partie que j'ai publiée sous le titre de « Fontaine ». La première partie ne verra pas le jour : la troisième sera transposée dans un autre ouvrage. Vous vous souvenez de la rencontre de Lewis et de Julie à Oxford? Ce passage devait constituer le premier livre où j'aurais insisté sur un trait du caractère de Julie : la mobilité et l'adresse à tirer un trop bon parti de son entourage, trop de facilité à s'adapter. Cette tendance de la femme vous donne la clef du troisième volume. Julie voudra aider son mari quand il entreprend, après la guerre, de relever la maison d'édition de son père. La maison prospère, grâce à cette collaboration féminine, jeune et enthousiaste. C'est dans ce succès que devait se perdre leur unité spirituelle. Un courant étranger à l'amour les submerge. Lewis retrouve plus tard l'apaisement dans la retraite et la solitude. Il abandonne Julie pour s'acheminer de nouveau vers le détachement et la quiétude contemplative.

— Il me semble que « Fontaine » nous montre l'échec de cette vie contemplative devant l'amour?

— Sans doute, mais c'est une défaite momentanée. L'amour chez Lewis n'est qu'une étape vers un état plus proche de la perfection. L'amour, ou encore une secrète ambition, l'art par exemple, aide l'homme à se fixer, mais il rejette bientôt ces objets trop assimilables et qui le gênent confusément dans la poursuite d'une image éternelle, dont l'amour ou l'art sont une première ébauche, et qu'il possède seulement quand il atteint à l'unité absolue, à l'invulnérabilité.

— Quel est l'objet de cette contemplation finale et victorieuse, ou plutôt quel est son ressort?

— La Mort. Elle a grandi en nous. Nous entendons toujours plus distinctement son mystérieux appel. L'art et l'amour sont les premiers gestes qui lui répondent. Mais seule l'invulnérabilité nous permet de le comprendre pleinement.

— On retrouve chez vous le prolongement des poètes platoniciens anglais du XVIIe siècle, et je me doute des motifs qui incitèrent Lewes à écrire « Le développement des concepts spirituels depuis la Renaissance ».

Il s'est tu, et j'entends très rapprochés, des rires d'enfants. Cette pièce isolée au faîte du belvédère, assourdie aux heures de travail et qui semble inaccessible à la vie, est pénétrée soudain d'une autre lumière.

STEPHEN HUDSON[1]

Stephen Hudson a choisi l'isolement, et l'estime de quelques intimes lui suffit.

Élégant, élancé, la démarche agile, le regard comme adouci par la chaleur du teint, contenant une sorte de pétulance intérieure, Stephen Hudson a gardé jusqu'à soixante-huit ans l'allure des jeunes Anglais qui aiment à suivre à cheval la meute excitée et à se retrouver le soir en habit devant une flambée. Mais dès qu'il parle, on ne dirait pas qu'il est Anglais : ses gestes sont trop vifs, trop spontanés, et il ne redoute pas les confidences, il devance vos questions, il vous pénètre de cette intuition qui semble émaner, non point du regard un peu terni sous les lunettes, mais de tout son être en feu. Il est bien l'image de ce Richard Kurt, d'origine autrichienne, qui vécut en Italie, il adore les Français et se sent un peu exilé en Angleterre.

Lorsqu'il fait beau temps, il se promène dans son jardin sous une ombrelle de soie verte, enveloppé d'un manteau chamois, ganté de blanc afin de préserver ses mains quand il arrache une mauvaise herbe.

Il fait le tour de la roseraie italienne, puis plante sur la pelouse sa canne de chasse qui forme un siège de fortune et il se repose un moment en évitant de laisser tomber sur le

1. Nous rappelons que la *Revue de Paris* a publié deux romans de Stephen Hudson : *Elinor Colhouse* et *Richard Kurt*.

gazon la cendre de sa cigarette. Le jardin n'a pas d'enclos; il se prolonge par des champs et des bois, une campagne humide et domestiquée.

Stephen Hudson parle au jardinier, puis s'avance vers nous, et, avec une insistance d'enfant, nous prie de ne pas entrer dans la maison, avant qu'il nous ait appelé.

— Il vient de recevoir une nouvelle toile de Stanley Spencer, — me dit sa femme. — Ce peintre est célèbre en Angleterre, mais c'est Stephen qui le découvrit. Nous aurons la permission d'entrer quand il aura trouvé un emplacement qui lui plaise pour son tableau.

Stephen Hudson nous fait un signe à la fenêtre. Nous pouvons regarder le tableau qui est suspendu à côté d'une toile de Derain. C'est dans cette salle blanche qu'il travaille et lorsqu'il a terminé quelques pages, il les lit à sa femme. Pendant que l'on cause avec Stephen Hudson, son regard ne quitte pas les yeux de sa femme. Elle seule lui parle très bas, car il sait lire sur ses lèvres, et l'on dirait que les mots et les choses ne le touchent que répercutés par ce visage.

— Je n'ai rien publié avant cinquante ans, — me dit-il. — Je ne le regrette pas. Je n'avais pas atteint, avant, une pleine maturité intérieure et je ne connaissais pas Marcel Proust. L'épopée de *Richard Kurt* est un roman autobiographique, et pourtant tous les incidents, tous les détails du roman sont imaginés. La véritable imagination s'inspire de la réalité et de la vérité, de l'expérience individuelle; son rôle est tout intime. Il existe une autre forme de l'imagination, mais toute mécanique. L'accueil que reçut en France la traduction d'*Une histoire vraie* m'a encouragé à terminer les trois volumes que vous voyez sur mon bureau. Parfois, j'ai été tenté d'écrire des romans de pure fiction, mais je les ai abandonnés pour revenir à la destinée de Richard Kurt.

— Est-ce que Proust a exercé une influence sur cette œuvre?

— Il fut pour moi un ami très cher, il eut de l'influence sur mon attitude devant la vie, son courage social renforça le mien, il m'obligea à voir la réalité avec plus de franchise, mais il n'a pas exercé sur mon œuvre une influence littéraire. Mon premier livre a paru en 1919; je l'avais commencé en 1911,

l'année de mon second mariage. Marcel Proust ne savait pas que j'écrivais, mais un soir, à Paris, en 1922, il me dit : « Vous devez écrire, je le vois à vos lettres. » Je répondis : « En tout cas, je ne suis pas un écrivain professionnel. » Il me dit : « Et moi, pensez-vous que je sois un professionnel? » Justement j'avais sur moi trois pages de mon roman *Prince Hampstead* qu'un ami avait traduites en français, fort mal d'ailleurs. Marcel Proust en fut content et il les communiqua à Jacques Rivière. La *Nouvelle Revue Française* décida de publier mon livre. Je n'ai vraiment connu la pensée de Proust qu'en traduisant beaucoup plus tard, *le Temps retrouvé*. Ce travail fut pour moi une véritable expérience spirituelle. Le traducteur doit recréer l'œuvre de l'artiste et l'interpréter. J'ai écrit cinq fois la traduction du *Temps retrouvé*. C'est là mon œuvre préférée.

Le bonheur n'est pas toujours l'ennemi de l'art, mais souvent son adversaire. Trop occupé par les distractions d'une jeunesse sagement prolongée, Stephen Hudson écrit peu. Il aime mieux discuter avec sa femme sur le sujet d'un roman, qu'il n'écrit pas. Auprès de sa propriété, il a fait construire une maison destinée au recueillement et au travail. Il n'y vient jamais. Mais il part tout à coup pour le continent et va se cloîtrer dans quelque palace, rempli par l'étrange famille des Kurt. Il reprend le fil de son histoire, renoue les aventures de Richard Kurt et sans plan, sans note, rapidement, il écrit trois cents pages.

Cependant, il songe à la maison, vieux manoir adossé à une église, à la musique, à ses tableaux, aux dîners en tête à tête avec sa femme, et deux fois par jour il téléphone à Londres. Il revient en hâte, il lit à sa femme les trois cents pages. Quand ils auront longuement parlé ensemble, il ne subsistera que quelques chapitres parfaits.

GÉRARD BOUTELLEAU

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

Après une nouvelle et très vigoureuse poussée des cours des valeurs industrielles durant la première partie du mois de novembre, le marché boursier a marqué un peu d'hésitation aux alentours de la liquidation du 15. Il n'y a eu, toutefois — tout au moins jusqu'à l'heure où je dois écrire ces lignes — aucun signe de lassitude. Les organes spéciaux se sont plu à souligner que les ordres d'achat du comptant, c'est-à-dire les remplois de capitaux disponibles, continuaient de se présenter, chaque jour, en cohortes compactes, en s'orientant, de préférence, vers les principales valeurs, aussi bien françaises qu'étrangères. Mais les professionnels, qui pour la plupart — pour ne pas dire tous — opèrent à crédit, devaient se soucier d'engranger les bénéfices importants si rapidement réalisés d'autant que les événements politiques, intérieurs et extérieurs, étaient de nature à les inciter à la prudence.

Il n'y a point lieu de se préoccuper d'un engorgement excessif du marché. L'état des positions mentionné par la statistique habituelle des échéances de liquidation, tout en présentant une forte augmentation, ne comporte aucun danger. Néanmoins, il est nécessaire que, de temps à autre, les étapes parcourues, surtout quand elles l'ont été rapidement, soient consolidées.

Reste à savoir si la hausse très importante déjà acquise est techniquement justifiée et si, en se poursuivant, elle ne risque pas de se trouver, un jour proche, en porte-à-faux. Là, il est bien difficile de formuler une opinion. On ne saurait soutenir que les achats des capitaux, sur le marché des valeurs, traduisent un élan subitement généralisé de confiance. La plupart des observateurs pensent, au contraire, qu'il s'agirait bien plutôt d'un acte de défiance. A leur avis les capitaux thésaurisés au

courant des dernières années soit en raison des menaces constantes d'un conflit international, soit par crainte des troubles sociaux, soit encore du fait des appréhensions provoquées par la défectueuse gestion des finances publiques, abandonnant le refuge d'inertie où ils s'étaient peureusement endormis si longtemps, chercheraient, après la dure leçon donnée par la dévaluation, un autre refuge du côté des investissements en valeurs industrielles sans trop se soucier, pour l'instant, de sa qualité.

Cette interprétation paraît, dans son ensemble, parfaitement vraisemblable. Elle devrait comporter, évidemment, une préférence marquée pour les valeurs internationales tout naturellement réputées, mieux que les nôtres, à l'abri des dangers ou des inconvénients que l'on peut encore envisager. Ce sont bien, en effet, ces valeurs étrangères qui ont été, presque constamment, le plus en faveur sur notre marché durant la hausse parcourue depuis deux mois. Mais, d'une part, elles sont relativement peu nombreuses à notre Bourse de Paris et, d'autre part, il faut bien constater que malgré d'assez nombreuses sources de documentation, elles sont très peu connues de la grande masse de la clientèle, surtout de la clientèle de province qui ne sait guère où se renseigner avec quelque sûreté. Je pourrais citer aisément diverses valeurs étrangères de qualité qui donnent lieu chaque jour à de très importantes transactions à notre Bourse et qui sont totalement inconnues de la quasi-totalité de la clientèle.

Celle-ci va donc, tout naturellement, vers ce qu'elle connaît, peu ou prou, au moins de nom, et elle achète, en ce moment, sans trop se préoccuper du prix payé. Je ne pense nullement qu'il y ait lieu de la critiquer, pour le moment. Cependant, il peut être prudent, de rappeler que pour bien des raisons il importerait, désormais, de ne pas pousser à l'exagération.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union industrielle française.

Toute demande de renseignements détaillée concernant cette chronique doit être adressée directement à son Rédacteur, M. André Ply, 4, rue de Vienne à Paris (8e).